



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLIX^e Année

Tome II N^{os} 1-2 – Juillet-Août 1974

SOMMAIRE :

- 3 La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1973.**
- 37 Recommandation de politique monétaire du 28 juin 1974 adressée par la Banque Nationale de Belgique aux compagnies d'assurances sur la vie.**
- 49 Réserve monétaire.**
- 51 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale.**
- 1 Statistiques.**
- 133 Législation économique.**
- 143 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1973

La présente chronique comprend quatre sections.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » retrace les développements les plus importants qui se sont produits dans les opérations avec l'étranger en 1973.

Afin de mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la Banque Nationale à intervenir, les données retraçant l'évolution générale des paiements entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et l'étranger ont été, dans la section 1 considérée, présentées suivant le schéma du tableau IX-4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* de la Banque (1).

Dans ce schéma, les opérations au comptant des résidents avec l'étranger — qui sont seules recensées dans la présentation habituelle de la balance des paiements — sont considérées conjointement avec les opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires nationaux ainsi qu'avec les opérations de change à terme.

Ces diverses opérations ont, comme postes de contrepartie « au-dessous de la ligne », le mouvement des réserves de change de la Banque, définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux, et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie.

La présentation traditionnelle de la balance des paiements reste utilisée dans la suite de l'article. Elle apparaît à la section 2 qui contient, outre un tableau d'ensemble de la balance générale des paiements sous sa forme habituelle, divers tableaux de détail et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus

(1) La « philosophie » du tableau précité, les principes de sa construction, l'articulation des différentes rubriques, le sens exact des opérations qu'elles recouvrent, ont été exposés dans une information publiée dans le numéro de janvier 1973 du présent *Bulletin* : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (Tableau IX-4) ».

dans les rubriques et commentant les évolutions marquantes survenues entre 1972 et 1973.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique des paiements.

Enfin, à la section 4, en vue de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé sous l'intitulé « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E. - F.M.I. », les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3, suivant le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements qui s'est tenue en février 1964 sous l'égide du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'O.C.D.E.

SECTION 1

APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS AVEC L'ETRANGER DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Quoique toujours substantiel, l'excédent cumulé des *opérations courantes* est devenu inférieur, depuis le mois de juillet, au chiffre correspondant de 1972. Alors qu'à l'issue des cinq premiers mois, il dépassait de 6 milliards l'excédent de 1972, pour l'ensemble de l'année, il était inférieur à celui-ci de 6,2 milliards, puisqu'il n'atteignait plus en effet que 45 milliards, contre 51,2 milliards en 1972.

L'augmentation du boni au titre des opérations sur marchandises et des transferts privés a été plus que compensée par la réduction de l'excédent des règlements relatifs aux services et par l'élargissement du déficit laissé par les transferts de l'Etat.

Le boni des opérations sur marchandises s'est élevé à 49,7 milliards, contre 46,1 milliards en 1972. L'excédent laissé par les opérations de travail à façon et d'arbitrage s'est accru; par contre, le boni au titre des exportations et importations a diminué.

L'augmentation des dépenses d'importations a été plus rapide que celle, pourtant très élevée, des recettes d'exportations. Le taux de progression des premières a atteint 26,4 p.c. contre 10,7 p.c. en 1972, et celui des secondes, 24,7 p.c. contre 11,9 p.c.

L'accroissement des importations a été déterminé à la fois par l'intensité de la demande finale intérieure, les approvisionnements considérables nécessités par le développement des exportations, la pleine utilisation des capacités de production dans certains secteurs et la hausse des prix des produits importés.

Tableau I.

**Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents
avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme**

(milliards de francs)

	1972	1973		
	Année	2 premiers mois	Mars à décembre	Année
1. <i>Transactions sur biens et services</i> (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 60,0	+ 10,4	+ 46,7	+ 57,1
2. <i>Transferts</i> (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,8	- 2,7	- 9,4	- 12,1
<i>Opérations courantes (1+2) ...</i>	+ 51,2	+ 7,7	+ 37,3	+ 45,0
3. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i> :				
3.1 Opérations avec l'étranger (rubrique 3 de la balance générale des paiements)	- 10,7	- 1,7	- 2,7	- 4,4
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 6,4	- 0,6	+ 0,3	- 0,3
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,1	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 9,0	- 2,3	- 2,4	- 4,7
4. <i>Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers</i> :				
4.1 Opérations avec l'étranger (rubrique 4 de la balance générale des paiements)	- 20,2	- 6,7	- 3,3	- 10,0
4.2 Mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	+ 3,5	+ 7,4	- 6,4	+ 1,0
4.22 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	+ 8,6	+ 3,4	- 8,7	- 5,3
<i>Total 4 ...</i>	- 8,1	+ 4,1	- 18,4	- 14,3
5. <i>Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers</i> :				
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 7,6	+ 1,2	- 6,9	- 5,7
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,8	+ 8,4	+ 9,9	+ 18,3
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 7,4	+ 3,1	- 2,1	+ 1,0
<i>Total 5 ...</i>	- 10,2	+ 12,7	+ 0,9	+ 13,6
6. <i>Mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises</i> :				
6.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	+ 1,4	+ 8,3	- 20,5	- 12,2
6.2 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	- 0,4	- 6,3	+ 14,8	+ 8,5
<i>Total 6 ...</i>	+ 1,0	+ 2,0	- 5,7	- 3,7
<i>Opérations en capital (3 à 6) ...</i>	- 26,3	+ 16,5	- 25,6	- 9,1
7. <i>Erreurs et omissions</i> :				
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,5	- 1,7	+ 8,5	+ 6,8
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 0,8	+ 0,4	- 8,7	- 8,3
<i>Total 1 à 7 ...</i>	+ 23,6	+ 22,9	+ 11,5	+ 34,4
8. <i>Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+) ou diminution (-)] :</i>				
8.1 Encaisse en or	- 1,8	- 1,6	...	- 1,6
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	- 1,7	- 0,2	+ 4,1	+ 3,9
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	+ 3,5
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :				
8.41 Avoirs au comptant	+ 17,4	+ 24,2	+ 6,6	+ 30,8
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 14,0	- 13,1	+ 4,8	- 8,3
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
8.51 Avoirs nets au comptant ³	+ 1,8	+ 0,6	- 1,2	- 0,6
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 6,1	+ 13,0	- 6,3	+ 6,7

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

³ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Le développement des exportations a été induit essentiellement par la très haute conjoncture dans presque tous les pays industrialisés. Le caractère d'économie très ouverte de l'U.E.B.L., les caractéristiques des grands investissements industriels réalisés dans la dernière décennie (unités de production technologiquement avancées que leurs dimensions orientent vers l'exportation), font que le développement des ventes est particulièrement sensible aux impulsions venant de l'extérieur. Or, l'année 1973 a été marquée, surtout au premier semestre, par une accélération de l'expansion économique de l'ensemble des pays industrialisés, due à la pression de la demande, alimentée par des anticipations inflationnistes.

La réduction de l'excédent des paiements de services a été déterminée, principalement, par l'accroissement du déficit au titre des déplacements à l'étranger et par la diminution de l'excédent laissé par les frets ainsi que par les transactions des pouvoirs publics sous l'effet, essentiellement, de l'augmentation des dépenses militaires.

L'évolution des soldes des transferts publics et privés a reflété, principalement, l'incidence des opérations avec les institutions européennes : l'accroissement des ressources mises par l'Etat à la disposition desdites institutions a largement dépassé l'augmentation des versements du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux agriculteurs résidents.

En ce qui concerne les *opérations en capital*, celles des pouvoirs publics ont donné lieu à des sorties nettes atteignant 4,7 milliards, contre 9 milliards en 1972. Dès la fin de juin de cette dernière année, le Trésor avait totalement remboursé la dette à court terme en devises, à l'exception de certificats libellés en or détenus par la Banque des Règlements Internationaux; le remboursement de ceux-ci a été achevé en février 1973. Depuis cette date, les opérations en capital du Trésor en monnaies étrangères ont consisté principalement en des amortissements contractuels sur emprunts consolidés.

Le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers avec l'étranger s'est soldé par un déficit inférieur de 10,2 milliards au chiffre correspondant de 1972. Les entrées de capitaux étrangers en U.E.B.L. ont substantiellement augmenté; des investissements directs importants, en provenance, principalement, des Etats-Unis, des Pays-Bas et de la République Fédérale d'Allemagne, ont été effectués dans des entreprises de fabrications métalliques, pétrolières, textiles et de services. Pour leur part, les investissements et placements des résidents à l'étranger, quoique très importants, n'ont que peu progressé d'une année à l'autre; les achats nets de valeurs mobilières étrangères ont même diminué; par contre, des sorties importantes sous forme de constitutions de dépôts à l'étranger ont été enregistrées.

Dans leurs opérations avec les banques, au cours des deux premiers mois, les entreprises et particuliers ont réduit leurs avoirs nets, au comptant et à terme, en monnaies étrangères, en raison des troubles monétaires qui ont affecté

le début de l'année, marqué par une vague spéculative contre le dollar qui devait aboutir à la dévaluation de celui-ci. Au contraire, pour l'ensemble des autres mois de l'année, ils ont augmenté ces avoirs, manifestant ainsi un retour à plus de confiance dans certaines monnaies du moins.

De leur côté, les non-résidents se sont montrés soucieux de s'endetter le moins possible en francs et, à l'inverse, de se constituer des avoirs en cette monnaie. Ainsi, l'encours des crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés à leur origine par les banques s'est réduit pendant les deux premiers mois et n'a augmenté que de 5,7 milliards sur l'ensemble de l'année, contre 7,6 milliards en 1972, nonobstant la forte expansion du commerce extérieur. Par contre, les non-résidents ont augmenté de 19,3 milliards leurs avoirs nets en francs, au comptant et à terme, auprès des organismes monétaires alors qu'ils avaient réduit ces avoirs de 2,6 milliards en 1972. Sans doute, un tel accroissement d'avoirs en 1973 a correspondu, pour une part, au besoin éprouvé par les non-résidents de couvrir des règlements à venir, mais aussi, pour une autre part, à des motifs de spéculation à la hausse du franc.

Une certaine dissymétrie a donc caractérisé les comportements des résidents et des étrangers en matière d'opérations à court terme pendant les périodes observées. Les premiers ont manifesté, au cours des dix derniers mois considérés, un regain d'intérêt pour les avoirs en certaines monnaies étrangères du moins, alors que les seconds ont témoigné une préférence, beaucoup plus grande qu'en 1972, pour le franc belge.

A l'instar des entreprises et particuliers, quoique dans une mesure beaucoup moindre, les banques ont réduit, au cours des deux premiers mois, leurs avoirs nets, comptant et terme réunis, en monnaies étrangères et les ont augmentés pendant les mois suivants. On rappellera à ce propos que l'interdiction faite aux banques, par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, de prendre une position globale — comptant et terme réunis — à la hausse ou à la baisse en monnaies étrangères au-delà d'un niveau normal correspondant à leurs besoins légitimes de fonds de roulement nécessaires à l'exécution régulière des opérations de leur clientèle, ne concerne que les seuls avoirs et engagements du marché réglementé.

Aussi bien, en vue de contribuer à réduire le risque d'une spéculation sur le marché réglementé des changes, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change a abaissé à deux reprises, en septembre et en novembre, les limites imposées en 1972 aux positions débitrices au comptant des banques en monnaies étrangères du marché réglementé et en francs belges ou en francs luxembourgeois en comptes étrangers convertibles. Par ailleurs, la commission spéciale de 0,25 p.c. par semaine sur les accroissements des avoirs en comptes en francs belges convertibles, qui avait été instaurée en mars et suspendue temporairement en août, a été rétablie en septembre, en raison des remous provoqués sur le marché des changes par la réévaluation du florin, mais suspendue de nouveau à partir du 1^{er} janvier 1974.

Au total, l'excédent laissé en 1973 par les opérations qui viennent d'être décrites a eu pour contrepartie, compte tenu des erreurs et omissions, une augmentation de 34,4 milliards des *réserves de change* et de la *position à terme de la Banque*. Celles-ci sont directement influencées par les opérations réalisées sur le marché réglementé des changes. Par ailleurs, tout déséquilibre *ex ante* sur le marché libre déclenche un mouvement de cours qui suscite des opérations compensatrices ou qui provoque un déplacement, d'un marché à l'autre, d'opérations pour lesquelles la réglementation laisse le choix du marché; dans ce dernier cas, il se répercute sur les réserves de change de la Banque.

A la suite d'acquisitions effectuées en application des accords internationaux auxquels le pays est partie, les avoirs au comptant en monnaies étrangères se sont accrus de 30,8 milliards. Dans ce montant sont notamment comprises des liras acquises en janvier et février pour assurer le soutien communautaire de cette monnaie. Comme ces acquisitions ont été assorties de reventes à terme, elles n'ont pas influencé la position créditrice en monnaies étrangères (avoirs au comptant sous déduction des monnaies à livrer à terme), mais ont augmenté la position créditrice en francs belges. En sens inverse, des dollars détenus par la Banque en vertu des accords de swap conclus avec la Federal Reserve Bank of New York ont été rachetés, contre francs belges, par celle-ci; ces rachats ont entraîné une diminution équivalente de l'encours des dollars vendus à terme à la Federal Reserve Bank; ils n'ont donc pas non plus modifié la position créditrice en monnaies étrangères, mais ont réduit celle en francs belges. Pour le surplus, la Banque a acquis des dollars par des interventions sur le marché réglementé des changes avant que cette monnaie ne devienne flottante en mars, et a reçu des dollars en règlement d'opérations de soutien communautaire, ce qui a eu pour effet de majorer tant les avoirs au comptant que la position créditrice en monnaies étrangères.

Finalement, cette position, laquelle fait presque intégralement l'objet d'une garantie de l'Etat contre les risques de change, a augmenté de 22,5 milliards, et la position créditrice en francs belges, de 6,1 milliards.

L'augmentation de 3,9 milliards des avoirs détenus auprès du Fonds Monétaire International est due, par solde, à la cession de droits de tirage spéciaux au titre de règlement d'opérations de soutien communautaire et à une contraction de la créance de la Banque dans le cadre de la participation de la Belgique au Fonds, à la suite de remboursements nets en francs belges par divers pays.

La rubrique « Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire » reprend le solde des créances et des engagements de la Banque, résultant des opérations de soutien communautaire effectuées depuis l'entrée en activité dudit Fonds le 1^{er} juin et non encore réglées.

La réduction de l'encaisse en or provient des cessions au Trésor en vue du remboursement des certificats libellés en or détenus par la Banque des Règlements Internationaux.

SECTION 2

BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau III.

Les opérations sur marchandises ont laissé un solde positif de 49,7 milliards, contre 46,1 milliards en 1972. Cette hausse est due entièrement à celle du solde excédentaire des opérations de travail à façon et d'arbitrage, car le boni au titre des exportations et importations a diminué.

La balance des paiements de l'U.E.B.L. étant basée sur les règlements financiers, on notera que les montants des paiements afférents aux opérations sur marchandises précitées reflètent non seulement les mouvements effectifs de ces marchandises, mais également les variations dans les termes de leur paiement. Ces variations devraient être recensées comme mouvement de capital et non de marchandises, mais le matériel statistique existant ne permet pas d'effectuer avec précision la rectification nécessaire.

Rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'ajustements. L'un des plus importants est le suivant : aux (des) montants des règlements effectifs est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des importations et des exportations effectuées à crédit qui peuvent être recensées. En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification du montant des engagements d'acceptation des banques belges envers des banquiers étrangers ou de l'encours des crédits bancaires à l'exportation octroyés sous forme d'acceptations, de crédits de caisse à des importateurs étrangers ou d'escompte. En contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits de banques étrangères ou belges comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. » (à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges envers l'étranger), soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés par des ressources du système monétaire), soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés en dehors des organismes monétaires).

Tableau II.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972			1973		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	-12,1	- 4,6	+23,9	+20,8	+14,7	+14,6	+29,3	+16,2	+11,2	+27,4
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+13,9	+ 6,4	+ 7,3	+13,7	+ 8,1	+ 8,9	+17,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 0,7	+ 2,4	+ 3,1	+ 1,6	+ 3,7	+ 5,3
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	- 1,1	- 1,4
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 2,1	+ 2,7	+ 4,8	+ 2,3	+ 0,9	+ 3,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	-10,2	- 5,0	- 7,4	-12,4	- 7,1	- 9,5	-16,6
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 1,8	+ 5,6	+ 7,4	+ 2,7	+ 4,5	+ 7,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 4,1	+ 4,4	+ 8,5	+ 3,7	+ 3,6	+ 7,3
1.9 Autres	+ 5,8	+ 4,9	+ 5,7	+ 6,5	+ 2,6	+ 2,8	+ 5,4	+ 4,7	+ 3,7	+ 8,4
Total 1 ...	+ 5,0	+10,0	+43,5	+49,3	+27,4	+32,6	+60,0	+31,6	+25,5	+57,1
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 3,9	+ 4,2	+ 8,1	+ 6,3	+ 5,2	+11,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	-12,1	-14,4	-14,8	- 9,0	- 7,9	-16,9	-13,5	-10,1	-23,6
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 5,1	- 3,7	- 8,8	- 7,2	- 4,9	-12,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat ⁴ :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 1,9	- 0,6	- 2,5	- 1,0	- 0,4	- 1,4
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 2,6	- 3,9	- 6,5	- 1,5	...	- 1,5
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	...	- 1,6	- 1,6	...	- 1,5	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	-11,0	- 4,6	- 6,1	-10,7	- 2,5	- 1,9	- 4,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 1,2	- 1,0	- 0,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 0,8	- 0,2	- 1,0	- 1,7	+ 0,1	- 1,6
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	-13,4	-15,0	-15,7	-23,6	-17,4	-18,6	-36,0	-20,0	-11,4	-31,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 4,7	- 1,8	- 6,5	- 1,9	- 4,8	- 6,7
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 0,7	- 0,8	- 1,5	- 1,2	- 2,4	- 3,6
4.314 Autres	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 2,0	+ 0,5	- 1,5	- 5,2	- 1,4	- 6,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 2,3	+ 1,8	+ 4,1	+ 2,5	+ 4,0	+ 6,5
4.322 Investissements directs	+12,5	+13,8	+15,9	+21,8	+ 8,2	+ 9,5	+17,7	+14,1	+13,4	+27,5
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	...	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,5	+ 3,2
4.324 Autres .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,4	+ 5,2	+ 4,8	+ 1,8	+ 2,2	+ 4,0
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 4,4	+14,2	-13,8	- 9,3	-16,0	- 4,2	-20,2	-10,9	+ 0,9	-10,0
5. Erreurs et omissions	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	+ 1,4	- 1,9	- 0,5	- 5,1	+11,9	+ 6,8
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+17,9	+20,0	+20,4	+ 3,1	+16,7	+19,8	+ 5,9	+31,5	+37,4
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	+ 1,1	- 1,8	- 0,7	+ 2,1	- 1,1	+ 1,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 1,1	- 3,4	- 4,5	- 6,5	- 7,3	-13,8
6.212 Monnaies étrangères	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+10,6	-10,3	+11,6	+ 1,3	-15,9	+29,9	+14,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 0,3	- 2,4	- 2,7	- 0,2	...	- 0,2
6.23 Banque Nationale	-14,2	+ 5,4	+11,4	+17,5	+13,7	+12,7	+26,4	+26,4	+10,0	+36,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	-	(+ 3,4)	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1988).

⁵ Autres que les organismes monétaires

On notera, par ailleurs, que cette rubrique comprend, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire; avant cette date, ces dépenses figuraient à la rubrique 1.8 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Tableau III. **Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »**
(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes ¹	Dépenses ^{1 2}	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ³	Dépenses	Solde
1968 Année	318,6	330,7	-12,1	10,4	2,4	+ 8,0	+ 3,4	332,4	333,1	- 0,7
1969 Année	388,1	392,7	- 4,6	12,0	3,0	+ 9,0	+ 4,8	404,9	395,7	+ 9,2
1970 Année	466,6	442,7	+23,9	13,4	3,7	+ 9,7	+ 5,0	485,0	446,4	+38,6
1971 Année	502,0	481,2	+20,8	18,6	4,7	+13,9	+ 6,4	527,0	485,9	+41,1
1972 1 ^{er} semestre	269,3	254,6	+14,7	9,4	3,0	+ 6,4	+ 0,7	279,4	257,6	+21,8
2 ^e semestre	292,5	277,9	+14,6	10,5	3,2	+ 7,3	+ 2,4	305,4	281,1	+24,3
Année	561,8	532,5	+29,3	19,9	6,2	+13,7	+ 3,1	584,8	538,7	+46,1
1973 1 ^{er} semestre	333,1	316,9	+16,2	11,1	3,0	+ 8,1	+ 1,6	345,8	319,9	+25,9
2 ^e semestre	367,5	356,3	+11,2	12,2	3,3	+ 8,9	+ 3,7	383,4	359,6	+23,8
Année	700,6	673,2	+27,4	23,3	6,3	+17,0	+ 5,3	729,2	679,5	+49,7

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

³ Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

D'après les principes généraux du *Balance of Payments Manual*, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison mère et ses filiales en vue de la transformation doivent être considérées comme des achats et des ventes de marchandises; elles ne doivent donc pas donner lieu à enregistrement d'une recette de travail à façon. Ce principe n'est pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises traitées en Belgique par des filiales de maisons étrangères sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré comme une recette de travail à façon.

Par ailleurs, les recettes et les dépenses au titre du travail à façon ne comprennent plus les paiements à des résidents pour l'entretien et la réparation de navires étrangers, ni les paiements à des étrangers pour l'entretien et la réparation de navires belges. Ces frais portuaires sont normalement inclus dans la rubrique 1.5 « Autres frais de transport ». On avait continué de les comprendre,

jusqu'en 1969, sous la rubrique « Travail à façon » pour éviter une solution de continuité, étant donné qu'ils ne pouvaient être dissociés statistiquement des recettes et dépenses de travail à façon qu'à partir de l'année 1965. La correction effectuée a porté sur les chiffres des années 1965 et suivantes. Il en résulte que ces chiffres ne sont pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage ».

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger sans être entrées dans le territoire douanier de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

Rubrique 1.2 « Or non monétaire ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par les organismes monétaires.

Il convient de rappeler ici que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies sans limitation et par toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes au titre d'autres rubriques de la balance des paiements que celle de l'or non monétaire. De ce fait, un déficit au titre de cette dernière rubrique, comme cela a été le cas en 1973, peut être déterminé par le transit destiné à alimenter la thésaurisation privée d'or à l'étranger.

Rubriques 1.3 à 1.9 « Transactions sur services » : Tableau IV.

Il convient de n'utiliser les chiffres de ce tableau qu'avec beaucoup de réserves. Dans une balance des paiements basée sur les règlements financiers, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées. Ces compensations sont les plus fréquentes dans le domaine des services : elles peuvent s'opérer aussi bien entre des transactions relevant d'une même rubrique qu'entre des opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes.

Le surplus laissé par les services s'est réduit de 13,6 à 8,8 milliards sous l'effet, essentiellement, de l'augmentation du déficit au titre des déplacements à l'étranger et de la diminution de l'excédent laissé par les frets et les transactions des pouvoirs publics.

Tableau IV.

Rubriques 1.3 à 1.9 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

Périodes	1.3 Frets ¹			1.4 Assurances pour le transport de marchandises ¹			1.5 Autres frais de transport			1.6 Déplacements à l'étranger			1.7 Revenus d'investissements			1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			1.9 Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1968 Année	15,4	14,2	+1,2	0,5	0,5	...	6,9	5,7	+1,2	13,7	19,9	-6,2	19,8	18,1	+1,7	10,6	7,3	+3,3	34,7	28,9	+5,8	101,6	94,6	+7,0
1969 Année	17,3	16,6	+0,7	0,6	0,7	-0,1	7,6	6,9	+0,7	15,8	22,7	-6,9	27,6	26,8	+0,8	9,5	8,4	+1,1	39,7	34,8	+4,9	118,1	116,9	+1,2
1970 Année	20,3	18,8	+1,5	0,8	0,8	...	9,3	8,4	+0,9	17,4	24,6	-7,2	43,1	39,7	+3,4	10,5	9,9	+0,6	51,4	45,7	+5,7	152,8	147,9	+4,9
1971 Année	24,9	21,1	+3,8	0,8	1,0	-0,2	10,0	9,4	+0,6	18,5	28,7	-10,2	49,1	44,9	+4,2	13,4	10,0	+3,4	50,8	44,3	+6,5	167,5	159,4	+8,1
1972 1 ^{er} semestre	12,7	10,6	+2,1	0,5	0,6	-0,1	4,3	4,3	...	9,1	14,1	-5,0	25,5	23,7	+1,8	7,8	3,7	+4,1	24,9	22,3	+2,6	84,8	79,3	+5,5
2 ^e semestre	14,5	11,8	+2,7	0,4	0,5	-0,1	5,3	5,2	+0,1	10,4	17,8	-7,4	27,4	21,8	+5,6	7,8	3,4	+4,4	27,1	24,3	+2,8	92,9	84,8	+8,1
Année	27,2	22,4	+4,8	0,9	1,1	-0,2	9,6	9,5	+0,1	19,5	31,9	-12,4	52,9	45,5	+7,4	15,6	7,1	+8,5	52,0	46,6	+5,4	177,7	164,1	+13,6
1973 1 ^{er} semestre	15,3	13,0	+2,3	0,6	0,7	-0,1	4,8	5,0	-0,2	11,6	18,7	-7,1	33,2	30,5	+2,7	8,4	4,7	+3,7	29,7	25,0	+4,7	103,6	97,6	+6,0
2 ^e semestre	17,4	16,5	+0,9	0,3	0,7	-0,4	5,8	5,8	...	13,5	23,0	-9,5	46,6	42,1	+4,5	8,3	4,7	+3,6	31,4	27,7	+3,7	123,3	120,5	+2,8
Année	32,7	29,5	+3,2	0,9	1,4	-0,5	10,6	10,8	-0,2	25,1	41,7	-16,6	79,8	72,6	+7,2	16,7	9,4	+7,3	61,1	52,7	+8,4	226,9	218,1	+8,8

¹ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1 du tableau II).

² Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

Rubriques 1.3 « *Frets* » et 1.4 « *Assurances pour le transport de marchandises* ».

Les recettes et les dépenses au titre de ces rubriques ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport des exportations et des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « *Exportations et importations* ». Elles comprennent, par ailleurs, certains frets et assurances payés à des résidents ou à des étrangers à l'occasion d'importations ou d'exportations de marchandises qui auraient normalement dû être déduits des dépenses ou des recettes au titre de la rubrique 1.11 « *Exportations et importations* ».

Rubrique 1.5 « *Autres frais de transports* ».

Cette rubrique comprend tous les règlements afférents à des activités de transport autres que de marchandises : transport de personnes, frais de port et de douane, locations de navires, provisions de bord, frais d'entretien et de réparation de navires.

Rubrique 1.6 « *Déplacements à l'étranger* ».

L'augmentation des dépenses de tourisme a continué d'être nettement supérieure à celle des recettes : en conséquence, le solde déficitaire de la balance touristique s'est élargi de 12,4 milliards en 1972 à 16,6 milliards en 1973.

Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au tableau V.

Tableau V.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total ²
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	République fédérale d'Allemagne	Suisse	Etats-Unis	Autres pays ²	
1968	1.178	1.216	1.378	859	72	424	978	6.105
1969	1.190	1.072	1.609	915	75	464	1.052	6.377
1970	1.268	1.086	1.573	1.034	79	505	1.055	6.600
1971	1.203	1.205	1.759	1.193	71	525	1.136	7.092
1972	1.041	1.164	1.701	1.120	74	489	1.056	6.645
1973	1.079	1.092	1.715	1.264	78	518	1.293	7.039

¹ Y compris les nuitées de camping.

² Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Tableau VI.

Rubrique 1.9 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances ¹			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1968 Année	6,0	1,8	+ 4,2	4,4	6,1	- 1,7	13,0	11,3	+ 1,7	3,8	3,6	+ 0,2	7,5	6,1	+ 1,4	34,7	28,9	+ 5,8
1969 Année	7,2	2,7	+ 4,5	4,9	6,9	- 2,0	15,2	13,3	+ 1,9	3,1	4,3	- 1,2	9,3	7,6	+ 1,7	39,7	34,8	+ 4,9
1970 Année	7,0	3,1	+ 3,9	5,9	8,8	- 2,9	19,0	15,1	+ 3,9	3,8	4,8	- 1,0	15,7	13,9	+ 1,8	51,4	45,7	+ 5,7
1971 Année	7,8	3,6	+ 4,2	6,3	8,2	- 1,9	20,7	17,4	+ 3,3	4,4	5,5	- 1,1	11,6	9,6	+ 2,0	50,8	44,3	+ 6,5
1972 1 ^{er} semestre ...	4,1	2,0	+ 2,1	3,4	4,6	- 1,2	11,0	9,5	+ 1,5	2,2	2,7	- 0,5	4,2	3,5	+ 0,7	24,9	22,3	+ 2,6
2 ^e semestre ...	5,1	2,2	+ 2,9	3,3	4,9	- 1,6	11,9	10,3	+ 1,6	2,7	3,2	- 0,5	4,1	3,7	+ 0,4	27,1	24,3	+ 2,8
Année	9,2	4,2	+ 5,0	6,7	9,5	- 2,8	22,9	19,8	+ 3,1	4,9	5,9	- 1,0	8,3	7,2	+ 1,1	52,0	46,6	+ 5,4
1973 1 ^{er} semestre ...	5,1	2,3	+ 2,8	4,3	4,2	+ 0,1	13,2	11,5	+ 1,7	2,6	3,0	- 0,4	4,5	4,0	+ 0,5	29,7	25,0	+ 4,7
2 ^e semestre ...	4,7	2,6	+ 2,1	3,7	5,4	- 1,7	15,7	12,1	+ 3,6	3,1	3,3	- 0,2	4,2	4,3	- 0,1	31,4	27,7	+ 3,7
Année	9,8	4,9	+ 4,9	8,0	9,6	- 1,6	28,9	23,6	+ 5,3	5,7	6,3	- 0,6	8,7	8,3	+ 0,4	61,1	52,7	+ 8,4

¹ A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises, des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit.

Rubrique 1.7 « *Revenus d'investissements* ».

Il convient de souligner que les recettes et les dépenses à ce titre sont affectées par des mouvements de fonds qui ne sont pas nécessairement liés directement à ceux des revenus de placements ou d'investissements. Les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Ainsi, les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L. et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques.

Rubrique 1.8 « *Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* ».

Cette rubrique comprend notamment, en recettes, les dépenses courantes (de fonctionnement) des institutions européennes et internationales dont le siège se trouve en U.E.B.L. et, en dépenses, les dépenses militaires. La réduction de 1,2 milliard du boni global est due, principalement, à l'accroissement de ces dernières dépenses.

Rubrique 1.9 « *Autres* ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau VI. Parmi les sous-rubriques distinguées, les courtages et commissions se sont soldés par un excédent accru et les redevances pour films, brevets et droits d'auteur ont vu leur déficit diminuer.

Rubriques 2.1 et 2.2 « *Transferts* » : **Tableau VII.**

Sont regroupées sous ce titre les prestations gratuites, c'est-à-dire la contrepartie des biens, services ou avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers; c'est le cas, par exemple, des dons (en nature ou en espèces).

Les chiffres des transferts, tant privés que publics, ont fait l'objet de corrections à la suite de la mise en vigueur, le 1^{er} janvier 1971, de la nouvelle organisation du financement des Communautés Européennes ⁽¹⁾. Pour éviter une solution

⁽¹⁾ Ce nouveau régime de financement consiste, en substance, en l'attribution des ressources propres aux Communautés Européennes, à l'aide desquelles celles-ci financent directement, entre autres, les dépenses résultant de la politique agricole commune. Jusqu'au 1^{er} janvier 1971, ces dépenses étaient préfinancées par les Etats membres et faisaient ultérieurement l'objet de décomptes avec les institutions communautaires.

de continuité, les corrections effectuées ont porté à l'époque non seulement sur les chiffres de l'année 1971 mais également sur ceux des années antérieures depuis 1966. De ce fait, et malgré le caractère parfois approximatif des ajustements opérés, la comparabilité des séries statistiques a pu être, pour l'essentiel, assurée.

Tableau VII.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1968 Année	10,4	6,6	+ 3,8	0,4	7,8	- 7,4	10,8	14,4	- 3,6
1969 Année	14,2	8,4	+ 5,8	0,5	12,6	-12,1	14,7	21,0	- 6,3
1970 Année	15,4	8,8	+ 6,6	0,7	15,1	-14,4	16,1	23,9	- 7,8
1971 Année	16,8	10,0	+ 6,8	1,3	16,1	-14,8	18,1	26,1	- 8,0
1972 1 ^{er} semestre	9,0	5,1	+ 3,9	0,9	9,9	- 9,0	9,9	15,0	- 5,1
2 ^e semestre	9,5	5,3	+ 4,2	1,3	9,2	- 7,9	10,8	14,5	- 3,7
Année	18,5	10,4	+ 8,1	2,2	19,1	-16,9	20,7	29,5	- 8,8
1973 1 ^{er} semestre	12,0	5,7	+ 6,3	1,2	14,7	-13,5	13,2	20,4	- 7,2
2 ^e semestre	11,7	6,5	+ 5,2	1,3	11,4	-10,1	13,0	17,9	- 4,9
Année	23,7	12,2	+11,5	2,5	26,1	-23,6	26,2	38,3	-12,1

Rubrique 2.1 « Transferts privés ».

Les recettes nettes de transferts privés ont augmenté de 3,4 milliards par rapport à 1972 sous l'effet de l'accroissement des versements effectués par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux agriculteurs résidents, par l'intermédiaire des organismes payeurs nationaux, et de l'augmentation des rémunérations dont disposent, en Belgique, les Belges travaillant au Zaïre au titre de l'assistance technique; quoique la majeure partie de ces rémunérations ait été perçue en Belgique et n'ait pas fait l'objet d'un règlement financier en provenance du Zaïre, elles figurent cependant sous cette rubrique en raison de la résidence étrangère des personnes rémunérées.

Rubrique 2.2 « Transferts de l'Etat ».

Les dépenses de transferts de l'Etat comprennent principalement les ressources mises par l'Etat à la disposition des différentes institutions européennes et internationales et l'assistance technique de la Belgique à la République du

Zaire (notamment la prise en charge d'une partie des traitements des techniciens belges qui prêtent leur concours à l'administration zaïroise).

Le gonflement du solde déficitaire de la rubrique a reflété principalement l'accroissement des transferts aux institutions européennes et internationales précitées.

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics » : Tableau VIII.

Rubrique 3.1 « Etat ».

Les opérations en capital de l'Etat se sont soldées par un déficit de 4,4 milliards, contre 10,6 milliards en 1972.

Les engagements à plus d'un an de l'Etat envers l'étranger ont diminué de 1,4 milliard à la suite des amortissements contractuels sur emprunts extérieurs qui ont été effectués. De leur côté, les engagements à court terme ont diminué, par solde, de 1,5 milliard : d'une part, des certificats du Trésor libellés en francs ont été souscrits (pour 0,4 milliard) par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement; d'autre part, le Trésor a achevé de rembourser les certificats libellés en or (1,9 milliard) qui étaient détenus par la Banque des Règlements Internationaux.

En ce qui concerne l'évolution des avoirs de l'Etat sur l'étranger, celle-ci couvre, en dépenses, des prêts d'un montant total de 1,1 milliard à divers pays ⁽¹⁾ et une participation de 0,7 milliard au capital de l'Association Internationale de Développement; en recettes, figurent des remboursements de prêts accordés à la Turquie pour 0,1 milliard et le remboursement de la contribution versée par la Belgique, soit 0,2 milliard, au capital du Fonds européen, à la suite de la liquidation de ce Fonds consécutive à la terminaison de l'Accord Monétaire Européen.

Il convient de rappeler que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Le tableau IX donne les montants qu'il faut ôter du/ou ajouter au mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

(1) Indonésie : 0,3 milliard; Pakistan : 0,2 milliard; Turquie : 0,2 milliard; Inde : 0,2 milliard; Philippines : 0,1 milliard; Tunisie : 0,1 milliard.

Tableau VIII

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »

(milliards de francs)

	1968			1969			1970			1971			1972			1973		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3.1 Etat :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions	2,5	...	+ 2,5	2,8	...	+ 2,8	0,4	...	+ 0,4	0,4	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...
Remboursements .....	...	3,4	- 3,4	...	3,4	- 3,4	...	3,3	- 3,3	...	5,0	- 5,0	...	3,7	- 3,7	...	1,4	- 1,4
A court terme ¹	0,6	2,6	- 2,0	0,2	0,4	- 0,2	3,1	0,1	+ 3,0	1,4	6,6	- 5,2	...	5,3	- 5,3	0,4	1,9	- 1,5
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers et des organismes internationaux .....	...	0,3	- 0,3	...	0,4	- 0,4	...	0,3	- 0,3	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,4	- 0,3	0,1	1,1	- 1,0
Participations .....	—	...	...	—	0,7	- 0,7	—	0,3	- 0,3	—	0,5	- 0,5	—	1,3	- 1,3	0,2	0,7	- 0,5
Créances à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Remboursements .....	...	0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

¹ Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau IX.

Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973
<i>Dette à plus d'un an :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	- 0,5	- 2,0 ¹	- 2,9	- 10,1 ^{2,3}	- 4,9	- 1,4 ⁴
Moins : Dette logée dans les banques belges	-(+ 0,6)	-(- 1,0)	- (...)	-(- 5,5)	-(- 1,2)	- (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	- 1,1	- 1,0	- 2,9	- 4,6	- 3,7	- 1,4
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger .....	...	...	...	...	...	...
Divers	+ 0,2	+ 0,4	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	- 0,9	- 0,6	- 2,9	- 4,6	- 3,7	- 1,4
<i>Dette à un an au plus :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	- 0,4	+ 7,1 ¹	- 8,3	- 17,9 ³	- 9,5	- 1,9
Moins : Dette logée dans les banques belges	-(- 0,7)	-(+ 7,5)	-(-11,4)	-(-12,1)	-(- 5,7)	- (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	+ 0,3	- 0,4	+ 3,1	- 5,8	- 3,8	- 1,9
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger	- 2,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	- 1,5	+ 0,4
Divers .....	...	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	- 2,0	- 0,2	+ 3,0	- 5,2	- 5,3	- 1,5

¹ Après élimination de l'incidence de la réévaluation du mark allemand qui a entraîné une augmentation de 0,6 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,1 milliard de la dette à un an au plus.

² Après élimination de l'incidence de la réévaluation du franc suisse qui a entraîné une augmentation de 0,3 milliard de la dette à plus d'un an.

³ Après élimination de l'incidence de la dévaluation de fait du dollar des Etats-Unis et du franc suisse qui a entraîné une diminution de 0,7 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,2 milliard de la dette à un an au plus (accord du 18 décembre 1971 du Groupe des Dix à Washington).

⁴ Après élimination de l'incidence de la dévaluation du dollar des Etats-Unis et des réévaluations du mark allemand et du florin des Pays-Bas qui a entraîné, par solde, une diminution de 0,2 milliard de la dette à plus d'un an.

Rubriques 4.1 et 4.2 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » : Tableau X.

Rubrique 4.1 « *Organismes publics d'exploitation* ».

Les dépenses de 1,4 milliard au titre de cette rubrique correspondent à des remboursements effectués principalement par la Société Nationale des Chemins de fer belges et par la Sabena.

Les recettes de 0,1 milliard représentent le produit d'emprunts émis par la première de ces deux sociétés.

Rubrique 4.2 « *Intermédiaires financiers du secteur public* ».

Les recettes de 0,5 milliard au titre des émissions à plus d'un an sont dues à des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, qui a, par ailleurs, effectué des remboursements sur emprunts émis antérieurement pour un montant de 3,2 milliards.

Les recettes de 1,1 milliard au titre des engagements à court terme représentent des prêts de call money au Fonds des Rentes effectués par la Banque Mondiale, la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

Rubrique 4.3 « Mouvement des capitaux du secteur privé ».

Ces capitaux ont été répartis entre les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — rubrique 4.31 — et les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — rubrique 4.32. Une rubrique 4.33 intitulée « Investissements et placements non ventilés » est prévue pour les transactions dont la nature ne peut pas être précisée.

On notera, par ailleurs, que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être établie. Par contre, ne sont pas recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéfices non distribués (cf. Section 2, rubrique 1.7 « Revenus d'investissements », p. 16).

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubrique 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

Antérieurement à 1965, des transactions en valeurs mobilières avaient pu être isolées de l'ensemble des autres capitaux du secteur privé, grâce à des renseignements fournis volontairement par les principaux agents de change et ban-

ques; les autres transactions en valeurs mobilières qui ne pouvaient pas être identifiées, restaient incluses dans la rubrique « Autres mouvements de capitaux du secteur privé ».

Depuis 1965, toutes les opérations en valeurs mobilières qui sont effectuées par le canal de banques ou d'agents de change belges ou luxembourgeois, ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux. Il en résulte que les chiffres des transactions en valeurs mobilières pour les années 1965 et suivantes couvrent un ensemble plus vaste d'opérations et ne sont donc pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts nets de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans les sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du *Balance of Payments Manual*, tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement. Les constitutions ou liquidations de sociétés ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de la balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs.

Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger ⁽¹⁾ (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et Importations », p. 9).

⁽¹⁾ Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique considérée comprend la partie financée par les banques luxembourgeoises des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

Rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

L'encours et l'évolution des créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger sont donnés au tableau XI par catégorie d'organismes.

A.1.1 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Or ».

L'encours de cette rubrique a diminué de 1,6 milliard ⁽¹⁾ à la suite des cessions de métal qui ont été faites au Trésor pour lui permettre de rembourser le solde de ses certificats à court terme libellés en or qui étaient détenus par la Banque des Règlements Internationaux.

A.1.21 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au Fonds Monétaire International ».

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est habilitée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci.

Au 31 décembre 1973, le compte « Participation » s'élevait à 24 milliards. Ce montant représente la contre-valeur de ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans la « tranche or » et dans la « supertranche or ». Comparativement au 31 décembre 1972, le solde de ce compte s'est réduit de 1,1 milliard ⁽²⁾. Cette réduction a résulté, par solde, des opérations suivantes : d'une part, les avoirs en francs belges du F.M.I. ont augmenté de 2,5 milliards à la suite de rachats de leur monnaie contre francs belges et/ou d'acquisitions de droits de tirage spéciaux contre francs belges, par divers pays; d'autre part, les avoirs en francs belges du F.M.I. ont diminué de 1,4 milliard ensuite de tirages effectués par divers pays.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, du fait que,

⁽¹⁾ Non compris la diminution de 2 milliards de la valeur comptable de l'encaisse en or qui a résulté de ce que le prix de comptabilisation du kilogramme d'or fin a été réduit, avec effet au 18 décembre 1971, de F 56.263,7994 à F 54.752,8184 pour tenir compte de l'appréciation du franc consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington (Loi du 3 juillet 1972).

⁽²⁾ Non compris la moins-value de 0,8 milliard découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington.

Tableau XI.

**Créances et engagements des organismes monétaires
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger**

(milliards de francs)

	Encours à fin d'année							Mouvements de l'année 1					
	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Créances de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Or	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	+ 2,2	- 0,2	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	- 1,6
1.2 F.M.I. :													
1.21 Participation	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	- 4,4	- 2,3	+ 11,9	+ 10,4	- 4,1	- 1,1
1.22 Prêts ²	1,9	5,0	...	...	...	...	...	+ 3,1	- 5,0	...	...	...	...
1.23 Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	—	—	+ 6,7	+ 6,6	+ 2,4	+ 5,0
1.3 Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	3,5	—	—	—	—	—	+ 3,5
1.4 Obligations	0,1	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...
1.5 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	+ 6,2	- 4,4	- 7,9	+ 3,9	+ 10,7	+ 0,4
1.6 Autres :													
1.61 En monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	-18,0	+17,1	+ 3,4	- 4,4	+ 17,4	+ 30,8
1.62 En francs	3,0	0,1	...	0,2	...	...	...	- 2,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	...	...
1.7 Total	137,8	123,9	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	-13,9	+ 5,1	+ 11,8	+ 20,0	+ 24,6	+ 37,0
2. Organismes publics belges : crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	...	- 0,2	+ 1,8	+ 1,6	- 0,3	- 3,2	...
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Obligations	3,8	8,5	8,1	17,3	35,2	54,5	77,9	+ 4,7	- 0,4	+ 9,2	+ 18,2	+ 19,3	+ 20,9
3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	22,1	33,1	46,9	131,5	172,8	204,3	281,7	+11,0	+13,8	+ 84,6	+ 47,6	+ 31,5	+ 77,2
3.3 Autres :													
3.31 En monnaies étrangères	61,5	95,4	151,8	203,8	291,7	430,7	686,8	+32,9	+54,4	+ 55,0	+102,5	+139,0	+264,8
3.32 En francs	3,5	5,6	6,4	5,7	4,6	9,7	6,8	+ 2,0	+ 1,9	- 0,7	- 1,1	+ 5,1	- 2,9
3.4 Total	90,9	142,6	213,2	358,3	504,3	699,2	1.053,2	+50,6	+69,7	+148,1	+167,2	+194,9	+360,0
Total des créances des organismes monétaires	229,0	266,6	344,3	506,2	675,8	895,5	1.275,8	+36,5	+76,6	+161,5	+186,9	+216,3	+397,0
B. Engagements de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	...	...	+ 0,1	...	...	...
1.2 Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...
1.3 Envers d'autres institutions officielles ³	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	+ 2,5	- 1,8	+ 0,6
1.4 Autres :													
1.41 En monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.42 En francs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.5 Total	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	2,6	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	+ 2,5	- 1,8	+ 0,6
2. Organismes publics belges :													
2.1 Envers des institutions officielles ³ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.2 Autres	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	- 0,5	- 0,2	+ 0,9	- 0,8	- 0,5	+ 0,2
2.3 Total	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	- 0,5	- 0,2	+ 0,9	- 0,8	- 0,5	+ 0,2
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 En monnaies étrangères	96,4	133,9	202,2	338,8	468,3	657,0	980,6	+35,8	+66,0	+140,3	+152,7	+188,7	+334,9
3.2 En francs	25,2	29,6	25,6	30,3	39,4	48,8	72,9	+ 4,6	- 4,0	+ 4,7	+ 9,1	+ 9,4	+ 24,9
3.3 Total	121,6	163,5	227,8	369,1	507,7	705,8	1.053,5	+40,4	+62,0	+145,0	+161,8	+198,1	+359,8
Total des engagements des organismes monétaires	123,6	165,3	229,1	371,7	512,0	707,8	1.056,3	+40,2	+61,5	+146,3	+163,5	+195,8	+360,6
C. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (A - B) ...	105,4	101,3	115,2	134,5	163,8	187,7	219,5	- 3,7	+15,1	+ 15,2	+ 23,4	+ 20,5	+ 36,4

¹ Les mouvements ne correspondent pas toujours aux différences entre les encours à fin d'année en raison de rectifications statistiques et de l'élimination des variations comptables résultant a) du changement du régime de financement de la contrepartie du compte du Fonds Monétaire International auprès de la Banque Nationale de Belgique (Loi du 9 juin 1969), b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite des réévaluations et dévaluations monétaires et c) des allocations de droits de tirage spéciaux à la Belgique.

² Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).

³ A l'exclusion des institutions internationales non monétaires.

conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le F.M.I.; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du *Balance of Payment Manual* qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

A.1.23 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Droits de tirage spéciaux* ».

L'encours de cette rubrique s'est accru de 5 milliards ⁽¹⁾. Des droits de tirage spéciaux d'un montant de 4,6 milliards ont été cédés à la Belgique par l'Allemagne fédérale, la France et les Pays-Bas en règlement de leurs dettes intra-communautaires, le solde, soit 0,4 milliard, représente le versement de droits de tirage spéciaux par le Fonds au titre d'intérêts dus au Trésor belge sur la « supertranche or » de la participation et sur les avoirs en droits de tirage spéciaux de la Belgique pour l'exercice clôturé le 30 avril 1973.

A.1.3. « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Fonds Européen de Coopération Monétaire* ».

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1^{er} juin 1973.

La Banque fait figurer séparément dans ses situations ses créances sur, et ses engagements envers, le Fonds Européen de Coopération Monétaire, nés de l'application des dispositions sur le rétrécissement des marges de fluctuation des monnaies des pays membres, dans la mesure où, faute d'avoir la même échéance, les créances et engagements en cause ne sont pas compensables.

Ces créances et engagements sont libellés en unités de compte, dont la contre-valeur en francs belges est de 48,6572 francs pour une unité.

La créance de 3,5 milliards apparaissant au bilan du 31 décembre 1973 représente le solde des interventions de soutien du mois de décembre dont le règlement devait être opéré le 31 janvier 1974, à savoir :

— Soutien du florin par rapport au franc belge	3,8 milliards
— Soutien du franc belge par rapport à la couronne danoise	<u>0,3 milliard</u>
Solde.	3,5 milliards

⁽¹⁾ Non compris une moins-value de 0,6 milliard découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington.

A.1.5 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* ».

Cette rubrique a enregistré en 1973 une augmentation de 0,4 milliard, correspondant à l'accroissement du portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par la Banque.

A.1.61 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En monnaies étrangères* ».

L'encours de cette rubrique a augmenté de 30,8 milliards ⁽¹⁾ à la suite d'acquisitions de monnaies étrangères effectuées en application des accords internationaux auxquels le pays est partie. Dans ce montant sont comprises des liras acquises en janvier et février pour assurer le soutien communautaire de cette monnaie. En sens inverse, des dollars détenus par la Banque en vertu des accords de swap conclus avec la Federal Reserve Bank of New York ont été rachetés, contre francs belges, par celle-ci. Pour le surplus, la Banque a acquis des dollars par des interventions sur le marché réglementé des changes avant que cette monnaie ne devienne flottante en mars, et a reçu des dollars en règlement d'opérations de soutien communautaire.

B.1.3 « *Engagement de la Banque Nationale de Belgique : Envers d'autres institutions officielles* ».

La variation de cette rubrique en 1973 reflète essentiellement le mouvement des avoirs en francs belges des banques centrales signataires de l'accord instituant, à partir du 1^{er} janvier 1973, une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ainsi que des avoirs des institutions de pays avec lesquels l'Etat belge a conclu des accords d'aide financière.

A.2 « *Créances des organismes publics belges : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* »; B.2.2. « *Autres engagements des organismes publics belges* ».

Les crédits comprennent le portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources monétaires.

Les engagements sont constitués par les avoirs en francs belges du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et du Fonds européen de développement de la Communauté Economique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux

⁽¹⁾ Non compris une moins-value de 7,3 milliards découlant, par solde, compte tenu de la nature des actifs en monnaies étrangères, des décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar du 12 février 1973.

A.3.1 « Créances des banques belges et luxembourgeoises : Obligations »; A.3.2 « Créances des banques belges et luxembourgeoises : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation »; A.3.3 « Autres créances des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs »; B.3 « Engagements des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs ».

Les obligations comprennent surtout des fonds publics et des titres de sociétés ou d'organismes privés, en monnaies étrangères, détenus dans les portefeuilles des banques. Celles-ci ont continué à accroître substantiellement leurs avoirs de ce type.

Les crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ont augmenté dans une mesure beaucoup plus importante qu'en 1972, en raison, principalement, d'une accélération de la progression des crédits d'avances en monnaies étrangères aux non-résidents, qui constituent la majeure part des crédits recensés sous cette rubrique.

La progression des autres créances et des engagements en monnaies étrangères ainsi que celle des engagements en francs se sont également fortement accélérées d'une année à l'autre.

SECTION 3

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.

La ventilation géographique de la balance des paiements de l'U.E.B.L. des années antérieures à 1965 classait ensemble tous les pays appartenant à une même zone monétaire. Ce critère n'était pas conforme à celui qui a été retenu pour le schéma unique de balance régionale des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques; il a été, pour cette raison, abandonné pour les balances régionales à partir de 1965. Celles-ci donnent donc une répartition par zones géographiques et non plus par zones monétaires. L'adoption de ce nouveau critère de ventilation a eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance géographique des paiements.

Le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I., mais on a isolé, en outre, certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi. Le groupe des pays de la Communauté Eco-

nomique Européenne comprend, outre les membres originels, les nouveaux membres; en conséquence, le Royaume-Uni, qui apparaissait isolément dans les balances régionales des paiements des années 1972 et antérieures, figure désormais dans le groupe des pays membres de la C.E.E.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance et les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi que le déficit enregistré en 1973 vis-à-vis des Etats-Unis au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs américaines à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure au tableau XII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine ou la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIII « *Opérations non ventilées* ».

Rubrique 3.1 « *Mouvement des capitaux de l'Etat* ».

Il n'a pas été possible de ventiler géographiquement la plupart des émissions et remboursements de certificats à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L.; on les a, dès lors, répartis par monnaie. Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Rubrique 5 « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement de capitaux (rubriques 1 à 4), d'autre part.

Rubrique 6 « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs nets en francs et en monnaies étrangères sur cette zone ainsi que des avoirs nets dans des monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs en or de la Banque Nationale résultant des opérations sur or que cet organisme a effectuées avec les pays de la zone. Le solde figurant à la colonne XII « *Institutions européennes et internationales* » comprend notamment la variation des créances de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International et sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

*
**

Tableau XII.

Balance géographique des paiements de l'Union

(milliards de francs)

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. 5			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations 1	37,0	45,4	- 8,4	3,4	5,9	- 2,5	508,2	476,1	+ 32,1	15,6	7,7	+ 7,9	40,6	34,8	+ 5,8	6,4	9,8	- 3,4
1.12 Travail à façon	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...	21,6	5,4	+ 16,2	0,1	...	+ 0,1	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.2 Or non monétaire	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...	0,5	1,1	- 0,6	...	...	...	2,6	3,3	- 0,7	...	...	...
1.3 Frets 2	3,6	3,5	+ 0,1	0,3	0,3	...	21,5	18,4	+ 3,1	0,2	0,5	- 0,3	2,8	3,4	- 0,6	0,4	0,3	+ 0,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises 2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,5	0,9	- 0,4	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	1,9	1,3	+ 0,6	0,1	...	+ 0,1	5,7	7,4	- 1,7	0,2	0,5	- 0,3	1,0	0,9	+ 0,1	0,1	0,1	...
1.6 Déplacements à l'étranger	3,4	2,6	+ 0,8	0,2	0,1	+ 0,1	13,7	20,8	- 7,1	0,9	4,8	- 3,9	4,7	10,9	- 6,2	0,1	0,1	...
1.7 Revenus d'investissements	13,7	12,0	+ 1,7	0,6	0,8	- 0,2	40,0	36,5	+ 3,5	1,2	0,8	+ 0,4	6,4	13,1	- 6,7	0,5	0,2	+ 0,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,4	0,5	- 0,1	0,4	0,4	...	2,1	7,1	- 5,0	0,2	0,2	...	0,3	0,3	...	...	...	...
1.9 Autres :																		
1.91 Ouvriers frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	9,8	4,9	+ 4,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.92 Autres	10,5	6,4	+ 4,1	0,4	0,3	+ 0,1	27,6	30,0	- 2,4	0,7	1,3	- 0,6	4,6	6,2	- 1,6	0,5	0,2	+ 0,3
Total 1 ...	71,6	72,5	- 0,9	5,4	7,8	- 2,4	651,2	608,6	+ 42,6	19,1	15,8	+ 3,3	63,6	73,3	- 9,7	8,0	10,7	- 2,7
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	1,5	1,0	+ 0,5	0,1	0,1	...	2,4	4,8	- 2,4	0,1	1,8	- 1,7	0,9	1,8	- 0,9	...	...	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	1,2	1,8	- 0,6	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...
Total 2 ...	1,6	1,2	+ 0,4	0,1	0,1	...	3,6	6,6	- 3,0	0,1	1,8	- 1,7	1,2	1,8	- 0,6	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat 3 :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. ..	...	0,5	- 0,5	...	0,1	- 0,1	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	...	...
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	0,5	- 0,5	...	0,1	- 0,1	...	0,4	- 0,4	0,1	0,2	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises 4 et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,1	1,2	- 1,1	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	0,5	3,1	- 2,6	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes) ..	...	7,8	- 7,8	...	0,5	- 0,5	...	16,4	- 16,4	...	...	...	0,4	...	+ 0,4	...	...	...
4.312 Investissements directs ...	0,6	0,5	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	2,6	9,2	- 6,6	0,1	0,2	- 0,1	0,2	0,3	- 0,1	...	0,1	- 0,1
4.313 Immeubles	0,1	0,3	- 0,2	...	0,1	- 0,1	1,2	3,4	- 2,2	0,1	1,1	- 1,0	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...
4.314 Autres (nets) .....	...	0,9	- 0,9	...	...	...	...	2,3	- 2,3	...	0,9	- 0,9	...	2,3	- 2,3	...	0,1	- 0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes) ..	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	5,1	...	+ 5,1	0,1	...	+ 0,1	0,9	...	+ 0,9	...	...	...
4.322 Investissements directs ...	4,3	0,1	+ 4,2	...	...	...	16,5	0,3	+ 16,2	0,1	0,1	...	0,4	...	+ 0,4	0,6	...	+ 0,6
4.323 Immeubles	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...	2,5	0,4	+ 2,1	...	...	...	1,1	0,1	+ 1,0	...	...	...
4.324 Autres (nets)	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	0,1	...	+ 0,1	0,9	...	+ 0,9	...	0,1	- 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	5,5	9,8	- 4,3	...	0,7	- 0,7	28,7	35,2	- 6,5	0,5	2,3	- 1,8	4,2	4,3	- 0,1	0,6	0,3	+ 0,3
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	12,0	...	+ 12,0	7,2	...	+ 7,2	24,4	...	+ 24,4	...	8,9	- 8,9	...	16,4	- 16,4	6,2	...	+ 6,2
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	90,7	84,0	+ 6,7	12,7	8,7	+ 4,0	707,9	650,8	+ 57,1	19,8	29,0	- 9,2	69,0	96,0	- 27,0	14,8	11,0	+ 3,8

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

VII. Australie, Nouvelle-Zélande			VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
2,6	5,7	-3,1	3,0	6,3	-3,3	19,2	14,2	+5,0	8,5	19,3	-10,8	56,1	48,0	+8,1	...	...	...	...	...	...	700,6	673,2	+27,4
...	0,1	...	+0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	+0,1	0,3	0,2	+0,1	...	...	...	...	...	...	23,3	6,3	+17,0
...	0,4	-0,4	0,2	...	+0,2	...	...	...	5,3	...	+5,3	5,3	...	+5,3
...	0,1	...	+0,1	0,6	0,7	-0,1	1,8	0,3	+1,5	1,4	2,1	-0,7	...	...	...	...	...	...	3,6	5,0	-1,4
...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	32,7	29,5	+3,2
0,1	...	+0,1	0,2	0,1	+0,1	0,5	0,1	+0,4	0,3	...	+0,3	0,5	0,4	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,9	1,4	-0,5
...	0,1	0,1	...	0,2	0,2	-0,2	0,8	0,1	+0,7	1,0	1,4	-0,4	...	...	...	0,2	0,6	-0,4	10,6	10,8	-0,2
0,4	...	+0,4	0,4	0,1	+0,3	1,3	0,5	+0,8	0,9	0,6	+0,3	5,2	6,0	-0,8	2,5	1,5	+1,0	6,7	0,5	+6,2	25,1	41,7	-16,6
...	0,2	0,1	+0,1	0,2	0,1	+0,1	0,2	0,1	+0,1	0,7	0,3	+0,4	12,0	0,3	+11,7	...	...	...	16,7	9,4	+7,3
...	9,8	4,9	+4,9
0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,6	0,2	+0,4	3,3	0,7	+2,6	2,8	2,1	+0,7	...	0,1	-0,1	0,1	0,1	...	51,3	47,8	+3,5
3,2	5,8	-2,6	4,2	6,8	-2,6	22,5	16,1	+6,4	15,9	21,6	-5,7	68,2	60,5	+7,7	14,5	1,9	+12,6	12,3	1,2	+11,1	959,7	902,6	+57,1
...	0,2	-0,2	6,9	0,4	+6,5	1,4	1,2	+0,2	10,4	0,9	+9,5	...	...	...	23,7	12,2	+11,5
...	3,5	-3,5	...	1,3	-1,3	0,9	19,3	-18,4	...	...	...	2,5	26,1	-23,6
...	0,2	-0,2	6,9	3,9	+3,0	1,4	2,5	-1,1	11,3	20,2	-8,9	...	...	...	26,2	38,3	-12,1
...	0,2	-0,2	...	...	...	...	1,4	-1,4
...	0,4	1,9	-1,5	...	...	...	0,4	1,9	-1,5
...	0,9	-0,9	0,2	0,7	-0,5	...	...	...	0,3	1,8	-1,5
...
...	0,9	-0,9	0,6	2,8	-2,2	...	...	...	0,7	5,1	-4,4
...	0,1	1,4	-1,3
...	0,7	...	+0,7	...	...	...	0,4	...	+0,4	...	...	...	1,6	3,2	-1,6
...	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	7,8	-7,8	0,4	...	+0,4	1,1	32,5	-31,4
...	0,1	...	+0,1	0,1	0,1	...	1,2	1,1	+0,1	...	...	...	...	...	...	4,9	11,6	-6,7
...	1,6	5,2	-3,6
...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	6,6	-6,6
...	0,3	...	+0,3	...	...	...	...	...	...	6,5	...	+6,5
...	0,2	...	+0,2	...	...	...	4,4	0,5	+3,9	2,1	0,1	+2,0	...	...	...	28,6	1,1	+27,5
...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	3,9	0,7	+3,2
...	0,1	-0,1	2,7	...	+2,7	4,2	0,2	+4,0
...
...	0,1	...	+0,1	0,3	...	+0,3	0,8	0,1	+0,7	6,2	1,8	+4,4	2,5	8,0	-5,5	3,1	...	+3,1	52,5	62,5	-10,0
1,5	...	+1,5	7,4	...	+7,4	9,7	...	+9,7	4,7	...	+4,7	...	35,2	-35,2	8,7	...	+8,7	...	14,5	-14,5	81,8	75,0	+6,8
4,7	5,8	-1,1	11,7	6,8	+4,9	32,5	16,3	+16,2	28,3	25,6	+2,7	75,8	100,9	-25,1	37,6	32,9	+4,7	15,4	15,7	-0,3	1.120,9	1.083,5	+37,4

4 Autres que les organismes monétaires.

5 République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

SECTION 4

PRESENTATION DES DONNEES SUIVANT LE SCHEMA UNIFIE O.C.D.E.-F.M.I.

(milliards de francs)

	1968		1969		1970		1971		1972		1973		Réconciliation avec les tableaux précédents
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	
A. Biens et services (1 à 8)													
1. Marchandises :													
1.1 Exportations et importations	318,6	330,7	388,1	392,7	466,6	442,7	502,0	481,2	561,8	532,5	700,6	673,2	III 1.11
1.2 Autres opérat. sur marchand. (solde)	11,4	—	13,8	—	14,7	—	20,3	—	16,8	—	22,3	—	III 1.12 et 1.13
2. Or non monétaire	1,0	2,3	1,0	1,4	0,5	0,5	0,9	0,8	1,7	1,4	3,6	5,0	II 1.2
3. Fret et assurances sur les transports internationaux de marchandises :													
3.1 Fret	15,4	14,2	17,3	16,6	20,3	18,8	24,9	21,1	27,2	22,4	32,7	29,5	IV 1.3
3.2 Assurances	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9	1,1	0,9	1,4	IV 1.4
4. Autres transports :													
4.1 Transports de voyageurs	6,9	5,7	7,6	6,9	9,3	8,4	10,0	9,4	9,6	9,5	10,6	10,8	IV 1.5
4.2 Transports divers													
5. Tourisme et voyages	13,7	19,9	15,8	22,7	17,4	24,6	18,5	28,7	19,5	31,9	25,1	41,7	IV 1.6
6. Revenus d'investissements :													
6.1 Revenus d'investissements directs ...	19,8	18,1	27,6	26,8	43,1	39,7	49,1	44,9	52,9	45,5	79,8	72,6	IV 1.7
6.2 Autres investissements privés													
6.3 Autres investissements publics													
7. Transactions gouvernement. non compri- ses ailleurs :													
7.1 Militaires	10,6	7,3	9,5	8,4	10,5	9,9	13,4	10,0	15,6	7,1	16,7	9,4	IV 1.8
7.2 Autres													
8. Autres services :													
8.1 Assurances autres que sur marchand.	3,8	3,6	3,1	4,3	3,8	4,8	4,4	5,5	4,9	5,9	5,7	6,3	VI VI VI
8.2 Revenus du travail	6,0	1,8	7,2	2,7	7,0	3,1	7,8	3,6	9,2	4,2	9,8	4,9	
8.3 Services divers	24,9	23,5	29,4	27,8	40,6	37,8	38,6	35,2	37,9	36,5	45,6	41,5	
B. Transferts (9 et 10)													
9. Secteur privé :													
9.1 Remises d'émigrants	10,4	6,6	14,2	8,4	15,4	8,8	16,8	10,0	18,5	10,4	23,7	12,2	VII 2.1
9.2 Autres transferts privés													
10. Etat	0,4	7,8	0,5	12,6	0,7	15,1	1,3	16,1	2,2	19,1	2,5	26,1	VII 2.2

	Avoirs		Engagements			Avoirs			Engagements			Avoirs			Engagements			Avoirs			Engagements			Réconciliation avec les tableaux précédents		
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé	Crédit	Débit	Non ventilé			
C. Capitaux et or monétaire (11 à 16)																										
11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs) :																										
11.1 Investissements directs	2,4	5,0	15,0	2,5	4,5	5,2	15,0	1,2	1,0	8,8	17,8	1,9	3,9	12,7	23,8	2,0	3,6	10,1	18,9	1,2	4,9	11,6	28,6	1,1	II 4.312 et 4.322	
11.2 Autres actions ordinaires .....	...	13,4	...	0,5	...	15,0	...	1,1	...	15,7	1,3	...	...	23,6	5,1	...	...	36,0	4,1	...	...	31,4	6,5	...	II 4.311 et 4.321
11.3 Autres valeurs mobilières																										
11.4 Autres crédits commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
11.5 Autres avoirs et engagements ...	2,2	1,9	1,0	1,6	...	3,9	2,1	17,3	1,6	...	0,7	4,3	1,4	4,8	...	0,9	3,4	1,1	2,4	...	1,2	4,2	6,5	3,2	...	II 4.313-14-23-

RECOMMANDATION DE POLITIQUE MONETAIRE
DU 28 JUIN 1974 ADRESSEE
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
AUX COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

— Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 en ses articles 1, 2 et 3,

— Vu les recommandations de politique monétaire du 28 juin 1974 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit, et leur justification,

— Considérant qu'un dispositif similaire à celui découlant des recommandations du 28 juin 1974 doit, pour des raisons d'équité et d'efficacité, être également appliqué aux compagnies d'assurances sur la vie,

— Avec l'accord du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires Economiques,

— Après consultation de l'Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances,

La Banque Nationale de Belgique adresse aux compagnies d'assurances sur la vie la recommandation suivante :

CHAPITRE I. — Constitution d'une réserve monétaire sur les engagements.

Article 1 :

a) Les compagnies d'assurances sur la vie constituent, conformément aux dispositions qui suivent, une réserve monétaire sur les engagements, sous la forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, non productif d'intérêt.

b) Chaque compagnie d'assurances sur la vie pourra toutefois souscrire des certificats spéciaux du Trésor qui pourront remplacer la réserve sur les engagements à former en compte spécial à la Banque Nationale de Belgique à concurrence d'un montant maximum égal au montant obtenu en appliquant à la réserve monétaire que la compagnie d'assurances sur la vie doit former le 23 juillet 1974 sur ses engagements, le rapport entre, d'une part, 6 milliards et, d'autre part, le montant global de la réserve monétaire sur les engagements à former le 23 juillet 1974 par l'ensemble des intermédiaires financiers.

c) Les compagnies d'assurances sur la vie maintiennent chaque jour un avoir en compte spécial égal au montant de la réserve à former, diminué du montant de leurs avoirs en certificats spéciaux dont question au b) ci-avant.

Article 2 :

La réserve à constituer sur les engagements est, jusqu'au 19 août 1974, égale à 0,5 p.c. du montant, au 31 décembre 1972, des réserves mathématiques totales de la gestion belge, y compris le fonds de répartition bénéficiaire et les réassurances cédées, diminué de 500 millions. A partir du 20 août 1974, elle est égale à 0,3 p.c. du montant au 31 décembre 1973, des réserves mathématiques totales de la gestion belge, y compris le fonds de répartition bénéficiaire et les réassurances cédées, diminué de 500 millions.

Article 3 :

La réserve formée le 20 août 1974 sera maintenue en compte spécial jusqu'au 19 janvier 1975.

CHAPITRE II. — Limitation de l'expansion des crédits autorisés.

Article 4 :

Les nouvelles autorisations de crédit accordées par chaque compagnie d'assurances sur la vie sont limitées selon le mécanisme décrit ci-après :

a) Le montant des nouvelles autorisations de crédit accordées par chaque compagnie d'assurances sur la vie cumulé depuis le 1^{er} janvier 1974 jusqu'à la fin des mois de septembre et décembre 1974, est établi de la manière indiquée à l'annexe I.

b) Le montant cumulé depuis le 1^{er} janvier 1974, des nouvelles autorisations de crédit, peut être réduit d'une franchise établie de la manière indiquée à l'annexe II.

c) Le montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit défini au a) ci-avant sous déduction de la franchise visée au b) ci-avant ne peut dépasser le montant de référence défini à l'annexe III majoré d'un multiple du montant suivant : moyenne trimestrielle pendant la période allant de fin juin 1972 à fin juin 1973, des nouvelles autorisations de crédit telles que définies à l'annexe I. Ce multiple s'élève à 0,95 pour fin septembre et à 1,90 pour fin décembre 1974.

La majoration est au moins égale à 40 ou 80 millions de francs respectivement jusqu'à la fin des mois de septembre et de décembre 1974.

Article 5 :

a) Si, en vertu des dispositions du point 1 de la circulaire n° 114 adressée par le Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie aux entreprises d'assurances sur la vie autorisées, le montant cumulé effectif des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin de juin 1974 donne lieu à la constitution d'une réserve monétaire en application du coefficient de 15 p.c., les limites fixées par l'article 4, c) ci-avant au montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin des mois de septembre et de décembre 1974 sont majorées de la partie du montant cumulé effectif jusqu'à la fin de juin 1974 des nouvelles autorisations de crédit qui est frappée du coefficient de 15 p.c.

b) Ce traitement dérogatoire n'est accordé que moyennant le maintien au crédit du compte spécial prévu à l'article 1, d'une réserve égale à 15 p.c. sur la partie du montant cumulé effectif des autorisations de crédits qui, après déduction de la franchise visée au 4, b), sera comprise à fin septembre ou à fin décembre 1974 entre les limites fixées par l'article 4, c) ci-avant et ces mêmes limites augmentées suivant le a) ci-avant.

Article 6 :

Tout dépassement du montant cumulé effectif des nouvelles autorisations de crédit, par rapport aux limites fixées aux articles 4, c) ou 5, doit être résorbé dans les plus brefs délais.

Le dépassement donne en outre lieu à la constitution d'une réserve, sous la forme d'un avoir au crédit du compte spécial prévu à l'article 1, de :

1. 15 p.c. sur la partie qui n'excède pas un dixième de la différence entre d'une part, la limite fixée par l'article 4, c) au montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin du mois considéré et, d'autre part, le montant de référence défini à l'annexe III,

2. 30 p.c. sur le solde.

En outre, les compagnies d'assurances sur la vie en dépassement auront à fournir des justifications au Ministère des Affaires Economiques et à la Banque

Nationale de Belgique. Celle-ci se réserve le droit de réduire ou de supprimer leurs possibilités de recours au prêteur en dernier ressort.

Article 7 :

a) La réserve monétaire constituée en vertu des dispositions de la circulaire n° 114 précitée sur base du montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin de juin 1974 en application des coefficients de réserve de 3,5 et de 10 p.c. demeure bloquée jusqu'au 20 avril 1975.

b) La réserve monétaire constituée en vertu des dispositions de la circulaire n° 114 précitée sur base du montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin de juin 1974 en application du coefficient de 15 p.c. demeure bloquée jusqu'au 20 octobre 1974.

Article 8 :

La réserve qui doit être formée en vertu des articles 5, b) et 6 et qui est calculée sur base du montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à la fin d'un trimestre est constituée du 20 du premier mois de calcul qui suit au 19 inclus du quatrième mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période couverte par la présente recommandation. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

Article 9 :

Chaque compagnie d'assurances sur la vie communique à la Banque Nationale de Belgique et au Ministère des Affaires Economiques au plus tard deux jours ouvrables avant le début de chacune des périodes de constitution de réserve indiquées à l'article 8, les données indiquées au tableau de l'annexe IV.

CHAPITRE III. — Maintien des structures en effets et fonds publics.

Article 10 :

a) Tout en continuant à respecter les obligations de placement prévues à l'article 28 de l'arrêté royal du 17 juin 1931 portant règlement général relatif au contrôle des compagnies d'assurances sur la vie (modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1969), chaque compagnie d'assurances sur la vie affecte une certaine quotité de l'accroissement de ses engagements tels qu'ils sont définis ci-après, à l'acquisition nette d'effets et de fonds publics belges, libellés en francs belges, émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes.

Cette quotité devra atteindre 86 p.c. du pourcentage de l'accroissement entre le 31 décembre 1968 et le 31 décembre 1972, par rapport à l'accroissement des engagements de la compagnie d'assurances sur la vie pendant la même période, des titres en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, autres que les titres émis par les institutions publiques de crédit. Toutefois, cette quotité ne pourra pas être inférieure à 8,6 p.c., ni ne devra être supérieure à 43 p.c.

Le montant des acquisitions nettes à effectuer, calculé conformément aux deux alinéas précédents, est, s'il y a lieu, augmenté du manquant ou réduit de l'excédent présenté le 31 décembre 1973 par les portefeuilles d'effets et de fonds publics, par rapport aux obligations découlant des dispositions de la circulaire n° 112 du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

b) En cas de diminution des engagements, le rapport qui, en vertu de la circulaire n° 112, citée ci-dessus, devait exister au 31 décembre 1973 entre les avoirs en effets et fonds publics, d'une part, et les engagements, de l'autre, est maintenu.

Article 11 :

Pour l'application de l'article 10, il y a lieu d'entendre :

a) par engagements : le total du montant des réserves mathématiques et techniques afférentes aux opérations d'assurances sur la vie soumises au contrôle du Ministère des Affaires Economiques déduction faite du montant de la réserve monétaire constituée en compte spécial ou sous la forme de certificats spéciaux dont question à l'article 1, b) ci-avant;

b) par effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : les portefeuilles de titres de l'espèce affectés en représentation des réserves mathématiques et techniques afférentes aux opérations d'assurances sur la vie soumises au contrôle du Ministère des Affaires Economiques, à l'exclusion des certificats spéciaux dont question à l'article 1 b) ci-avant;

c) par institutions publiques de crédit : la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Institut National de Crédit Agricole, le Crédit Communal de Belgique et l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

Article 12 :

Le respect des obligations prévues à l'article 10 sera vérifié sur base de l'accroissement des engagements et des acquisitions nettes d'effets et de fonds publics entre le 31 décembre 1973 et le 31 décembre 1974.

Article 13 :

La vérification des obligations mentionnées à l'article 10 est effectuée par le Ministère des Affaires Economiques sur base des données dont il dispose.

CHAPITRE IV. — **Dispositions diverses.**

Article 14 :

La Banque Nationale de Belgique peut, après consultation du Ministère des Affaires Economiques, admettre dans des cas spéciaux, des dérogations aux obligations incombant à une compagnie d'assurances sur la vie.

Article 15 :

La présente recommandation porte sur la période allant jusqu'au 31 décembre 1974. Ses dispositions pourront cependant être modifiées si, à la fin d'octobre 1974, lorsque les recommandations adressées par la Banque Nationale de Belgique aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit viendront à expiration, des modifications substantielles étaient apportées aux dispositifs appliqués à ces intermédiaires financiers.

Nouvelles autorisations de crédit

[Article 4, a)]

Par nouvelles autorisations de crédit, il faut entendre les catégories d'investissements suivantes :

- le montant nominal des prêts hypothécaires;
- le montant nominal des prêts sous seing privé;
- le montant brut des acquisitions d'obligations de sociétés belges, à l'exclusion des emprunts émis par les banques, les sociétés d'assurances, les caisses d'épargne privées et de tous les emprunts émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes;
- le montant brut des acquisitions d'obligations de sociétés étrangères libellées en francs belges.

Il s'agit dans tous les cas d'investissements nouveaux, c'est-à-dire sans déduction de tous remboursements.

Franchise

[Article 4, b)]

Du montant effectif, cumulé depuis le 1^{er} janvier 1974, des nouvelles autorisations de crédit peut être déduite une franchise égale à la moyenne trimestrielle des nouvelles autorisations de crédit, établies de la manière indiquée à l'annexe I, pendant la période allant de fin juin 1972 à fin juin 1973, avec un minimum de 40 millions et un maximum de 160 millions.

Ceci revient à dire que :

— si la moyenne trimestrielle précitée est inférieure ou égale à 40 millions, la franchise est de 40 millions;

— si la moyenne trimestrielle précitée est supérieure à 40 millions et inférieure ou égale à 160 millions, la franchise est égale à cette moyenne trimestrielle;

— si la moyenne trimestrielle précitée est supérieure à 160 millions, la franchise est égale à 160 millions.

Montant de référence prévu pour les nouvelles autorisations de crédit

[Article 4, c)]

Ce montant est égal à deux fois la moyenne trimestrielle pendant la période allant de fin juin 1972 à fin juin 1973 des nouvelles autorisations de crédit, telles qu'elles sont définies à l'annexe I.

Nouvelles autorisations de crédit

Montant cumulé, découpe en tranches de ce montant
et réserve monétaire y relative

Données prévues par l'article 9

(En milliers de francs)

**I. Montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit jusqu'à
la fin du mois de 1974 :**

**a) Montant cumulé depuis le 1^{er} janvier 1974 des nouvelles auto-
risations de crédit établi conformément à l'annexe I :**

1. Prêts hypothécaires
2. Prêts sous seing privé
3. Obligations de sociétés belges
4. Obligations de sociétés étrangères libellées en francs
belges
5. Total : 1. + 2. + 3. + 4.

b) Franchise [article 4, b)]

c) Solde : a) – b)

**II. Découpe en tranches du montant cumulé des nouvelles auto-
risations de crédit :**

a) Régime dérogatoire (article 5) :

Partie de I, c) qui se situe entre et

**b) Montant cumulé des nouvelles autorisations de crédit en
dépassement :**

1. Partie de I, c) qui se situe entre et
(article 6, 1.)
2. Partie de I, c) qui se situe au delà de
(article 6, 2.)
3. Total du dépassement (1. + 2.)

III. Réserve monétaire :

(En milliers de francs)

- a) Réserve bloquée (article 7)
- b) Régime dérogatoire [article 5, b)] :
Montant repris au II, a) \times 15 p.c.
- c) Réserve de pénalisation (article 6) :
 - 1. Montant repris au II, b), 1. \times 15 p.c.
 - 2. Montant repris au II, b) 2. \times 30 p.c.
 - 3. Total = 1. + 2.
- d) Réserve totale à constituer :
 - a) + b) + c) 3.
- e) Avoir en compte spécial pendant la période précédente ⁽¹⁾
- f) Versement complémentaire (+) ou retrait (-) à effectuer =
III, d) - III, e)

⁽¹⁾ Au titre du point 1 de la circulaire n° 114 adressée par le Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie aux compagnies d'assurances sur la vie autorisées ou du chapitre II de la recommandation du 28 juin 1974 adressée par la Banque Nationale aux compagnies d'assurances sur la vie.

RESERVE MONETAIRE *

(Encours en milliards de francs, à fin de mois)

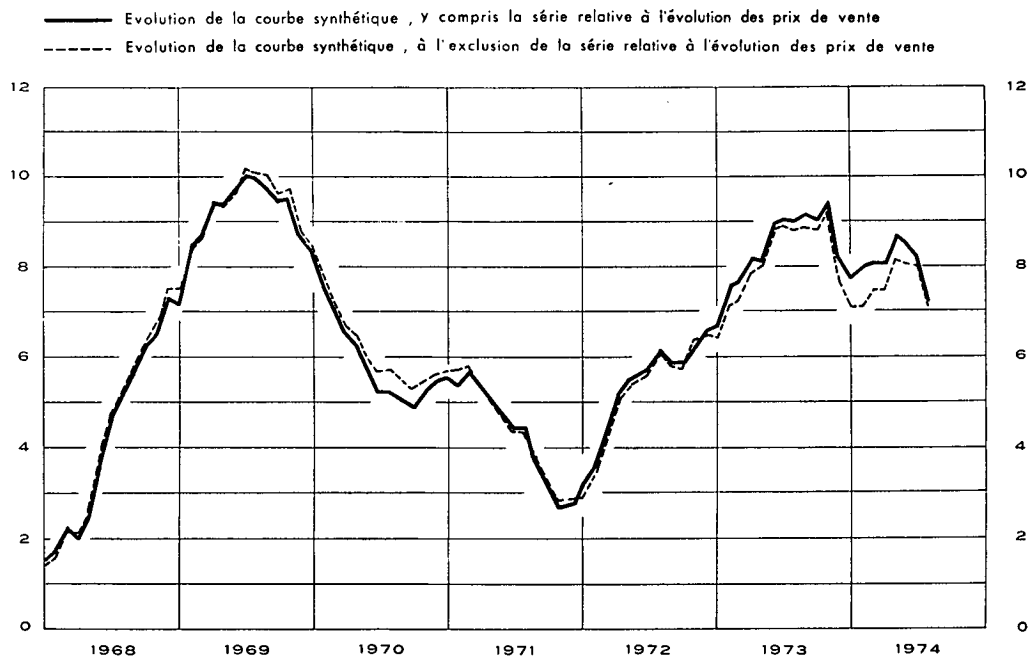
	Belgique														Total général Belgique	Grand- Duché de Luxem- bourg	Total général Belgique + Grand- Duché de Luxem- bourg	
	Réserve sur les engagements								Réserve sur les crédits									
	Banques				Institu- tions publi- ques de crédit (1)	Cais- ses d'épar- gne privées	Com- pagnies d'assu- rances sur la vie et contre les acci- dents du travail	Total	Banques			Institu- tions publi- ques de crédit (1)	Cais- ses d'épar- gne privées	Com- pagnies d'assu- rances sur la vie et contre les acci- dents du travail				Total
	Réserve spéciale sur les comptes en francs belges conver- tibles	Réserve spéciale sur l'accrois- sement de la position débitrice au compt- ant en devises du marché régle- menté	Autre	Total					Banques	Institu- tions publi- ques de crédit (1)	Cais- ses d'épar- gne privées								Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (4) + (7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (9) + (12)	(14) = (8) + (13)	(15)	(16) = (14) + (15)			
1972 Juillet ...	1,6	—	2,3	3,9	—	—	—	3,9	—	—	—	—	—	3,9	—	3,9		
Août	3,7	—	6,4	10,1	—	—	—	10,1	—	—	—	—	—	10,1	—	10,1		
Septembre	3,3	—	6,6	9,9	—	—	—	9,9	—	—	—	—	—	9,9	—	9,9		
Octobre ...	2,2	—	7,6	9,8	—	—	—	9,8	—	—	—	—	—	9,8	—	9,8		
Novembre	2,4	—	2,8	5,2	1,2	0,3	—	6,7	—	—	—	—	—	6,7	—	6,7		
Décembre	2,3	—	5,5	7,8	3,1	0,9	—	11,8	—	—	—	—	—	11,8	—	11,8		
1973 Janvier ...	2,8	—	7,4	10,2	4,2	1,3	—	15,7	—	—	—	—	—	15,7	0,5	16,2		
Février ...	4,5	—	7,5	12,0	4,3	1,4	—	17,7	—	—	—	—	—	17,7	0,5	18,2		
Mars	6,1	1,3	9,4	16,8	5,3	1,6	—	23,7	—	—	—	—	—	23,7	0,6	24,3		
Avril	3,3	1,7	11,5	16,5	6,3	1,9	—	24,7	—	—	—	—	—	24,7	0,6	25,3		
Mai	3,7	0,8	11,6	16,1	6,5	2,0	—	24,6	—	—	—	—	—	24,6	0,6	25,2		
Juin	3,6	1,2	12,3	17,1	6,6	2,0	—	25,7	—	—	—	—	—	25,7	0,7	26,4		
Juillet ...	3,2	0,3	12,5	16,0	6,7	2,0	0,3	25,0	—	—	—	—	—	25,0	0,6	25,6		
Août	2,7	0,3	12,5	15,5	6,8	2,1	0,3	24,7	—	—	—	—	—	24,7	0,7	25,4		
Septembre	5,2	0,1	12,6	17,9	6,8	2,1	0,4	27,2	—	—	—	—	—	27,2	0,7	27,9		
Octobre ...	3,7	0,4	14,4	18,5	7,7	2,5	0,4	29,1	—	—	—	—	—	29,1	0,7	29,8		
Novembre	3,3	0,1	14,9	18,3	8,1	2,7	0,4	29,5	1,1	0,1	0,1	—	1,3	30,8	0,8	31,6		
Décembre	3,8	...	15,6	19,4	8,6	2,9	0,5	31,4	1,9	0,2	0,1	—	2,2	33,6	0,9	34,5		
1974 Janvier ...	5,5	0,1	15,7	21,3	8,6	2,9	0,5	33,3	3,7	0,3	0,2	—	4,2	37,5	0,9	38,4		
Février ...	—	—	16,4	16,4	8,3	2,9	0,5	28,1	6,3	0,5	0,3	—	7,1	35,2	0,7	35,9		
Mars	—	—	16,4	16,4	8,4	3,0	0,5	28,3	5,8	0,5	0,3	—	6,6	34,9	0,7	35,6		
Avril	—	—	12,7	12,7	4,6	1,5	0,5	19,3	6,5	0,4	0,4	...	7,3	26,6	0,7	27,3		
Mai	—	—	12,9	12,9	4,7	1,5	0,5	19,6	5,7	0,4	0,4	...	6,5	26,1	0,7	26,8		
Juin	—	—	13,2	13,2	4,8	1,5	0,5	20,0	5,4	0,4	0,4	...	6,2	26,2	0,3	26,5		
Juillet ...	—	—	13,5	13,5	4,8	1,6	0,5	20,4 ²	2,9	0,4	0,3	0,1	3,7	24,1 ²	0,3	24,4 ²		
Août	—	—	13,7	13,7	4,9	1,6	0,4	20,6 ²	4,5	0,4	0,3	0,1	5,3	25,9 ²	0,3	26,2 ²		

* Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, Crédit Communal de Belgique, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale de Crédit Professionnel et, à partir du 1^{er} octobre 1973, Office Central de Crédit Hypothécaire et Institut National de Crédit Agricole.

² Y compris 6 milliards de certificats de trésorerie spéciaux souscrits en vertu de l'article 1, b) de la Recommandation du 28 juin 1974, à concurrence de 3,9 milliards par les banques, 1,4 milliard par les institutions publiques de crédit, 0,5 milliard par les caisses d'épargne privées et 0,2 milliard par les compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents du travail.

* Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 juillet 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 24 novembre 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, no 5, novembre 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 février 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 3, mars 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 mai 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 6, juin 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 septembre 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, no 4, octobre 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 31 janvier 1974, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 2, février 1974; Recommandations de politique monétaire adressées le 29 mars 1974 par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 3, mars 1974; Recommandations de politique monétaire du 28 juin 1974 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique est revenue de 8,22 points en juin 1974 à 7,22 points en juillet.

Cette diminution, qui est attribuable en partie à des facteurs saisonniers, et plus particulièrement à la période des vacances annuelles, résulte de la réduction de la valeur chiffrée de la plupart des indicateurs utilisés pour le calcul de la courbe synthétique.

La courbe synthétique dans laquelle l'indicateur concernant l'évolution des prix à la production n'est pas pris en considération (courbe en trait interrompu) accuse une moindre réduction (de 8,00 à 7,13 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime — Principales espèces débarquées dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Découvert de caisse du Trésor et évolution de la dette publique	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année budgétaire)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	Y - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971	XII - 1b
b) Navigation maritime	Y - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1971	XII - 2
c) Navigation intérieure	Y - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	Y - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1971 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	Y - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Indices de prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		d) Ensemble des organismes monétaires.....	XIII - 2d
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	4. Stock monétaire	XIII - 4
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
1. Tableau général	VIII - 1	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	— Destination économique apparente	XIII - 6
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	— Forme et localisation	XIII - 7
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en compte de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'année budgétaire ...	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Dueroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.151	
dont : Hommes	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.069	
Femmes	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.082	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹ :	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	
dont : Agriculture	216	209	201	191	181	168	158	
Industries extractives	83	74	67	60	52	49	47	
Industries manufacturières	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	
Bâtiments et construction ...	296	304	304	307	311	313	301	
Transports	266	263	268	272	282	290	297	
Commerce, banques, assurances et services	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	
Chômeurs complets ²	67	92	110	88	76	75	92	
Ouvriers frontaliers	58	53	53	53	54	52	51	

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	230,1	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	466,0
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,4	19,8	20,7	22,8	24,9	24,9	27,4	30,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	49,8	55,3	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	112,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	92,9	104,0	113,9	121,4	131,7	138,7	159,6	190,5
5. Corrections et compléments	20,7	19,7	18,9	23,2	25,9	27,2	29,8	33,8
Ajustement statistique	0,4	- 0,4	0,7	- 3,6	- 3,4	- 6,0	- 9,0	- 4,0
Total ...	412,3	451,6	483,2	512,8	567,9	637,3	724,1	829,3
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	31,2	28,1	26,6	30,2	34,6	29,8	33,2	42,9
2. Professions libérales ¹	22,0	22,4	23,8	25,9	28,0	31,3	33,2	37,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	104,9	110,2	114,4	122,3	130,5	139,5	142,2	153,4
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,6	8,3	8,3	8,9	10,1	10,7	10,6	11,6
Ajustement statistique	0,2	- 0,2	0,3	- 1,3	- 1,2	- 2,0	- 2,7	- 1,2
Total ...	166,9	168,8	173,4	186,0	202,0	209,3	216,5	244,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	31,3	35,2	39,5	43,5	52,3	62,4	68,6	76,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,2	37,0	39,0	40,9	43,3	44,3	45,4	47,6
3. Dividendes, tantièmes, dons	17,0	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	45,0
Total ...	82,5	90,5	97,1	106,5	122,8	143,3	155,1	168,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	17,0	11,7	15,7	21,4	26,6	30,5	24,0	25,4
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	32,1	36,2	41,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	3,7	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,6	0,5	3,6	2,6	2,6	5,4	0,8	- 4,1
Total ...	5,3	4,5	8,1	7,4	7,8	11,2	7,6	3,3
G. Intérêts de la dette publique	-24,3	-26,2	-28,9	-31,6	-37,6	-43,1	-46,4	-51,0
Revenu national net au coût des facteurs	676,7	719,0	767,4	823,5	915,4	1.020,6	1.117,1	1.261,7
H. Amortissements	80,0	86,2	92,4	99,8	111,4	128,0	140,3	152,9
Revenu national brut au coût des facteurs	756,7	805,2	859,8	923,3	1.026,8	1.148,6	1.257,4	1.414,6
I. Impôts indirects	101,9	119,7	130,8	139,2	153,5	165,5	178,8	189,2
J. Subventions	- 9,7	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,7
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

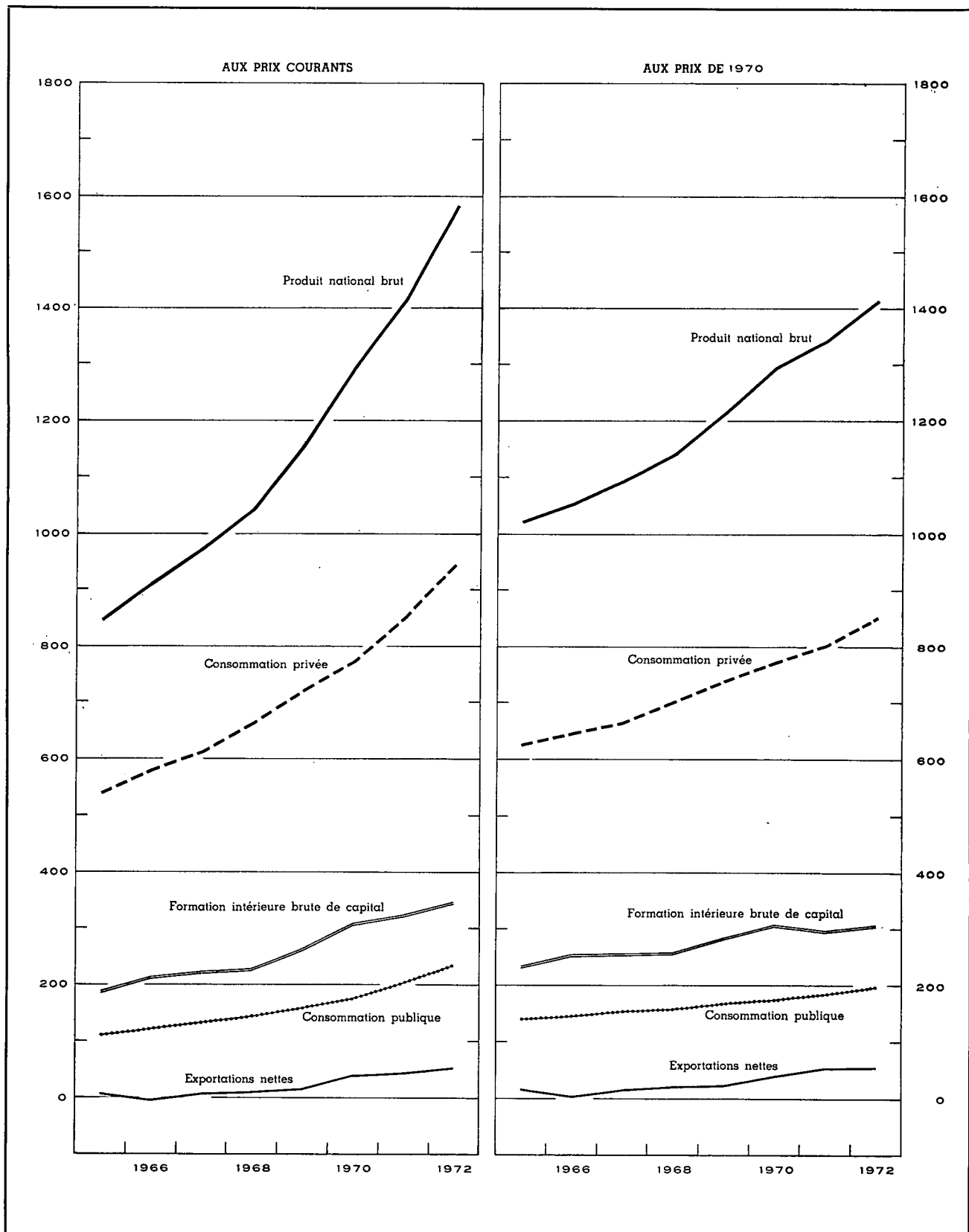
Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	45,4	43,2	42,5	46,7	51,2	46,4	50,0	59,9
2. Industries extractives	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	12,0	13,5	14,0
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	49,5	53,5	59,1	64,2	69,8	75,7	78,9	86,5
b) Textiles	21,1	24,0	22,2	23,8	26,1	27,6	31,6	34,6
c) Vêtements et chaussures	11,7	12,6	12,6	12,5	13,5	14,7	15,9	18,3
d) Bois et meubles	11,3	13,5	14,4	15,1	17,2	18,1	19,8	24,0
e) Papier, impression, édition	13,3	14,8	15,8	17,1	19,4	21,1	23,7	24,4
f) Industrie chimique et activités connexes	21,0	22,5	23,4	27,2	33,5	38,9	42,0	49,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,8	15,5	16,5	16,6	18,9	21,2	22,3	23,4
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	23,0	23,7	25,1	26,9	38,6	43,1	36,5	42,0
i) Fabrications métalliques et constructions navales	68,5	73,4	74,0	81,5	93,6	110,6	124,1	130,4
j) Industries non dénommées ailleurs	22,2	25,8	27,8	30,9	35,5	38,1	39,4	46,1
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>256,4</i>	<i>279,3</i>	<i>290,9</i>	<i>315,8</i>	<i>366,1</i>	<i>409,1</i>	<i>434,2</i>	<i>479,4</i>
4. Construction	57,9	62,5	69,0	66,9	71,8	88,6	98,7	108,6
5. Electricité, gaz et eau	18,3	20,7	23,2	25,4	29,4	32,2	41,8	47,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	142,9	157,3	171,7	182,0	201,6	222,2	249,9	270,6
b) Services financiers et assurances .	24,0	27,6	30,7	34,7	40,3	45,5	49,2	56,3
c) Immeubles d'habitation	45,7	49,2	51,8	54,7	58,0	61,3	64,1	68,7
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>212,6</i>	<i>234,1</i>	<i>254,2</i>	<i>271,4</i>	<i>299,9</i>	<i>329,0</i>	<i>363,2</i>	<i>395,6</i>
7. Transports et communications	57,8	63,6	67,6	76,1	83,3	92,6	104,7	119,2
8. Services	183,9	198,9	217,2	234,3	256,4	284,1	322,0	373,8
9. Correction pour investissements par moyens propres	1,7	2,1	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 7,1	- 8,0	- 8,8	- 9,7	-11,3	-12,9	-13,6	-16,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	—	-10,7	-15,8
Ajustement statistique .....	...	- 3,8	0,3	- 1,8	- 6,9	2,6	- 0,3	- 2,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	842,1	905,8	970,5	1.038,4	1.153,3	1.286,6	1.406,6	1.566,3
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5	12,1	16,8
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	138,2	147,2	154,5	161,5	173,4	185,8	195,5	212,2
2. Boissons	27,6	28,8	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3
3. Tabac	11,5	12,0	13,2	14,5	14,9	15,4	17,1	18,3
4. Vêtements et effets personnels ...	51,1	53,1	53,6	57,9	61,8	64,8	70,8	79,2
5. Loyers, taxes, eau	57,0	61,2	64,8	68,3	72,6	77,7	83,3	89,5
6. Chauffage et éclairage	27,6	28,6	30,3	33,7	35,5	39,5	40,0	43,1
7. Articles ménagers durables	48,3	51,8	52,5	58,3	65,2	71,8	84,9	96,4
8. Entretien de la maison	25,7	27,8	30,0	32,7	35,6	37,9	42,7	47,2
9. Soins personnels et hygiène	38,0	40,7	44,8	49,6	53,6	60,4	65,4	76,4
10. Transports	48,3	54,7	58,1	64,0	70,5	73,9	80,7	95,1
11. Communications P.T.T.	3,5	3,7	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3
12. Loisirs	44,4	46,8	51,9	54,6	59,3	65,7	75,9	86,2
13. Enseignement et recherches	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0
14. Services financiers	13,2	14,8	16,0	17,9	20,7	22,4	24,5	28,5
15. Services divers	3,3	3,6	3,9	4,1	4,4	4,5	4,9	5,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	11,9	13,4	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,4
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 10,0	- 11,5	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1
Ajustement statistique .....	...	3,1	- 0,9	5,0	8,5	3,8	8,7	5,4
Total ...	540,9	581,2	612,7	664,1	721,5	773,7	851,0	946,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	77,1	86,0	94,0	100,6	111,4	124,5	141,8	169,7
2. Achats courants de biens et services	27,1	28,3	31,6	34,8	39,0	40,3	48,1	52,2
3. Loyer imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	3,7	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4
4 Loyer payé	0,6	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,5	1,7	1,9
6. Amortissement mobilier et matériel	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,7
Total ...	110,2	120,7	132,9	143,4	159,1	174,7	201,1	234,4
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,4	6,1	8,5
2. Industries extractives	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,2	2,6	2,6
3. Industries manufacturières	46,3	54,2	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	74,1
4. Construction	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3
5. Electricité, gaz et eau	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	21,5
6. Commerce, banques, assurances ...	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8	34,5
7. Immeubles d'habitation	58,7	56,5	59,2	58,1	62,4	71,8	61,8	73,9
8. Transports et communications ...	18,6	20,7	23,7	23,8	25,0	27,4	32,0	35,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	19,7	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	63,1
10. Autres services	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1	10,8
11. Variations de stocks	4,4	7,7	5,3	8,9	19,2	20,2	15,9	14,6
Ajustement statistique .....	...	1,1	- 0,3	1,7	3,1	1,5	3,3	2,0
Total ...	189,7	213,1	223,5	229,4	263,4	308,7	322,6	347,6
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	19,7	22,3	24,2	28,0	37,7	53,3	60,6	66,5
2. Exportations de biens et services ...	306,0	327,8	352,6	402,1	483,2	562,7	620,5	679,0
Exportations totales	325,7	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	681,1	745,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	12,9	15,5	16,8	19,9	29,5	42,8	48,5	49,7
4. Importations de biens et services ...	304,7	337,0	351,2	400,6	473,9	533,2	588,6	641,5
Importations totales	317,6	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	637,1	691,2
Exportations nettes	+ 8,1	- 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 44,0	+ 54,3
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	85	88	91	93	96	100	103	104
2. Boissons	77	76	81	85	92	100	106	112
3. Tabac	89	93	94	95	98	100	104	108
4. Vêtements et effets personnels ...	87	90	90	96	98	100	105	111
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	95	98	100	103	105
6. Chauffage et éclairage	77	78	82	90	94	100	97	105
7. Articles ménagers durables	74	78	78	85	93	100	109	119
8. Entretien de la maison	89	90	93	95	98	100	104	107
9. Soins personnels et hygiène	80	80	83	89	94	100	103	112
10. Transports	74	79	83	90	98	100	101	113
11. Communications P.T.T.	73	78	84	90	96	100	105	107
12. Loisirs	82	83	87	88	94	100	106	111
13. Enseignement et recherches	87	89	92	95	97	100	103	105
14. Services financiers	72	76	81	91	97	100	106	118
15. Services divers	89	92	96	99	102	100	106	111
16. Dépenses personnelles à l'étranger	73	77	81	84	96	100	105	109
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique	66	71	75	83	95	100	96	95
Total ...	81	84	86	91	96	100	104	110
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	81	85	89	90	95	100	104	113
2. Achats courants de biens et services	80	80	87	95	103	100	109	113
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; am-								
ortissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	71	73	81	87	92	100	110	117
Total ...	80	83	88	91	97	100	106	114
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	90	96	89	96	100	100	74	99
2. Industries extractives	107	89	81	96	105	100	110	109
3. Industries manufacturières	76	87	85	77	87	100	98	92
4. Construction	75	87	93	86	83	100	68	69
5. Electricité, gaz et eau	74	87	111	98	96	100	116	123
6. Commerce, banques, assurances ...	73	82	80	84	92	100	113	119
7. Immeubles d'habitation	102	94	93	89	92	100	79	90
8. Transports et communications	98	95	103	102	101	100	110	118
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en-								
seignement)	51	60	73	87	91	100	115	122
10. Enseignement	79	93	90	97	97	100	100	103
11. Autres services	56	67	71	72	88	100	107	112
Total ...	76	83	83	84	92	100	97	100
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	44	48	51	57	74	100	108	111
2. Exportations de biens et services ...	63	65	70	79	91	100	109	117
Exportations totales	61	64	68	77	89	100	109	116
3. Revenus des facteurs versés au reste								
du monde	36	42	44	51	72	100	107	104
4. Importations de biens et services ...	64	69	72	81	93	100	107	115
Importations totales	62	67	70	79	92	100	107	114
Produit national brut aux prix du marché								
(prix de 1970)	78,8	81,3	84,5	88,0	93,8	100,0	103,5	109,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1972 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes)*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemniés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1973	5,4	38,2	48,1	91,7	8,2	1,9	4,5	14,9	14,2
1972 2 ^e trimestre	4,3	31,2	46,1	81,6	7,9	1,5	4,3	16,0	9,0
3 ^e trimestre	4,3	32,3	46,0	82,6	8,5	2,2	4,9	13,1	9,1
4 ^e trimestre	7,1	39,8	47,4	94,4	7,9	2,4	5,5	13,7	8,3
1973 1 ^{er} trimestre	6,7	41,4	48,9	97,0	7,3	1,8	4,9	16,9	10,8
2 ^e trimestre	4,0	34,5	47,7	86,2	8,6	1,4	3,9	15,9	14,0
3 ^e trimestre	3,8	35,7	47,4	86,9	8,8	2,3	4,1	13,6	16,5
4 ^e trimestre	7,0	41,1	48,7	96,8	8,0	2,2	4,9	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	6,9	43,5	49,9	100,3	7,6	1,4	3,3	15,6	14,3
2 ^e trimestre	4,6	38,7	48,6	91,9	8,7	1,0	2,7	14,4	17,6
1973 Juillet	3,7	35,8	47,9	87,4	8,8	1,7	3,7	9,7	15,1
Août	3,4	34,8	47,1	85,3	8,8	2,3	4,1	15,8	16,8
Septembre	4,3	36,3	47,3	87,9	8,8	2,9	4,5	15,2	17,5
Octobre	6,5	38,9	47,8	93,2	8,6	2,5	5,0	18,3	17,4
Novembre	6,7	39,9	48,7	95,3	8,1	2,1	4,8	12,7	15,4
Décembre	7,7	44,5	49,7	101,9	7,4	1,9	4,8	8,6	13,2
1974 Janvier	7,9	45,5	50,1	103,5	7,3	1,5	3,5	16,0	12,6
Février	7,0	44,1	50,2	101,3	7,5	1,4	3,3	15,1	14,7
Mars	5,8	40,8	49,5	96,1	8,0	1,2	3,1	15,6	15,7
Avril	5,2	40,1	49,1	94,4	8,6	1,0	3,0	15,5	16,7
Mai	4,5	38,3	48,7	91,5	8,7	0,9	2,7	15,3	17,9
Juin	4,1	37,6	48,1	89,8	9,0	1,1	2,6	12,4	18,3
Juillet	4,6	43,3	49,0	96,9	9,0	1,9	3,1	9,0	16,9

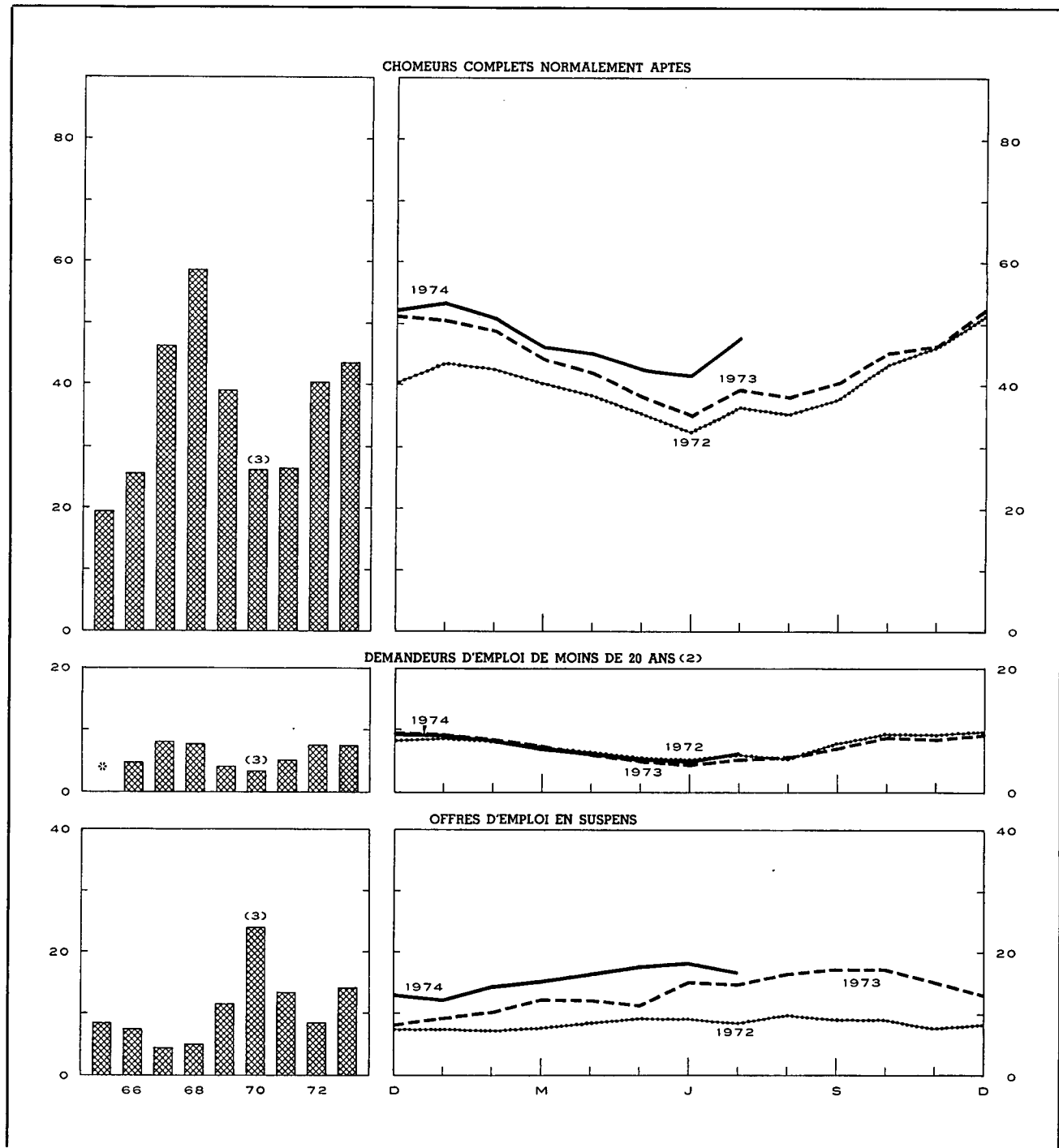
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



* Données non disponibles.

¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — I.R.E.S.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 ^e
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	244	229	232	224	207	225	234	218	213
dont : froment	211	197	201	197	181	193	204	193	190
seigle	29	26	26	21	20	24	21	16	14
Céréales non panifiables	258	258	249	249	255	229	228	230	224
Plantes industrielles	92	95	107	109	101	109	112	115	116
Plantes et racines tuberculifères	90	91	81	77	80	73	65	70	68
Légumes cultivés pour la graine	9	8	8	8	7	5	4	3	3
Prés et prairies	795	794	791	788	795	782	768	762	755
Divers	102	102	96	98	97	103	110	114	114
Total ...	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.521	1.512	1.493
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	650	828	839	754	708	878	916	976	
Autres céréales	896	1.129	1.033	968	843	1.034	1.033	1.118	
Betteraves sucrières	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	
Lin (graines et paille)	167	105	108	112	48	93	61	52	
Chicorée à café	29	32	40	43	56	54	27	31	
Pommes de terre	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	1.258	1.201	
Nombre d'animaux¹ (milliers d'unités)									
Bovidés	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840	2.825	2.962	3.044
dont : vaches laitières					997	967	964	994	999
Porcs	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.022
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .	490	538	576	599	695	729	753	798	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces débarquées dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

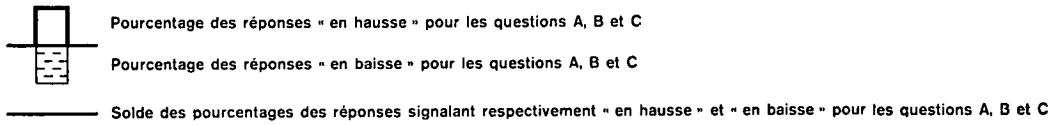
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Aiglefin	141	130	136	361	346	157	142	214
Cabillaud	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584	1.630	922
Plie	442	516	450	376	398	383	357	388
Sole	329	412	356	309	320	319	227	235
Raie	182	178	219	231	199	169	133	145
Hareng	61	30	11	38	62	55	105	169
Crevettes	80	104	80	114	114	75	72	135

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

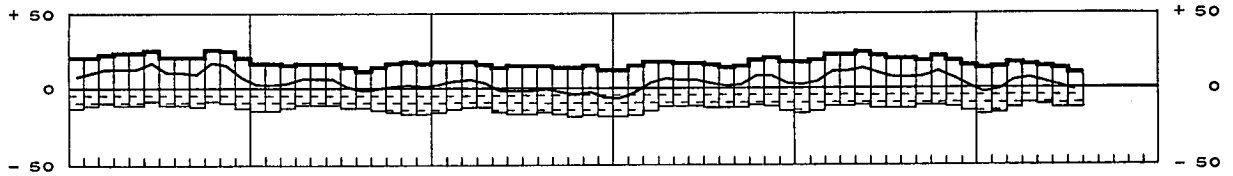
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

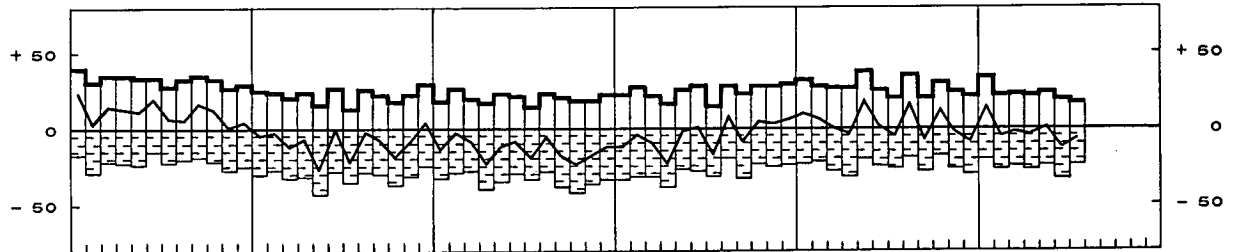
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



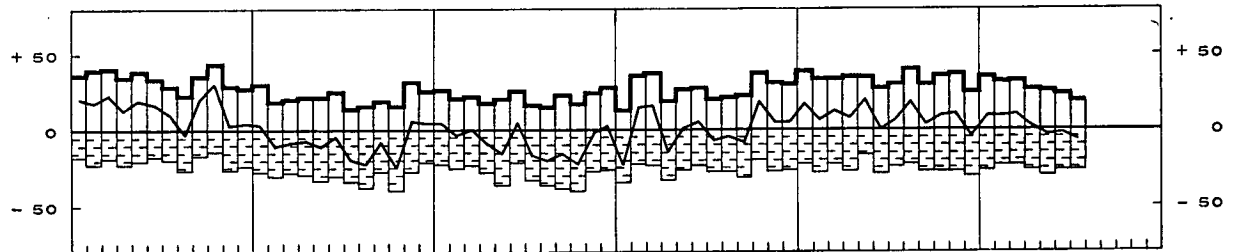
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



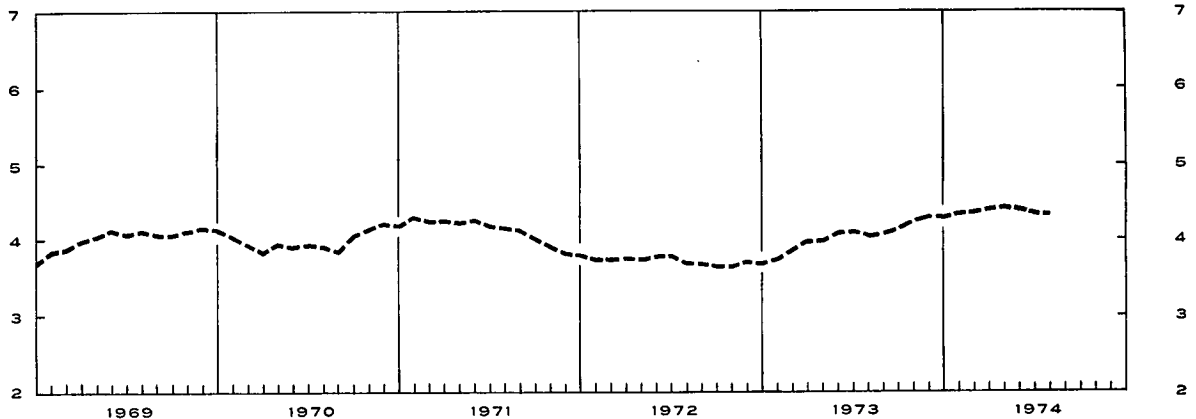
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

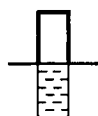


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

¹ Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

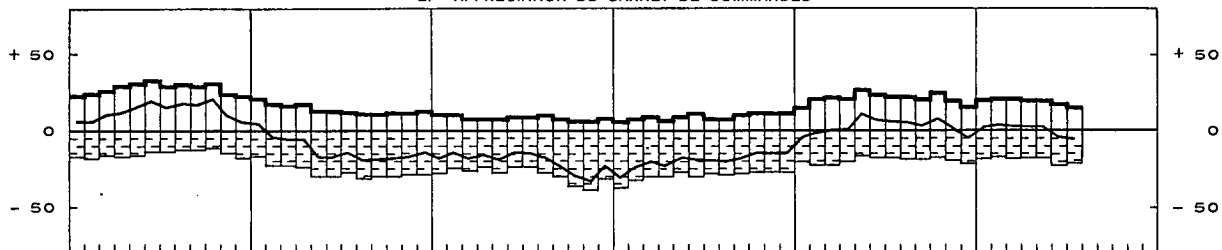
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

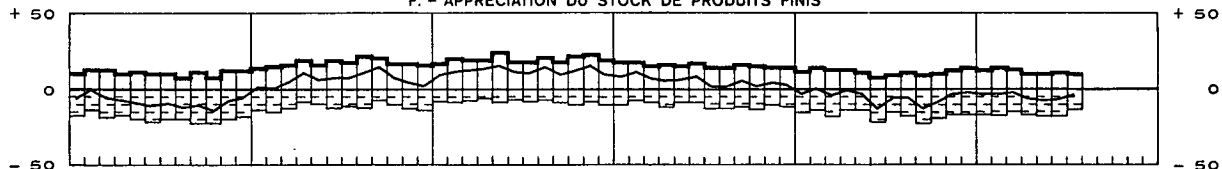
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

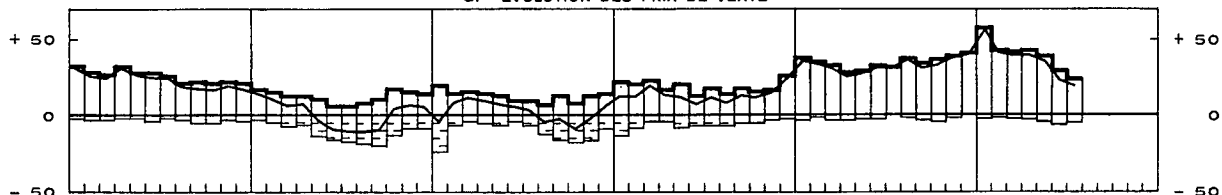
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



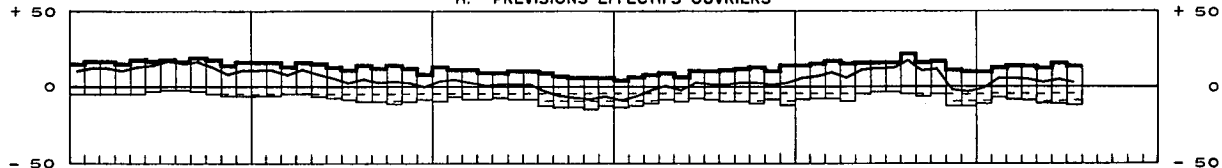
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



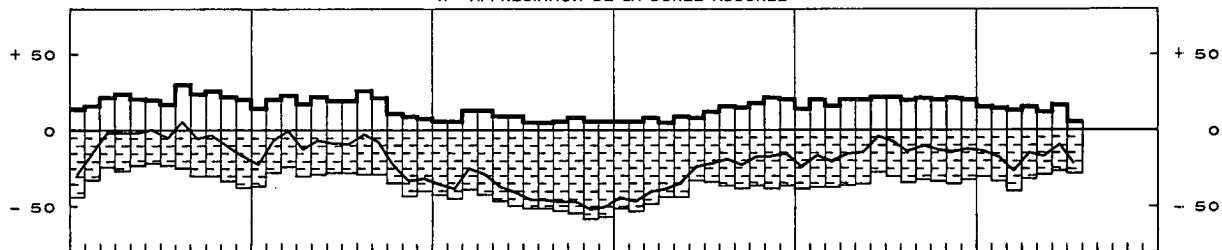
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



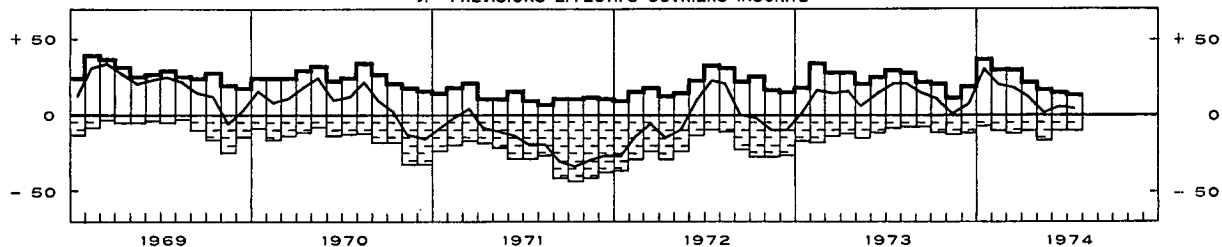
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros oeuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non saisonnalisés			Indices dessaisonnalisés 1
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1966	82	79	81	82
1967	83	81	82	84
1968	88	86	90	88
1969	97	96	97	97
1970	100	100	100	100
1971	103	103	102	102
1972	109	110	108	110
1973	p 115	p 117	111	p 115
1972 2 ^e trimestre	109	110	108	104
1972 3 ^e trimestre	101	102	105	106
1972 4 ^e trimestre	118	119	112	108
1973 1 ^{er} trimestre	117	118	109	111
1973 2 ^e trimestre	p 114	p 116	114	113
1973 3 ^e trimestre	p 106	p 108	108	p 114
1973 4 ^e trimestre	p 122	p 125	113	p 115
1974 1 ^{er} trimestre	p 126	p 128	108	p 117
1974 2 ^e trimestre			p 110	
1973 Juillet	p 89	p 91	104	p 113
1973 Août	p 112	p 115	112	p 114
1973 Septembre	p 117	p 119	108	p 114
1973 Octobre	p 130	p 132	113	p 115
1973 Novembre	p 124	p 127	116	p 115
1973 Décembre	p 113	p 116	110	p 115
1974 Janvier	p 128	p 131	112	p 116
1974 Février	p 122	p 124	104	p 117
1974 Mars	p 127	p 130	106	p 118
1974 Avril	p 129	p 131	102	p 119
1974 Mai			p 113	
1974 Juin			p 115	
1974 Juillet			p 108	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (principaux secteurs)

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Industries textiles							Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole			
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Total	Fila- ture	Tissage		Bonne- terie	Total	Trans- forma- tion des matières plasti- ques
1966	82	137	79	85	78	86	78	83	95	97	89	101	66	51	56
1967	83	132	81	86	80	83	79	88	87	87	84	95	71	65	58
1968	88	120	86	87	92	91	81	90	94	96	90	97	82	77	77
1969	97	110	96	93	103	93	94	95	101	102	98	103	96	92	96
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	99	103	100	98	97	98	104	105	102	108	107	109	127	101
1972	109	96	110	101	113	103	103	107	106	99	115	103	121	155	121
1973	p 115	80	p 117	106	122	115	p 110	117	106	94	120	102	138	205	124
1972 1 ^{er} trimestre	109	103	109	93	112	104	103	100	113	108	121	113	116	145	111
1972 2 ^e trimestre	109	103	110	108	116	103	99	107	110	105	120	105	123	158	123
1972 3 ^e trimestre	101	79	102	97	103	92	96	106	87	80	94	87	114	143	127
1972 4 ^e trimestre	118	97	119	107	122	111	113	117	113	103	126	108	133	176	124
1973 1 ^{er} trimestre	117	93	118	101	126	102	111	106	112	100	125	108	139	197	113
1973 2 ^e trimestre	p 114	85	p 116	112	124	116	p 107	114	110	99	125	103	137	208	129
1973 3 ^e trimestre	p 106	65	p 108	102	110	112	p 102	119	91	79	102	88	127	186	123
1973 4 ^e trimestre	p 122	79	p 125	110	128	128	p 120	128	111	99	126	107	146	229	131
1974 1 ^{er} trimestre	p 126	77	128	109	134	121	126	112	114				157		84
1973 Avril	113	87	115	112	126	104	106	106	106	96	120	98	136	193	137
1973 Mai	117	90	119	114	130	122	109	118	112	100	128	105	142	217	138
1973 Juin	p 112	79	p 114	111	116	123	p 106	117	111	102	127	103	134	215	112
1973 Juillet	p 89	51	p 91	84	105	92	p 83	116	69	55	90	52	107	146	123
1973 Août	p 112	72	p 115	108	120	122	p 109	122	95	89	95	103	134	196	128
1973 Septembre	p 117	72	p 119	115	105	123	p 115	120	109	93	122	110	141	215	119
1973 Octobre	p 130	89	p 132	120	126	136	p 124	140	120	105	136	119	156	248	118
1973 Novembre	p 124	79	p 127	110	130	128	p 125	134	110	97	125	108	149	229	140
1973 Décembre	p 113	69	p 116	100	128	119	p 109	110	104	96	119	95	135	209	134
1974 Janvier	p 128	76	131	104	138	130	129	121	120	101		105	156	242	102
1974 Février	p 122	73	124	102	129	116	122	104	107	96			159	233	95
1974 Mars	p 127	81	130	120	135	118	126	111	115				155		54
1974 Avril	p 129	86	131	118			127	119	118				168		41

* Excl. la construction.

1 Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois.

IV . 2 . — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

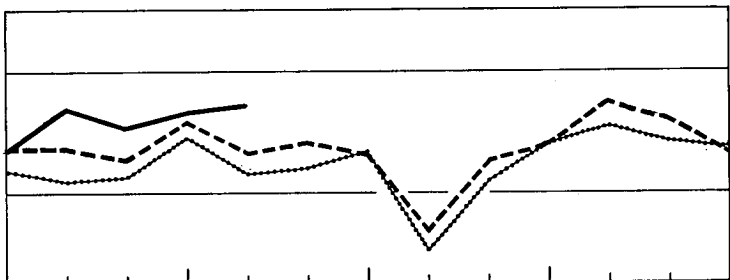
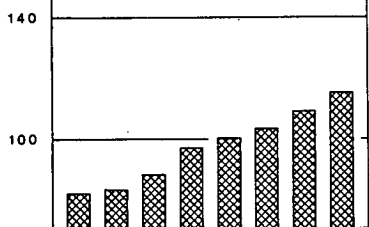
Base 1970 = 100

..... 1972

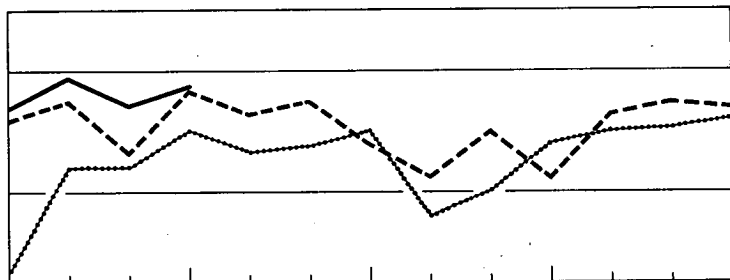
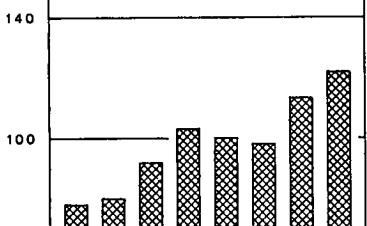
----- 1973

———— 1974

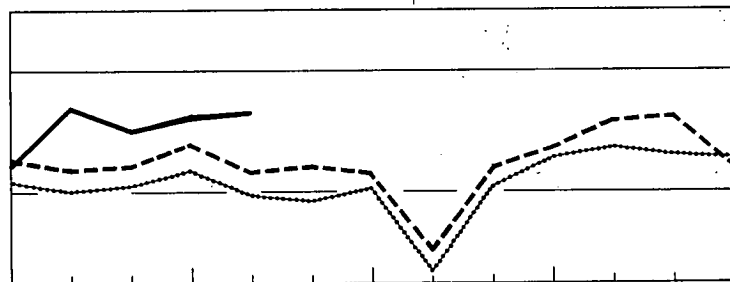
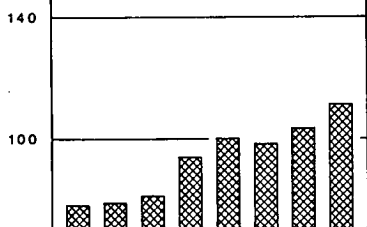
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



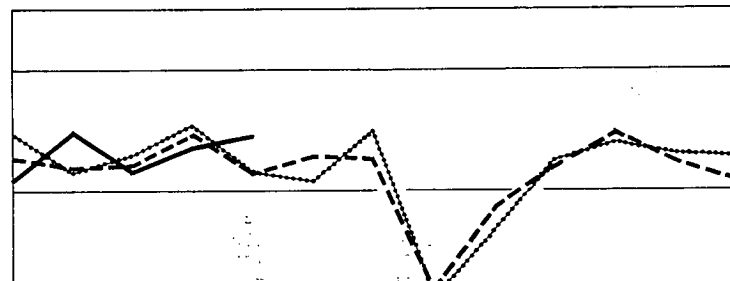
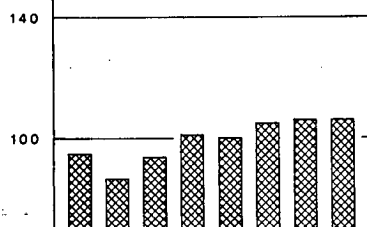
SIDERURGIE



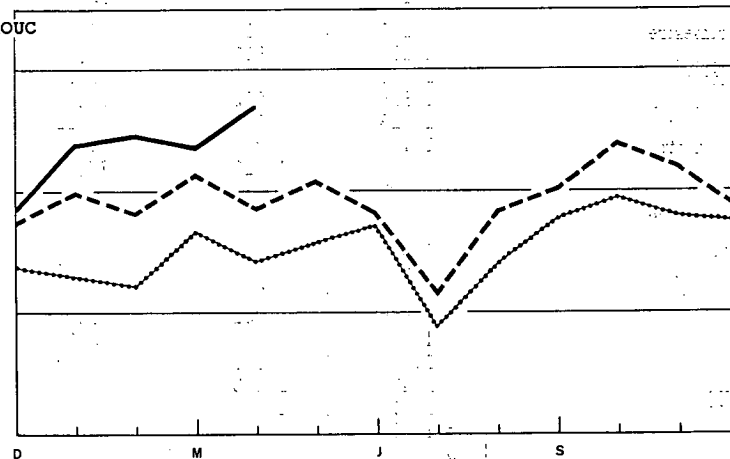
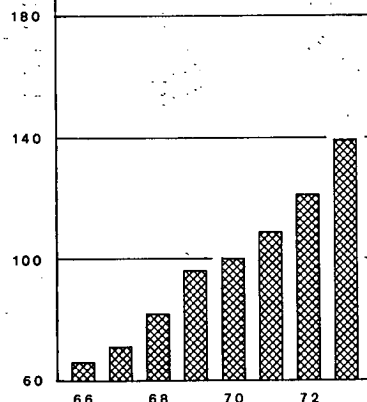
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — Comptoir Belge des Charbons [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille et agglomérés de houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel	Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	Production
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1966	1.383	1.101	128	393	406	...	580	556	1.458	1.849	1.793
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	576	1.369	1.788	1.884
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	655	1.234	1.791	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	692	1.100	1.698	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	651	947	1.593	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	600	913	1.324	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	649	875	1.369	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	707	737	1.346	3.260
1972 2 ^e trimestre	3.056	1.796	206	660	636	616	603	653	945	1.435	2.785
3 ^e trimestre	3.145	1.577	228	538	546	695	602	606	720	1.235	2.697
4 ^e trimestre	3.085	2.054	203	872	726	825	653	694	851	1.486	3.381
1973 1 ^{er} trimestre	2.807	2.190	190	978	760	885	658	715	872	1.436	3.397
2 ^e trimestre	3.212	1.971	229	760	727	704	636	713	774	1.334	3.086
3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.163	2.967
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	730	721	1.450	3.590
1974 1 ^{er} trimestre	2.079						674	771	742	1.511	3.540
2 ^e trimestre									684	1.360	3.223
1973 Juin	2.792	1.784	245	625	690	621	591	679	700	1.335	2.933
Juillet	3.065	1.405	211	432	536	622	700	708	523	1.085	2.708
Août	3.169	1.538	215	431	609	659	643	715	598	1.263	3.039
Septembre	2.964	1.827	203	581	700	677	588	581	623	1.142	3.153
Octobre	2.931	2.116	258	869	793	922	633	683	790	1.469	3.647
Novembre	3.484	2.196	233	854	794	974	660	738	741	1.456	3.554
Décembre	3.340	1.912	179	875	618	1.087	666	770	631	1.426	3.570
1974 Janvier	2.537	2.039	194	988	652		689	790	738	1.525	3.639
Février	2.354	1.913	195	873	637		627	724	733	1.498	3.363
Mars	1.345						707	799	753	1.509	3.617
Avril							686	799	718	1.473	3.278
Mai							700	822	694	1.344	3.291
Juin									641	1.262	3.099

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	9,42	14,24	23,66	23,33
1972	1.211	894	10,17	15,84	26,01	26,03
1973	1.294	954	12,66	20,45	33,11	30,21
1972 2 ^e trimestre	1.240	923	10,51	16,08	26,59	26,73
3 ^e trimestre	1.107	817	8,89	14,01	22,90	22,65
4 ^e trimestre	1.310	928	11,44	17,80	29,24	28,88
1973 1 ^{er} trimestre	1.318	995	11,94	19,29	31,23	29,70
2 ^e trimestre	1.319	973	12,41	20,62	33,03	31,02
3 ^e trimestre	1.178	837	11,38	18,60	29,98	26,65
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,90	23,30	38,20	33,45
1974 1 ^{er} trimestre	p 1.427	1.079				
2 ^e trimestre	p 1.468					
1973 Juillet	1.239	734	9,37	15,20	24,57	21,34
Août	1.280	875	12,15	19,46	31,61	26,18
Septembre	1.014	901	12,61	21,15	33,76	32,43
Octobre	1.279	1.052	16,93	23,03	39,96	35,01
Novembre	1.411	1.006	12,76	25,19	37,95	33,08
Décembre	1.393	977	15,01	21,68	36,69	32,26
1974 Janvier	1.476	1.110				
Février	1.373	1.035				
Mars	p 1.431	1.092				
Avril	p 1.486					
Mai	p 1.491					
Juin	p 1.426					
Juillet	p 1.294					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1970=100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³
1966	84	6.192	3.023	724	2.096	.....	.....	.....	.....
1967	89	5.767	2.773	714	2.154	.....	.....	.....	.....
1968	84	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969	87	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	100	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971	99	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1972	99	6.158	3.231	593	2.801	4.326	2.321	511	2.290
1973	93	6.653	3.483	698	3.034	5.144	2.677	498	2.281
1972 1 ^{er} trimestre	99	5.233	2.707	517	1.983	3.836	2.012	530	2.341
2 ^e trimestre	101	6.412	3.355	624	2.919	4.948	2.644	483	2.237
3 ^e trimestre	99	5.408	2.966	628	3.499	4.026	2.227	554	2.139
4 ^e trimestre	99	7.581	3.898	603	2.802	4.495	2.401	477	2.441
1973 1 ^{er} trimestre	100	6.828	3.607	593	2.664	4.843	2.443	407	1.937
2 ^e trimestre	98	7.196	3.822	779	3.134	6.401	3.420	640	3.240
3 ^e trimestre	97	6.854	3.463	762	3.666	4.905	2.587	520	1.985
4 ^e trimestre	95	5.733	3.039	659	2.671	4.428	2.258	425	1.962
1974 1 ^{er} trimestre	95								
1973 Avril	98	6.698	3.488	735	3.360	6.755	3.658	669	4.004
Mai	98	8.189	4.233	844	3.327	7.095	3.808	700	3.379
Juin	97	6.701	3.746	757	2.714	5.353	2.793	550	2.337
Juillet	97	6.401	3.470	831	3.959	2.858	1.676	437	1.240
Août	97	6.495	3.182	754	3.892	5.530	2.808	549	1.656
Septembre	97	7.667	3.736	700	3.147	6.326	3.276	574	3.058
Octobre	96	6.606	3.420	781	3.536	4.904	2.780	532	2.697
Novembre	95	5.970	3.012	649	2.104	5.154	2.449	451	2.032
Décembre	93	4.622	2.685	547	2.372	3.226	1.545	292	1.157
1974 Janvier	94	7.135	3.691		3.666				
Février	95								
Mars	95								
Avril	96								

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois et portent sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	105	113	+ 7,6	102	111	+ 8,3	103	113	+ 9,7
2 ^e trimestre	107	115	+ 7,5	104	112	+ 7,8	105	114	+ 8,6
3 ^e trimestre	108	116	+ 7,4	106	114	+ 7,6	105	113	+ 7,6
4 ^e trimestre	112	117	+ 4,5	108	115	+ 6,3	110	116	+ 5,5
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	113	117	+ 3,5	111	117	+ 5,7	113	115	+ 1,8
2 ^e trimestre	115			112			114		
3 ^e trimestre	116			114			113		
4 ^e trimestre	117			115			116		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	118	+ 5,4	97	110	+ 13,4	103	105	+ 1,9
2 ^e trimestre	113	120	+ 6,2	102	110	+ 7,8	104	115	+ 10,6
3 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	103	111	+ 7,8	102	118	+ 15,7
4 ^e trimestre	120	122	+ 1,7	106	110	+ 3,8	108	117	+ 8,3
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	110	104	- 5,5	105	121	+ 15,2
2 ^e trimestre	120			110			115		
3 ^e trimestre	122			111			118		
4 ^e trimestre	122			110			117		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	122	+ 8,0	106	120	+ 13,2	97	115	+ 18,6
2 ^e trimestre	115	123	+ 7,0	106	119	+ 12,3	102	112	+ 9,8
3 ^e trimestre	116	125	+ 7,8	110	119	+ 8,2	104	114	+ 9,6
4 ^e trimestre	120	129	+ 7,5	114	121	+ 6,1	108	120	+ 11,1
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	122	130	+ 6,6	120			115	125	+ 8,7
2 ^e trimestre	123			119			112		
3 ^e trimestre	125			119			114		
4 ^e trimestre	129			121			120		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedchar.* — *Bulletin mensuel de*

l'Energie électrique. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		
	(millions)				(milliers de tonnes)	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1972 1 ^{er} trimestre	690	621	5.694	1.464	1.419	197,6	36,1
2 ^e trimestre	695	624	5.849	1.542	1.468	249,1	41,7
3 ^e trimestre	664	548	5.164	1.326	1.327	353,2	50,4
4 ^e trimestre	674	703	6.403	1.648	1.575	230,9	42,2
1973 1 ^o trimestre	680	694	6.472	1.597	1.744	241,1	42,4
2 ^o trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749	313,6	49,4
3 ^o trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^o trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	250,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
1973 Avril	679	654	6.086	1.557	1.684	300,4	49,0
Mai	689	746	6.827	1.673	1.842	296,4	48,4
Juin	689	684	6.385	1.579	1.722	343,9	50,7
Juillet	606	629	5.791	1.409	1.660	429,0	58,5
Août	668	664	6.028	1.400	1.856	411,2	56,8
Septembre	662	613	5.646	1.400	1.453	387,3	55,9
Octobre	677	778	7.050	1.744	1.823	250,3	41,0
Novembre	676	670	6.203	1.572	1.623	239,6	43,4
Décembre	706	665	6.090	1.544	1.552	262,2	44,4
1974 Janvier	721	738	6.816	1.652	1.750	270,3	45,1
Février	670	670	6.418	1.642	1.765	225,7	42,7
Mars	695	780	7.013	1.769	1.869	275,1	50,5
Avril	687	740	6.875	1.743	1.860		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été tarée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973		3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1972 1 ^{er} trimestre ..	5.417	2.886	2.057	600	493	283	1.386	702	69	7.398	525
2 ^e trimestre ..	5.607	3.302	2.442	692	580	366	1.471	619	71	8.557	602
3 ^e trimestre ..	5.339	3.203	2.171	699	614	361	1.639	655	89	8.020	546
4 ^e trimestre ..	5.354	3.341	2.681	763	849	354	1.443	517	112	8.162	579
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360	1.535	442	83	8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	831	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..		3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..				671			1.499				
1973 Mai	5.484	3.931	2.728	439	593	299	1.820	782	93	6.303	306
Juin	5.253	3.079	2.575	728	976	436	1.722	883	113	8.908	533
Juillet	5.486	3.031	2.110	713	548	608	1.650	445	112	8.116	534
Août	5.529	3.764	2.209	807	850	364	1.629	915	67	9.062	586
Septembre ...	5.072	3.789	2.838	799	662	348	1.703	1.223	145	8.906	568
Octobre	5.232	3.804	2.826	774	1.243	585	1.606	224	72	9.439	600
Novembre	5.220	3.619	2.298	767	926	500	1.722	853	119	8.880	565
Décembre		3.512	2.574	627	817	466	1.607	1.310	74	8.022	514
1974 Janvier				594			1.367				
Février				679			1.548				
Mars				741			1.583				
Avril				681			1.704				
Mai				827			2.167				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME ¹

Nuits passées par les touristes en Belgique
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.166	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1971 4 ^e trimestre	580	339	40	29	31	33	26
1972 1 ^{er} trimestre	505	288	41	22	26	32	24
2 ^e trimestre	1.870	1.286	95	102	123	98	49
3 ^e trimestre	5.700	4.488	212	412	169	208	65
4 ^e trimestre	590	338	40	31	29	35	25
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1972 Décembre	553	350	34	30	17	25	20
1973 Janvier	378	183	31	21	21	26	22
Février	387	179	35	18	23	29	22
Mars	516	250	45	26	29	36	27
Avril	1.788	1.288	116	45	123	74	33
Mai	1.647	1.103	88	79	128	74	50
Juin	3.027	2.110	106	217	126	251	68
Juillet	8.677	6.777	165	871	198	378	77
Août	6.973	5.732	275	283	218	169	66
Septembre	1.971	1.359	106	68	115	109	60
Octobre	699	357	49	37	48	54	40
Novembre	581	303	43	23	29	36	31
Décembre	562	358	33	27	21	28	22

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1966	79	76	93	48	52	78	78	71	71	75	83
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	p 130	137	97	161	155	p 125	p 130	p 161	p 148	p 138	p 120
1972 1 ^{er} trimestre	102	107	99	123	116	105	98	119	111	108	102
2 ^e trimestre	117	118	100	135	125	113	122	140	128	122	114
3 ^e trimestre	113	120	97	137	135	114	106	140	125	120	111
4 ^e trimestre	126	143	104	156	137	122	134	161	137	134	122
1973 1 ^{er} trimestre	p 117	118	95	145	135	p 115	p 103	p 145	p 139	p 124	p 110
2 ^e trimestre	p 134	134	98	159	149	p 123	p 145	p 161	p 150	p 140	p 123
3 ^e trimestre	p 123	128	91	150	156	p 122	p 114	p 155	p 139	p 130	p 113
4 ^e trimestre	p 146	165	104	189	180	p 142	p 156	p 185	p 162	p 156	p 134
1974 1 ^{er} trimestre	p 130	133	95	169	159	p 126	p 121	p 167	p 153	p 138	p 115
1973 Avril	p 127	127	94	155	144	p 118	p 141	p 150	p 144	p 133	p 118
Mai	p 137	132	97	160	145	p 123	p 146	p 165	p 154	p 141	p 125
Juin	p 138	144	103	161	159	p 128	p 150	p 169	p 154	p 144	p 127
Juillet	p 118	129	88	146	153	p 113	p 123	p 148	p 134	p 126	p 110
Août	p 121	121	94	147	158	p 125	p 95	p 153	p 136	p 127	p 112
Septembre	p 130	134	90	156	156	p 127	p 125	p 164	p 146	p 137	p 119
Octobre	p 143	142	98	178	161	p 132	p 152	p 176	p 163	p 150	p 130
Novembre	p 134	149	94	170	169	p 133	p 136	p 165	p 151	p 143	p 123
Décembre	p 161	204	119	220	210	p 160	p 180	p 216	p 172	p 175	p 149
1974 Janvier	p 127	131	94	164	152	p 125	p 118	p 161	p 147	p 135	p 113
Février	p 122	125	88	157	152	p 120	p 105	p 158	p 147	p 129	p 108
Mars	p 140	143	103	185	174	p 133	p 139	p 181	p 164	p 149	p 123
Avril	p 148	147	100	184	176	p 134	p 170	p 183	p 168	p 156	p 126

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1971 1 ^{er} semestre ...	1.608	970	180	458	25,7	9,3	9,3	7,1	9,3	3,5	3,3	2,5
2 ^e semestre ...	1.753	1.149	175	429	27,1	10,4	9,6	7,1	9,9	3,7	3,2	3,0
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1970 2 ^e semestre	56	35	2	19	131	64	12	55
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136	66	16	54
2 ^e semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autres que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1971 1 ^{er} semestre ...	735	4	1	1	55	18	6	206	76	7	359	2
2 ^e semestre ...	819	4	1	1	54	17	7	250	57	7	419	2
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1971 1 ^{er} semestre ...	9,4	0,9	0,1	0,2	3,6	0,6	0,1	0,2	0,1	1,2	2,4	...
2 ^e semestre ...	9,9	0,9	0,1	0,2	3,8	0,6	0,1	0,3	0,1	1,0	2,8	...
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1971 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1972 2 ^e trimestre	40	3	330	4.922	1.234	4.925	1.564	1.826	211	6.751	1.775
3 ^e trimestre	40	3	325	5.205	1.211	5.208	1.536	1.782	210	6.990	1.746
4 ^e trimestre	40	4	422	6.439	1.459	6.443	1.882	2.165	224	8.608	2.106
1973 1 ^{er} trimestre	40	4	524	6.993	1.461	6.997	1.985	2.281	242	9.278	2.227
2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.380	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
1973 Juillet	40	3	379	6.697	1.893	6.700	2.272	2.507	280	9.207	2.552
Août	40	3	617	6.516	1.746	6.519	2.363	2.333	269	8.852	2.632
Septembre	40	3	571	6.258	1.638	6.261	2.209	2.298	255	8.559	2.464
Octobre	40	4	458	7.536	1.881	7.540	2.339	2.866	294	10.406	2.633
Novembre	40	4	428	7.025	1.896	7.029	2.324	2.659	281	9.688	2.605
Décembre	40	3	431	7.261	2.041	7.264	2.472	2.951	310	10.215	2.782
1974 Janvier	40	3	370	8.275	2.377	8.278	2.747	3.088	323	11.366	3.070
Février	39	3	468	7.094	2.122	7.097	2.590	2.738	294	9.835	2.884
Mars	39	3	465	7.583	2.237	7.586	2.702	2.844	307	10.430	3.009
Avril	39	3	323	7.862	2.194	7.865	2.517	3.101	315	10.966	2.832
Mai	39	3	513	8.049	2.415	8.052	2.928	3.177	340	11.229	3.268
Juin	39	3	304	7.371	2.179	7.374	2.483	2.887	332	10.261	2.815
Juillet	37	3	505	8.434	2.192	8.437	2.697	3.247	357	11.684	3.054

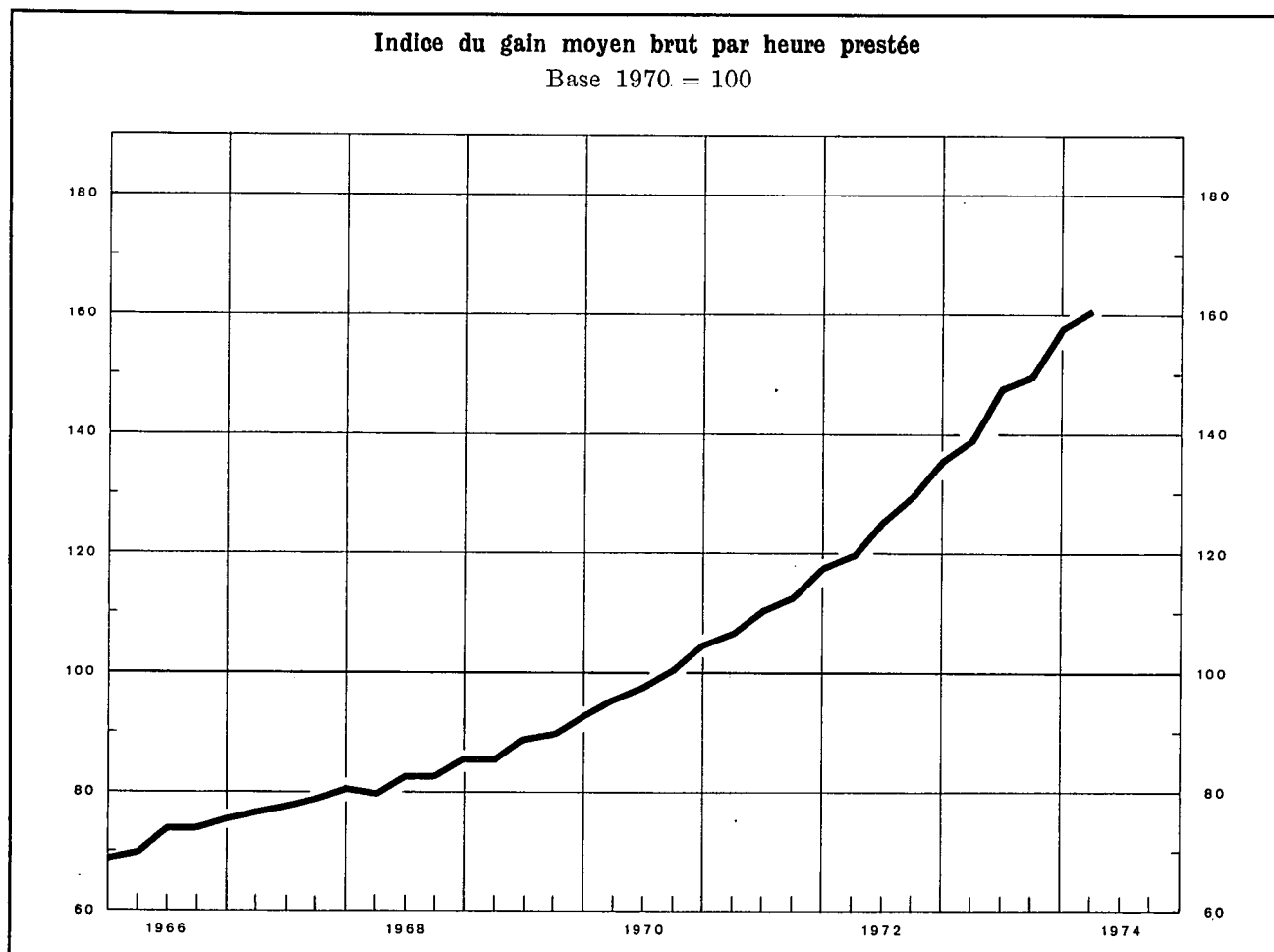
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations des ouvriers dans l'industrie

Base 1970 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. — col. (4) : O.N.S.S.
calculs B.N.B. — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main- d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1966	74	75	73	77	71
1967	79	80	78	79	77
1968	83	84	83	81	81
1969	89	90	90	90	88
1970	100	100	100	100	100
1971	112	112	112	112	113
1972	128	125	127	122	131
1973	149	143	146		151
1972 Juin	126	123	125		129
Sept.	130	127	129		132
Déc.	136	130	132		138
1973 Mars	139	136	139		142
Juin	148	141	143		150
Sept.	150	145	148		153
Déc.	158	149	152		160
1974 Mars ... p	161	157	161		164
Juin ... p	177	168	175		179

Indices des salaires conventionnels ⁴

Base 1970 = 100

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Ouvriers		Employés	
	Industries manu- facturières	Industries manu- facturières et services	Industries manu- facturières	Industries manu- facturières et services
1966	75,2	74,7	75,4	76,7
1967	80,4	80,0	82,3	83,5
1968	84,5	83,9	85,9	87,6
1969	91,9	90,6	90,6	92,7
1970	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	111,1	111,2	108,7	110,0
1972	125,7	126,1	118,2	121,6
1973	147,0	145,6	131,9	138,1
1972 Mars	120,4	120,8	115,3	116,4
Juin	123,2	124,1	117,4	120,3
Septembre	127,4	128,5	119,7	124,3
Décembre	132,1	131,2	120,3	125,6
1973 Mars	140,4	139,5	127,8	133,2
Juin	144,5	143,5	130,1	136,1
Septembre	149,4	147,5	133,5	140,3
Décembre	153,6	152,0	136,0	143,0
1974 Mars ... p	161,6	159,7	146,5	151,0

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,818; col. (2) : 1,745; col. (3) : 1,822; col. (5) : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 253.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 octobre	1972 avril	1972 octobre	1973 avril P
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	74,02	76,85	97,03	107,90	115,24	120,24	132,45
Préparation de charbon (ouvriers surface)	52,41	55,71	70,97	78,68	84,65	89,45	97,80
Carrières	56,88	61,10	67,05	77,89	83,52	88,31	96,13
Total des industries extractives	66,20	69,35	85,97	96,02	102,87	108,69	116,71
<i>Industries manufacturières</i> ² :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	48,74	53,30	58,40	67,95	72,82	77,19	} 85,55
Boissons	54,13	59,15	63,90	72,77	77,31	82,48	
Tabac	47,00	51,93	57,40	66,30	72,45	79,01	
Industries textiles	46,55	51,52	56,05	63,67	69,79	74,12	81,72
Chaussures, habillement	39,90	43,67	49,04	54,03	58,30	61,50	66,34
Bois (sauf meubles)	50,69	55,62	62,88	70,22	73,89	78,80	85,08
Industrie du meuble	53,16	58,19	65,14	70,48	74,19	80,12	85,01
Papier, articles en papier	53,17	59,82	65,91	74,88	80,51	85,31	} 98,34
Impressions et reliures	61,45	65,12	72,40	85,15	88,70	91,41	
Cuir (sauf chaussures, habillement)	46,62	50,91	55,01	62,12	65,63	69,30	88,68
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	54,05	60,09	66,39	75,59	83,16	86,98	93,42
Industries chimiques	61,49	67,83	75,15	86,21	95,06	98,37	113,01
Industrie du pétrole	88,22	94,01	105,03	123,38	130,27	135,47	159,75
Produits minéraux non métalliques	56,02	61,56	68,36	77,89	84,83	87,84	100,49
Industries métallurgiques de base	66,23	72,94	80,93	93,55	100,21	108,36	126,83
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	54,88	60,08	67,65	75,62	82,29	85,62	99,33
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	59,18	63,93	71,66	81,42	88,23	92,71	105,07
Industrie électrotechnique	54,46	60,11	67,59	76,89	84,16	88,87	98,13
Construction de matériel de transport ...	63,21	69,93	79,46	88,52	95,55	100,57	114,16
Total des industries manufacturières	54,22	59,54	66,16	75,14	81,23	85,80	96,73
dont : hommes	59,04	64,79	71,98	81,72	88,06	93,11	105,08
femmes	39,79	43,82	48,70	55,41	60,60	63,85	71,51
<i>Construction</i> ¹	57,89	62,22	71,90	78,11	83,95	88,73	98,74
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total ²	55,60	60,62	68,39	76,91	83,05	87,73	97,79
dont : hommes	59,34	64,59	73,04	82,01	88,32	93,36	104,33

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. —*

Statistiques des salaires belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation de l'XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Industries — Mutations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Source : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1966	80,7	96,0	91,3	87,0	93,2	89,3	106,6	89,8
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1972 2 ^e trimestre	98,3	97,8	112,9	112,7	113,0	123,2	134,8	92,9
3 ^e trimestre	105,2	104,2	110,6	111,6	110,2	121,9	123,0	93,1
4 ^e trimestre	122,2	110,6	118,7	125,8	115,6	122,0	142,0	96,6
1973 1 ^{er} trimestre	148,6	121,3	137,4	144,3	134,6	129,9	177,6	117,0
2 ^e trimestre	163,9	129,8	157,1	161,7	155,1	141,4	196,5	146,2
3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	181,4 ³	236,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
1973 Juillet	192,4	146,6	175,5	182,0	172,5	145,5	216,4	174,2
Août	209,9	165,4	182,1	193,1	177,4	145,0	237,3	175,9
Septembre	213,1	157,4	186,9	192,2	184,8	145,0	252,2	185,9
Octobre	212,2	156,3	197,0	194,4	198,1	167,3	234,1	206,8
Novembre	217,5	163,9	199,5	197,5	200,6	170,9	220,7	215,3
Décembre	242,2	167,1	216,1	204,6	221,6	206,0	242,8	223,7
1974 Janvier	252,9	173,5	230,5	217,9	236,1	254,5	241,0	216,5
Février	257,5	184,0	257,7	245,9	263,0	318,9	225,1	230,8
Mars	253,9	182,4	232,9	251,0	297,0	399,3	213,7	246,7
Avril	245,9	176,3	298,1	254,7	317,3	437,9	220,0	257,5
Mai	241,1	171,1	299,0	262,8	315,1	439,5	204,5	258,6
Juin	228,0	196,8 ³	291,2	256,2	306,6	439,1	202,2	240,1
Juillet	222,7	205,4	287,8	259,9	300,1	438,9	198,9	226,4

Moyennes journalières	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit 2													
	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées colo- niales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caou- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1966	108,9	70,6	90,8	96,0	92,2	66,3	98,0	112,1	133,1	85,1	85,6	113,1	67,4	101,9
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1972 2 ^e trimestre	101,1	118,1	90,6	131,7	127,0	112,7	127,6	143,7	139,7	110,7	105,7	79,4	89,9	91,2
3 ^e trimestre	106,4	114,5	88,0	136,6	118,7	112,6	125,7	126,3	148,1	110,7	109,4	79,1	95,4	86,5
4 ^e trimestre	125,1	133,6	94,0	137,2	124,0	113,1	125,8	147,7	205,1	110,7	118,5	93,3	98,6	85,3
1973 1 ^{er} trimestre	137,9	150,2	120,2	167,4	142,7	129,1	130,6	196,3	225,5	110,7	131,0	121,1	130,5	100,8
2 ^e trimestre	149,0	165,5	161,1	179,1	165,4	148,2	139,1	221,3	243,0	110,7	168,1	145,1	167,5	121,8
3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
1973 Juillet	178,6	178,7	195,0	184,7	185,5	154,9	142,1	242,1	262,7	128,4	204,7	203,4	179,6	150,0
Août	229,6	171,3	215,8	184,4	179,9	153,2	142,1	272,5	255,9	128,4	199,1	199,8	185,0	153,6
Septembre	240,8	171,0	184,1	186,2	181,9	153,2	142,1	290,6	249,9	128,4	239,4	184,7	202,5	149,1
Octobre	241,3	173,5	186,1	188,1	187,5	153,4	173,0	269,3	239,8	128,4	268,9	181,6	236,8	162,1
Novembre	243,6	177,3	197,6	191,5	180,4	150,6	197,2	261,1	241,0	128,4	258,8	195,9	236,7	184,0
Décembre	245,3	183,8	234,4	188,9	176,4	164,9	222,3	275,0	209,0	159,7	277,2	244,2	231,4	188,9
1974 Janvier	246,0	211,2	253,8	184,9	166,6	162,7	290,8	275,1	181,8	159,8	258,9	258,1	236,7	172,7
Février	255,1	264,5	276,1	182,1	168,5	197,3	366,4	251,3	194,2	159,8	265,1	226,9	260,8	195,5
Mars	260,6	268,1	289,6	182,8	172,4	223,3	468,7	234,8	198,7	159,8	271,3	212,0	275,8	222,8
Avril	258,1	282,0	267,7	186,8	177,1	226,6	521,4	235,1	186,7	191,2	273,9	191,2	283,4	244,6
Mai	256,8	298,6	272,7	186,1	181,3	229,1	520,5	237,2	191,9	191,2	281,9	195,8	292,3	238,3
Juin	239,5	296,0	271,7	180,1	176,0	227,7	520,5	211,4	169,2	191,2	267,1	174,6	291,3	207,6
Juillet	238,2	307,4	269,5	174,0	173,6	227,3	520,5	205,9	178,6	191,2	267,7	160,6	294,2	175,9

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1966	91,6	91,8	97,0	87,2	91,7	90,1	96,4	93,3	84,2	98,1	96,3	86,2	96,1	90,4	90,0
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 1	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1972 2 ^e trimestre .	102,4	99,6	110,8	90,1	103,2	105,3	98,0	104,1	98,6	110,9	101,4	109,0	103,4	101,9	104,0
3 ^e trimestre .	103,6	101,5	110,1	94,1	104,3	106,6	98,1	104,7	99,4	112,4	101,8	109,5	104,4	103,3	104,9
4 ^e trimestre .	106,8	107,0	113,8	101,1	106,9	108,2	103,8	105,9	100,1	119,5	102,9	109,7	110,3	105,6	105,8
1973 1 ^{er} trimestre .	111,2	114,6	118,2	111,4	110,4	110,6	110,4	105,7	102,9	127,4	105,1	111,1	116,7	110,9	106,5
2 ^e trimestre .	114,4	123,7	125,0	122,4	112,3	111,2	112,4	106,6	104,4	126,2	104,8	112,3	120,3	113,7	106,7
3 ^e trimestre .	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre .	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre .	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre .	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
1973 Juillet	117,2	126,2	127,6	124,9	115,1	113,5	118,8	107,8	106,5	131,3	104,8	113,9	125,7	116,7	108,0
Août	117,9	124,6	129,1	120,5	116,4	115,5	118,9	107,8	108,1	134,4	105,3	115,7	126,5	119,3	108,8
Septembre ...	118,5	123,8	131,5	117,1	117,4	116,0	120,7	108,9	109,6	137,2	106,1	115,7	127,6	121,0	109,2
Octobre	118,8	123,6	129,0	118,2	117,8	116,5	121,1	109,6	111,7	134,2	107,5	115,7	127,5	122,0	109,5
Novembre	121,2	124,0	127,3	121,1	120,6	118,2	127,0	111,4	115,6	139,5	108,8	115,7	131,0	127,1	110,6
Décembre	123,9	125,2	127,9	122,7	123,7	121,0	133,1	115,1	116,5	148,1	110,0	115,7	136,5	131,2	111,8
1974 Janvier	130,4	129,2	128,7	129,6	130,9	127,1	145,1	130,6	120,9	158,0	114,9	115,7	148,9	139,0	116,1
Février	132,0	129,3	128,4	130,1	132,9	129,6	144,8	135,2	125,2	154,7	116,1	119,8	147,5	144,6	117,6
Mars	132,9	130,9	128,7	133,0	133,6	130,3	145,7	137,1	128,9	151,1	117,5	120,6	146,6	147,3	118,0
Avril	136,1	127,6	124,8	130,2	138,5	133,3	157,5	146,1	138,1	152,5	117,2	124,0	150,8	153,1	122,7
Mai	136,5	127,1	125,2	128,8	139,1	136,1	152,2	151,6	137,7	150,5	118,4	126,4	146,9	153,1	126,0
Juin	136,3	126,3	118,4	134,0	139,2	137,1	149,9	151,8	138,2	148,8	121,1	126,4	143,9	153,1	127,7
Juillet	136,4	124,1	114,4	133,8	139,8	139,4	147,3	155,9	136,1	146,9	121,4	126,4	147,7	149,4	129,2

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1970 = 100

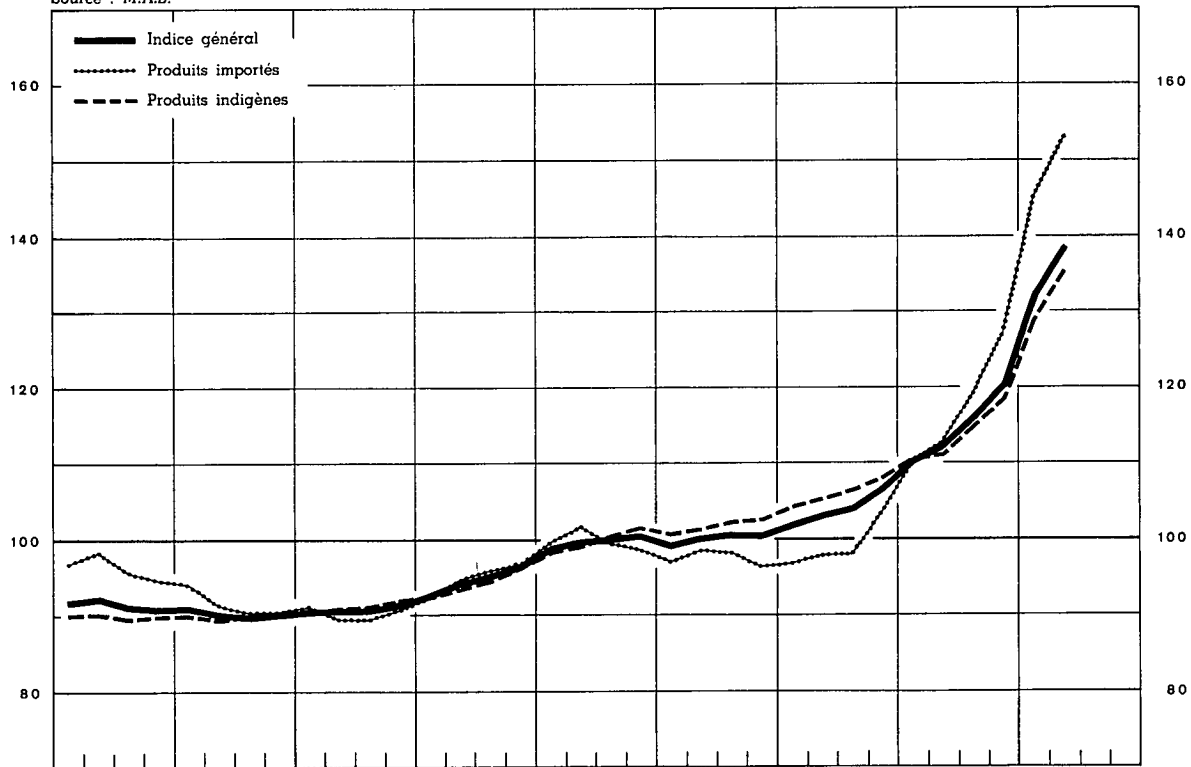
1 Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

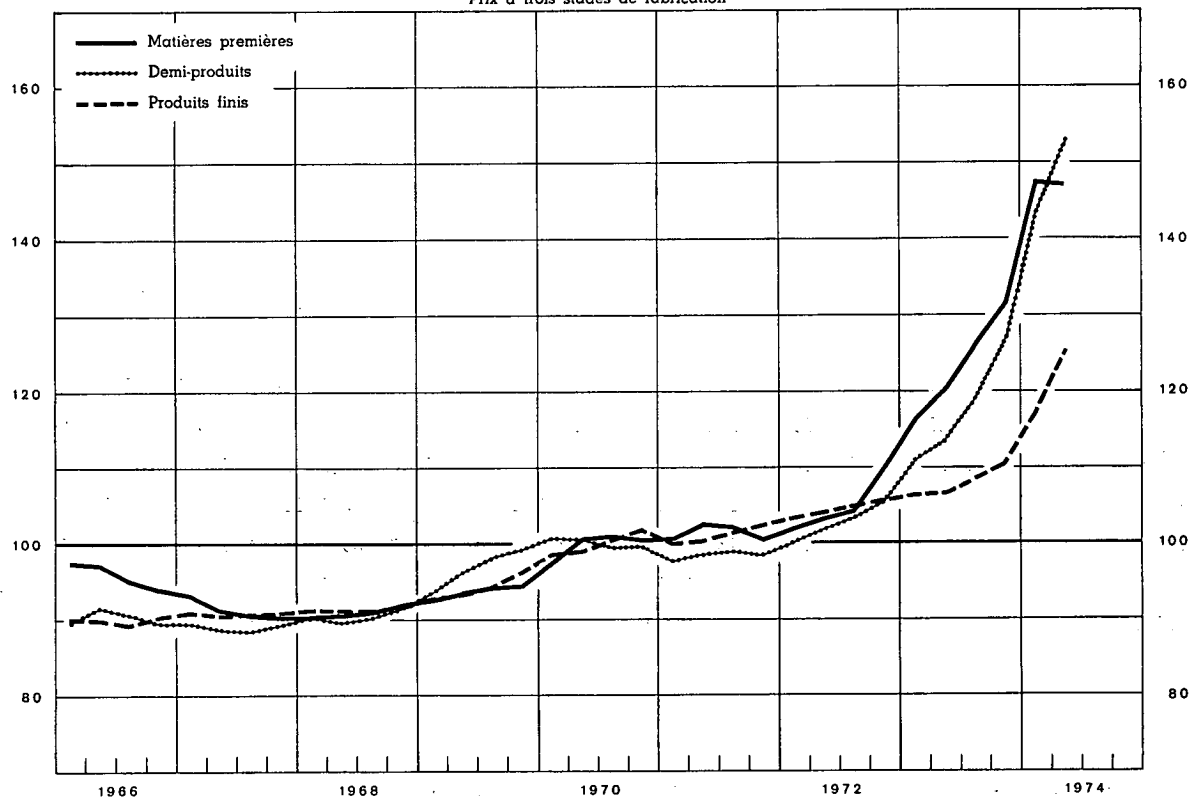
Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



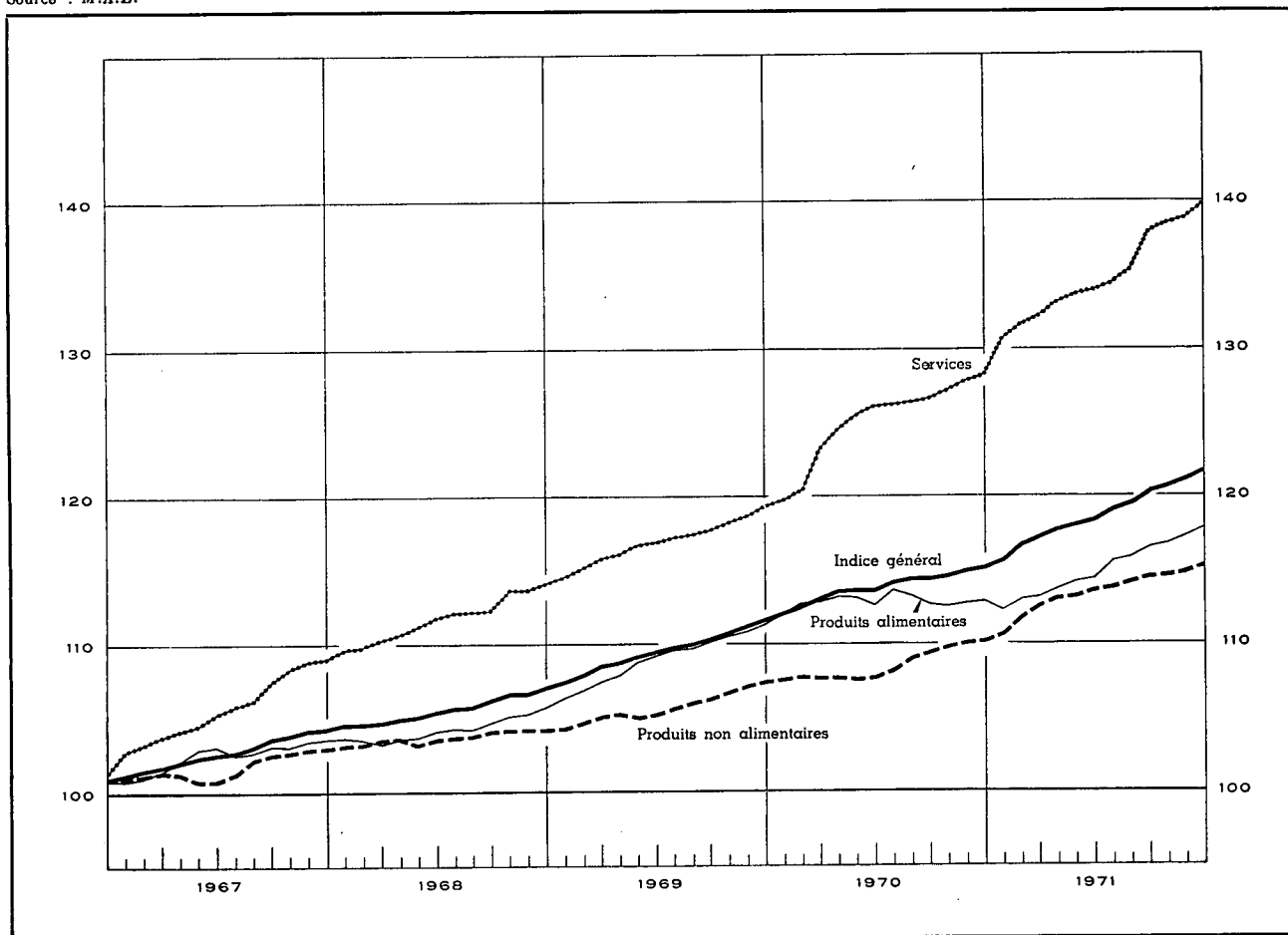
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



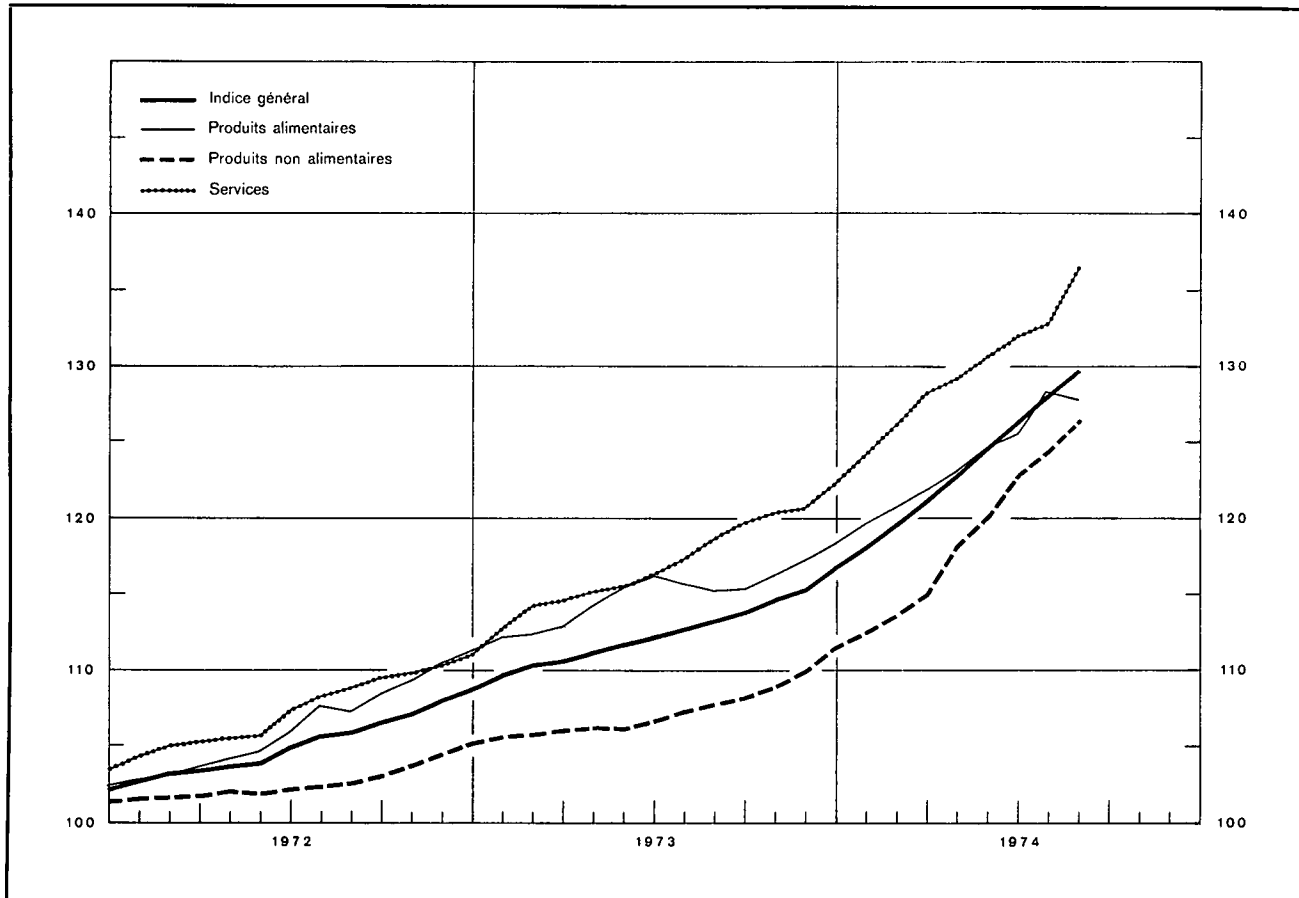
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1 ^{er} trimestre	110,34	119,65	112,49	120,73	105,87	113,72	113,85	126,25
2 ^e trimestre	111,82	124,68	115,35	124,39	106,38	120,41	115,61	130,61
3 ^e trimestre	113,36		115,40		107,89		118,61	
4 ^e trimestre	115,61		117,35		110,18		121,05	
Janvier	109,85	118,13	112,15	119,67	105,62	112,49	112,85	124,17
Février	110,46	119,66	112,36	120,72	105,90	113,65	114,22	126,24
Mars	110,70	121,16	112,95	121,79	106,10	115,02	114,49	128,34
Avril	111,33	122,89	114,34	123,01	106,28	118,31	115,06	129,19
Mai	111,79	124,69	115,55	124,60	106,23	120,10	115,53	130,62
Juin	112,34	126,47	116,17	125,55	106,62	122,81	116,23	132,01
Juillet	112,83	128,27	115,57	128,38	107,44	124,49	117,38	132,95
Août	113,35	129,91	115,20	127,91	107,91	126,49	118,69	136,45
Septembre	113,89		115,43		108,31		119,76	
Octobre	114,66		116,31		109,02		120,40	
Novembre	115,37		117,34		109,99		120,55	
Décembre	116,81		118,41		111,54		122,20	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*.

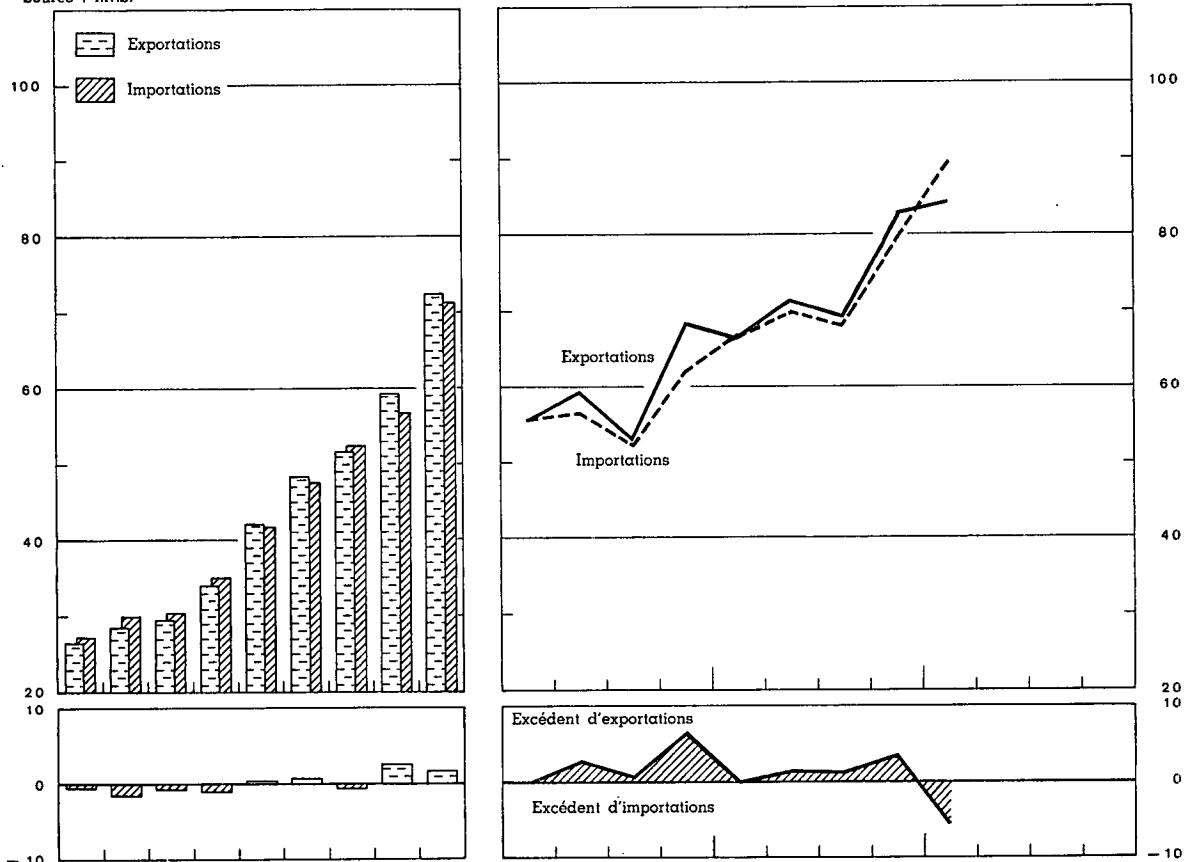
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

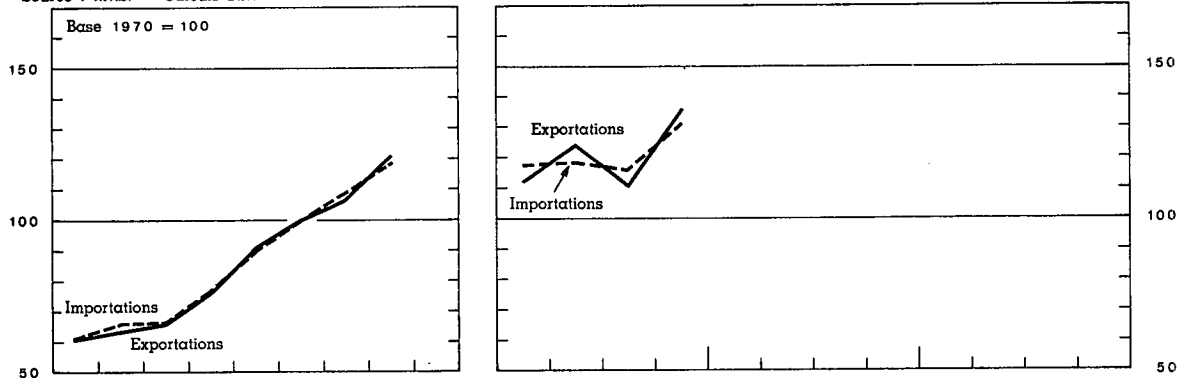
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.

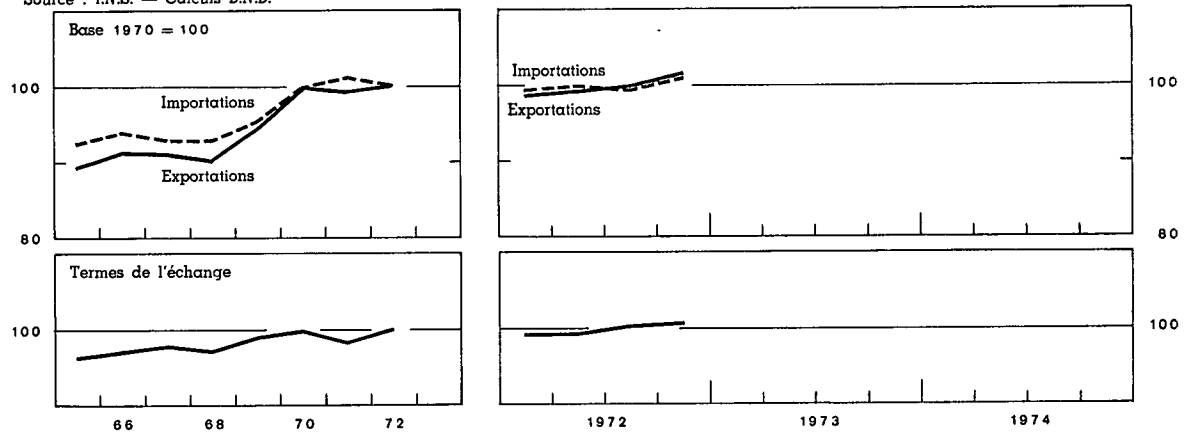


Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	66,1	63,8	94,1	91,5	97,2
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,1	72,5	+ 1,4	102					
1972 1 ^{er} trimestre	55,9	55,8	- 0,1	100	117,5	112,3	99,5	98,8	99,3
2 ^e trimestre	56,7	59,5	+ 2,8	105	118,4	124,4	99,9	99,3	99,4
3 ^e trimestre	52,5	53,2	+ 0,7	101	116,0	111,1	99,5	99,9	100,4
4 ^e trimestre	62,1	68,6	+ 6,5	110	131,8	135,9	101,0	101,8	100,8
1973 1 ^{er} trimestre	66,4	66,4	...	100					
2 ^e trimestre	70,2	71,4	+ 1,2	102					
3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102					
4 ^e trimestre	79,5	83,1	+ 3,6	105					
1974 1 ^{er} trimestre	89,7	84,3	- 5,4	94					
1973 4 premiers mois	66,4	66,9	+ 0,5	101					
5 premiers mois	67,8	68,4	+ 0,6	101					
6 premiers mois	68,3	68,9	+ 0,6	101					
7 premiers mois	67,6	69,1	+ 1,5	102					
8 premiers mois	67,9	68,0	+ 0,1	100					
9 premiers mois	68,3	69,0	+ 0,7	101					
10 premiers mois	69,9	70,8	+ 0,9	101					
11 premiers mois	70,7	71,4	+ 0,7	101					
12 mois	71,1	72,5	+ 1,4	102					
1974 1 ^{er} mois	86,7	82,5	- 4,2	95					
2 premiers mois	87,5	79,0	- 8,5	90					
3 premiers mois	89,7	84,3	- 5,4	94					
4 premiers mois	91,6	87,6	- 4,0	96					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tobacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
2 ^e trimestre	18,94	7,66	6,80	6,48	3,36	3,29	2,42	1,80	2,13	1,48	1,42	0,99	0,54	0,38	0,30	0,28	0,13	0,10	0,16	0,10	1,92	60,68
3 ^e trimestre	15,08	6,96	5,92	6,55	2,91	3,52	2,44	1,69	1,99	1,35	1,23	0,97	0,47	0,38	0,28	0,26	0,19	0,11	0,16	0,09	1,43	53,98
4 ^e trimestre	19,58	8,72	8,12	7,63	3,69	4,07	3,02	1,69	2,22	1,69	1,71	1,31	0,66	0,51	0,30	0,31	0,24	0,13	0,19	0,12	1,89	67,80
1973 1 ^{er} trimestre	18,89	8,92	7,93	8,00	3,34	3,75	2,59	1,59	2,18	1,73	1,69	1,16	0,60	0,48	0,28	0,28	0,22	0,10	0,18	0,09	2,12	66,12
2 ^e trimestre	19,34	9,00	8,09	8,31	4,57	4,12	3,23	1,96	2,59	1,82	1,80	1,17	0,58	0,59	0,32	0,37	0,28	0,11	0,20	0,10	2,24	70,79
3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
1973 4 premiers mois ...	18,99	8,95	8,04	8,03	3,57	3,75	2,76	1,61	2,20	1,75	1,72	1,13	0,60	0,50	0,28	0,30	0,23	0,10	0,18	0,09	2,16	66,94
5 premiers mois ...	19,16	9,15	8,11	8,13	3,75	3,89	2,90	1,69	2,28	1,77	1,74	1,15	0,60	0,53	0,29	0,31	0,26	0,10	0,18	0,10	2,20	68,29
6 premiers mois ...	19,12	8,96	8,01	8,16	3,95	3,94	2,91	1,78	2,38	1,78	1,74	1,16	0,59	0,54	0,30	0,32	0,25	0,11	0,19	0,10	2,17	68,46
7 premiers mois ...	18,81	9,04	7,93	8,16	4,14	3,92	3,00	1,85	2,39	1,76	1,71	1,16	0,59	0,54	0,30	0,31	0,25	0,11	0,19	0,10	2,28	68,54
8 premiers mois ...	18,50	9,19	7,72	8,14	4,23	3,91	2,86	1,85	2,39	1,73	1,67	1,14	0,57	0,53	0,30	0,32	0,25	0,10	0,19	0,10	2,21	67,90
9 premiers mois ...	18,75	9,35	7,81	8,25	4,32	3,99	2,82	1,89	2,44	1,74	1,69	1,15	0,58	0,53	0,30	0,32	0,26	0,10	0,19	0,11	2,19	68,78
10 premiers mois ...	19,14	9,62	8,04	8,48	4,58	4,15	2,91	1,96	2,46	1,80	1,73	1,17	0,59	0,54	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,22	70,70
11 premiers mois ...	19,29	9,73	8,06	8,56	4,58	4,20	2,93	1,93	2,52	1,81	1,75	1,18	0,59	0,54	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,27	71,25
12 mois	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974 1 ^{er} mois	21,04	11,77	8,84	11,16	6,27	4,96	2,50	2,43	3,01	2,05	1,73	1,28	0,58	0,66	0,32	0,23	0,29	0,10	0,17	0,13	2,91	82,48
2 premiers mois ...	19,82	10,55	8,88	11,06	6,24	4,41	2,79	1,91	3,00	2,05	1,81	1,20	0,58	0,61	0,32	0,30	0,30	0,11	0,18	0,12	2,78	79,04
3 premiers mois ...	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
4 premiers mois ...	21,74	12,50	9,70	12,73	6,87	4,56	3,00	1,77	3,19	2,28	1,99	1,27	0,65	0,73	0,35	0,34	0,33	0,12	0,20	0,14	3,18	87,64

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1966	19,74	7,20	1,85	2,02	1,51	0,40	0,26	0,32	0,15	0,49	0,11	1,03	0,42	0,85	1,38	0,54	1,21	6,11	0,83	1,30	0,51	3,47	4,00	0,04	29,89
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1971 4 ^e trimestre ..	36,90	13,64	2,21	3,55	2,08	0,58	0,29	0,57	0,20	1,08	0,32	2,90	1,19	1,28	3,12	1,31	2,58	11,94	1,54	2,35	1,18	6,87	8,53	0,08	57,45
1972 1 ^{er} trimestre ..	34,02	11,82	2,27	3,32	1,92	0,57	0,37	0,53	0,20	0,92	0,32	2,75	0,83	1,42	3,12	1,12	2,54	12,79	1,74	2,05	1,27	7,73	7,79	0,07	54,67
2 ^e trimestre ..	35,23	11,66	2,30	3,26	2,49	0,61	0,36	0,54	0,22	1,12	0,30	2,84	0,62	1,61	3,49	1,19	2,62	12,98	1,92	2,28	1,27	7,51	7,80	0,06	56,07
3 ^e trimestre ..	33,64	12,36	1,90	2,98	2,09	0,61	0,28	0,54	0,18	1,04	0,27	2,86	0,63	1,46	3,06	1,07	2,31	12,58	1,79	2,20	1,28	7,31	7,30	0,07	53,59
4 ^e trimestre ..	38,86	13,18	2,42	3,91	2,80	0,77	0,37	0,60	0,20	1,25	0,35	2,72	0,79	1,85	3,63	1,18	2,84	14,66	1,97	2,73	1,46	8,50	8,74	0,06	62,32
1973 1 ^{er} trimestre ..	42,13	14,49	2,84	4,16	2,85	0,78	0,49	0,69	0,22	1,21	0,37	2,97	1,00	1,95	3,94	1,26	2,91	15,46	1,86	2,62	1,38	9,60	9,03	0,25	66,87
2 ^e trimestre ..	42,85	14,97	3,07	3,68	3,47	0,90	0,46	0,73	0,22	1,40	0,37	2,64	0,84	1,84	3,81	1,32	3,13	15,99	2,52	2,77	1,44	9,26	9,20	0,27	68,31
3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1970	1971				1972			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	92,9	94,2	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	99,0	101,4	100,6	100,9	100,0	96,7	97,7	95,9	97,7
Biens de consommation	95,4	96,1	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	102,4	104,2	102,1	102,8	101,5	103,5	102,4	106,0	107,3
Biens d'équipement	88,8	92,2	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	103,3	103,2	102,3	107,5	108,6	106,0	105,9	107,6	108,6
Ensemble ...	92,7	94,1	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	100,0	102,3	101,2	102,2	101,5	99,5	99,9	99,5	101,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	78,1	77,5	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	96,5	94,9	95,0	96,7	95,1	92,3	93,2	94,4	96,4
Fabrications métalliques	87,2	89,5	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	100,8	102,0	102,7	100,4	107,6	103,6	104,6	104,4	107,7
Métaux non ferreux	68,5	83,3	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	87,6	80,3	82,1	80,8	76,8	74,4	77,5	75,5	74,9
Textiles	106,4	105,9	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	98,2	98,7	98,7	97,8	98,9	100,6	99,7	101,5	103,9
Produits chimiques	102,1	101,6	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	99,9	97,3	98,5	96,8	96,9	96,9	96,5	98,4	98,7
Industrie houillère	61,2	57,6	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	114,2	101,7	88,5	85,7	82,3	81,2	82,1	79,7	81,2
Industrie pétrolière	111,4	106,2	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	100,5	110,7	111,7	115,2	108,3	104,0	109,4	110,6	106,5
Verres et glaces	102,9	103,9	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	98,9	98,8	96,9	99,1	99,7	96,5	97,2	97,6	97,8
Produits agricoles	95,7	99,4	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	99,6	101,4	103,8	107,9	108,0	108,7	111,9	112,5	111,2
Ciments	104,1	102,6	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	104,4	106,5	112,0	115,5	116,1	114,9	120,0	121,8	120,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	91,1	94,7	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	98,2	99,7	101,0	99,4	104,1	104,5	99,2	103,6	102,0
Carrières	88,8	88,3	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	102,8	104,7	104,1	104,4	105,1	105,4	107,3	108,5	107,2
Céramiques	88,2	91,8	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	100,2	102,9	109,5	119,1	110,0	112,6	116,8	118,7	122,3
Bois et meubles	92,1	95,0	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	98,2	97,6	98,8	100,5	101,1	103,1	102,6	103,1	103,6
Peaux, cuirs et chaussures ...	93,6	103,7	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	99,6	94,0	102,8	99,3	94,8	85,2	103,9	114,9	117,4
Papier et livres	98,2	98,7	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	99,0	103,6	104,8	102,1	99,7	102,3	99,8	96,0	100,9
Tabacs manufacturés	84,1	88,0	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	101,8	96,3	94,0	93,8	94,4	96,1	94,6	114,0	136,7
Caoutchouc	103,9	102,7	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	101,6	103,3	105,5	102,7	103,3	105,3	105,7	108,2	109,2
Industries alimentaires	95,6	95,8	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	102,1	105,4	103,5	102,9	104,6	102,6	102,7	102,9	106,6
Divers	77,2	69,7	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	98,6	105,4	137,9	118,9	129,4	130,8	113,2	110,8	118,4
Ensemble ...	89,5	91,5	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	98,1	98,9	99,7	98,8	100,4	98,8	99,3	99,9	101,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	96,5	97,2	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	98,1	96,7	98,5	96,7	98,9	99,3	99,4	100,4	100,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1970	1971				1972			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	60,9	66,2	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	106,4	100,6	105,9	97,5	118,5	113,3	113,9	113,9	128,7
Biens de consommation	63,6	67,3	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	105,1	111,0	117,4	112,0	126,6	132,4	135,5	127,8	146,5
Biens d'équipement	60,0	63,1	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	117,4	103,9	119,1	103,6	117,1	115,1	113,8	105,6	121,7
Ensemble ...	61,6	66,1	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	107,8	103,2	110,1	101,4	120,0	117,5	118,4	116,0	131,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	74,2	71,7	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	98,4	98,8	100,2	97,9	94,4	111,2	115,4	103,6	126,9
Fabrications métalliques	60,1	62,4	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	114,1	107,8	121,9	111,5	119,9	105,3	130,8	109,4	137,2
Métaux non ferreux	75,9	79,1	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	107,6	91,7	93,6	88,2	97,4	94,5	99,5	88,7	115,0
Textiles	65,1	71,9	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	113,8	106,5	114,2	103,6	125,3	123,4	124,4	106,9	142,2
Produits chimiques	43,2	47,4	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	108,4	113,0	111,2	118,3	129,7	129,8	137,2	135,4	154,2
Industrie houillère	190,0	134,5	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	122,5	109,6	87,5	79,9	112,5	99,9	88,7	100,0	104,0
Industrie pétrolière	54,9	55,7	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	118,8	77,7	99,5	112,7	93,4	100,0	145,4	135,3	139,2
Verres et glaces	60,0	62,7	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,4	102,7	94,2	88,1	107,3	116,4	109,3	106,2	143,1
Produits agricoles	47,7	48,2	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	126,9	111,1	111,9	96,8	127,8	125,3	115,6	128,0	142,4
Ciments	100,3	85,9	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	111,9	90,0	95,2	101,0	125,9	85,4	97,6	91,2	123,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	67,0	68,2	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	119,4	98,0	114,2	112,1	120,9	101,7	136,2	120,6	147,5
Carrières	81,3	80,9	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	106,5	89,2	101,1	101,3	110,0	93,4	118,0	110,0	115,8
Céramiques	80,4	71,3	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	109,6	88,8	103,8	108,0	119,8	108,1	123,6	117,1	138,7
Bois et meubles	51,9	56,4	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	123,9	114,7	127,0	116,7	152,9	141,6	152,8	131,4	182,5
Peaux, cuirs et chaussures ...	70,0	72,1	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	104,0	95,8	114,8	100,5	124,4	134,6	127,6	99,2	135,3
Papier et livres	44,4	51,8	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	107,8	98,3	103,8	101,0	116,8	118,5	121,2	114,8	136,2
Tabacs manufacturés	90,2	88,4	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	109,3	87,3	113,8	103,8	142,4	117,9	108,9	132,9	136,3
Caoutchouc	48,7	52,4	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	110,1	103,9	120,9	108,6	129,4	129,7	136,2	116,1	154,3
Industries alimentaires	53,9	56,6	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	106,1	93,4	112,4	116,8	127,6	134,0	139,1	129,6	139,0
Divers	64,9	75,8	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	115,3	95,3	70,8	71,9	78,6	78,2	104,5	80,5	100,6
Ensemble ...	61,2	63,8	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	111,3	102,6	109,3	104,1	114,7	112,3	124,4	111,1	135,9

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,29	12,94	+ 1,65
1972 1 ^{er} trimestre	13,64	14,36	+ 0,72	11,28	11,46	+ 0,18	9,49	10,61	+ 1,11
2 ^e trimestre	13,68	15,06	+ 1,38	11,39	12,12	+ 0,73	8,48	11,27	+ 2,79
3 ^e trimestre	12,83	13,32	+ 0,49	9,60	10,21	+ 0,61	8,31	9,93	+ 1,62
4 ^e trimestre	15,30	16,09	+ 0,79	12,04	14,33	+ 2,29	10,05	12,25	+ 2,20
1973 1 ^{er} trimestre	16,27	15,63	- 0,64	13,25	13,90	+ 0,65	11,30	12,13	+ 0,83
2 ^e trimestre	17,27	17,59	+ 0,32	13,12	14,81	+ 1,69	11,34	13,17	+ 1,83
3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	14,99	17,84	+ 2,85	12,01	14,46	+ 2,45
1974 1 ^{er} trimestre	21,41	18,23	- 3,18	16,69	17,96	+ 1,27	13,67	14,32	+ 0,65
1973 4 premiers mois	16,30	15,95	- 0,35	13,15	14,12	+ 0,97	11,27	12,30	+ 1,03
5 premiers mois	16,66	16,42	- 0,24	13,16	14,28	+ 1,12	11,40	12,56	+ 1,16
6 premiers mois	16,77	16,61	- 0,16	13,19	14,36	+ 1,17	11,32	12,65	+ 1,33
7 premiers mois	16,47	16,54	+ 0,07	13,24	14,45	+ 1,21	10,85	12,43	+ 1,58
8 premiers mois	16,59	16,50	- 0,09	12,92	13,99	+ 1,07	11,07	12,20	+ 1,13
9 premiers mois	16,72	16,58	- 0,14	12,84	14,15	+ 1,31	11,02	12,43	+ 1,41
10 premiers mois	17,38	17,03	- 0,35	13,22	14,58	+ 1,36	11,29	12,75	+ 1,46
11 premiers mois	17,61	17,10	- 0,51	13,35	14,71	+ 1,36	11,40	12,84	+ 1,44
12 mois	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,29	12,94	+ 1,65
1974 1 ^{er} mois	20,83	17,33	- 3,50	16,66	17,41	+ 0,75	12,93	13,68	+ 0,75
2 premiers mois	21,14	16,94	- 4,20	16,37	16,83	+ 0,46	13,23	13,55	+ 0,32
3 premiers mois	21,41	18,23	- 3,18	16,69	17,96	+ 1,27	13,67	14,32	+ 0,65
4 premiers mois	21,50	18,97	- 2,53	16,99	18,77	+ 1,78	14,14	14,95	+ 0,81
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			O.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	1,22	0,94	- 0,28	2,21	1,34	- 0,87	19,13	19,61	+ 0,48
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,03	+ 2,83
1972 1 ^{er} trimestre	2,33	2,49	+ 0,16	3,30	2,24	- 1,06	40,32	41,74	+ 1,42
2 ^e trimestre	2,45	2,47	+ 0,02	3,99	2,79	- 1,20	40,34	44,29	+ 3,95
3 ^e trimestre	2,31	2,15	- 0,16	3,24	2,34	- 0,90	36,72	38,54	+ 1,82
4 ^e trimestre	2,39	3,71	+ 1,32	4,01	3,14	- 0,87	44,30	50,39	+ 6,09
1973 1 ^{er} trimestre	2,37	3,26	+ 0,89	4,24	2,84	- 1,40	47,87	48,68	+ 0,81
2 ^e trimestre	2,60	3,43	+ 0,83	5,09	3,38	- 1,71	49,90	53,35	+ 3,45
3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,69	49,76	+ 3,07
4 ^e trimestre	3,04	4,09	+ 1,05	5,03	3,82	- 1,21	56,36	60,32	+ 3,96
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,25	+ 0,87	4,87	4,37	- 0,50	60,72	60,41	- 0,31
1973 4 premiers mois	2,34	3,27	+ 0,93	4,29	2,87	- 1,42	47,80	49,39	+ 1,59
5 premiers mois	2,44	3,33	+ 0,89	4,55	3,06	- 1,49	48,67	50,59	+ 1,92
6 premiers mois	2,49	3,34	+ 0,85	4,66	3,11	- 1,55	48,88	51,02	+ 2,14
7 premiers mois	2,51	3,33	+ 0,82	4,65	3,14	- 1,51	48,18	50,82	+ 2,64
8 premiers mois	2,56	3,28	+ 0,72	4,68	3,10	- 1,58	48,29	49,98	+ 1,69
9 premiers mois	2,56	3,31	+ 0,75	4,53	3,20	- 1,33	48,15	50,60	+ 2,45
10 premiers mois	2,62	3,38	+ 0,76	4,63	3,25	- 1,38	49,64	51,96	+ 2,32
11 premiers mois	2,66	3,43	+ 0,77	4,67	3,28	- 1,39	50,21	52,34	+ 2,13
12 mois	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,03	+ 2,83
1974 1 ^{er} mois	3,19	4,18	+ 0,99	4,40	3,71	- 0,69	58,71	58,64	- 0,07
2 premiers mois	3,33	4,00	+ 0,67	4,58	4,20	- 0,38	59,32	56,76	- 2,56
3 premiers mois	3,38	4,25	+ 0,87	4,87	4,37	- 0,50	60,72	60,41	- 0,31
4 premiers mois	3,52	4,40	+ 0,88	5,24	4,37	- 0,87	62,06	62,71	+ 0,65

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E.1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	20,79	21,85	+ 1,06	2,37	2,46	+ 0,09	1,76	1,01	- 0,75
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,21	58,97	+ 4,76	4,01	4,07	+ 0,06	2,73	2,06	- 0,67
1972 1 ^{er} trimestre	43,39	46,04	+ 2,65	3,01	3,10	+ 0,09	1,93	1,37	- 0,56
2 ^e trimestre	43,67	49,12	+ 5,45	3,04	3,21	+ 0,17	2,58	1,49	- 1,09
3 ^e trimestre	39,69	42,79	+ 3,10	2,99	3,59	+ 0,60	2,11	1,38	- 0,73
4 ^e trimestre	47,89	55,75	+ 7,86	3,78	4,56	+ 0,78	2,55	1,55	- 1,00
1973 1 ^{er} trimestre	52,69	53,89	+ 1,20	3,55	3,95	+ 0,40	2,46	1,62	- 0,84
2 ^e trimestre	52,39	58,33	+ 5,94	3,83	3,89	+ 0,06	2,75	1,75	- 1,00
3 ^e trimestre	49,39	56,09	+ 6,70	3,92	3,95	+ 0,03	2,78	2,08	- 0,70
4 ^e trimestre	62,39	67,57	+ 5,18	4,72	4,49	- 0,23	2,94	2,79	- 0,15
1974 1 ^{er} trimestre	66,11	67,88	+ 1,77	6,11	4,45	- 1,66	3,29	2,57	- 0,72
1973 4 premiers mois	52,55	54,74	+ 2,19	3,58	4,03	+ 0,45	2,46	1,60	- 0,86
5 premiers mois	52,99	55,91	+ 2,92	3,71	4,06	+ 0,35	2,55	1,67	- 0,88
6 premiers mois	52,54	56,11	+ 3,57	3,69	3,92	+ 0,23	2,61	1,69	- 0,92
7 premiers mois	51,51	56,01	+ 4,50	3,60	3,93	+ 0,33	2,61	1,74	- 0,87
8 premiers mois	51,74	55,49	+ 3,75	3,67	3,80	+ 0,13	2,60	1,76	- 0,84
9 premiers mois	51,49	56,11	+ 4,62	3,77	3,93	+ 0,16	2,67	1,82	- 0,85
10 premiers mois	53,44	57,66	+ 4,22	3,81	3,96	+ 0,15	2,72	1,92	- 0,80
11 premiers mois	54,16	58,03	+ 3,87	3,92	4,03	+ 0,11	2,73	1,98	- 0,75
12 mois	54,21	58,97	+ 4,76	4,01	4,07	+ 0,06	2,73	2,06	- 0,67
1974 1 ^{er} mois	63,95	67,02	+ 3,07	5,74	3,71	- 2,03	2,71	2,49	- 0,22
2 premiers mois	64,60	64,13	- 0,47	5,92	4,08	- 1,84	3,15	2,28	- 0,87
3 premiers mois	66,11	67,88	+ 1,77	6,11	4,45	- 1,66	3,29	2,57	- 0,72
4 premiers mois	67,69	70,34	+ 2,65	6,45	4,61	- 1,84	3,34	2,68	- 0,66
Amérique latine 2									
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comescon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1972 1 ^{er} trimestre	1,11	1,06	- 0,05	1,08	0,56	- 0,52	1,02	0,95	- 0,07
2 ^e trimestre	1,24	1,17	- 0,07	1,02	0,47	- 0,55	0,98	0,83	- 0,15
3 ^e trimestre	1,20	1,15	- 0,05	1,26	0,39	- 0,87	1,02	0,81	- 0,21
4 ^e trimestre	1,25	1,32	+ 0,07	1,05	0,45	- 0,60	1,17	1,39	+ 0,22
1973 1 ^{er} trimestre	1,27	1,30	+ 0,03	1,64	0,64	- 1,00	1,20	1,35	+ 0,15
2 ^e trimestre	1,52	1,01	- 0,51	1,58	0,41	- 1,17	1,12	1,47	+ 0,35
3 ^e trimestre	1,90	1,29	- 0,61	2,24	0,42	- 1,82	1,14	1,72	+ 0,58
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,56	1,93	+ 0,37
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,86	+ 0,13	1,99	0,54	- 1,45	1,76	2,13	+ 0,37
1973 4 premiers mois	1,22	1,22	..	1,62	0,56	- 1,06	1,15	1,31	+ 0,16
5 premiers mois	1,30	1,20	- 0,10	1,58	0,52	- 1,06	1,16	1,37	+ 0,21
6 premiers mois	1,39	1,16	- 0,23	1,61	0,52	- 1,09	1,16	1,41	+ 0,25
7 premiers mois	1,42	1,18	- 0,24	1,74	0,53	- 1,21	1,15	1,44	+ 0,29
8 premiers mois	1,47	1,17	- 0,30	1,85	0,51	- 1,34	1,14	1,45	+ 0,31
9 premiers mois	1,56	1,20	- 0,36	1,82	0,49	- 1,33	1,16	1,51	+ 0,35
10 premiers mois	1,56	1,23	- 0,33	1,83	0,50	- 1,33	1,20	1,54	+ 0,34
11 premiers mois	1,56	1,26	- 0,30	1,81	0,49	- 1,32	1,21	1,55	+ 0,34
12 mois	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974 1 ^{er} mois	1,94	1,75	- 0,19	2,20	0,61	- 1,59	1,66	1,98	+ 0,32
2 premiers mois	1,56	1,65	+ 0,09	1,86	0,49	- 1,37	1,72	1,89	+ 0,17
3 premiers mois	1,73	1,86	+ 0,13	1,99	0,54	- 1,45	1,76	2,13	+ 0,37
4 premiers mois	1,67	2,07	+ 0,40	2,35	0,55	- 1,80	1,75	2,30	+ 0,55

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	700,6	673,2	+ 27,4
1.12 Travail à façon	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	23,3	6,3	+ 17,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	5,3	—	+ 5,3
1.2 Or non monétaire	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	3,6	5,0	- 1,4
1.3 Frets ²	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	32,7	29,5	+ 3,2
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ² .....	...	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	0,9	1,4	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	10,6	10,8	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	25,1	41,7	- 16,6
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	79,8	72,6	+ 7,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	16,7	9,4	+ 7,3
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	9,8	4,9	+ 4,9
1.92 Autres	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	51,3	47,8	+ 3,5
Total 1 ...	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	959,7	902,6	+ 57,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	23,7	12,2	+ 11,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	2,5	26,1	- 23,6
Total 2 ...	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	26,2	38,3	- 12,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	—	1,4	- 1,4
3.112 Autres opérations	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	0,4	1,9	- 1,5
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	0,3	1,8	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	0,7	5,1	- 4,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	0,1	1,4	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	1,6	3,2	- 1,6
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	—	31,4	- 31,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	4,9	11,6	- 6,7
4.313 Immeubles	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	1,6	5,2	- 3,6
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	—	6,6	- 6,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	6,5	—	+ 6,5
4.322 Investissements directs	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	28,6	1,1	+ 27,5
4.323 Immeubles	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	3,9	0,7	+ 3,2
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	4,0	—	+ 4,0
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	51,2	61,2	- 10,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	6,8	—	+ 6,8
Total 1 à 5 ...	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	1.044,6	1.007,2	+ 37,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	—	—	+ 1,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	—	—	- 13,8
6.212 Monnaies étrangères	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	—	—	+ 14,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	—	—	- 0,2
6.23 B.N.B.	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	—	—	+ 36,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1972				1973				1974 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 6,5	+ 8,2	+ 4,3	+10,3	+ 8,3	+ 7,9	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,6
1.12 Travail à façon	+ 3,0	+ 3,4	+ 3,6	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,8	- 1,1	+ 2,5	- 0,1	+ 0,2	+ 1,4	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0
1.2 Or non monétaire	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,3	...	- 0,4	- 0,7	+ 0,1
1.3 Frets ²	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	- 0,2	...	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	...	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 2,0	- 3,0	- 6,2	- 1,2	- 2,2	- 4,9	- 8,0	- 1,5	- 2,8
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,0	+ 2,7	...	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 2,0	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,4	+ 1,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,4
1.92 Autres	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0	- 1,1	+ 1,9	...	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1
Total 1 ...	+15,2	+12,2	+12,8	+19,8	+18,6	+13,0	+11,3	+14,2	+15,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,2	+ 1,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,9	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,6	+ 4,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,2	- 3,8	- 4,3	- 3,6	- 6,2	- 7,3	- 5,9	- 4,2	- 5,1
Total 2 ...	- 3,0	- 2,1	- 2,1	- 1,6	- 3,3	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,2	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 1,1	- 1,5	- 2,6	- 1,3	- 1,5	...	...	...	- 0,5
3.12 Avoirs .....	...	...	- 0,3	- 1,3	...	...	- 0,4	- 1,1	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 2,9	- 2,0	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	- 0,2	- 0,3	- 0,7	...	- 0,2	- 0,8	- 0,2	- 0,1	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,9	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 0,6	- 2,3	+ 0,4	- 0,3	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 9,5	- 7,9	- 7,7	-10,9	-12,6	- 7,4	- 5,1	- 6,3	- 4,8
4.312 Investissements directs	- 4,3	- 0,4	- 2,5	+ 0,7	- 0,8	- 1,1	- 3,8	- 1,0	- 0,2
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,7	- 0,5	- 0,7	- 1,7	- 0,8
4.314 Autres	- 1,2	- 0,8	+ 0,1	+ 0,4	- 3,4	- 1,8	- 0,8	- 0,6	- 2,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,5	+ 0,4	+ 3,6	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 5,3	+ 2,9	+ 4,9	+ 4,6	+ 6,2	+ 7,9	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,3
4.323 Immeubles .....	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4
4.324 Autres	- 0,9	+ 0,5	+ 2,7	+ 2,5	- 0,4	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	-11,0	- 5,0	- 1,7	- 2,5	- 8,3	- 2,6	- 3,5	+ 4,4	+ 1,3
5. Erreurs et omissions	- 1,9	+ 3,3	+ 2,5	- 4,4	+ 3,8	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 5,7
Total 1 à 5 ...	- 3,1	+ 6,2	+ 8,3	+ 8,4	+ 8,8	- 2,9	+10,8	+20,7	+ 8,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,8	+ 0,3	- 1,8	...	+ 4,1	- 2,0	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. :	+ 1,8	- 2,9	- 6,9	+ 3,5	- 6,2	- 0,3	- 8,8	+ 1,5	+ 2,8
6.212 Monnaies étrangères .	- 9,3	- 1,0	+ 3,6	+ 8,0	- 8,9	- 7,0	+ 9,8	+20,1	+19,3
6.22 Organismes monétaires divers	- 1,1	+ 0,8	- 2,0	- 0,4	+ 2,0	- 2,2	+ 2,4	- 2,4	...
6.23 B.N.B.	+ 4,7	+ 9,0	+15,4	- 2,7	+17,8	+ 8,6	+ 6,1	+ 3,9	-16,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+3,4)	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1973			1974			1973	1974
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	p
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	194,6	189,3	+ 5,3	210,3	208,7	+ 1,6	+16,7 ⁵	- 0,1 ⁶
1.12 Travail à façon	6,6	1,8	+ 4,8	6,6	1,9	+ 4,7	+ 6,9	+ 7,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,6	—	+ 0,6	5,0	—	+ 5,0	+ 1,3	+ 5,8
1.2 Or non monétaire	1,2	1,9	- 0,7	3,7	3,6	+ 0,1	- 0,3	- 0,2
1.3 Frets ²	9,2	8,8	+ 0,4	10,8	10,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,5	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	2,9	2,9	...	3,1	3,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4
1.6 Déplacements à l'étranger	6,3	7,8	- 1,5	5,1	7,9	- 2,8	- 4,8	- 5,8
1.7 Revenus d'investissements	26,7	24,5	+ 2,2	32,0	27,7	+ 4,3	+ 3,3	+ 4,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	4,1	2,7	+ 1,4	3,7	2,6	+ 1,1	+ 2,9	+ 1,8
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,5	1,5	+ 1,0	2,8	1,4	+ 1,4	+ 2,2	+ 2,5
1.92 Autres	14,4	13,4	+ 1,0	15,0	15,1	- 0,1	+ 2,0	- 0,2
Total 1 ...	269,3	255,1	+14,2	298,4	283,0	+15,4	+31,9	+15,3
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,9	3,3	+ 2,6	7,2	3,1	+ 4,1	+ 5,6	+ 5,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,6	4,8	- 4,2	0,6	5,7	- 5,1	-11,3	- 8,8
Total 2 ...	6,5	8,1	- 1,6	7,8	8,8	- 1,0	- 5,7	- 3,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,8
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	0,5	- 0,5	- 1,5	- 0,5
3.12 Avoirs	0,1	1,2	- 1,1	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,4	- 1,3	...	1,5	- 1,5	- 2,2	- 1,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	- 0,3	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,2	0,5	- 0,3	...	0,9	- 0,9	+ 0,1	- 1,4
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	6,3	- 6,3	—	4,8	- 4,8	-16,7	- 8,3
4.312 Investissements directs .....	...	1,0	- 1,0	1,7	1,9	- 0,2	- 1,3	- 0,5
4.313 Immeubles	0,3	2,0	- 1,7	0,5	1,3	- 0,8	- 1,1	- 1,7
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,6	- 0,6	—	2,6	- 2,6	- 5,0	- 4,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	3,6	—	+ 3,6	—	0,2	- 0,2	+ 2,4	- 1,8
4.322 Investissements directs	8,9	0,3	+ 8,6	10,0	0,7	+ 9,3	+11,4	+18,5
4.323 Immeubles	0,9	0,2	+ 0,7	0,6	0,2	+ 0,4	+ 1,4	+ 0,5
4.324 Autres (chiffres nets)	1,5	—	+ 1,5	1,1	—	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	15,4	11,0	+ 4,4	14,0	12,7	+ 1,3	- 9,0	+ 3,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	5,0	—	+ 5,0	—	5,7	- 5,7	- 3,1	- 0,8
Total 1 à 5 ...	296,3	275,6	+20,7	320,2	311,7	+ 8,5	+11,9	+13,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 2,4	—	—	+ 3,1	+ 4,1	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises	—	—	+ 1,5	—	—	+ 2,8	-10,0	+ 3,8
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+20,1	—	—	+19,3	-14,0	+27,1
6.212 Monnaies étrangères	—	—	- 2,4	—	—	...	+ 3,1	+ 0,2
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 3,9	—	—	-16,7	+28,7	-23,2
6.23 B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Exportations = 276,7; importations = 260,0.

⁶ Exportations = 367,7; importations = 367,8.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1973				1974 p
					1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+43,5	+49,3	+60,0	+ 57,1	+18,6	+13,0	+11,3	+14,2	+15,4
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 3,3	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 0,7	-11,0	-10,7	- 4,4	- 2,0	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-11,0	-18,1	- 6,4	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,9	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	-13,8	- 9,3	-20,2	- 10,0	- 8,3	- 2,6	- 3,5	+ 4,4	+ 1,3
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	+ 1,3	...	- 2,7	- 10,8	- 6,3	+ 4,6	- 5,8	- 3,3	- 7,0
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 3,4	-16,9	-18,0	-114,4	- 12,1	-22,7	-35,7	-43,9	-11,3
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 6,1	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+ 7,5	+ 4,4	+ 3,1	- 3,2	- 1,1
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 3,4	+15,1	+26,6	+109,1	+11,8	+19,6	+24,5	+53,2	+ 6,0
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 6,7	- 3,9	- 7,6	- 5,7	+ 1,7	- 1,6	- 2,4	- 3,4	- 5,2
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 5,3	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 9,7	+ 0,4	+ 7,4	+ 0,8	+ 1,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 3,1	+ 6,3	- 7,4	+ 1,0	+ 6,3	+ 4,7	+ 2,3	-12,3	- 6,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	+ 2,8	- 0,3	+ 1,4	- 12,2	+ 7,8	- 5,9	- 4,7	- 9,4	-12,5
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	- 2,1	- 3,2	- 0,4	+ 8,5	- 5,7	+ 2,1	+ 5,3	+ 6,8	+11,0
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,8	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 5,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 1,6	- 2,8	- 0,8	- 8,3	- 0,3	+ 0,3	- 0,2	- 8,1	+ 2,4
Total 1 à 7 ...	+23,3	+31,7	+23,6	+ 34,4	+29,0	+ 2,9	+ 4,5	- 2,0	-14,8
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	- 1,6	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+18,6	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 0,2	+ 2,9	- 0,2	+ 1,4	- 1,3
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	-	+ 3,5	-	- 4,0	+13,2	- 5,7	- 6,3
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs au comptant	+ 3,4	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+30,3	+ 4,6	- 6,5	+ 2,4	- 8,1
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 3,7	+ 2,8	+14,0	- 8,3	-14,4	- 3,2	+ 4,7	+ 4,6	+ 7,6
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs nets au comptant ⁵	- 0,2	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	+ 0,6	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,7
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+ 7,7	+15,3	- 6,1	+ 6,7	+14,3	+ 3,2	- 6,2	- 4,6	- 7,4

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n° 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIIIe année, vol. I, n° 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; XLIXe année, vol. II, n° 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1973 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 livres ital.	1 cour. suéd.	1 cour. zrv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaire	100 yens	
66	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,25	173,58	192,87	83,15	—	—	—	
67	49,69	10,10	138,65 ¹ 119,68 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ¹ 6,65 ²	46,06	172,87	192,30	82,89 ¹ 71,35 ²	—	—	—	
68	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—	
69	50,13	10,12 ³ 8,98 ⁴	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁵ 13,47 ⁶	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—	
70	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—	
71	49,65	9,00	120,00	13,80 ⁹ 13,99 ¹¹	11,54 ⁹ 12,15 ¹¹	13,66 ⁹ 14,21 ¹¹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	191,99 ⁹ 199,07 ¹¹	71,38	11,89	100,01	—	
71	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—	
71	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—	
72	44,01	8,73	114,62 ¹⁷ 105,88 ¹⁸	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—	
73	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—	
73	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—	
73	38,05	8,76	93,72	13,75 ³³ 14,48 ³⁴	12,37	14,23 ³⁵ 15,17 ³⁶	6,53	8,87	6,74 ³⁷ 7,11 ³¹	6,46	38,03	160,66	194,99 ³⁸ 205,99 ³⁹	66,36	10,15	76,10	—	
72	2 ^e tr. ¹⁴	44,00	8,76	114,81 ¹⁵ 108,31 ¹⁶	13,72	11,45	13,85	7,56	9,25	6,70	6,31	44,55	163,44	190,78	68,23	10,65	87,99	—
	3 ^e trim.	43,88	8,77	107,30	13,69	11,62	13,80	7,55	9,28	6,72	6,33	44,64	163,84	191,08	69,15	10,62	87,76	—
	4 ^e trim.	44,12	8,74	104,35	13,65	11,65	13,78	7,56	9,30	6,69	6,41	44,65	164,35	190,36	69,51	10,61	88,24	—
73	1 ^{er} tr. ²¹	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
	1 ^{er} tr. ¹⁹	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
	1 ^{er} tr. ²⁰	39,71	8,77	98,31	13,67	12,28	14,05	6,92	8,86	6,72	6,44	39,84	161,85	193,00	68,50	10,28	79,42	—
	2 ^e trim.	39,02	8,82	98,71	13,65	12,38	14,27 ²² 14,95 ²³	6,61	8,91	6,80	6,44	39,03	159,35	195,33	67,28	10,23 ²⁴	78,04	—
	3 ^e trim.	36,46	8,71	90,38	13,87 ²⁷ 14,40 ²⁶	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
	4 ^e trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,86	6,70 ³⁰ 7,11 ³¹	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
74	1 ^{er} trim.	41,26	8,68 ⁴⁰ 8,29 ⁴²	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,26
	2 ^e trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
73	Juill.	35,47	8,75	90,18	13,75	12,59	15,20	6,12	8,81	6,74	6,42	35,53	160,65	206,87	61,72	9,79	70,94	—
	Août	36,96	8,70	91,58	13,91	12,46	15,26	6,46	8,91	6,71	6,49	36,84	160,78	207,38	65,03	10,08	73,93	—
	Sept.	36,94	8,67	89,37	14,02 ²⁵ 14,40 ²⁶	12,26	15,24	6,54	8,79	6,67	6,47	36,66	159,24	206,08	65,13	9,97	73,88	—
	Oct.	36,59	8,68	88,89	14,65	12,10	15,17	6,47	8,77	6,70	6,48	36,56	158,02	204,81	64,39	9,91	73,17	—
	Nov.	38,72	8,77	92,47	14,40	12,23	14,97	6,54	8,91	6,73 ²⁸ 7,05 ²⁹	6,48	38,80	159,74	203,80	67,80	10,35	77,44	—
	Déc.	40,42	8,80	93,77	14,40	12,63	15,21	6,66	8,92	7,14	6,50	40,46	160,15	207,16	71,18	10,55	80,84	—
74	Janv.	42,82	8,68 ⁴ 8,31 ⁴¹	95,32	14,59	12,74	15,24	6,64	8,93	7,18	6,44	43,21	160,39	207,09	73,96	10,77	85,64	14,44
	Févr.	41,00	8,28	93,33	14,51	12,92	15,12	6,27	8,77	7,11	6,38	41,98	158,97	205,74	69,58	10,46	82,00	14,11
	Mars	39,95	8,29	93,51	14,52	12,97	15,25	6,28	8,75	7,08	6,41	41,12	158,85	206,79	67,72	10,44	79,90	14,22
	Avril	38,87	8,01	92,96	14,56	12,87	15,41	6,12	8,85	7,08	6,42	40,21	157,99	207,96	66,57	10,39	77,75	14,04
	Mai	37,66	7,75	90,88	14,51	12,94	15,32	5,96	8,82	7,07	6,41	39,15	156,14	210,28	65,71	10,23	75,32	13,58
	Juin	37,95	7,74	90,69	14,33	12,69	15,04	5,84	8,69	6,99	6,36	39,28	153,64	209,64	66,35	10,37	75,90	13,45
	Juill.	37,93	7,95	90,64	14,41	12,79	14,86	5,90	8,68	7,03	6,40	38,90	152,21	209,19	66,57	10,30	75,87	13,07

Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.
Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.
Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.
Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.
Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.
Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.
Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.
Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.
Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin 1972.
Moyenne du 1^{er} avril au 22 juin 1972.
Moyenne du 28 au 30 juin 1972.
Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.
Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 18 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.
Moyenne du 19 au 31 mars 1978. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

21 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.
22 Moyenne du 1^{er} avril au 28 juin 1973.
23 Cours du 29 juin 1973.
24 Les cotations ont été suspendues du 2 au 16 mai et du 25 mai au 5 juin 1973.
25 Moyenne du 1^{er} au 14 septembre 1973.
26 Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.
27 Moyenne du 1^{er} juillet au 14 septembre 1973.
28 Moyenne du 1^{er} au 14 novembre 1973.
29 Moyenne du 16 au 30 novembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
30 Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.
31 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
32 Moyenne du 10 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
33 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
34 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
35 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
36 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
37 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
38 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
39 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.
40 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.
41 Moyenne du 22 au 31 janvier 1974.
42 Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 août 1974

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)
1966	49,83	50,76	50,71	- 0,27	—
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,37
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁹	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1972 2 ^o trimestre	44,00	43,95	43,94	- 0,87	- 0,74
3 ^e trimestre	43,88	43,70	43,66	- 2,44	- 1,43
4 ^e trimestre	44,12	44,23	44,20	- 0,88	- 0,63
1973 1 ^{er} trimestre ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1 ^{er} trimestre ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1 ^{er} trimestre ⁸	39,71	38,91	38,84	- 6,61	- 2,98
2 ^o trimestre	39,02	38,83	38,84	- 3,45	- 2,33
3 ^e trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^e trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^o trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
1973 Juillet	35,47	35,92	35,89	- 2,94	- 2,96
Août	36,96	37,42	37,41	- 3,82	- 3,77
Septembre	36,94	37,14	37,15	- 5,07	- 3,31
Octobre	36,59	36,68	36,66	- 4,19	- 1,76
Novembre	38,72	38,82	38,74	- 0,90	- 0,51
Décembre	40,42	40,48	40,48	- 2,19	- 0,42
1974 Janvier	42,82	43,00	43,09	+ 0,72	+ 1,79
Février	41,00	41,46	41,62	+ 4,92	+ 3,37
Mars	39,95	40,45	40,57	+ 4,55	+ 1,95
Avril	38,87	40,29	40,50	+ 5,72	+ 1,19
Mai	37,66	39,37	39,51	+ 6,26	+ 0,74
Juin	37,95	39,62	39,72	+ 4,94	+ 0,54
Juillet	37,93	39,33	39,45	+ 2,02	+ 0,03

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 au 31 mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

9 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(8) = (4) - (5)	
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	31,5	- 31,0	- 34,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	30,7	- 30,1	- 33,4
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972 6 premiers mois	159,7	192,4	- 32,7	0,2	38,5	- 38,3	- 71,0
9 premiers mois	266,4	278,8	- 12,4	0,2	57,0	- 56,8	- 69,2
12 mois	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973 3 premiers mois	90,2	112,7	- 22,5	0,1	19,8	- 19,7	- 42,2
5 premiers mois	151,1	192,7	- 41,6	0,1	30,3	- 30,2	- 71,8
6 premiers mois	182,1	231,4	- 49,3	0,2	37,9	- 37,7	- 87,0
7 premiers mois	257,7	270,3	- 12,6	0,2	43,3	- 43,1	- 55,7
8 premiers mois	287,5	297,7	- 10,2	0,3	49,5	- 49,2	- 59,4
9 premiers mois	310,0	333,3	- 23,3	0,3	56,0	- 55,7	- 79,0
10 premiers mois	347,7	364,9	- 17,2	0,4	61,5	- 61,1	- 78,3
11 premiers mois	384,1	398,5	- 14,4	0,4	67,3	- 66,9	- 81,3
12 mois	409,7 ⁵	431,9 ⁵	- 22,2 ⁵	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4 ⁵
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	5,9	- 5,8	- 15,2
2 premiers mois	68,9	94,7	- 25,8	0,1	13,4	- 13,3	- 39,1
3 premiers mois	103,4	140,8	- 37,4	0,2	21,2	- 21,0	- 58,4
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,4	233,1	- 54,7	0,2	32,2	- 32,0	- 86,7
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

⁴ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

⁵ En vertu de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, des recettes fiscales à concurrence de 9,2 milliards ont été débudgétisées au mois de décembre 1973 et affectées directement à la C.E.E. Les dépenses débudgétisées en contrepartie n'ont porté que sur 4,2 milliards, de sorte que le solde du budget ordinaire a été influencé négativement à concurrence de 5 milliards. Ces opérations n'ont toutefois pas affecté l'impasse globale, étant donné que la différence précitée de 5 milliards entre les recettes et les dépenses débudgétisées a entraîné en décembre 1973 une entrée correspondante au titre des fonds de tiers [voir colonne (2) du tableau XI-2].

XI - 2. — DECOUVERT DE CAISSE DU TRESOR ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et mouvement des encaisses	Résultat de caisse (3) = (1) + (2)	Opérations spéciales de caisse 2	Total à financer 3 (5) = (3) + (4) ou - [(6) + (7)]	Financement		Amortissements et ajustements 6	Mouvement nominal de la dette publique (9) = - [(5) - (8)] ou (6) + (7) + (8) ou (10) à (17)	Evolution détaillée de la dette							
						Produit net d'emprunts consolidés 4	Mouvement de la dette flottante 5			Dettes consolidées		Dettes flottantes 7					
										en francs belges	en monnaies étrangères	en francs belges					en monnaies étrangères
												Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	Certificats détenus par le F.M.I.	Divers 8	
(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)										
1973 1 ^{er} mois	-11,8	- 1,1	-12,9	-11,0	-23,9	+28,8	- 4,9	- 1,8	+22,1	+27,2	- 0,2	- 1,1	+ 4,5	+ 0,9	+ 0,2	- 8,4	- 1,0
2 premiers mois	-26,5	+ 1,2	-25,3	- 5,1	-30,4	+29,3	+ 1,1	- 5,8	+24,6	+24,4	- 0,7	- 1,1	+16,6	- 4,3	+ 0,2	- 8,7	- 1,8
3 premiers mois	-42,2	- 0,8	-43,0	...	-43,0	+26,3	+16,7	- 7,7	+35,3	+19,9	- 0,8	+ 2,3	+20,2	- 4,7	+ 0,2	...	- 1,8
4 premiers mois	-57,8	+ 1,7	-56,1	...	-56,1	+26,5	+29,6	-11,8	+44,3	+15,9	- 0,9	+ 2,9	+21,2	+ 6,4	+ 0,7	- 0,1	- 1,8
5 premiers mois	-71,8	+ 0,7	-71,1	...	-71,1	+60,2	+10,9	-14,6	+56,5	+46,9	- 1,0	- 1,1	+11,6	+ 1,6	+ 0,7	- 0,4	- 1,8
6 premiers mois	-87,0	+ 6,0	-81,0	...	-81,0	+56,5	+24,5	-17,5	+63,5	+40,6	- 1,2	+10,0	+15,3	...	+ 0,7	- 0,1	- 1,8
7 premiers mois	-55,7	+ 2,4	-53,3	- 5,1	-58,4	+56,2	+ 2,2	-20,0	+38,4	+38,1	- 1,3	- 1,1	+10,9	- 1,8	+ 0,9	- 5,5	- 1,8
8 premiers mois	-59,4	- 1,9	-61,3	...	-61,3	+56,3	+ 5,0	-22,0	+39,3	+36,5	- 1,4	+ 5,3	+ 6,3	- 6,4	+ 0,9	- 0,1	- 1,8
9 premiers mois	-79,0	+ 2,7	-76,3	...	-76,3	+93,0	-16,7	-24,3	+52,0	+71,3	- 1,5	- 1,1	...	- 7,5	+ 0,9	- 8,3	- 1,8
10 premiers mois	-78,3	+ 1,3	-77,0	- 4,5	-81,5	+91,4	- 9,9	-26,3	+55,2	+66,9	- 1,6	- 1,1	...	- 3,1	+ 1,4	- 5,5	- 1,8
11 premiers mois	-81,3	+ 0,9	-80,4	- 4,5	-84,9	+91,2	- 6,3	-28,7	+56,2	+64,6	- 1,5	- 1,1	+ 5,9	- 5,3	+ 1,5	- 6,1	- 1,8
12 mois	-96,4	+11,7 ⁹	-84,7	...	-84,7	+91,2	- 6,5	-31,5	+53,2	+62,1	- 1,6	- 0,6	- 6,1	- 2,6	+ 1,2	+ 2,6	- 1,8
1974 1 ^{er} mois	-15,2	- 8,2	-23,4	...	-23,4	...	+23,4	- 3,1	+20,3	- 4,1	- 0,3	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,8	+ 1,2	...	...
2 premiers mois	-39,1	-11,2	-50,3	...	-50,3	+28,4	+21,9	- 5,0	+45,3	+22,4	- 0,4	+13,2	- 1,1	+ 9,8	+ 1,4	...	...
3 premiers mois	-58,4	- 3,3	-61,7	...	-61,7	+28,2	+33,5	- 6,7	+55,0	+20,0	- 0,5	+12,8	+22,3	- 1,6	+ 2,0	...	...
4 premiers mois	-78,6	- 4,1	-82,7	...	-82,7	+27,4	+55,3	-11,6	+71,1	+14,7	- 0,7	+13,4	+30,9	+10,7	+ 1,8	+ 0,3	...
5 premiers mois	-86,7	- 7,6	-94,3	...	-94,3	+27,7	+66,6	-14,9	+79,4	+12,1	- 0,8	+15,4	+48,1	+ 2,9	+ 1,4	+ 0,3	...
6 premiers mois	-99,8	+ 1,6	-98,2	...	-98,2	+62,4	+35,8	-16,2	+82,0	+45,6	- 1,0	+15,4	+17,2	+ 3,2	+ 1,6	...	...

1 Cf. colonne (7) et note 4 du tableau XI-1.

2 Placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et avoirs en compte-courant auprès de la B.N.B.

3 Ce total correspond au montant du déficit à couvrir par l'émission de dettes directes et d'emprunts du Fonds des Routes. Les émissions d'autres emprunts de la dette indirecte sont comprises dans les « Ajustements » figurant dans la colonne (8).

4 Après déduction des frais et primes d'émission et des amortissements extra-budgétaires.

5 Mouvements de la dette flottante donnant lieu à des entrées ou des sorties de fonds pour le Trésor.

6 Cette colonne comprend à côté des amortissements qui sont inclus dans les opérations budgétaires, une série d'ajustements statistiques indispensables pour pouvoir passer de la colonne (5) « Total à financer » aux variations nominales de la dette publique, et qui correspondent aux variations du montant de l'encours nominal de la dette qui ne se sont pas accompagnées d'entrées ou de sorties de fonds pour le Trésor; en

fait, il s'agit principalement de différence d'émission, d'amortissement et de change, des dépenses d'organismes paratâtiqques, autres que le Fonds des Routes, qui sont financées par l'émission d'emprunts de la dette indirecte et des variations du portefeuille de certificats de trésorerie détenu par le F.M.I. [cf. colonne (15) pour ce dernier].

7 Dette à moyen et à court terme.

8 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et les certificats de la tranche B repris du Fonds des Rentes par le Trésor. Pour le mois de décembre 1973, cette colonne comprend 2,8 milliards de certificats de Trésorerie spéciaux remis à la B.N.B. pour couvrir la diminution nette de son actif, qui résultait de la dévaluation du dollar des Etats-Unis du 12-2-1973 (accord du 31-12-1973).

9 Cf. tableau XI-1, note 5.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 5	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) + (8)	(10)	
1965	- 34,8	- 2,2	- 37,0	+ 14,9	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,6
1966	- 33,4	+ 1,6	- 31,8	+ 14,7	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972 6 prem. mois	- 71,0	+ 2,4	- 68,6	+ 10,1	- 58,5	+ 42,3	+ 3,8	+ 23,3	+ 69,4	- 10,9
9 prem. mois	- 69,2	+ 3,6	- 72,8	+ 14,3	- 58,5	+ 76,0	+ 4,9	- 8,4	+ 72,5	- 14,0
12 mois	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973 3 prem. mois	- 42,2	- 1,4	- 43,6	+ 7,8	- 35,8	+ 19,8	- 0,2	+ 18,4	+ 38,0	- 2,2
5 prem. mois	- 71,8	- 0,1	- 71,9	+ 15,1	- 56,8	+ 46,8	- 0,6	+ 13,0	+ 59,2	- 2,4
6 prem. mois	- 87,0	+ 5,0	- 82,0	+ 18,0	- 64,0	+ 40,6	- 1,3	+ 27,3	+ 66,6	- 2,6
7 prem. mois	- 55,7	+ 1,1	- 54,6	+ 20,6	- 34,0	+ 38,2	- 1,3	- 0,4	+ 36,5	- 2,5
8 prem. mois	- 59,4	+ 3,1	- 62,5	+ 22,5	- 40,0	+ 36,5	- 1,3	+ 6,7	+ 41,9	- 1,9
9 prem. mois	- 79,0	+ 0,3	- 78,7	+ 25,9	- 52,8	+ 71,3	- 1,4	- 14,9	+ 55,0	- 2,2
10 prem. mois	- 78,3	- 2,0	- 80,3	+ 29,3	- 51,0	+ 66,9	- 1,3	- 11,6	+ 54,0	- 3,0
11 prem. mois	- 81,3	- 2,5	- 83,8	+ 31,6	- 52,2	+ 64,6	- 1,3	- 8,0	+ 55,3	- 3,1
12 mois	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974 1 ^{er} mois	- 15,2	- 8,4	- 23,6	+ 4,5	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 prem. mois	- 39,1	- 11,6	- 50,7	+ 6,8	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 prem. mois	- 58,4	- 4,6	- 63,0	+ 10,0	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 prem. mois	- 78,6	- 4,3	- 82,9	+ 13,6	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 prem. mois	- 86,7	- 8,8	- 95,5	+ 17,4	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 prem. mois	- 99,8	- 0,6	- 100,4	+ 19,9	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4

1 Cf. colonne (7) et note 4 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et le mouvement des encaisses [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (3) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en

considération pour le calcul du « Résultat de caisse » ; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

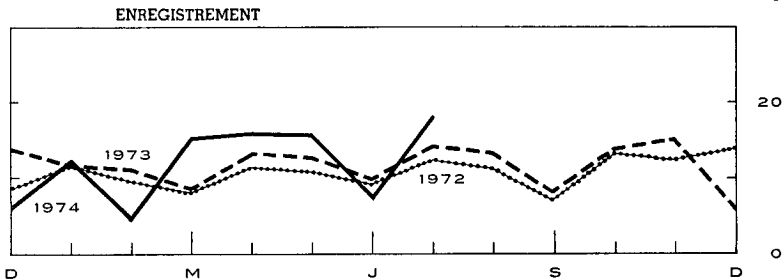
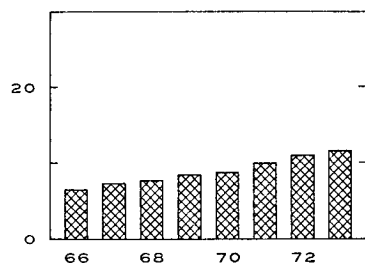
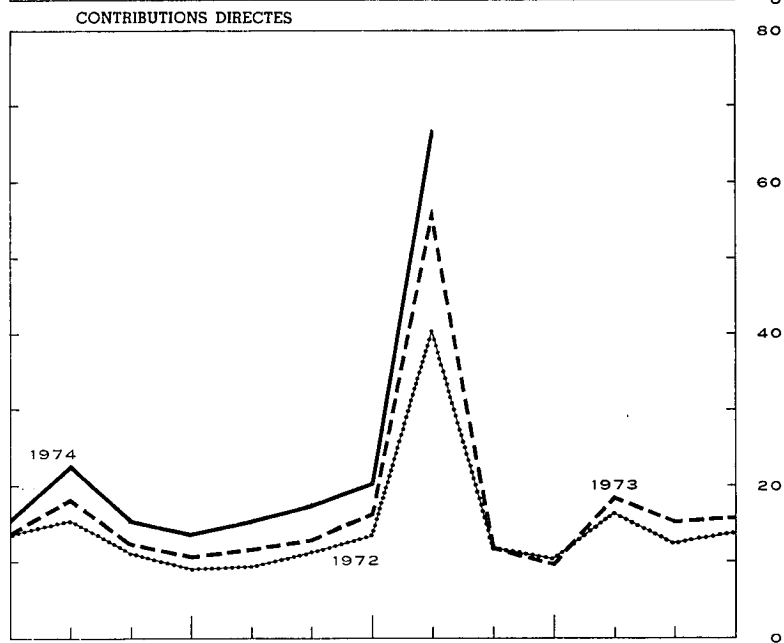
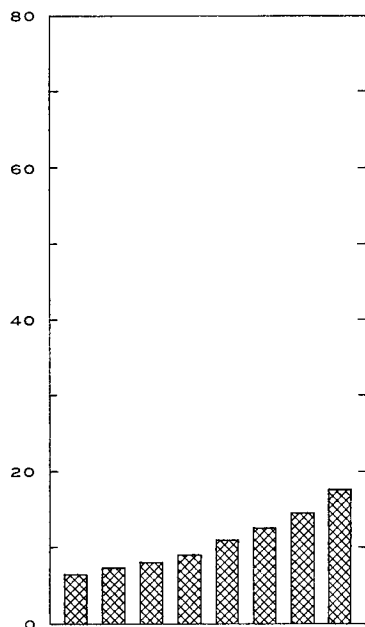
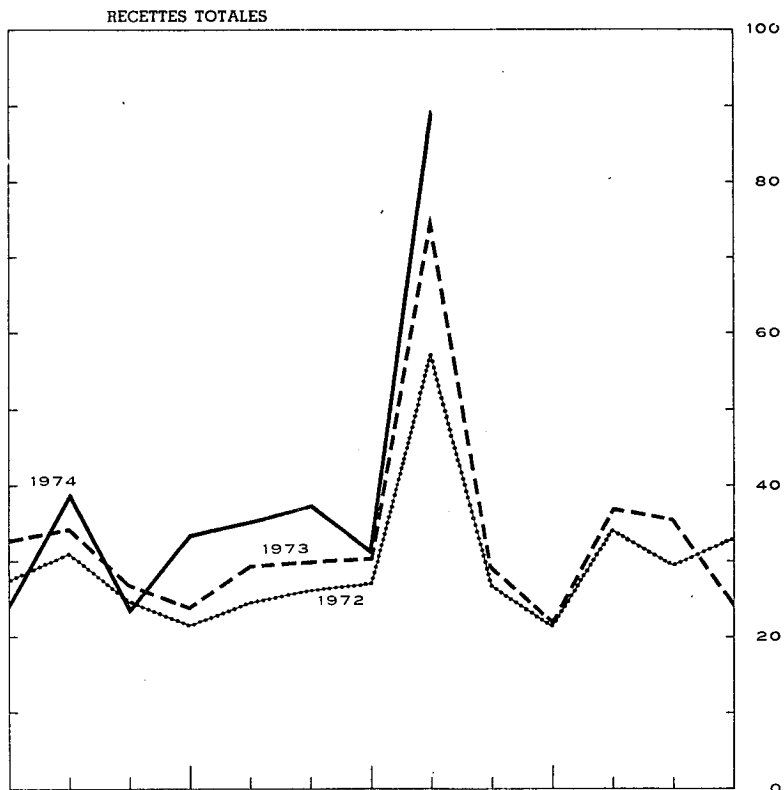
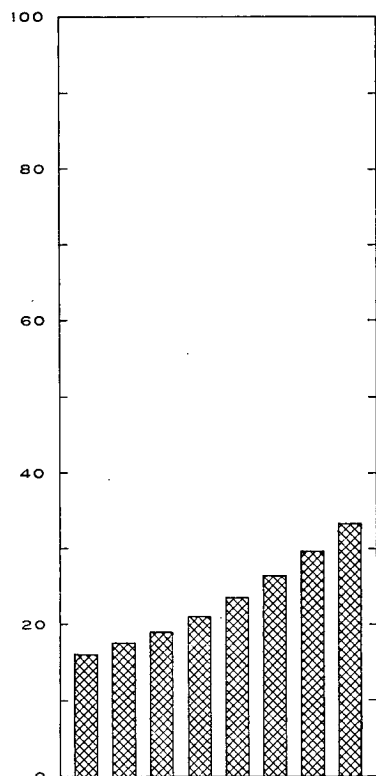
5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE BUDGETAIRE

(milliards de francs)



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année budgétaire) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Années budgétaires	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		dont : versements anticipés
	A	B	A	B	A	B	A	B	A
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	16,8
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6	17,5
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0	19,8
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9	25,3
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2	27,5
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8	29,8
1972	175,1	+ 2,8	49,4	+ 1,6	132,1	+ 1,6	356,6	+ 6,0	37,4
1973	211,6	+ 8,6	47,2	- 2,0	140,7	- 2,9	399,5	+ 3,6	54,1
1972 2 ^e trimestre	34,2	- 0,8	11,7	- 0,2	31,7	- 1,2	77,6	- 2,2	2,7
3 ^e trimestre	62,9	+ 4,8	11,6	- 0,1	30,8	+ 0,6	105,3	+ 5,3	28,5
4 ^e trimestre	42,7	- 1,4	13,9	+ 1,4	39,8	+ 1,4	96,4	+ 1,4	3,3
1973 1 ^{er} trimestre	41,5	+ 0,2	11,6	- 0,5	32,0	+ 0,9	85,1	+ 0,6	3,6
2 ^e trimestre	41,2	+ 0,6	12,5	+ 0,3	36,5	+ 1,7	90,2	+ 2,6	3,2
3 ^e trimestre	78,7	+ 8,3	11,6	- 0,3	36,3	+ 1,7	126,6	+ 9,7	42,4
4 ^e trimestre	50,2	- 0,5	11,5	- 1,5	36,0	- 7,2	97,7	- 9,2	4,9
1974 1 ^{er} trimestre	52,4	+ 0,8	11,2	- 0,8	33,1	- 0,6	96,7	- 0,6	4,5
2 ^e trimestre	53,5	+ 2,6	10,7	- 1,4	39,9	+ 1,9	104,1	+ 3,1	3,3
1973 Juillet	56,7	+ 9,6	4,0	- 0,3	14,6	+ 0,2	75,3	+ 9,5	41,9
Août	12,0	- 1,0	3,8	...	13,4	+ 1,8	29,2	+ 0,8	0,2
Septembre	10,0	- 0,3	3,8	...	8,3	- 0,3	22,1	- 0,6	0,3
Octobre	18,6	+ 0,6	4,5	+ 0,2	14,0	- 0,2	37,1	+ 0,6	4,5
Novembre	15,6	+ 0,1	4,7	+ 0,6	15,5	+ 1,8	35,8	+ 2,5	0,1
Décembre	16,0	- 1,2	2,3	- 2,3	6,5	- 8,8	24,8	-12,3	0,4
1974 Janvier	22,9	+ 0,2	3,4	- 0,5	12,6	- 0,8	38,9	- 1,1	4,3
Février	15,6	+ 0,2	3,6	- 0,1	4,9	+ 0,7	24,1	+ 0,8	0,1
Mars	13,9	+ 0,4	4,2	- 0,2	15,6	- 0,5	33,7	- 0,3	0,1
Avril	15,6	+ 0,9	3,5	- 0,6	16,1	+ 0,5	35,2	+ 0,8	1,3
Mai	17,5	+ 1,1	3,9	...	16,0	+ 1,5	37,4	+ 2,6	0,4
Juin	20,4	+ 0,6	3,3	- 0,8	7,8	- 0,1	31,5	- 0,3	1,6
Juillet	67,1	- 0,9	3,9	- 0,2	18,3	+ 0,2	89,3	- 0,9	47,3

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Année budgétaire 1973		Année budgétaire 1973 : juillet		Année budgétaire 1974 : juillet	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	211,6	203,0	56,7	47,1	67,1	68,0
précompte immobilier	1,2	1,3	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	18,4	20,6	1,8	1,9	2,4	2,3
versements anticipés	54,1	44,0	41,9	32,6	47,3	50,5
impôts de sociétés (rôles)	5,2	7,9	0,4	0,5	0,8	0,5
impôts des personnes physiques (rôles)	24,5	27,5	1,3	1,7	1,8	1,2
précompte professionnel	106,1	98,6	11,2	10,3	14,5	13,3
divers ²	2,1	3,1	...	0,1	0,2	0,1
II. Douanes et accises	47,2	49,3	4,0	4,3	3,9	4,1
dont : douanes	0,4	3,4	0,2	0,3	...	...
accises	44,8	45,7	3,6	4,0	3,7	4,1
taxes spéciales de consommat.	1,9	...	0,1	...	0,2	...
III. Enregistrement	140,7	143,6	14,6	14,4	18,3	18,1
dont : TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	121,7	127,3	12,8	13,0	16,3	16,3
enregistrement	11,9	9,0	1,2	0,8	1,4	1,2
successions	5,1	5,1	0,5	0,4	0,4	0,5
Total ...	399,5	395,9	75,3	65,8	89,3	90,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,6		+ 9,5		- 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — *Moniteur belge*. — Bulletin d'Information et de Documentation : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

« Finances publiques » de la partie statistique » - Révision de certaines données » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 » — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Parastatutiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	0,1	112,4	—	8,9	—	5,6	0,2	127,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ..	11,8	—	—	—	—	—	140,9	—	0,4	—	1,9	—	155,0
		Obligations	31,6	—	—	—	—	—	1,3	—	4,8	23,5	—	—	61,2
		Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	0,8	—	—	—	208,5	56,1	219,1	—	484,7
		Divers	—	3,9	3,6	0,1	35,6	—	—	—	2,0	20,8	1,9	—	67,9
		(Actions et parts)	(354,9)	(2,5)	(0,5)	—	(...)	—	—	(1,9)	(—)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(366,1)
		Total ...	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	0,2	896,0
	Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	1,5	—	0,5	—	0,8	—	2,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	0,2	—	—	—	—	—	—	0,8	0,8	0,2	—	—	—	2,0
	Obligations accessibles à tout placeur	23,4	0,2	—	—	0,1	—	—	2,3	9,3	0,9	7,1	7,1	1,9	52,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	—	0,2	—	—	0,7	6,1	—	4,2	5,7	3,1	23,4
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	0,1	—	—	1,6	—	—	0,3	0,3	25,3	27,6
	Divers	11,8	0,1	6,7	0,6	—	—	—	3,1	0,1	—	—	—	2,3	24,7
	(Actions et parts)	(1,0)	—	(18,8)	(11,0)	(...)	—	—	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(33,3)
	Total ...	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	5,5	132,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,8	—	—	4,3	—	2,1	55,9	—	—	—	0,1	9,8	78,0	
Certificats à un an au plus	—	1,6	—	—	0,2	—	9,9	31,6	6,7	18,0	—	10,1	—	78,1	
Obligations accessibles à tout placeur	173,6	3,0	—	—	2,3	3,6	5,7	112,3	5,2	46,4	53,8	19,7	2,8	428,4	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	—	—	—	—	6,3	63,7	—	5,1	1,5	2,6	—	79,6	
Divers	—	1,1	—	—	—	1,4	1,3	—	—	3,3	1,6	0,2	—	8,9	
	Total ...	179,5	6,0	—	6,8	5,0	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	12,6	673,0	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	—	—	—	—	—	—	16,0	—	—	—	—	—	16,0	
Obligations accessibles à tout placeur	35,5	0,3	—	0,3	—	—	0,4	13,2	1,6	9,6	11,9	4,2	—	76,9	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	2,6	—	17,9	1,4	1,9	0,2	24,0	
Autres emprunts à plus d'un an	—	7,9	—	—	—	—	—	—	—	8,4	—	114,0	—	130,3	
Divers	2,7	1,0	2,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—	0,4	—	14,4	
	Total ...	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	8,2	261,6	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,2	
Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,2	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,5	24,3	0,2	—	25,5	
Divers	30,9	—	0,7	—	—	0,1	—	0,4	—	1,0	1,0	0,7	10,1	44,8	
	Total ...	52,1	—	0,7	—	0,1	0,2	0,8	—	1,5	25,3	0,9	10,2	91,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8	
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	0,4	36,6	—	5,6	—	4,5	0,3	47,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	—	—	—	—	—	—	58,4	—	—	—	—	—	58,4	
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	312,8	—	—	—	—	—	312,8	
Obligations	9,0	—	—	—	—	—	—	24,8	0,9	1,1	4,8	0,2	0,2	41,0	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	8,9	—	—	—	—	30,0	—	—	—	—	—	38,9	
Divers	—	2,9	9,0	—	0,6	—	—	1,5	—	0,2	0,6	0,2	—	15,0	
(Actions et parts)	—	(0,3)	(0,5)	—	—	—	(—)	(3,8)	(—)	(0,1)	(1,3)	(—)	(...)	(6,0)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		(7)													
		Fonds des Rentes													
		(8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		(9)													
		Organismes publics de crédit non monétaires													
		(11)													
		Secteurs indéterminés et ajustements													
		(12)													
		(13) = (1) à (12)													
	Monnaie	417,0	3,1	0,8	34,9	1,3	9,0	5,1	...	0,2	...	0,1	...	14,5	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	326,3	—	—	—	—	—	—	326,3	
	Dépôts en devises des résidents	9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	98,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,2	
	Dépôts à terme des résidents	97,5	—	—	—	—	—	—	—	2,8	...	1,3	...	101,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	55,6	...	—	—	...	...	55,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	29,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	30,4	
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	41,0	41,4
	(Actions et parts)	(19,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,5)	—	(0,4)	(0,5)	—	—	(22,1)	
	Total ...	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	41,0	1.142,7	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,7	...	—	1,3	...	0,8	0,1	2,9
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	4,4	—	5,1	—	...	—	9,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	0,2	15,3
	Dépôts à vue	10,0	...	...	1,0	3,2	—	...	—	...	2,8	1,8	...	18,9
	Dépôts sur livrets	286,7	...	—	0,4	...	—	...	—	...	...	...	...	287,2
	Dépôts à terme	3,7	1,4	0,1	1,4	3,9	2,9	...	—	0,1	5,7	0,3	0,2	19,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	59,0	—	...	...	—	—	—	—	0,4	2,2	...	...	61,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	4,9	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	8,2	13,4
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,1)	—	—	(4,2)	
	Total ...	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	8,5	401,8	
	Réserves de sécurité sociale	42,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,3	
	Réserves mathématiques	238,6	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	260,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,0	...	0,8	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...	1,2	23,4
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)	
	Total ...	301,9	...	0,8	...	0,2	21,9	...	...	...	...	...	1,2	326,0
	Dépôts à vue	6,0	...	...	0,1	...	—	0,1	—	...	...	...	...	6,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	1,1	...	0,2	...	1,7
	Dépôts sur livrets	16,6	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	16,6
	Dépôts à terme	5,9	2,2	...	6,4	4,4	1,0	2,4	—	...	1,2	...	0,7	24,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	0,6	—	3,7	...	0,3	...	4,7
	Obligations accessibles à tout placeur	185,2	0,3	...	0,2	4,4	...	32,7	0,4	22,1	27,8	4,5	...	277,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,1	12,4	6,0	...	12,4	23,8	1,3	4,8	62,8
	Divers	8,1	...	17,4	...	...	...	...	—	0,1	...	0,4	13,2	39,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
	Total ...	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	18,7	433,0	
		—	5,8	...	...	2,4	—	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	—	67,5
	Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	106,7	4.958,7	

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)					
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,3	4,9	3,0	148,2		
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	12,4	—	—	—	—	173,6	—	0,3	2,4	...	188,7		
			Obligations ...	32,9	...	...	...	...	5,5	—	12,2	24,5	...	75,1
			Autres emprunts à plus d'un an	0,2	—	—	0,8	...	—	232,3	59,5	231,3	...	524,2	
			Divers	5,1	5,9	...	40,7	...	—	2,2	23,7	1,1	...	78,7	
			(Actions et parts) ...	(385,4)	(3,1)	(0,5)	...	(...)	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,5)	(...)	(...)	(398,6)	
			Total ...	45,3	5,5	5,9	...	41,6	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	3,0	1.014,9
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	0,1	1,3	—	0,4	...	0,6	...	2,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		0,5	0,4	0,4	—	1,2	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		22,2	2,2	0,1	2,2	12,4	1,7	9,8	7,4	2,3	...	60,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,1	...	0,2	...	0,7	6,3	...	6,9	6,3	3,4	3,1	26,9	
			Autres emprunts à plus d'un an	0,1	1,4	0,1	...	0,3	29,1	31,0	
			Divers ...	12,7	0,1	6,8	0,7	4,4	0,1	2,9	...	27,7	
			(Actions et parts) ...	(1,0)	...	(19,9)	(13,9)	(...)	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(37,4)	
			Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	5,9	149,5
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	8,9	...	—	2,3	...	2,3	64,4	0,1	15,5	93,4	
	Certificats à un an au plus	1,0	—	0,2	...	8,5	20,1	8,3	14,7	...	6,6	...	59,4	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		180,9	3,6	—	2,5	3,8	4,3	146,8	8,9	61,3	61,4	26,6	2,8	502,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	4,3	66,5	...	6,6	1,4	3,0	...	82,1	
Divers ...	...		1,2	—	...	1,0	1,3	...	...	4,0	2,3	0,9	...	10,7
		Total ...	189,8	6,0	—	5,0	4,8	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	18,3	748,3	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	23,2	—	...	...	...	...	...	23,2
Obligations accessibles à tout placeur ...		48,7	0,2	...	0,1	...	0,4	16,9	3,7	13,4	13,7	4,7	...	101,7		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	...	3,0	...	16,6	0,9	2,5	0,3	23,2
Autres emprunts à plus d'un an ...		...	7,6	...	...	...	...	...	...	11,2	...	125,9	...	144,7
		Divers ...	2,9	1,0	4,3	...	...	0,2	...	...	...	0,4	6,5	15,3
		Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	...	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	6,8	308,1	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	24,1	...	—	...	...	—	—	—	—	—	...	24,1
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	...	1,2	...	0,4	27,8	0,6	...	30,0
Divers ...		34,0	...	2,3	...	...	...	0,4	...	1,0	2,6	0,4	9,5	50,2
Total ...		58,1	...	2,3	...	...	...	1,6	...	1,4	30,4	1,0	9,5	104,3
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	6,3	—	...	...	...	6,3
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		...	...	—	...	...	0,7	44,0	—	3,1	...	5,8	0,4	54,1
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	—	61,0	—	...	...	...	...	61,0
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	—	390,6	—	...	...	...	...	390,6
Obligations ...		2,0	...	...	...	...	—	31,6	...	1,1	4,8	...	...	39,5
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	14,0	—	—	—	25,9	—	—	—	—	—	39,9		
Divers ...		...	2,9	9,0	...	0,7	—	4,3	—	0,4	0,6	0,2	...	18,2
(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,5)	...	...	(—)	(4,3)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	14,5	3,8	2,5	...	—	—	—	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3,2	...	2,3	...	110,8
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	70,1	...	.....	.....	.....	.....	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,1	0,2	.....	.....	35,7
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	.....	(0,2)	.....	.....	.....	(1,6)	.....	(0,4)	(0,5)	.....	.....	(23,2)
	Total ...	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	45,3	1.369,3
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	3,5	—	2,2	...	0,8	0,1	9,0
	Certificats à un an au plus .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	5,1	.....	5,3	.....	0,5	.....	10,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	2,5	.....	.....	.....	.....	.....	2,5
	Divers .....	—	.....	2,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	0,2	25,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,5	0,1	20,2
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	.....	0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,4	4,8	...	.....	7,8	0,1	0,2	.....	26,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	.....	.....	.....	.....	0,6	.....	0,1	0,8	.....	.....	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,2
	Divers	6,1	...	.....	.....	.....	.....	0,1	...	0,1	.....	0,1	10,6	17,0
	(Actions et parts)	(3,4)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(1,0)	(0,4)	.....	.....	(4,8)
Total ...	429,9	2,0	0,3	3,6	,9	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	10,9	472,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,6
	Réserves mathématiques	255,0	.....	.....	.....	.....	23,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	278,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Divers	21,7	...	0,8	...	0,2	0,3	...	...	...	...	...	1,4	24,3
(Actions et parts) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(0,1)	.....	.....	.....	(0,1)	
Total ...	327,2	...	0,8	...	0,2	24,0	...	...	...	...	...	1,4	353,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	...	0,2	...	.....	0,1	.....	...	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	0,6	...	0,3	.....	0,3	.....	1,1
	Dépôts sur livrets	22,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	22,4
	Dépôts à terme	7,2	1,7	.....	5,1	5,9	0,7	2,5	.....	0,7	0,5	1,0	.....	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,5	.....	4,0	.....	0,2	.....	4,6
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	.....	0,1	5,0	.....	33,2	0,9	25,3	25,9	5,1	.....	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	2,1	10,4	5,2	.....	17,9	22,9	3,3	4,7	66,6
	Divers	8,9	.....	17,7	.....	.....	.....	.....	.....	0,1	.....	0,2	15,0	41,9
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
Total ...	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	20,7	470,3	
Secteurs indétermi- nés et ajustements (12)	.....	.....	5,8	...	...	3,0	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	—	76,8
	Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	122,4	5.702,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,1	—	+ 0,2	+19,1	—	- 0,6	- 0,6	+ 2,8	+ 21,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,6	+32,7	—	- 0,1	+ 0,5	+ 33,6
			Obligations	+ 1,4	+ 4,2	—	+ 7,4	+ 1,0	+ 13,9
			Autres emprunts à plus d'un an	+23,9	+ 3,4	+12,2	+ 39,5
			Divers	+ 1,2	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,4 ¹	+ 0,2	+ 2,8	- 0,7	+ 34,3
	(Actions et parts)	(+13,0)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(+ 4,1) ²	(+ 0,3)	(—)	(...)	(+ 1,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 19,2)	
			Total ...	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,6	+55,9	—	+30,7	+ 7,2	+11,3	+ 2,8	+142,3	
		Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	+ 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		+ 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,2	- 0,8	
	Obligations accessibles à tout placeur		- 1,2	+ 2,0	- 0,1	+ 3,1	+ 0,8	+ 2,7	+ 0,3	+ 0,4	+ 7,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	+ 0,2	+ 1,0	- 0,1	+ 0,3	- 0,1	+ 1,1	
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,3	+ 0,2	.....	- 0,3	.....	+ 3,9	.....	+ 3,4
	Divers	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,5	+ 3,0	
	(Actions et parts)	(...)	(+ 1,1)	(+ 2,9)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,1)	
		Total ...	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	.....	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 0,4	+ 14,2	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 3,0	.....	.....	- 1,9	.....	+ 0,2	+ 8,5	.....	.....	.....	- 0,1	+ 5,7	+ 15,5
Certificats à un an au plus .....		.....	- 0,6	.....	.....	.....	.....	- 5,3	-11,6	+ 1,6	- 3,3	.....	- 3,5	.....	- 22,6
Obligations accessibles à tout placeur		+ 7,2	+ 0,6	.....	+ 0,2	+ 0,2	- 1,4	+34,5	+ 3,7	+14,9	+ 7,6	+ 6,9	.....	.....	+ 74,4
Obligations non accessibles à tout placeur .....		.....	- 0,1	.....	.....	.....	- 2,0	+ 2,8	.....	+ 1,5	- 0,1	+ 0,4	.....	.....	+ 2,4
Divers .....		.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	.....	.....	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	.....	.....	+ 1,7
		Total ...	+10,3	.....	.....	- 1,8	- 0,2	- 8,5	+34,2	+ 5,2	+13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 5,7	+ 71,4
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	
Engagements en comptes courants ou d'avances .		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2
Obligations accessibles à tout placeur		+ 5,0	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	+ 3,4	+ 1,5	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,2	.....	+ 14,7
Obligations non accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,6
Autres emprunts à plus d'un an .....		.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,8	.....	+11,9	.....	+ 14,4
Divers	+ 0,2	.....	+ 2,2	.....	- 0,1	.....	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	
		Total ...	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	.....	+11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+12,7	- 1,4	+ 38,9	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,8
Obligations accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1
Obligations non accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	- 0,1	+ 3,4	+ 0,3	.....	+ 4,5
Divers		+ 3,2	.....	+ 1,6	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,7	- 0,3	- 0,7	+ 5,4
		Total ...	+ 6,1	.....	+ 1,6	.....	- 0,1	- 0,1	+ 0,8	.....	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	- 0,7	+ 12,6
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,5
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 7,4	.....	- 2,5	.....	+ 1,3	+ 0,1	+ 6,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+74,4	.....	.....	.....	.....	+ 74,4
	Obligations	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	+ 7,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	.....	- 0,2	+ 8,6
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	.....	.....	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Divers	+ 9,5 ³	+ 0,1	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 2,8	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	+ 12,7
(Actions et parts)	(+36,0) ⁴	(...)	(...)	.....	.....	(—)	(+ 0,5)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 36,5)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 5,5	-1,3	+ 2,5	- 0,3	...	- 0,1	...	+ 6,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+74,6	—	—	—	—	—	—	+ 74,6
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,5
	Dépôts sur livrets des résidents	+35,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 35,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 7,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	...	+ 1,0	...	+ 9,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+14,5	...	...	...	...	...	+ 14,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 5,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	- 0,3	.....	.....	+ 5,4
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,8	.....	+ 1,3	+ 0,9	+ 12,7
	(Actions et parts)	(+ 1,0)	.....	(...)	.....	.....	.....	(+0,1)	.....	(...)	(...)	.....	.....	(+ 1,1)
	Total ...	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+80,1	+20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,9	+223,2
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,7	+3,5	—	+ 0,9	...	...	...	+ 6,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	+0,6	—	+ 0,3	—	+ 0,5	—	+ 1,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+2,5	—	—	...	...	...	+ 2,5
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...
	Total ...	—	...	...	...	...	+ 1,7	+6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	...	+ 10,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,6	...	...	+ 0,7	- 0,7	...	...	—	...	- 0,1	- 1,2	+ 0,1	+ 1,4
	Dépôts sur livrets	+49,6	+ 0,2	—	- 0,1	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 49,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 1,9	...	—	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 6,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+10,4	...	...	...	.....	.....	+0,6	—	- 0,3	- 1,5	...	...	+ 9,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	+ 0,1	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1
	Divers	+ 1,2	...	...	...	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,4	+ 3,6
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(+ 0,1)	(+ 0,3)	.....	.....	(+ 0,5)
	Total ...	+64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,9	+0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	+ 2,4	+ 70,6
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,3
	Réserves mathématiques	+16,3	—	—	—	—	+ 2,0 ⁵	—	—	—	—	—	—	+ 18,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 0,7	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,9
	(Actions et parts) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(...)	.....	.....	.....	(...)
	Total ...	+25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,6	...	...	+ 0,1	...	.....	-0,1	—	...	...	...	...	+ 1,6
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,1	+0,3	...	- 0,8	...	+ 0,1	...	- 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 5,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,8
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,5	...	- 1,3	+ 1,5	- 0,3	...	—	...	- 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	-0,1	—	+ 0,3	.....	- 0,1	.....	.....
	Obligations accessibles à tout placeur	+19,6	...	...	- 0,1	+ 0,6	...	+0,5	+ 0,5	+ 3,2	- 1,9	+ 0,6	...	+ 22,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	- 2,0	-0,7	...	+ 5,5	- 0,9	+ 2,0	- 0,1	+ 3,8
	Divers	+ 0,8	...	+ 0,3	...	...	...	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 1,8	+ 2,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,3)
	Total ...	+29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	- 2,4	-0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 2,0	+ 37,3
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		.....	...	...	...	+ 0,6	...	-2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	—	+ 9,2
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+99,0	+223,0	+10,5	+72,7	+24,0	+38,6	+12,3	+762,0

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.822, 4.823, 4.824 et 4.83 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.821 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubriques 4.812, 4.813 et 4.814 du tableau IX-1.

4 Cf. rubrique 4.811 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

5 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	87,7	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	808,1	0,2	896,0
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	43,5	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	75,2	5,5	132,9
3. Etat (Trésor)	179,5	6,0	—	6,8	5,0	197,3	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	437,9	12,6	673,0
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	49,9	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	203,1	8,2	261,6
5. Sécurité sociale	52,1	...	0,7	...	0,1	52,9	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	28,5	10,2	91,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	348,6	19,8	13,1	8,1	41,7	431,3	34,4	568,6	14,4	347,1	209,0	413,7	1.552,8	36,7	2.055,2
7. Etranger	9,0	2,9	17,9	...	0,6	30,4	0,4	467,9	0,9	6,9	5,4	4,9	486,0	0,5	517,2
8. Organismes monétaires	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	693,0	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	73,3	41,0	1.142,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	11,6	0,2	15,3
10. Caisses d'épargne, société hypo- thécaires et de capitalisation	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	376,8	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	13,6	8,5	401,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	301,9	...	0,8	...	0,2	302,9	21,9	...	...	...	...	...	...	1,2	326,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	259,4	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	141,4	18,7	433,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.541,9	7,0	22,1	44,4	19,5	1.634,9	374,3	107,3	0,4	54,8	65,7	11,7	239,9	69,6	2.318,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	2,4	8,2	.....	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	59,4	—	67,5
15. Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	2.104,6	409,3	1.176,3	16,7	422,1	236,5	436,4	2.337,9	106,7	4.958,7
16. Solde des créances et des dettes .	+1.003,4	- 97,5	- 619,9	- 209,1	- 27,5	+ 49,4	- 107,9	+ 33,6	+ 1,4	+ 20,3	- 39,5	+ 3,4	+ 19,1	+ 39,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	45,3	5,5	5,9	...	41,6	98,3	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	913,2	3,0	1014,9
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	45,7	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	88,8	5,9	149,5
3. Etat (Trésor)	189,8	6,0	—	5,0	4,8	205,6	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	503,9	18,3	748,3
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	...	64,8	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	236,0	6,8	308,1
5. Sécurité sociale	58,1	...	2,3	...	...	60,4	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	34,4	9,5	104,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	380,2	22,7	19,3	6,1	46,5	474,8	30,5	673,6	22,6	401,6	231,7	446,8	1.776,3	43,5	2.325,1
7. Etranger	2,0	2,9	23,1	...	0,7	28,7	0,7	563,8	...	4,6	5,4	6,0	579,8	0,4	609,6
8. Organismes monétaires	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	804,6	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	104,1	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	19,9	0,2	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	443,7	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	13,0	10,9	472,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	327,2	...	0,8	...	0,2	328,2	24,0	...	...	...	...	...	...	1,4	353,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	289,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	149,5	20,7	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.767,1	8,0	22,3	48,4	22,5	1.868,3	457,6	135,5	3,4	68,0	63,5	16,1	286,5	78,5	2.691,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,0	8,8	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	68,0	—	76,8
15. Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	2.380,8	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	2.710,5	122,4	5.702,5
16. Solde des créances et des dettes .	+1.134,5	- 110,1	- 683,6	- 253,5	- 31,6	+ 55,7	- 120,8	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 43,0	+ 4,7	+ 19,5	+ 45,6	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+ 10,7	+ 23,6	+ 55,9	—	+ 30,7	+ 7,2	+ 11,3	+ 105,1	+ 2,8	+ 142,3
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 11,2	+ 0,4	+ 14,2
3. Etat (Trésor)	+ 10,3	...	—	- 1,8	- 0,2	+ 8,3	- 8,5	+ 34,2	+ 5,2	+ 13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 65,9	+ 5,7	+ 71,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	+ 6,9	...	+ 11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+ 12,7	+ 33,4	- 1,4	+ 38,9
5. Sécurité sociale	+ 6,1	...	+ 1,6	...	- 0,1	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	+ 5,9	- 0,7	+ 12,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 23,5	+ 3,0	+ 6,2	- 1,9	+ 4,8	+ 35,6	+ 15,4	+ 104,8	+ 7,5	+ 54,3	+ 22,0	+ 32,9	+ 221,5	+ 6,8	+ 279,4
7. Etranger	+ 10,7	...	+ 1,2	...	...	+ 11,9	+ 0,3	+ 92,8	- 0,2	- 2,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 92,4	- 0,1	+ 104,6
8. Organismes monétaires	+ 106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 111,6	+ 80,1	+ 20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 30,6	+ 0,9	+ 223,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,7	+ 6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 8,4	...	+ 10,1
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 66,9	+ 1,9	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 70,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 25,3	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	+ 29,7	- 2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 8,1	+ 2,0	+ 37,3
13. Total des intermédiaires financiers	+ 225,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 2,9	+ 233,5	+ 83,3	+ 28,0	+ 3,0	+ 13,2	- 2,2	+ 4,5	+ 46,5	+ 5,5	+ 368,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6	...	- 2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	+ 8,6	—	+ 9,2
15. Total des créances	+ 259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+ 281,8	+ 99,0	+ 223,0	+ 10,5	+ 72,7	+ 24,0	+ 38,6	+ 368,8	+ 12,3	+ 762,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 117,2	- 10,2	- 63,7	- 36,7	- 4,2	+ 2,4	- 5,6	- 0,2	+ 0,4	+ 2,1	- 3,6	+ 1,3	...	+ 3,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962 et XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963. — *Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Statistiques financières de l'O.C.D.E.*

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres inter- médiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
		(1)	(2)	(3)			(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
(Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	...	693,6	136,8	271,9	31,7	261,0	270,2	6,8	38,9	- 31,9	- 21,6
Juin	516,9	217,3	9,1	...	743,3	146,4	300,7	35,4	271,7	283,3	6,1	40,5	- 33,2	- 24,3
Septembre	503,1	230,8	8,4	...	742,3	146,8	295,8	38,1	276,1	291,8	2,4	39,7	- 34,6	- 22,0
Décembre	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3
1973 Mars	544,3	255,5	10,0	...	809,8	146,1	319,6	43,5	316,2	327,3	13,1	31,3	- 36,6	- 23,4
Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	150,5	326,1	55,4	350,0	358,6	5,9	31,4	- 40,1	- 23,0
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	156,0	330,4	60,1	367,4	374,2	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	p 135,5	p 371,4	p 58,1	378,5	387,6	10,7	p 30,4	- 43,6	p- 13,3
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	p 131,9	p 373,2	p 62,9	378,9	390,3	22,6	p 37,4	- 45,5	p- 9,6

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	77,5	75,9	75,4	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,7	26,0	25,9	25,7	25,3	25,1	24,0	22,2	22,5
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	23,9	25,5	26,1	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9	26,7
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	4,6	11,5	16,5	5,2	10,9	11,0	16,9	15,2	17,3
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,1	60,5	52,4	82,7	87,3	80,8	75,9	67,8	65,2
b) en francs belges	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	183,8	199,4	196,3	213,5	226,7	232,7	222,6	207,9	203,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0	1,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	13,0	...	1,1	3,4	11,1	...	0,5	13,4	16,1
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	2,2	3,3	6,3	2,2	3,8	4,6	7,9	7,6	5,9
b) effets commerciaux	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	3,2	4,6	10,6	5,5	6,3	8,1	15,2	9,3	6,6
c) avances .....	...	...	...	0,1	...	0,2	0,3	...	0,1	0,2	...	...	...	0,3	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	2,5	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	45,6	34,3	28,3	43,0	47,7	44,4	37,8	34,7	44,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) - XLIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1968).

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	...
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,9	2,1	1,7	1,1	1,8	2,1	2,3	1,8	1,8
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7	0,7	0,9	0,7	0,3
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,2	2,4	2,0	2,0	6,7	6,5	3,5	5,4	2,2
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	6,3	5,3	5,8	5,4	6,3	5,7	7,0	6,4	6,7
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	214,5	210,2	216,8	214,0	230,9	224,6	231,5	226,4	243,9
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6	6,8	8,8	8,9	5,2
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,2	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0	2,1	3,0	3,3	1,9
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5
D. Autres	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	62,4	51,6	46,4	60,4	66,3	63,7	54,3	47,2	45,5
TOTAL DU PASSIF ...	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-73	31-8-73	30-9-73	31-10-73	30-11-73	31-12-73	31-1-74	28-2-74	31-3-74	30-4-74	31-5-74	30-6-74	31-7-74
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	73,8	73,8	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	25,2	25,1	25,1	24,5	24,5	24,0	22,8	22,9	22,2	22,4	22,6	22,5	22,3
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	29,4	29,4	29,4	29,4	30,8	30,5	30,9	30,9	30,9	29,1	26,7	26,7	26,9
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	17,2	14,5	11,0	16,5	19,5	16,9	16,1	15,4	15,2	15,1	16,5	17,3	14,7
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	12,6	2,8	1,3	3,5	...	...	...	...	...	0,4	1,8
7. Autres :													
a) en monnaies étrangères	86,1	82,1	80,8	84,3	82,3	75,9	66,7	66,5	67,8	67,2	63,9	65,2	74,9
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	231,7	224,9	232,7	231,3	232,2	222,6	208,3	207,5	207,9	205,6	201,5	203,9	212,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,1	...	0,3	2,3	2,1	2,9	0,8	3,0	1,3	0,2	1,9	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ³ :													
a) à un an au plus .....	...	6,3	...	...	...	0,5	10,1	13,9	13,4	14,0	16,1	16,1	0,2
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	4,8	3,6	4,6	5,4	6,2	7,9	5,6	6,1	7,6	6,0	6,2	5,9	5,6
b) effets commerciaux	8,4	6,5	8,1	8,7	8,6	15,2	9,4	8,6	9,3	7,5	7,6	6,6	10,2
c) avances	0,1	...	...	...	0,1	0,3	0,4	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,5	1,3	...	1,5	...	...	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus	1,0	...	...	0,5	0,1	...	0,2	0,3	...	...	...	1,7	0,2
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	47,6	45,7	44,4	40,8	39,4	37,8	35,3	34,2	34,7	38,7	46,0	44,0	39,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	335,2	326,9	328,3	327,0	327,4	331,0	317,2	316,5	321,0	318,2	322,6	325,1	313,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique, inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-73	31-8-73	30-9-73	31-10-73	30-11-73	31-12-73	31-1-74	28-2-74	31-3-74	30-4-74	31-5-74	30-6-74	31-7-74
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	4,0	3,4	3,4	2,0	...	...	...	...	2,8	4,2	3,0	...	...
4. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,5	1,6	2,1	1,9	2,0	2,3	2,6	2,4	1,8	1,9	1,6	1,8	2,3
c) réserve monétaire - G.D. de Luxembourg	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger	6,4	6,0	6,5	4,9	3,1	3,5	3,8	3,2	5,4	6,9	5,4	2,2	2,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,2	5,5	5,7	5,9	5,5	7,0	6,3	6,5	6,4	6,8	6,7	6,7	p 6,7
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	16,0	15,5	17,9	18,5	19,4	21,3	25,0	22,7	22,2	19,2	18,7	18,6	12,4
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	0,1	...	...	...	0,6	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	226,1	225,7	224,6	222,1	223,4	231,5	222,6	223,9	226,4	231,2	238,1	243,9	p237,7
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,3	0,3	0,5	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	6,7	6,8	6,8	7,7	8,2	8,8	8,9	8,8	8,9	5,0	5,1	5,2	3,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	5,1	...	0,2	4,4	4,5	...	...	...	...	...	...	...	0,1
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	2,0	2,1	2,1	2,5	2,7	3,0	3,1	3,2	3,3	1,9	1,9	1,9	1,5
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
D. Autres	65,8	64,3	63,7	60,2	59,7	54,3	46,6	47,1	47,2	46,2	45,8	45,5	p 48,1
TOTAL DU PASSIF ...	335,2	326,9	328,3	327,0	327,4	331,0	317,2	316,5	321,0	318,2	322,6	325,1	313,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	2,7	0,7	...	2,1	...	3,0	...	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	2,7	0,7	...	2,1	...	3,0	...	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,4	0,1	0,8	0,5	0,4	0,1	0,5	0,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	...	1,5	0,1	0,4	2,2	...	0,5	2,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	71,5	70,7	74,0	77,1	79,0	65,0	68,3	74,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,7	7,7	7,6	7,5	7,7	8,2	8,1	8,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	15,3	17,4	23,2	17,0	22,0	24,9	26,7	20,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	1,3	0,6	0,1	1,0	...	0,6	...	...
b) effets commerciaux	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	1,6	1,2	0,4	1,4	2,1	3,6	2,8	5,7
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	0,1	...	...	...	2,0	2,4	1,7	2,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	...	0,5	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,3	0,3	...	0,6	—	—	—	—	0,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ³	9,4	9,3	6,7	7,4	2,9	9,3	10,4	13,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9 ³	110,5	109,3	117,0	115,0	119,4	117,7	120,1	129,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	0,3	0,3	...	...	0,2	0,9	0,2	0,3
Total des engagements envers l'étranger	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	0,3	0,3	...	...	0,2	0,9	0,2	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,4	0,1	0,8	0,6	0,4	0,1	0,5	0,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	4,2	2,1	6,2	3,9	2,2	5,4	1,3	3,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,3	8,3	8,5	8,4	8,7	8,9	9,1	8,8
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	61,2	59,6	63,3	61,4	67,9	60,4	65,5	63,9
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	34,5	36,9	37,9	39,4	39,7	41,6	43,2	51,7
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,2	...	...	1,1	...	1,2	1,6	...	0,8	...	...	...	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	110,5	109,3	117,0	115,0	119,4	117,7	120,1	129,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7, et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,4	31,6	31,9	31,9	37,0	40,9	48,1	55,7
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	16,3	12,0	11,8	12,8	12,4	10,9	11,1	13,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Autres :															
a) en monnaies étrangères	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	248,8	254,2	297,0	280,5	304,5	338,2	395,4	458,5
b) en francs belges	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	30,0	23,9	27,1	29,4	32,3	32,5	35,4	37,3
Total des créances sur l'étranger ...	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	326,5	321,7	367,8	354,6	386,2	422,5	490,0	565,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	6,2	5,3	5,7	5,3	6,2	5,6	6,9	6,3
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	4,2	2,1	6,2	3,9	2,2	5,4	1,3	3,1
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	57,0	54,0	60,3	68,4	71,8	79,9	92,9	105,6
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	23,6	14,1	9,4	13,7	16,0	11,4	10,0	25,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	117,3	134,8	137,2	149,3	163,3	173,7	170,5	178,5
— autres	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	31,6	32,6	32,6	32,3	32,1	32,1	31,0	29,8
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	1,1	1,1	1,6	2,0	2,0	2,6	3,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	14,5	15,1	15,5	20,1	22,8	22,4	24,7	28,2
— autres	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	3,4	3,4	3,8	4,6	4,7	4,7	4,6
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	11,5	8,8	9,1	10,8	10,9	7,4	5,9	9,3
b) effets commerciaux	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	94,5	96,9	106,3	110,5	110,9	112,8	112,5	122,2
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	157,4	160,6	174,3	184,8	199,9	212,9	222,8	224,4
d) à un an au plus ²	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	1,0
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	9,4	9,4	11,5	11,1	10,6	10,6	10,5	10,6
— autres	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	9,1	11,5	12,0	12,0	11,8	12,5	14,2	14,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	7,4	4,0	5,6	14,0	11,0	5,9	9,1	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,6	2,0	2,8	2,4	3,4	3,7	2,3	3,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	32,4 ³	32,9	31,6	31,7	31,8	32,3	32,1	33,0
— autres	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,6	5,6	5,2	5,4	7,6	7,6	7,6	7,6
D. Autres	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	96,4	85,7	90,6	82,9	92,9	98,1	103,4	111,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.011,9	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2	1.281,4	1.377,0	1.509,7

¹ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des Paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	290,8	297,5	333,2	324,2	354,1	384,7	434,3	490,7
b) en francs belges ¹	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	73,3	74,8	80,1	97,9	102,3	115,6	118,6	141,2
Total des engagements envers l'étranger	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	364,1	372,3	413,3	422,1	456,4	500,3	552,9	631,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	...	1,4	0,1	0,4	2,2	...	0,5	2,6
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	57,0	54,0	60,3	68,4	71,7	79,9	92,9	105,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	197,8	187,7	203,2	220,6	234,6	223,2	227,1	244,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1	136,6	141,8	156,0
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	114,7	122,9	131,7	138,1	143,6	148,8	156,6	158,1
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,1	8,5	9,2	9,9	10,6	11,6	11,9	17,7
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	33,2	34,6	35,7	36,6	38,1	40,1	41,8	43,6
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	2,5	...	1,2	...	...	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	0,7	1,2	2,2	1,7	2,2	3,9	4,2	2,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	132,7	121,2	127,1	120,4	129,5	137,0	145,2	144,4
TOTAL DU PASSIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.011,9	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2	1.281,4	1.377,0	1.509,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74		
A. Créances sur l'étranger :																	
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	77,5	75,9	75,4	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.	
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,7	26,0	25,9	25,7	25,3	25,1	24,0	22,2		
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	23,9	25,5	26,1	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9		
3. Obligations	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,4	31,6	31,9	31,9	37,0	40,9	48,1	55,7		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	23,6	24,2	28,3	20,1	23,3	24,9	28,0	28,9		
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...		
7. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	300,9	314,7	349,4	63,2	391,8	419,0	471,3	526,3		
b) en francs belges	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	30,0	23,9	27,1	29,4	32,3	32,5	35,4	37,3		
Total des créances sur l'étranger ...	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	513,0	521,8	564,1	70,2	612,9	658,2	712,6	773,1		(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																	
1. Pièces et billets	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,7	5,7	6,1	5,9	6,6	6,1	7,3	6,9		
2. Autres :																	
a) sur la B.N.B.																	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2		
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1		
b) sur les organismes publics	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	4,6	2,2	7,0	4,4	2,6	5,5	1,8	3,9		
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	57,0	55,5	61,3	68,8	74,0	79,9	95,5	111,3		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																	
1. Sur l'Etat ³ :																	
a) à un an au plus	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	108,1	84,8	84,5	94,2	106,1	p 76,4	p 78,8	p 112,8	(7)	
b) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	127,0	144,5	146,8	159,0	173,2	p 184,1	p 180,8	p 189,0	(7)	
— autres	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	65,6	66,6	66,6	66,3	66,1	p 66,1	p 71,2	p 70,0	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																	
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	16,4	18,5	24,3	18,6	24,0	p 26,9	p 29,3	p 23,7	(8)	
b) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	15,6	16,2	16,6	21,2	23,9	p 23,5	p 25,8	p 29,3	(8)	
— autres	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	3,4	3,4	3,8	4,6	p 4,7	p 4,7	p 4,6	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																	
a) acceptations bancaires	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	15,0	12,7	15,5	14,0	14,7	12,6	13,8	16,9	(9)	
b) effets commerciaux	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	99,3	102,7	117,3	117,4	119,3	124,5	130,5	137,2	(9)	
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	157,4	160,7	174,5	184,8	199,9	212,9	223,1	224,4	(9)	
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	p ...	p 0,1	p 1,0	(14)
e) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	9,9	9,9	12,4	12,0	11,5	p 11,5	p 11,4	p 11,5	(14)	
— autres	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	9,2	11,5	12,0	12,0	13,8	p 14,9	p 15,9	p 17,2	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	7,4	4,0	11,0	14,0	14,0	5,9	9,6	—	(11)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																	
a) à un an au plus	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	2,9	2,0	3,4	2,4	3,4	p 3,7	p 2,3	p 3,9	(12)	
b) à plus d'un an :																	
— obligations accessibles à tout placeur	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	32,7	33,2	31,9	32,0	32,1	p 32,6	p 32,4	p 33,3	(12)	
— autres	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,7	5,7	5,3	5,5	7,7	p 7,7	p 7,7	p 7,7	(12)	
D. Autres	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁶	151,4	129,3	125,6	133,3	143,5	p 151,8	p 151,6	p 159,8	(14)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.408,5	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1	1.727,4	1.828,1	1.959,8		

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

⁷ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

d) - Passif - Chiffres annuels et trimestriels (milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	290,8	297,5	333,2	324,2	354,1	384,7	434,3	490,7	
b) en francs belges ¹	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	75,5	77,2	81,8	99,0	104,3	118,6	121,1	143,3	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7	0,7	0,9	0,7	
Total des engagements envers l'étranger ...	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	366,6	375,0	415,3	424,1	463,3	507,7	556,6	637,6	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,7	5,7	6,1	5,9	6,6	6,1	7,3	6,9	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0	
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,4	1,5	0,9	1,0	2,6	0,1	1,0	3,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	61,3	56,2	67,6	72,6	74,0	85,3	94,8	108,8	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	222,8	218,5	225,3	222,4	239,6	233,5	240,6	235,2	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	259,6	247,7	267,1	282,5	303,0	284,0	293,1	309,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	34,5	36,9	37,9	39,4	39,7	41,6	43,2	51,7	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1	136,6	141,8	156,0	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	114,7	122,9	131,7	138,1	143,6	148,8	156,6	158,1	(2)
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,1	8,5	9,2	9,9	10,6	11,6	11,9	17,7	(3)
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	33,2	34,6	35,7	36,6	38,1	40,1	41,8	43,6	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,1	...	0,2	...	...	1,1	...	1,2	1,7	2,5	0,8	1,2	...	...	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6	6,8	8,8	8,9	(12)
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	0,7	1,2	2,2	1,7	2,2	3,9	4,2	2,3	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	0,2	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0	2,1	3,0	3,3	(12)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	(14)
D. Autres	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	195,1	172,8	173,5	180,8	195,8	200,7	199,5	191,6	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.408,5	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1	1.727,4	1.828,1	1.959,8	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

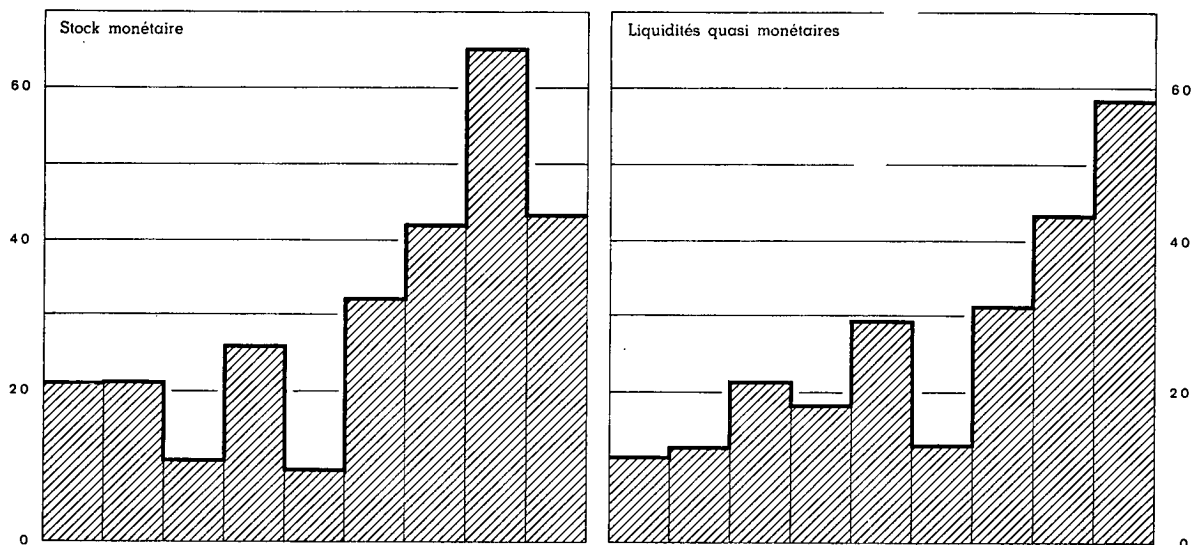
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

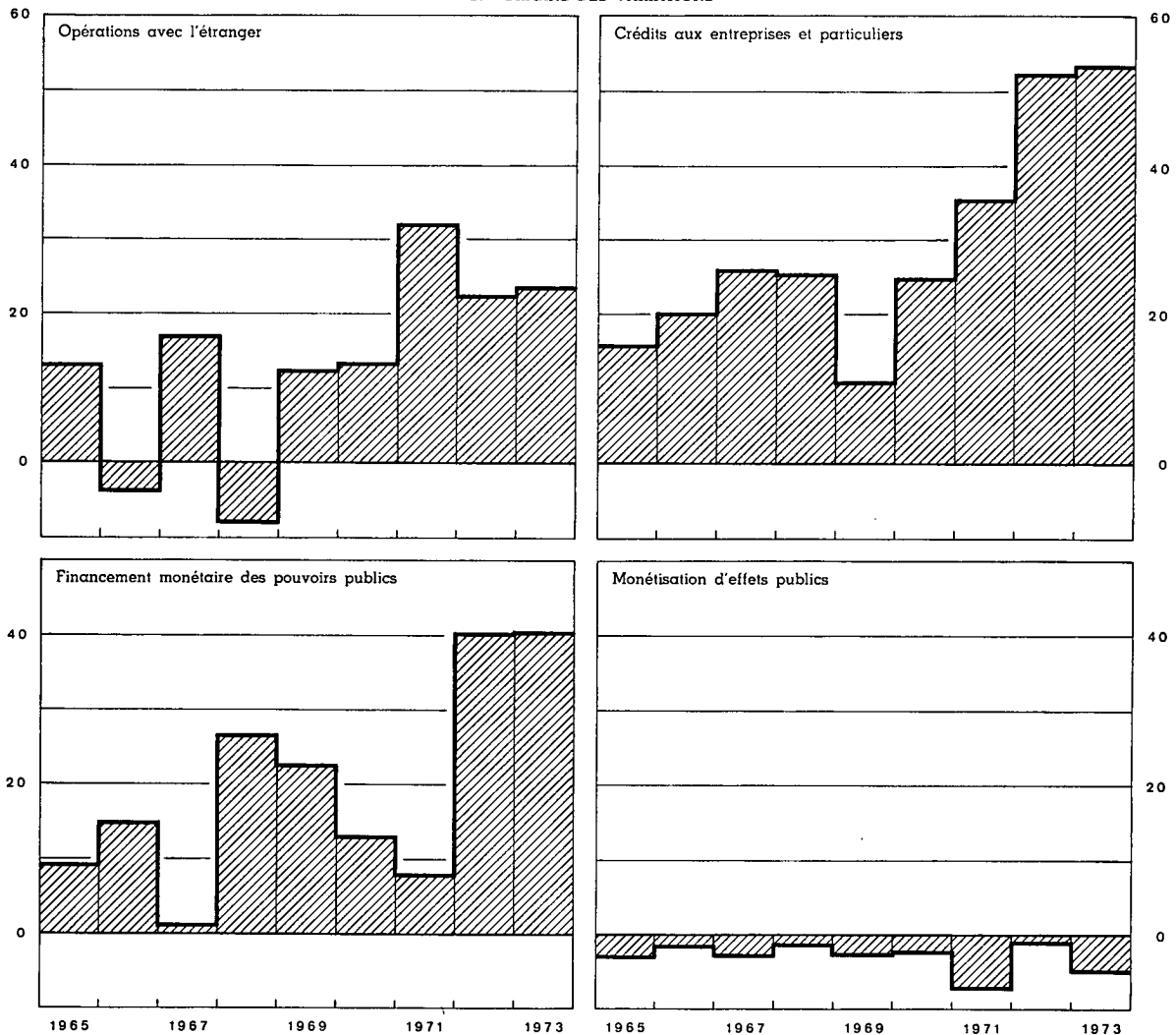
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,7	+ 11,7	- 1,4	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 3,6 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 23,8 ⁶	+ 53,6	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁷	+ 14,9	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1972 2 ^e trimestre	+ 44,1	+ 5,6	+ 49,7	+ 11,7	+ 13,1	- 0,3	- 2,3	+ 25,9	+ 3,6	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 1,3	- 2,6
3 ^e trimestre	- 13,7	+ 12,8	- 0,9	+ 2,0	+ 8,6	+ 1,8	- 4,2	- 12,2	+ 2,9	- 0,3	- 0,1	- 0,5	- 1,3	+ 2,4
4 ^e trimestre	+ 27,1	+ 12,6	+ 39,7	+ 5,0	+ 28,8	...	+ 2,4	+ 6,9	+ 5,9	+ 0,6	- 2,5	- 4,9	- 1,2	- 1,3
1973 1 ^{er} trimestre	+ 14,1	+ 13,7	+ 27,8	+ 4,0	+ 6,6	- 4,1	+ 2,2	+ 20,7	- 1,4	+ 0,3	+ 3,6	- 3,1	- 0,8	- 0,2
2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,9	+ 15,5	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 14,9 ⁶	+ 15,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	p- 16,1	+ 13,4	- 3,0	- 2,4	p+ 41,8	p- 1,9	p- 1,8	+ 0,8	p+ 3,8	- 1,8	p+ 7,6
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,3	+ 24,1	p- 3,6	+ 2,7	+ 0,6	- 2,2	p+ 9,6	p+ 4,6	p- 0,2	+ 3,9	p+ 7,1	- 2,0	p+ 3,6

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)	Total du stock monétaire (10) = (8) + (9)	Pourcentage de monnaie fiduciaire (11) = (3) : (10)
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics, subordonnés (4)	détenue par les entreprises et particuliers 1			Total (8)			
					comptes courants à la B.N.B. 3	avoirs à l'O.C.P. 3	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 3				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série *)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Mars	8,0	200,2	202,7	37,2	0,4	51,5	181,0	232,9	270,1	472,8	42,9
Juin	8,3	220,8	222,8	34,5	0,7	58,7	200,2	259,6	294,1	516,9	43,1
Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Mai	8,6	228,5	230,8	33,2	0,5	65,0	226,9	292,4	325,6	556,4	41,5
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Juillet	8,8	232,3	234,9	41,8	0,6	62,2	223,1	285,9	327,7	562,6	41,8
Août	8,8	231,3	234,6	39,1	0,6	57,6	224,2	282,4	321,5	556,1	42,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Octobre	8,9	228,0	231,0	40,8	0,4	61,6	224,5	286,5	327,3	558,3	41,4
Novembre	8,9	228,9	232,3	46,3	0,5	60,0	220,3	280,8	327,1	559,4	41,5
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Janvier	9,1	228,9	231,7	e 44,3	0,3	e 67,8	228,0	e 296,1	340,4	572,1	40,5
Février	9,1	230,4	232,9	e 33,7	0,5	e 66,9	231,2	e 298,6	332,3	565,2	41,2
Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Avril	8,9	238,0	240,1	e 45,5	0,3	e 71,2	247,4	e 318,9	364,4	604,5	39,7
Mai	8,9	244,8	247,1	e 44,5	0,3	e 63,8	262,6	e 326,7	371,2	618,3	40,0
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

2 Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution								Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6	
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7	
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1	
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2	
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4	
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5	
1973	219,1	-63,1	156,0	+35,4 ¹⁰	-17,2	+18,2	- 4,6	...	- 1,0	+23,8	+18,2	+36,4	
1972 2 ^e trimestre ..	181,6	-35,2	146,4	+ 9,0	+ 0,6	+ 9,6	- 1,8	...	- 0,3	+11,7	- 3,7	+ 5,9	
3 ^e trimestre ..	197,0	-50,2	146,8	+15,4	-15,0	+ 0,4	- 3,4	...	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+10,1	
4 ^e trimestre ..	194,3	-45,6	148,7	- 2,7	+ 4,6	+ 1,9	- 3,1	...	...	+ 5,0	+ 6,5	+ 8,4
1973 1 ^{er} trimestre ..	211,5	-65,4	146,1	+17,2	-19,5	- 2,3	- 2,2	...	- 4,1	+ 4,0	+ 7,0	+ 4,7	
2 ^e trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9	
3 ^e trimestre ..	226,2	-75,7	150,5	+ 6,2	- 5,3	+ 0,9	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,9	+ 8,6	+ 9,5	
4 ^e trimestre ..	219,1	-63,1	156,0	+ 3,5 ¹⁰	+12,6	+16,1	- 1,3	...	+ 2,5	+14,9	+ 7,0	+23,1	
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	p-67,0	p135,5	-16,5	p- 3,9	p-20,4	p- 1,3	p ...	- 3,0	p-16,1	p+25,8	p+ 5,4	
2 ^e trimestre ..	201,7	p-69,8	p131,9	- 0,8	p- 2,8	p- 3,6	p- 0,6	p ...	+ 0,6	p- 3,6			

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

⁴ Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 8, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)	
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2
1971	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	47,5	55,5	3,3	106,3	373,4
Juin	31,2	18,3	28,4	24,7	178,7	281,3	49,4	58,6	3,4	111,4	392,7
Septembre ⁵	33,1	18,8	32,9	24,3	181,2	290,3	47,3	55,9	2,5	105,7	396,0
Décembre ⁵	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3
1973 Mars ⁵	35,9	21,0	35,4	22,7	209,2	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7
Juin ⁵	38,8	23,3	37,3	21,4	220,3	341,1	51,7	59,9	1,3	112,9	454,0
Septembre ⁵	39,9	25,1	42,5	21,4	228,1	357,0	54,1	69,6	0,8	124,5	481,5
Décembre	43,0	26,6	41,6	22,1	237,4	370,7	57,0	75,9	2,0	134,9	505,6
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,7			385,0		78,6		142,5	527,5

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (jusqu'à 1968) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (jusqu'à 1968) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

6 Nouvelle série.

7 Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1987, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972 Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1
1972 Juin	21,3	102,6	157,4	281,3	9,9	8,2	18,1	11,4	94,4	157,4	263,2	0,1
1972 Septembre ³	21,2	108,5	160,6	290,3	12,4	11,7	24,1	8,8	96,8	160,6	266,2	0,1
1972 Décembre ³	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars ³	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
1973 Juin ³	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...
1973 Septembre ³	18,3	125,8	212,9	357,0	11,0	13,2	24,2	7,3	112,6	212,9	332,8	0,1
1973 Décembre	19,0	129,0	222,7	370,7	13,1	16,6	29,7	5,9	112,4	222,7	341,0	0,1
1974 Mars ³	21,2	139,4	224,4	385,0	12,0	17,2	29,2	9,2	122,2	224,4	355,8	...

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	...
1972 Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	10,2	9,0	19,2	16,3	16,7	59,2	92,2	...
1972 Septembre ³	23,4	25,5	56,8	105,7	11,4	10,8	22,2	12,0	14,7	56,8	83,5	...
1972 Décembre ³	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars ³	22,2	31,0	58,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
1973 Juin ³	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...
1973 Septembre ³	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	...
1973 Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	...
1973 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	...

C. Total

1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	13,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972 Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1
1972 Juin	47,8	128,3	216,6	392,7	20,1	17,2	37,3	27,7	111,1	216,6	355,4	0,1
1972 Septembre ³	44,6	134,0	217,4	396,0	23,8	22,5	46,3	20,8	111,5	217,4	349,7	0,1
1972 Décembre ³	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars ³	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
1973 Juin ³	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...
1973 Septembre ³	43,5	155,7	282,3	481,5	25,3	26,4	51,7	18,2	129,3	282,3	429,8	0,1
1973 Décembre	45,9	160,3	299,4	505,6	28,9	28,7	57,6	17,0	131,6	299,4	448,0	0,1
1974 Mars ³	51,4	173,1	303,0	527,5	28,5	29,9	58,4	22,9	143,2	303,0	469,1	...

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) = (9) + (6)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
Juin	1,9	...	1,9	2,3	1,2	3,5	2,3	3,1	...	5,4
Septembre ¹	1,4	0,1	1,5	3,3	2,7	6,0	3,3	4,1	0,1	7,5
Décembre ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
Juin ¹	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
Septembre ¹	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8

B. Crédits à l'étranger

1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	...	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	...	3,5
Juin	...	...	...	3,3	1,3	4,6	3,3	1,3	...	4,6
Septembre ¹	...	...	...	8,5	3,0	11,5	8,5	3,0	...	11,5
Décembre ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars ¹	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
Juin ¹	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
Septembre ¹	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0
Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9
1974 Mars	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2

C. Total

1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3
Juin	1,9	...	1,9	5,6	2,5	8,1	5,6	4,4	...	10,0
Septembre ¹	1,4	0,1	1,5	11,8	5,7	17,5	11,8	7,1	0,1	19,0
Décembre ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
Juin ¹	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9
Septembre ¹	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (8)	Total (4) = (1) à (8) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972 Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1
1972 Juin	21,3	104,5	157,4	283,2	6,3	5,3	11,6	15,0	99,2	157,4	271,6	0,1
1972 Septembre	21,2	109,9	160,7	291,8	8,5	7,8	16,3	12,7	102,1	160,7	275,5	0,6
1972 Décembre	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
1973 Juin	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...
1973 Septembre	18,3	127,3	212,9	358,5	5,8	3,8	9,6	12,5	123,5	212,9	348,9	1,0
1973 Décembre	19,0	132,2	223,1	374,3	5,2	2,2	7,4	13,8	130,0	223,1	366,9	0,6
1974 Mars	21,2	142,0	224,4	387,6	4,3	4,5	8,8	16,9	137,5	224,4	378,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...
1972 Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	4,9	7,0	11,9	21,6	18,7	59,2	99,5	...
1972 Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	2,4	7,6	10,0	21,0	17,9	56,8	95,7	...
1972 Décembre	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
1973 Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...
1973 Septembre	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	...
1973 Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	...
1974 Mars	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	...

C. Total

1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972 Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1
1972 Juin	47,8	130,2	216,6	394,6	11,2	12,3	23,5	36,6	117,9	216,6	371,1	0,1
1972 Septembre	44,6	135,4	217,5	397,5	10,9	15,4	26,3	33,7	120,0	217,5	371,2	0,6
1972 Décembre	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
1973 Juin	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...
1973 Septembre	43,5	157,2	282,3	483,0	10,3	12,8	23,1	33,2	144,4	282,3	459,9	1,0
1973 Décembre	45,9	163,5	299,8	509,2	8,3	10,1	18,4	37,6	153,4	299,8	490,8	0,6
1974 Mars	51,4	175,8	303,0	530,2	9,2	13,7	22,9	42,2	162,1	303,0	507,3	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1965 81 décembre	1966 81 décembre	1967 81 décembre	1968 81 décembre	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1978 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation					7,8	19,6	30,0	25,9	24,0
Prêts .....					...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....					...	10,2	20,3	26,1	30,5
Total des éléments de couverture ¹ ...	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3
Monnaies étrangères	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9
Monnaies étrangères et or à recevoir	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	12,2	15,2	14,7	10,3					
Prêts ²	3,4	3,4	1,9	5,0					
Autres accords .....	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	3,5
Débiteurs pour change et or, à terme	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8
Effets de commerce	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1
Avances sur nantissement .....	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4
Effets publics :									
Effets publics belges	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	0,2	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	—	3,4
Fonds publics	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3
Immeubles, matériel et mobilier	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5
Divers	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0
	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3
PASSIF									
Billets en circulation	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5
Comptes courants :									
Trésor public :									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0
Autres accords	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	2,0
Total des engagements à vue ...	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5
Monnaies étrangères et or à livrer	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5
Caisse de Pensions du Personnel	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5
Divers	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4
	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

³ Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaires.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1973 7 mai	1974 6 mai	1978 4 juin	1974 10 juin	1978 3 juillet	1974 8 juillet	1978 6 août	1974 5 août
ACTIF								
Encaisse en or	73,8	71,8	73,8	71,8	73,8	71,8	73,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	25,2	22,5	25,1	22,6	25,3	22,5	25,2	25,9
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	26,1	29,1	29,4	26,7	29,4	26,7	29,4	26,9
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	125,1	123,4	128,3	121,1	128,5	121,0	128,4	124,6
Monnaies étrangères	88,0	67,0	88,4	64,8	87,4	66,9	86,1	71,4
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	...	0,4	...	...	0,5	...	3,4
Débiteurs pour change et or, à terme	40,0	20,9	38,1	18,4	38,1	17,9	36,6	15,8
Effets de commerce	22,6	30,8	19,4	28,2	20,7	31,2	32,1	32,2
Avances sur nantissement	0,1	8,7	...	18,2	...	19,3	2,8	8,7
Effets publics :								
Effets publics belges .....	...	15,9	3,1	15,8	15,9	15,8	...	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	2,8	—	2,8	—	2,8	—	2,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	3,4	—	3,4	—	3,4	—	3,4
Fonds publics	4,3	4,8	4,3	4,8	4,3	4,8	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	4,3	5,0	4,3	5,0	4,4	5,0	4,4	5,0
Divers	2,1	1,9	2,1	2,0	3,8	3,1	4,0	3,4
Compte d'ordre :	323,1	321,2	324,9	321,1	339,6	328,2	335,2	312,0
Office des Chèques postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,2	1,8	1,0	1,4	0,8	2,5	0,5	2,0
PASSIF								
Billets en circulation	225,2	241,0	231,0	244,2	240,0	255,2	233,2	246,3
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	0,1	...	...	...	...	...	3,7	0,1
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,4	1,6	0,4	0,6	0,4	0,5	0,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	6,1	1,6	1,9	1,3	1,7	1,6	1,8	1,9
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	{ 1,0	{ 1,3	{ 1,0	{ 1,3	{ 1,1	{ 1,3	{ 1,2	{ 1,5
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	233,0	244,3	235,5	247,2	243,4	258,5	240,4	250,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,5	10,2	10,5	10,2	10,5	10,2	10,5	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	4,2	...	3,0	5,6	...	4,0	...
Réserve monétaire ² :								
Belgique	24,1	26,6	24,2	26,1	24,7	25,6	25,8	18,6
Grand-Duché de Luxembourg	0,6	0,7	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,3
Monnaies étrangères et or à livrer	41,2	18,5	39,1	16,1	39,1	15,5	37,7	13,5
Caisse de Pensions du Personnel	4,3	5,0	4,3	5,0	4,4	5,0	4,4	5,0
Divers	5,1	6,9	6,3	8,4	6,9	8,3	7,4	9,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,9	4,4	3,9	4,4	3,9	4,4	3,9	4,4
Compte d'ordre :	323,1	321,2	324,9	321,1	339,6	328,2	335,2	312,0
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,2	1,8	1,0	1,4	0,8	2,5	0,5	2,0

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définies par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
(fin de période)	(milliards de francs)								
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.068	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.084	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1972 2 ^e trimestre	1.063	90,7	59,1	175,1	289,1	170,9	289,1	924,2	94
3 ^e trimestre	1.069	91,9	56,1	167,2	280,5	169,3	280,5	897,4	94
4 ^e trimestre	1.077	92,3	57,5	177,1	297,4	173,0	297,4	944,8	94
1973 1 ^{er} trimestre	1.080	97,5	60,7	182,3	317,4	185,1	317,4	1.002,3	94
2 ^e trimestre	1.080	101,6	63,4	194,6	316,5	190,7	316,5	1.018,6	94
3 ^e trimestre	1.085	102,7	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4 ^e trimestre	1.091	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.094	130,2	64,1	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
1973 Juillet	1.083	125,1	60,6	232,5	360,7	238,3	360,7	1.192,3	93
Août	1.085	94,3	57,9	172,6	308,7	179,8	308,7	969,8	94
Septembre	1.088	88,7	57,2	173,3	282,6	171,1	282,6	909,6	95
Octobre	1.090	99,5	57,4	194,3	321,3	192,4	321,3	1.029,3	94
Novembre	1.091	96,7	56,9	199,6	325,1	196,5	325,1	1.046,4	95
Décembre	1.092	106,1	60,0	211,7	336,5	198,5	336,5	1.083,1	95
1974 Janvier	1.094	113,8	62,9	218,3	375,8	182,6	375,8	1.152,5	95
Février	1.094	145,7	69,2	212,2	407,0	219,1	407,0	1.245,3	96
Mars	1.095	131,2	60,3	189,8	360,5	220,6	360,5	1.131,4	95
Avril	1.094	110,5	60,9	210,4	380,0	201,0	380,0	1.171,3	95
Mai	1.094	119,3	66,8	229,1	405,0	232,2	405,0	1.271,3	94
Juin	1.094	118,1	64,8	218,4	351,7	212,4	351,7	1.134,3	93
Juillet	1.095	149,9	62,5	270,0	436,2	276,0	436,2	1.418,3	95

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3 du présent bulletin).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1978 avril	1974 avril	1978 mai	1974 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,1	11,8	18,4	31,3	24,9	28,5	24,8	28,1
Prêts au jour le jour	11,0	9,9	14,4	11,4	11,0	12,1	12,1	19,9
Banquiers	138,9	163,8	245,2	341,4	259,4	398,1	248,5	397,4
Maison-mère, succursales et filiales	38,8	55,5	48,4	71,8	47,5	103,0	46,6	104,9
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	24,9	27,1	21,9	23,4	25,0	27,1	23,5	29,3
Portefeuille-effets	156,7	147,4	149,4	158,9	170,1	184,4	159,1	183,0
a) Effets publics	41,0	25,2	16,7	21,0	33,6	39,2	28,5	41,4
b) Effets commerciaux ³	115,7	122,2	132,7	137,9	136,5	145,2	130,6	141,6
Reports et avances sur titres	1,8	1,9	2,7	2,5	2,9	2,2	2,7	2,0
Débiteurs par acceptations	37,2	45,5	48,3	45,9	38,5	50,5	41,3	50,6
Débiteurs divers	156,2	198,0	232,7	296,8	254,0	315,1	249,0	315,9
Valeurs mobilières	175,7	224,4	280,0	343,8	301,6	361,8	317,6	369,4
a) Fonds publics belges	159,7	197,4	240,6	285,8	261,7	295,2	275,4	302,2
b) Autres titres d'emprunt	15,8	26,7	38,9	56,9	39,5	65,8	41,5	66,4
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,1	0,3	0,9	0,2	0,6	0,5	0,6
d) Autres valeurs mobilières	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,1	1,2	1,3	1,4	1,3	1,5	1,3	1,5
Participations	7,9	8,4	9,1	11,0	9,4	11,2	9,5	11,4
a) Filiales	2,4	2,7	3,0	4,1	3,4	4,4	3,4	4,4
b) Autres participations	5,5	5,7	6,1	6,9	6,0	6,8	6,1	7,0
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles	5,0	5,9	7,4	9,3	8,0	9,7	8,2	10,0
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,8	0,9	1,1	1,3	1,2	1,5	1,3	1,5
Divers	9,6	12,6	16,1	26,1	16,6	26,6	17,8	30,6
Total de l'actif ...	776,3	915,0	1.097,0	1.377,0	1.172,0	1.533,9	1.163,9	1.556,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ». ² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(milliards de francs)

1970 31 décembre	19,3	1972 31 décembre	28,8	1978 30 avril	24,1	1978 31 mai	34,1
1971 31 décembre	21,3	1973 31 décembre	31,9	1974 30 avril	34,5	1974 31 mai	35,5

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

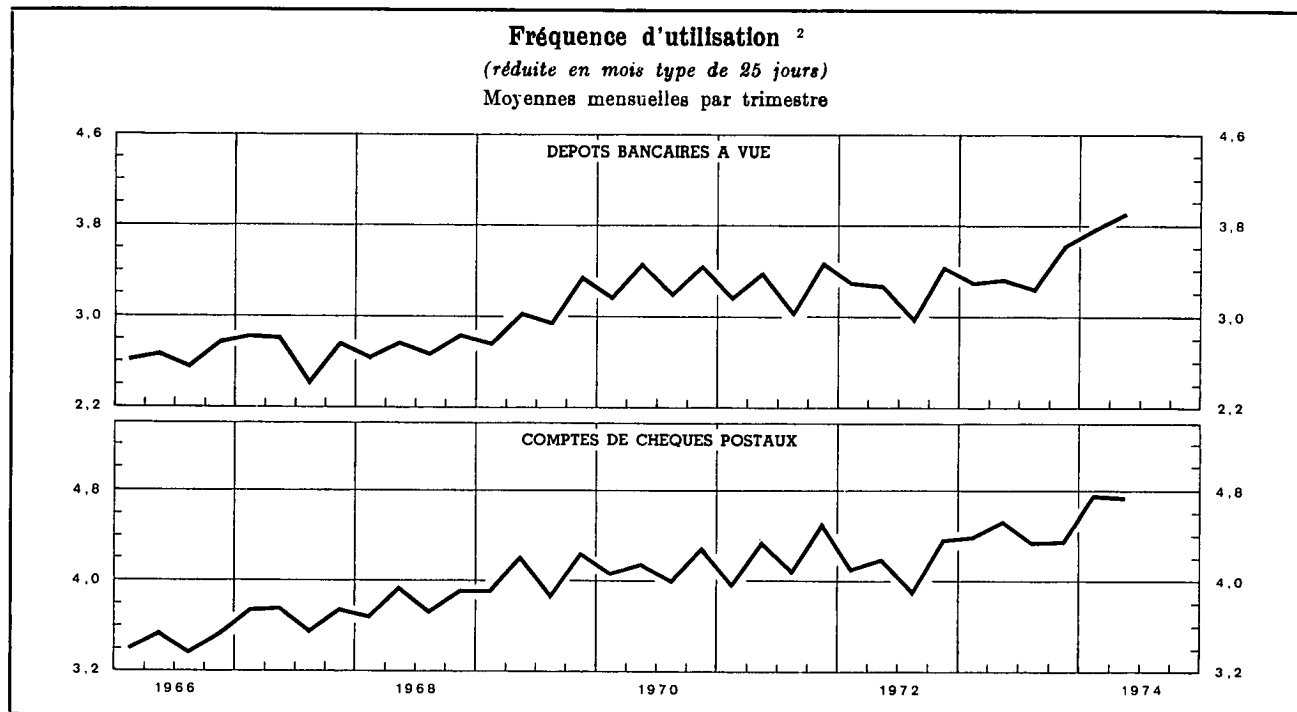
Passif

Rubriques	1970	1971	1972	1973	1973	1974	1973	1974
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	avril	avril	mai	mai
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,0	1,4	2,1	3,9	10,4	3,2	2,3	12,3
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,7	0,9	1,0	1,3	1,1	1,3	1,0	1,4
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,3	0,5	1,1	2,6	9,3	1,9	1,3	10,9
Emprunts au jour le jour	10,0	13,2	20,9	22,1	22,8	25,1	20,3	19,6
a) Couverts par des sûretés réelles	1,3	2,6	2,9	4,4	5,4	5,0	2,8	2,2
b) Non couverts par des sûretés réelles	8,7	10,6	18,0	17,7	17,4	20,1	17,5	17,4
Banquiers	243,3	286,4	371,9	511,0	396,3	598,2	389,8	605,4
Maison-mère, succursales et filiales	17,3	34,1	37,4	49,5	38,0	58,0	37,6	55,9
Acceptations	37,2	45,5	48,3	45,9	38,5	50,5	41,3	50,6
Autres valeurs à payer à court terme ²	18,0	17,0	8,9	10,2	12,0	13,1	14,7	12,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,8	1,7	1,6	2,5	2,0	2,3	1,9	2,5
Dépôts et comptes courants	365,8	422,7	501,9	605,1	540,5	647,1	543,7	662,0
a) A vue	140,6	164,0	193,5	208,0	207,3	215,2	207,6	227,1
b) A un mois au plus	33,0	36,8	36,2	51,4	40,1	69,7	43,7	74,2
c) A plus d'un mois	96,5	96,9	105,2	151,1	117,4	166,4	114,4	165,4
d) A plus d'un an	8,5	15,0	19,1	17,5	19,6	17,3	19,6	16,3
e) A plus de deux ans	10,7	11,2	13,1	17,3	13,9	16,8	14,1	16,7
f) Carnets de dépôts	74,6	96,6	132,4	157,6	139,9	159,6	141,9	160,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,9	2,2	2,4	2,2	2,3	2,1	2,4	2,1
Obligations et bons de caisse	23,3	28,4	33,9	40,2	35,8	43,0	36,2	43,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,5	1,4	1,4	1,4	1,6	1,3	1,6
Divers	19,3	23,3	26,5	37,8	29,7	43,0	29,9	41,6
Total de l'exigible ...	738,2	875,2	1.054,8	1.329,6	1.127,4	1.485,1	1.119,0	1.507,0
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,9	3,7	3,6	3,3	3,0	3,7	3,0	3,7
Non exigible :								
Capital	21,1	21,7	22,8	25,4	23,8	25,7	24,0	26,0
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,3	4,1	4,2	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,1	1,2	1,3	1,4	1,3	1,5	1,3	1,5
Réserve disponible	7,3	8,4	9,7	11,1	10,4	11,7	10,4	11,7
Provisions	0,4	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Total du non exigible :	34,2	36,1	38,6	44,1	41,6	45,1	41,9	45,4
Total du passif ...	776,3	915,0	1.097,0	1.377,0	1.172,0	1.533,9	1.163,9	1.556,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		
				réduits en mois type de 25 jours	à l'O.C.P. ⁴	
	(milliards de francs)			à vue ³	à vue ³	à l'O.C.P. ⁴
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1972 2 ^e trimestre	438,5	281,3	719,8	3,23	3,27	4,20
3 ^e trimestre	418,3	251,6	669,9	3,07	2,99	3,92
4 ^e trimestre	483,2	279,2	762,4	3,44	3,45	4,38
1973 1 ^{er} trimestre	482,8	291,3	774,1	3,39	3,30	4,40
2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
1973 Juin	517,1	312,5	829,6	3,14	3,14	4,61
Juillet	558,0	301,0	859,0	3,44	3,44	4,61
Août	492,1	282,8	774,9	3,28	3,16	4,38
Septembre	497,2	263,6	760,8	3,19	3,19	4,05
Octobre	528,8	268,9	797,7	3,66	3,39	4,12
Novembre	555,4	298,0	853,4	3,53	3,68	4,59
Décembre	604,0	304,6	908,6	3,85	3,85	4,37
1974 Janvier	585,3	339,8	925,1	3,93	3,78	e 4,65
Février	609,9	391,2	1.001,1	3,83	3,99	e 5,15
Mars	564,2	308,2	872,4	3,76	3,61	e 4,52
Avril	639,8	350,5	990,3	3,95	3,95	e 4,82
Mai	660,4	390,9	1.051,3	3,97	3,97	e 4,96
Juin	665,3	346,8	1.012,1	3,69	3,85	e 4,47

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

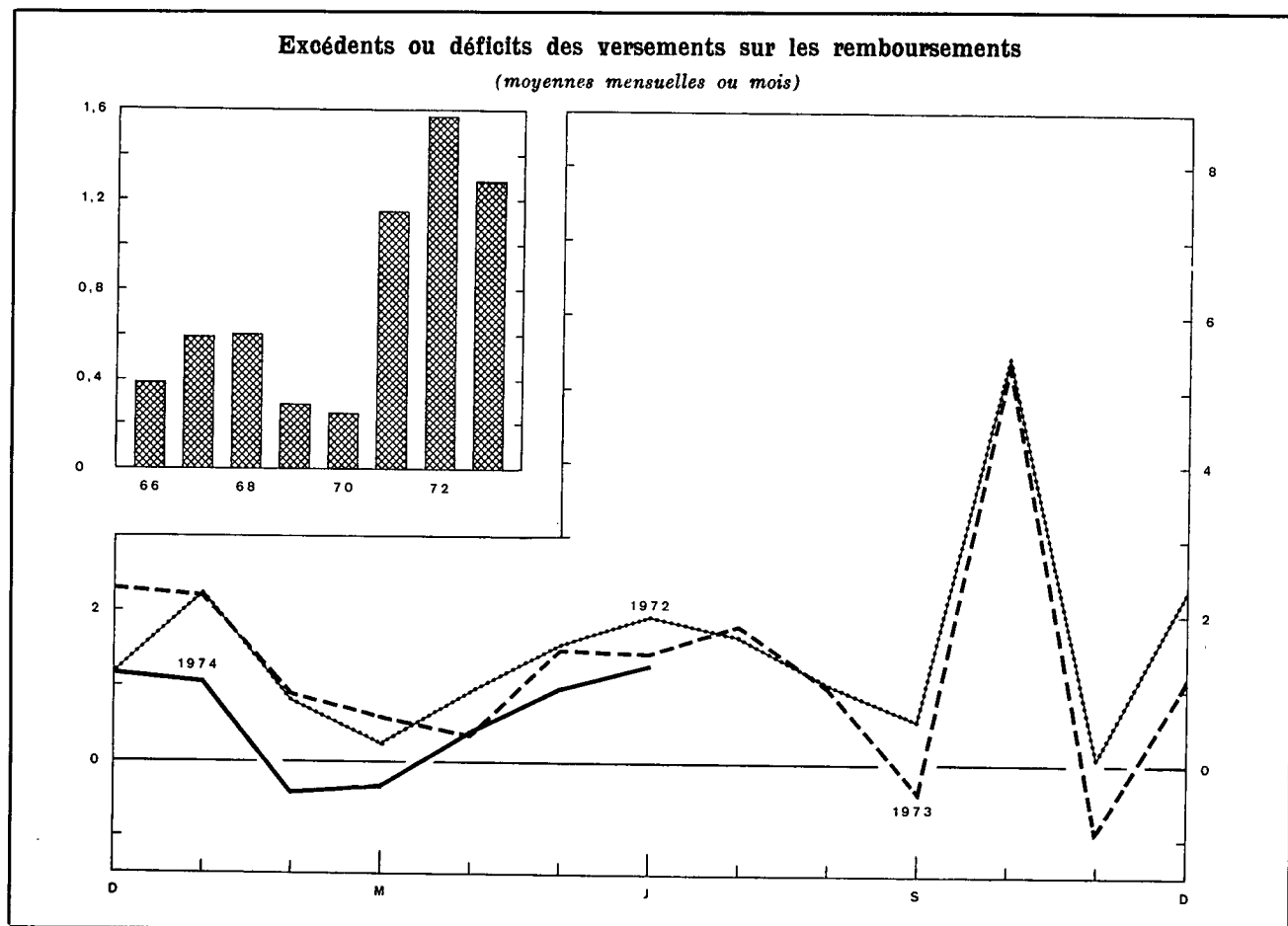
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971 Septembre	8,8	3,9	...	4,2	...	13,2	...	...
Décembre	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Mars	11,2	5,9	...	...	0,1	13,5	...	...
Juin	13,1	4,2	...	...	1,3	14,9	...	...
Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Janvier	16,4	...	...	...	2,5	10,9	1,7	2,5
Février	16,0	...	...	...	3,0	15,4	...	...
Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Avril	15,2	9,1	...	...	0,6	21,1	...	...
Mai	14,6	8,8	...	...	2,7	22,1	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Juillet	14,4	3,7	...	...	2,5	10,0	4,0	2,5
Août	15,0	9,1	...	...	1,3	10,8	9,2	1,3
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Octobre	15,0	3,7	...	...	1,5	12,8	1,8	1,5
Novembre	15,3	3,1	...	...	1,0	15,3	...	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde des dépôts à fin de période 2 (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1
1972 2 ^e trimestre	29,2	24,8	4,4	185,8	13,1
3 ^e trimestre	27,5	24,2	3,3	189,1	14,0
4 ^e trimestre	36,9	29,0	7,9	202,9	14,6
1973 1 ^{er} trimestre	35,5	31,8	3,7	206,6	16,1
2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7
3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1
4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1
2 ^e trimestre	48,5	45,8	2,7	228,5	25,3
1973 Juin	13,9	12,4	1,5	210,0	16,7
Juillet	13,0	11,2	1,8	211,8	17,8
Août	11,5	10,5	1,0	212,8	17,9
Septembre	11,0	11,3	— 0,3	212,5	18,1
Octobre	19,4	13,9	5,5	218,0	19,6
Novembre	11,4	12,3	— 0,9	217,1	20,2
Décembre	13,1	11,9	1,2	225,4	20,1
1974 Janvier	14,7	13,6	1,1	226,5	20,6
Février	14,2	14,6	— 0,4	226,1	20,8
Mars	14,1	14,4	— 0,3	225,8	23,1
Avril	14,8	14,4	0,4	226,2	23,6
Mai	17,1	16,1	1,0	227,2	24,3
Juin	16,6	15,3	1,3	228,5	25,3

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice. Pour l'année 1973, les intérêts capitalisés s'élèvent à 7,1 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	1,9	0,8	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8
Avances à l'industrie	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9
Crédit agricole .....	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...
Crédit d'exportation	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6
Acceptations bancaires	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1
Prêts au jour le jour .....	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2
Total ...	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0
Prêts hypothécaires	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3
Crédit agricole	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4
Total ...	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8
Valeurs échues du portefeuille	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	102,4	112,2	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	226,9
Etablissements publics et autres	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	14,6
Total ...	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5
Dépôts en comptes courants ³	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,6
<i>Non exigible ² :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépré-

ciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...
Total ...	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2
Réserves mathématiques ²	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,0
Total ...	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations de sociétés belges	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	1,0
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0
Total ...	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9
Fonds de réserve et de répartition	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2
Total ...	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1 ^o garantis par l'Etat	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5
2 ^o garantis par banques et organismes financiers .	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—
Crédits commerciaux	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8
Placements divers à court terme	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8
Divers	4,6	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9
Total ...	72,2	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0

PASSIF

Obligations	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4
Bons de caisse	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2
Divers	8,4	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8
Total ...	72,2	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1973 30 avril	1974 30 avril	1973 31 mai	1974 31 mai
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	0,5	2,0	4,3	2,5	2,5	2,6	2,6
2. Prêts au jour le jour	0,5	0,7	0,2	0,4	0,6	0,4	0,2	0,5
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	2,9	5,6	6,4	7,8	7,7	9,9	7,0	9,9
4. Créances à court terme	1,0	1,1	1,2	1,6	1,3	1,6	1,2	1,8
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,6	1,9	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3	1,7
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	7,5	8,2	9,3	12,1	10,2	13,3	10,4	13,7
7. Portefeuille-titres et participations	49,2	63,8	82,8	93,1	85,7	95,1	87,0	95,6
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,6)	(0,4)	(0,6)	(0,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées 1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge 2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(20,4)	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(32,3)	(35,4)	(33,4)	(35,5)
c) Obligations de sociétés belges	(2,2)	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(6,7)	(7,5)	(6,7)	(7,6)
d) Actions de sociétés belges	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(1,3)	(1,9)	(1,4)	(1,9)
e) Autres titres et participations	(1,1)	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,2)	(2,1)	(2,3)	(2,2)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires ...	76,7	83,5	93,6	109,8	98,4	115,9	100,0	117,8
9. Actionnaires ou sociétaires	0,8	1,1	1,4	1,6	1,4	1,6	1,4	1,6
10. Débiteurs divers	1,4	1,5	1,6	1,8	1,4	1,3	1,5	1,6
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,7)	(0,7)	(0,7)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,1)
autres	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,7)	(0,8)
11. Divers	1,2	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...
2. Terrains et immeubles	1,9	2,2	2,5	3,2	2,8	3,4	2,9	3,4
3. Matériel et mobilier	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
VII. Comptes transitoires ¹	2,3	2,9	4,3	5,2	2,1	2,7	1,9	2,9
Total de l'actif ...	147,6	174,3	207,9	243,7	216,8	250,5	218,7	254,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1973 30 avril	1974 30 avril	1973 31 mai	1974 31 mai
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	72,8	89,1	113,2	136,7	118,7	139,3	120,1	141,3
Dépôts à 2 ans et plus	22,7	25,2	27,9	30,3	28,7	30,6	28,8	30,6
Obligations et bons de caisse	35,7	41,8	46,0	53,5	48,1	57,8	48,4	58,4
	131,2	156,1	187,1	220,5	195,5	227,7	197,3	230,3
II. Réserves techniques	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	2,4	2,2	2,4
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	0,1
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	...	0,1	0,4	...
auprès d'intermédiaires financiers .....	...	0,1	0,1	0,1	...	...	0,2	...
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I.8 de l'actif	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,4	0,5	0,6	0,2	0,3	0,2	0,4
5. Créanciers divers	1,0	0,9	1,1	1,0	1,8	0,8	0,8	1,1
6. Provisions pour charges	0,2	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
7. Divers	1,2	1,1	1,2	1,0	1,3	1,0	1,3	1,0
	3,6	3,5	4,1	4,1	4,2	3,3	3,8	3,6
V. Fonds propres :								
1. Capital	3,5	4,1	5,0	5,2	5,0	5,3	5,0	5,3
2. Réserve légale	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
3. Autres réserves	3,5	4,1	4,4	5,5	4,7	5,8	4,9	6,1
	7,3	8,5	9,8	11,2	10,1	11,6	10,3	11,9
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	0,4	0,2	0,4
VII. Comptes transitoires ¹	2,4	3,0	3,5	4,1	3,6	4,0	3,9	4,7
Total du passif ...	147,6	174,3	207,9	243,7	216,8	250,5	218,7	254,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)		créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total							(1) + (5) - (8) = (9)	(12)	(18)
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)						(7)	(6) + (7) = (8)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1972 2 ^e trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3
3 ^e trimestre	10,7	5,6	1,0	1,3	7,9	0,1	7,0	7,1	11,5	152,7	15,8	5,8	9,5	25,3
4 ^e trimestre	11,5	5,7	1,0	1,8	8,5	0,3	8,6	8,9	11,1	157,3	15,2	7,1	8,9	25,4
1973 1 ^{er} trimestre	11,1	5,7	1,1	1,8	8,6	0,2	8,3	8,5	11,2	161,3	18,2	6,8	9,7	36,1
2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,4	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2
3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5
4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6
2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2
1973 Juin	11,4	1,9	0,2	0,5	2,6	0,1	2,7	2,8	11,2	166,3	21,3	5,9	11,5	7,7
Juillet	11,2	2,7	0,4	0,6	3,7	...	3,1	3,1	11,8	167,6	20,1	4,5	14,0	14,8
Août	11,8	1,9	0,2	0,5	2,6	0,1	2,5	2,6	11,8	169,7	20,7	5,2	12,8	7,6
Septembre	11,8	2,5	0,2	0,7	3,4	...	2,7	2,7	12,5	172,3	20,2	5,2	13,5	7,1
Octobre	12,5	2,8	0,4	0,6	3,8	0,1	3,4	3,5	12,8	174,2	20,6	4,5	14,8	13,3
Novembre	12,8	2,2	0,3	0,6	3,1	0,1	2,9	3,0	12,9	175,9	20,9	4,8	13,8	7,6
Décembre	12,9	2,6	0,4	0,5	3,5	0,1	3,2	3,3	13,1	178,6	20,5	9,2	12,3	12,5
1974 Janvier	13,1	3,1	0,4	0,8	4,3	0,1	3,2	3,3	14,1	179,3	20,6	8,1	14,5	19,5
Février	14,1	2,1	0,4	0,4	2,9	0,1	2,4	2,5	14,5	181,3	22,0	9,0	12,7	11,6
Mars	14,5	1,8	0,3	1,0	3,1	0,1	3,2	3,3	14,3	183,2	23,0	8,2	13,6	11,5
Avril	14,3	2,6	0,5	0,8	3,9	...	3,1	3,1	15,1	184,3	23,0	8,6	14,8	12,3
Mai	15,1	2,6	0,3	0,5	3,4	0,1	3,3	3,4	15,1	187,3	23,7	9,1	14,5	12,3
Juin	15,1	2,9	0,2	0,8	3,9	0,2	3,4	3,6	15,4	190,2	23,1	8,5	16,1	9,6

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4
Prêts sur polices	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5
Titres des organismes parastataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2			
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5			
Titres des provinces et communes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9			
Valeurs étrangères	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6
Actions de sociétés belges	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8

Sociétés étrangères

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Immeubles	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5
Prêts hypothécaires	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2
Titres des organismes parastataux de crédit	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5			
Titres des autres organismes parastataux	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1			
Titres des provinces et communes	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4			
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5
Actions de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
Total des valeurs mobilières ...	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGBF de*

Belgique. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
I. Particuliers :							
A. Thésaurisation ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. Epargne-dépôts ² :							
Caisses d'épargne	17,3	16,1	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0
Banques	15,1	13,1	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5
Institutions paraétatiques de crédit	3,7	2,6	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2
Mutualités	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Total ...	36,4	32,0	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8
Doubles emplois ³ ...	- 10,2	- 7,4	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3
Total net ...	26,2	24,6	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5
C. Epargne-réserves ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,6	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1
Caisses de vacances annuelles	0,6	0,7	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6
Organismes d'assurance-vie	5,4	6,8	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	2,0	1,7	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3
Total ...	10,7	12,2	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6
D. Epargne hypothécaire et immobilière :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	14,3	14,7	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	18,4	10,5	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3
Total ...	32,7	25,2	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8
E. Emissions de capitaux :							
Nouveaux placements du public	19,6	26,6	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0
F. Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers	- 2,0	- 1,3	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5
Epargne nette totale ...	87,2	87,3	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4
Amortissements sur habitations ...	11,8	12,6	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7
Epargne brute totale ...	99,0	99,9	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1
II. Entreprises : ⁵							
A. Entreprises privées :							
Epargne nette	15,3	11,6	13,0				
Amortissements	47,7	52,4	60,6				
Epargne brute ...	63,0	64,0	73,6				
B. Entreprises publiques autonomes :							
Epargne nette	0,5	1,8	1,8				
Amortissements	3,8	4,7	4,5				
Epargne brute ...	4,3	6,5	6,3				
Total général particuliers et entreprises ...							
Epargne nette ...	103,2	97,9	122,3				
Epargne brute ...	166,5	167,6	201,2				

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

⁵ Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 1968 et suivantes.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (5) = (6) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (8) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	p 1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	—	2,9	- 2,9	62,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁵	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	6,0	7,5	14,6
	p 1973	...	3,4	- 3,4	—	- 3,4	13,5	7,9	5,6	2,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	p 1973	3,1	1,0	2,1	12,8	14,9	9,5	2,5	7,0	21,9
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	p 1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,1	...	0,1	37,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	p 1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,8	1,3	1,5	7,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	62,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7
	p 1973	147,3	57,8	89,5	30,3	119,8	25,9	14,6	11,3	131,1

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7 milliards. Montant des émissions nettes à un an ou plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973. — « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0 et 1,8 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunale pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 0,6, 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7 et 3,7 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'O.C.C.F., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 8,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³ & ⁴	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
							147.000			
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Interc. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-1986	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Interc. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-1982	10,00	100,00	7 ans 6 mois	—	10,02	—	10,02

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2 (11) = (9) + (10)	Dette reprise de la République du Zaïre 3	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2 (18) = (11) + (12)	
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					Total de la dette directe 2 (9) = (5) + (8)
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
Juin	470,9	17,2	88,5	60,6	637,2	7,0	4,9	11,9	649,1	54,5	703,6	1,6	705,2
Septembre	504,5	18,2	59,9	58,5	641,1	6,7	3,3	10,0	651,1	54,6	705,7	1,5	707,2
Décembre	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Mars	514,9	17,5	80,5	61,4	674,3	6,1	...	6,1	680,4	65,2	745,6	1,3	746,9
Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
Juillet	534,7	16,4	64,1	64,2	679,4	5,6	...	5,6	685,0	63,8	748,8	1,2	750,0
Août	533,2	16,4	71,3	59,6	680,5	5,6	...	5,6	686,1	63,5	749,6	1,2	750,8
Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
Octobre	563,9	16,4	53,8	62,5	696,6	5,5	...	5,5	702,1	63,3	765,4	1,0	766,4
Novembre	561,7	16,4	59,2	60,7	698,0	5,5	...	5,5	703,5	63,2	766,7	1,0	767,7
Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Janvier	555,4	15,6	71,8	73,1	715,9	5,4	...	5,4	721,3	62,7	784,0	1,0	785,0
Février	582,3	14,3	71,6	73,2	741,4	5,4	...	5,4	746,8	62,3	809,1	0,9	810,0
Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
Avril	576,0	13,9	104,9	74,1	768,9	5,2	...	5,2	774,1	60,8	834,9	0,9	835,8
Mai	573,3	13,8	123,9	66,3	777,3	5,1	...	5,1	782,4	60,8	843,2	0,9	844,1
Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Juillet	603,5	19,8	49,5	67,4	740,2	4,8	...	4,8	745,0	60,6	805,6	0,8	806,4

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3 (8) = (1) + (2)	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds (8) = (3) - (4) à (7)	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7 (10) = (8) - (9)	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change de change acceptées par le Fonds des Routes 7 (11)
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers				
1966	+18,9	- 0,5	+18,4	+ 1,3	...	...	...	+17,1	...	+17,1	...
1967	+21,9	- 0,4	+21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	+22,2	...	+22,2	+ 0,8
1968	+41,9	- 0,5	+41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+33,1	...	+33,1	+ 1,0
1969	+28,5	- 0,4	+28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+29,9	...	+29,9	- 1,8
1970	+23,7	- 0,4	+23,3	- 0,5	...	...	...	+23,8	...	+23,8	...
1971	+23,4	- 0,4	+23,0	-10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+33,8	...	+33,8	...
1972	+67,3	- 0,4	+66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+63,7	...	+63,7	...
1973	+53,5	- 0,4	+53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+51,1	...	+51,1	...
1973 Juillet	+38,6	- 0,2	+38,4	+ 0,8	...	- 1,5	...	+39,1	+ 5,1	+34,0	...
1974 Juillet	+41,9	- 0,2	+41,7	+ 1,6	...	-	...	+40,1	+ 0,1	+40,0	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers ³	Total	Pour mémoire : Titres zérois et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴
	Etat ²	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur¹

1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	6,3
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,3
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	48,5	—	62,4	248,8	715,5	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,9
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	19,4	23,0	17,3	39,7	170,3	—
1971	72,2	22,7	25,5	22,0	47,8	190,2	—
1972	78,1	26,2	30,0	21,4	55,8	211,5	—

Total

1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	6,3
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,3
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,3
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,0
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	62,9	23,0	79,7	288,5	885,8	10,6
1971	494,5	72,6	25,5	98,6	337,6	1.028,8	10,3
1972	576,3	84,2	30,0	122,8 ⁵	370,9	1.184,2 ⁵	—

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les bons de caisse à un an au plus.

⁴ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		

Titres accessibles à tout placeur ¹

1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	385,6	4,7	3,0	5,4	128,2	6,0	68,8	95,4	18,4	715,5
1971	428,9	5,1	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	101,7	30,3	838,6
1972 ⁵	472,7	6,2	2,7	7,4	212,0	15,2	109,9	108,0	38,6	972,7

Titres non accessibles à tout placeur

1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	5,8	0,3	0,2	1,3	65,0	—	28,3	50,8	6,5	158,2
1970	9,5	0,4	0,2	1,9	67,8	—	31,0	54,5	5,0	170,3
1971	9,2	0,3	0,3	2,1	72,5	—	40,1	56,8	8,9	190,2
1972	8,9	0,3	0,2	2,1	79,8	—	48,4	59,3	12,5	211,5

Total

1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,0	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,8	142,0	25,2	801,5
1970	395,1	5,1	3,2	7,3	196,0	6,0	99,8	149,9	23,4	885,8
1971	438,1	5,4	2,9	8,4	242,7	8,2	125,4	158,5	39,2	1.028,8
1972 ⁵	481,6	6,5	2,9	9,5	291,8	15,2	158,3	167,3	51,1	1.134,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la OGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de

pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

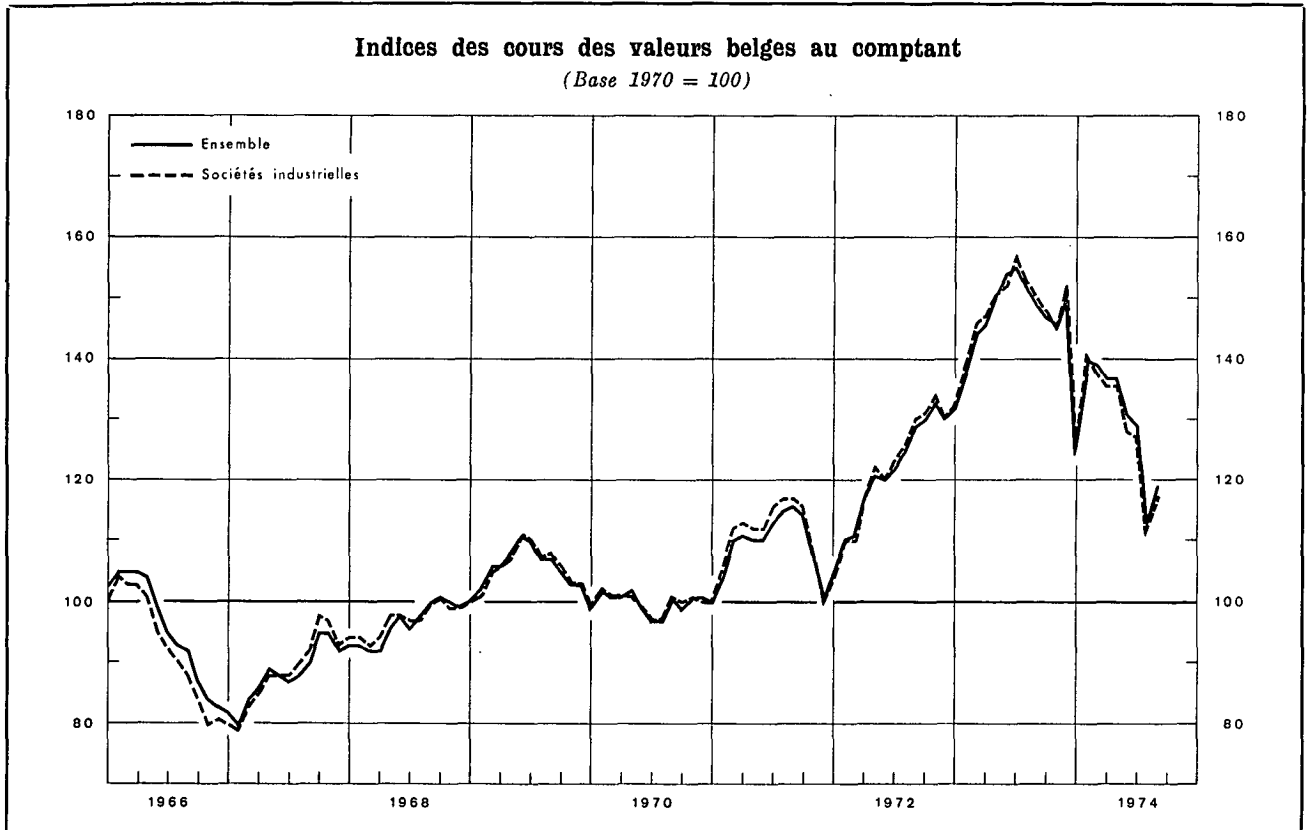
⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, no 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVII^e année, vol. I, no 4, avril 1968 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 8, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2				Taux de rendement 3						
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles						
		Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1970 = 100)						en p.c.						
1966	71	94	91	82	4,1	4,2						
1967	81	89	90	83	4,2	4,0						
1968	134	97	97	92	3,8 ⁴	3,8 ⁴						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
		1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	
Janvier	305	314	138	140	139	141	138	135	3,5	4,1	3,0	4,0
Février	334	276	144	139	146	138	142	142	3,5	4,2	3,2	4,2
Mars	292	231	146	137	147	136	143	144	3,4	4,2	3,2	4,2
Avril	338	212	151	137	151	136	151	144	3,4	4,5	3,4	4,5
Mai	338	189	154	131	152	128	154	137	3,7	5,0	3,7	5,1
Juin	322	164	155	129	157	127	152	133	3,7	5,3	3,7	5,3
Juillet	252	148	152	113	153	112	149	118	3,8	5,4	3,8	5,5
Août	177		149	119	150	117	146	125	3,9	5,9	3,8	5,8
Septembre	200		147		148		145		3,9		3,9	
Octobre	214		146		145		146		3,9		3,8	
Novembre	266		151		152		146		4,3		4,3	
Décembre	276		125		125		122		4,2		4,3	

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

² Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

³ Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

⁴ Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6

Sociétés financières et immobilières ⁵

1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,8	2,8

Industries des fabrications métalliques

1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2

Métallurgie du fer

1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2

Industrie textile

1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1965	601	18,7	9,8	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1

Electricité

1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	23,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1

Industrie du charbon

1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.936	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,6	7,0

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2

C. — Total général ⁶

1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,9	7,2

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 1 ^{er} mois	137	2,1	1,9	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	304	10,9	9,9	2,3	0,4	0,9	0,7
3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
4 premiers mois	3.817	83,0	50,0	13,4	2,2	5,7	1,6
5 premiers mois	7.731	222,7	118,9	31,9	4,7	14,8	2,0
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
7 premiers mois	11.098	316,2	175,5	44,5	6,9	20,9	2,6
8 premiers mois	11.356	319,4	177,0	45,0	7,0	21,0	2,8
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
10 premiers mois	12.138	329,4	183,7	46,6	7,4	21,6	3,5
11 premiers mois	12.460	336,2	188,0	47,7	7,7	22,2	4,0
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1

Notes : voir page suivante.

XVII - 3 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	27	2,4	0,5	0,2	...	0,1	0,1
5 premiers mois	81	17,0	10,0	2,2	...	1,6	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
7 premiers mois	179	36,8	25,5	6,6	0,2	3,5	0,1
8 premiers mois	183	37,2	25,8	6,6	0,2	3,5	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
10 premiers mois	203	38,7	26,5	6,8	0,2	3,7	0,1
11 premiers mois	213	40,8	27,7	7,0	0,2	3,8	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 1 ^{er} mois	138	2,1	2,0	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	306	10,9	10,0	2,3	0,4	0,9	0,8
3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
4 premiers mois	3.844	85,4	50,5	13,6	2,2	5,8	1,7
5 premiers mois	7.812	239,7	128,9	34,1	4,7	16,4	2,1
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
7 premiers mois	11.277	353,0	201,0	51,1	7,1	24,4	2,7
8 premiers mois	11.539	356,6	202,8	51,6	7,2	24,5	2,9
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
10 premiers mois	12.341	368,1	210,2	53,4	7,6	25,3	3,6
11 premiers mois	12.673	377,0	215,7	54,7	7,9	26,0	4,1
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4 — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	p 18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	p 26,3	42,3
1971	26,8	.....	p12,1	p 4,1	p 8,0	p 5,9	p 13,9	.....	n.d.

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	p ...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	p-0,4	-0,4
1971	4,4	.....	p 0,2	p 1,6	p-1,4	p ...	p-1,4	.....	n.d.

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	p 18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	p 25,9	41,9
1971	31,2	.....	p12,3	p 5,7	p 6,6	p 5,9	p 12,5	.....	n.d.

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1972 3 premiers mois	6,0	4,0	0,5	4,5	...	...	1,1	1,1
6 premiers mois	13,0	6,6	8,1	14,7	...	...	1,6	1,6
9 premiers mois	21,9	12,3	11,5	23,8	...	...	1,6	1,6
12 mois p	41,6	18,1	17,6	35,7	...	...	1,6	1,6
1973 3 premiers mois . p	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois . p	16,6	6,7	7,0	13,7	...	...	...	...
9 premiers mois . p	22,2	9,3	9,4	18,7	7,4	...	...	...
12 mois p	40,7	16,2	12,4	28,6	7,4	...	...	...
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
1973 Avril p	1,7	0,9	0,3	1,2	...	...	...	...
Mai p	3,1	0,9	2,0	2,9	...	...	...	...
Juin p	6,4	1,5	0,6	2,1	...	...	...	...
Juillet p	1,6	1,0	2,2	3,2	7,4	...	...	...
Août p	2,0	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre p	2,0	0,8	...	0,8	...	...	...	...
Octobre p	2,6	0,8	1,8	2,6	...	...	...	...
Novembre p	4,8	1,4	0,6	2,0	...	...	...	...
Décembre p	11,1	4,7	0,6	5,3	...	...	...	...
1974 Janvier p	2,1	1,0	0,5	1,5	...	...	...	...
Février p	2,0	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Mars p	2,3	1,0	0,5	1,5	...	...	...	...
Avril p	2,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions contraires.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 ³	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 ³	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars	267,1	3,0	270,1	188,1	67,6	142,9	92,8	491,4	761,5
Juin	281,3	1,9	283,2	189,7	69,9	150,6	95,4	505,6	788,8
Septembre	290,3	1,5	291,8	194,0	71,7	156,9	98,5	521,1	812,9
Décembre	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre	357,0	1,5	358,5	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,1
Décembre	370,7	3,6	374,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	993,6
1974 Mars	385,0	2,6	387,6	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.022,5

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1966	4,5
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1972 2 ^e trimestre ...	6,3
3 ^e trimestre ...	7,7
4 ^e trimestre ...	9,3
1973 1 ^{er} trimestre ...	10,4
2 ^e trimestre ...	10,3
3 ^e trimestre ...	10,3
4 ^e trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^e trimestre ...	10,4

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistique économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1972 2 ^e trimestre	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
3 ^e trimestre	5,5	0,3	3,8	2,2	1,6	5,2	0,6	9,6
4 ^e trimestre	5,1	0,9	4,0	2,5	2,2	4,6	0,7	10,0
1973 1 ^{er} trimestre	7,6	0,7	4,1	2,6	3,1	6,2	0,5	12,4
2 ^e trimestre	5,3	2,6	4,2	2,8	0,2	8,1	1,0	12,1
3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
1973 Juillet	4,3	0,5	3,2	4,1	1,6	1,2	1,1	8,0
Août	8,7	...	4,5	1,6	8,7	2,6	0,3	13,2
Septembre	9,2	...	5,0	2,3	7,2	4,0	0,7	14,2
Octobre	5,5	0,2	3,5	3,0	3,2	1,9	1,1	9,2
Novembre	4,6	0,4	4,6	4,0	2,6	2,3	0,7	9,6
Décembre	5,6	0,2	5,0	3,6	3,6	3,3	0,3	10,8
1974 Janvier	3,5	...	4,6	3,5	4,2	...	0,4	8,1
Février	6,6	...	4,8	2,5	6,8	1,7	0,4	11,4
Mars	7,2	...	4,2	2,7	7,2	0,9	0,6	11,4
Avril	4,6	...	4,0	2,3	4,7	1,3	0,3	8,6
Mai	5,8	...	5,8	2,1	8,1	1,1	0,3	11,6
Juin	5,9	...	3,9	3,1	4,5	1,5	0,7	9,8
Juillet	10,1	...	3,3	2,3	4,5	6,3	0,3	13,4

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1973	139,7	3,2	24,1	20,7	187,7
1972 1 ^{er} trimestre	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7
2 ^e trimestre	131,8	4,6	20,6	12,9	169,9
3 ^e trimestre	132,0	3,4	21,6	13,7	170,7
4 ^e trimestre	129,7	3,0	29,1	18,2	180,0
1973 1 ^{er} trimestre	139,2	2,5	28,7	14,7	185,1
2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8
3 ^e trimestre	139,6	2,1	22,2	23,7	187,6
4 ^e trimestre	139,4	2,7	22,5	29,7	194,3
1974 1 ^{er} trimestre	149,4	0,8	27,2	29,0	206,4

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parasétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) - (3) - (4)	
1969	12	44,0	29,7	4,2	10,1
1970	9	38,0	20,7	6,2	11,1
1971	9	43,9	19,0	9,4	15,5
1972 Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0
Juin	9	48,0	20,0	8,3	19,7
Septembre	8	44,4	18,4	11,4	14,6
Décembre	8	46,2	20,4	14,6	11,2
1973 Mars	7 1/2	45,0	17,9	9,2	17,9
Juin	7 1/4	45,4 ⁴	16,0 ⁴	12,3 ⁴	17,1 ⁴
Juillet	7 1/4	45,4	16,3	17,8	11,3
Août	6 1/2	42,6	16,0	14,9	11,7
Septembre	6 1/2	42,6	17,4	17,0	8,2
Octobre	6 1/2	42,6	17,4	16,6	8,6
Novembre	6	41,1	16,4	19,2	5,5
Décembre	5 1/2	37,8	14,4	18,0	5,4
1974 Janvier	5 1/2	37,8	14,7	17,7	5,4
Février	5 1/4	37,4	14,8	17,7	4,9
Mars	5 1/4	37,4 ⁵	13,8 ⁵	18,5 ⁵	5,1 ⁵
Avril	5 1/4	37,4	7,2	18,6	11,6
Mai	4 1/2	32,1	5,0	22,4	4,7
Juin	4 1/2	32,1 ⁶	2,6 ⁶	25,6 ⁶	3,9 ⁶

Fin de période	Plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants 7 (formule générale et formule forfaitaire)			Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total	Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total
		Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total						
		(1)	(2)	(3)							(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) - (5)	(9) = (3) - (6)	(10) = (8) + (9)
1974 Juillet	4 1/2	16,7	16,7	33,4	15,3	11,9	27,2	1,4	4,8	6,2

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Créditexport depuis le 31 mars 1970).

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

4 Situation au 29 juin 1973.

5 Situation au 29 mars 1974.

6 Situation au 28 juin 1974.

7 A partir du 8 juillet 1974, le plafond de chaque banque est utilisable : — par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la Banque aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif, auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie et au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Créditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1959 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, n° 8 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances

et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — XLVI^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traités acceptés domiciliés en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traités acceptés non domiciliés en banque	Traités non acceptés		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliés en banque	non domiciliés en banque					
											pays de la C.E.E.	autres pays
Taux en vigueur au 31-12-65	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,00	
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	7,00	
1967 2 février	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	6,00	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	5,75	6,00	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,00	5,50	6,00	6,00	5,25	5,50	6,00	
26 octobre	4,00	4,00	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,00	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,00	5,50	5,50	4,75	5,00	5,50	
19 décembre	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
1969	1 janvier	4,50	4,50	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
	6 février	4,50	4,50	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25
	6 mars	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00
	10 avril	5,50	5,50	5,50	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50
	29 mai	6,00	6,00	6,00	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00
	31 juillet	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00
	18 septembre	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50
		Traités acceptés domiciliés en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.									
	1970 1 juin	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50
22 octobre	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00	
10 décembre	6,50			8,50				8,00	8,25	8,50	
1971 25 mars	6,00			7,50				7,00	7,25	7,50	
23 septembre	5,50			7,00				6,50	6,75	7,00	
1972 6 janvier	5,00			6,50				6,00	6,25	6,50	
3 février	4,50			6,00				5,50	5,75	6,00	
2 mars	4,00			5,00				5,00			
23 novembre	4,50			5,50				5,50			
21 décembre	5,00			6,00				6,00			
1973 10 mai	5,50			7,00				7,00			
5 juillet	6,00			7,50				7,50			
2 août	6,50			8,00				8,00			
4 octobre	7,00			8,50				8,50			
29 novembre	7,75			8,50				8,50			
1974 1 février	8,75			9,50				9,50			

* Quotité de l'avance au 31 août 1974

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 max 95 p.c. | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 p.c.

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Moyennes 1	
1966	3,88
1967	3,19
1968	2,84
1969	5,40
1970	6,25
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1972 2 ^e trimestre	2,08
3 ^e trimestre	2,23
4 ^e trimestre	3,07
1973 1 ^{er} trimestre	3,14
2 ^e trimestre	3,19
3 ^e trimestre	5,77
4 ^e trimestre	7,11
1974 1 ^{er} trimestre	8,50
2 ^e trimestre	9,45
1973 Juillet	6,11
Août	5,79
Septembre	5,54
Octobre	7,34
Novembre	6,78
Décembre	7,18
1974 Janvier	8,52
Février	7,94
Mars	8,96
Avril	9,21
Mai	9,52
Juin	9,59
Juillet	10,34

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)			6	6				
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1972 2 ^e trim.	3,00	3,25	3,50	3,80	3,75	1973 8 mai	5,65	6,00	6,25
3 ^e trim.	3,10	3,35	3,65	4,05	3,98	12 juin	5,80	6,20	6,50
4 ^e trim.	3,90	4,20	4,50	4,85	4,42	10 juill.	6,50	6,75	6,75
1973 1 ^{er} trim.	4,60	4,90	5,20	5,50	5,48	13 août	7,00	7,25	7,25
2 ^e trim.	5,10	5,40	5,70	6,00	5,64	11 sept.	*	*	7,30
3 ^e trim.	6,75	7,05	7,35	7,65	6,97	9 oct.	7,90	7,95	8,00
4 ^e trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89	13 nov.	*	8,00	8,10
1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55	11 déc.	*	*	8,10
2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	1974 8 janv.	8,00	*	7,75
1973 Juil.	5,95	6,25	6,55	6,85	6,51	12 févr.	*	*	8,60
Août ..	6,25	6,55	6,85	7,15	7,09	11 mars	9,50	*	8,50
Sept. ..	6,75	7,05	7,35	7,65	7,47	9 avril	9,50	*	9,00
Oct. ...	7,05	7,35	7,65	7,95	7,83	14 mai	*	10,00	8,75
Nov. ...	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95	11 juin	*	*	*
Déc. ...	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95	9 juill.	10,50	10,00	9,00
1974 Janv.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95	13 août	12,00	12,00	9,00
Févr. .	8,00	8,25	8,50	8,75	8,55				
Mars .	8,50	8,75	9,00	9,40	9,23				
Avril .	9,40	9,40	9,40	9,70	9,48				
Mai ..	10,00	10,00	10,00	10,25	9,92				
Juin ..	11,00	11,25	11,25	11,50	11,15				
Juil. ..	11,50	11,75	11,75	12,00	11,90				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,20
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	4,70
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	4,70
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	4,70
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	4,20
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00	4,50
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50	4,75
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25	5,50
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50	5,75
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00 ⁴	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
A partir du 1 ^{er} juin 1974	4,75	1,00	3,75	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1966	—	—	6,45	6,54	1	6,49
1967	—	—	6,76	6,81	1	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1972 Avril	6,48	6,27	6,84	6,69	7,05	6,76
Juillet	6,73	6,36	7,07	6,91	7,41	6,98
Octobre	6,59	6,61	6,95	6,83	7,25	6,88
1973 Janvier	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Août	7,15	6,99	7,45	7,37	8,11	7,41
Septembre	7,43	7,32	7,71	7,70	8,33	7,69
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
Novembre	7,38	7,42	7,66	7,79	8,50	7,68
Décembre	7,54	7,48	7,79	7,86	8,39	7,78
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Février	7,94	7,85	8,14	8,21	8,97	8,14
Mars	7,84	7,97	8,22	8,39	9,24	8,22
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Mai	8,38	8,41	8,71	8,92	10,24	8,73
Juin	8,70	8,85	8,78	9,10	10,69	8,89
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Août	8,76	8,77	8,82	9,14	10,98	8,93

* Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ₁	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ₁	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ₁	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ₁
Taux en vigueur au 31-12-1965 ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
1967 1 ^{er} février ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
1 ^{er} décembre .	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	100,00	7,00
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre .	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations » : XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-69		6,00		6,00		8,00		8,00		5,50		6,00		8,00		3,75
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,00						
Avril							15	7,00								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,00		
Juillet	16	7,00														
Août					27	7,50										
Septembre .														1	6,50	
Octobre ..					20	7,00										
Novembre .	18	6,50	13	5,75										12	6,00	
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,00												
Février ...			19	4,75										15	6,75	
Février ...														24	5,25	
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai					13	6,75										
Juillet			16	5,00												
Septembre .							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00				25	4,75	
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,00					6	4,50				
Février ...	25	3,00									2	4,00				
Mars																
Avril					6	5,75			10	5,50						
Juin							22	6,00								
Septembre .											8	3,00				
Octobre ...	9	3,50					13	7,25 ⁴								
Octobre ...							27	7,50								
Novembre .	3	4,00			2	6,50					6	4,00				
Novembre .					30	7,50										
Décembre .	1	4,50					1	7,75								
Décembre .							8	8,00								
Décembre .							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								
Avril							13	8,00					9	5,25		
Avril							19	8,25								
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50					11	6,25		
Juin											4	4,50				
Juillet			2	7,00	5	8,50	20	9,00			28	5,00				
Juillet							27	11,50			18	6,00				
Août			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre .					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ..							19	11,25			16	7,00				
Novembre .							13	13,00								
Décembre .											6	8,00 ⁶				
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet													24	9,25		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

3 Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur de 2 p.c. ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de

ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

4 En principe, la Banque d'Angleterre annonce, depuis le 13 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

5 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 9,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 8 février	1974 7 février	1973 8 mars	1974 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	15.238	21.392	32.093	38.368	38.493	29.001	41.298	28.474
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	1.368	3.407	6.863	7.896	7.956	3.454	7.663	3.780
<i>Concours au Fonds Monétaire International</i>	1.368	2.083	2.505	2.634	2.583	2.486	2.566	2.203
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i>	—	952	1.933	3.225	3.225	668	3.225	565
<i>Autres opérations</i> .....	...	372	2.425	2.037	2.148	300	1.872	1.012
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.341	1.161	978	730	683	459	683	459
Monnaies divisionnaires	44	18	34	37	155	198	143	199
Comptes courants postaux	252	301	518	367	330	453	366	1.885
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	13.700	5.450	13.700
Avances à l'Etat ³	2.899	1.651	1.089	...	520		3.452	
Bons du Trésor sans intérêt ⁴	—	—	—	1.569	1.569	1.569		1.569
Effets achetés sur le marché monétaire ⁵	22.499	16.423	42.794	69.722	73.872	103.389	65.738	100.523
Effets escomptés	37.546	35.434		5.623	5.281	2.031	4.541	1.584
Effets publics	—	—	8.906	5.623	5.281	2.031	4.541	1.584
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	2.076	2.218	2.757	2.275	2.759	2.721
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	901	98	...	...	...	—	816	—
Effets garantis par l'Office des Céréales ⁶	2.907	2.709	787	4.645	2.354	2.644	2.632	2.526
Autres effets sur la France	8.278	7.124	10.821	27.865	28.094	59.493	21.288	58.333
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	4.707	4.769	...	...	...	101	...	101
Autres crédits à moyen terme	6.632	4.290	1.511	7.274	12.555	14.386	12.865	13.991
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	7.310	8.429	9.068	10.713	11.419	9.587	8.187	8.269
Effets représentatifs de crédits à moyen terme	6.811	8.015	9.625	11.384	11.432	12.872	11.650	12.998
Avances sur titres	130	60	55	51	60	104	65	325
Effets en cours de recouvrement	2.806	4.724	3.944	5.511	2.902	4.355	3.222	14.326
Divers	2.082	1.718	1.893	2.333	2.158	2.265	2.249	2.826
Total ...	96.517	96.601	100.573	136.897	139.010	162.240	136.761	171.359
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	72.398	75.621	77.430	83.678	81.516	86.627	81.889	87.613
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	5.262	7.663	14.133	39.722	42.233	57.855	39.862	64.224
Autres comptes créditeurs	12.133	7.471	2.936	6.451	7.897	5.985	8.394	11.570
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	1	...	1	2.398	...	9.720
<i>Compte spécial du Trésor public (emprunt 7 % 1973)</i>	—	—	—	3.250	5.500	...	5.500	—
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	9.727	5.781	1.292	1.151	835	1.988	1.439	1.024
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	2.405	1.689	1.643	2.050	1.561	1.599	1.455	826
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	—	919	1.811	2.694	2.694	2.694	2.694	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁷	2.351	—	—	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	4.123	4.677	4.013	4.102	4.420	8.829	3.672	5.008
Total ...	96.517	96.601	100.573	136.897	139.010	162.240	136.761	171.359

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959

⁴ Convention du 8 juin 1972 approuvée par la loi du 5 juillet 1972.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

⁶ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁷ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1970 February 28	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1973 July 4	1974 July 10	1973 August 8	1974 August 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	-----------------	------------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.202	3.450	3.217	3.486	3.783	4.690	4.059	4.706
Other Securities	37	239	497	703	706	324	555	433
Total ...	3.250	3.700	3.725	4.200	4.500	5.025	4.625	5.150

Notes Issued :

In Circulation	3.243	3.662	3.698	4.187	4.484	5.001	4.586	5.120
In Banking Department	7	38	27	13	16	24	39	30
Total ..	3.250	3.700	3.725	4.200	4.500	5.025	4.625	5.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	403	700	419	1.009	1.060	1.119	1.213	1.248
Advances and Other Accounts	91	74	27	35	28	207	122	240
Premises, Equipment and Other Securities	89	44	194	136	203	125	229	124
Notes	7	38	27	13	16	24	39	30
Coin	2	2	...	...	...	...	...	...
Total ...	592	858	517	1.193	1.307	1.475	1.603	1.642

Capital	15	15	15	14	15	15	15	14
Rest	4	3	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	15	18	13	26	19	15	20	15
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	220	398	—	714	754	884	939	902
Bankers Deposits	199	195	197	177	187	264	322	325
Reserves and Other Accounts	139	229	292	262	332	297	307	386
Total ...	592	858	517	1.193	1.307	1.475	1.603	1.642

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1970 December 31	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1973 July 4	1974 July 10	1973 August 8	1974 August 7
ASSETS								
Gold certificate account	10.457	9.875	10.303	11.460	10.303	11.460	10.303	11.460
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	400	400	400
Cash	221	261	313	271	292	196	308	246
Discounts and advances	335	39	1.981	1.258	2.999	2.270	1.429	2.889
Acceptances :								
Bought outright	57	80	70	68	67	114	48	215
Held under repurchase agreement .....	...	181	36	...	107	275	...	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	485	1.311	1.937	1.449	3.151	1.614	3.582
Held under repurchase agreement .....	...	101	13	42	399	678	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	25.965	30.156	29.664	36.897	34.563	37.421	31.871	35.900
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	33.236	35.554	36.681	38.412	37.111	39.692	37.138	39.781
Bonds	2.941	3.286	3.463	3.149	3.664	2.822	3.664	2.858
Total bought outright ...	62.142	68.996	69.808	78.458	75.338	79.935	72.673	78.539
Held under repurchase agreement .....	...	1.222	98	58	1.962	746	...	...
Total U.S. Government securities ...	62.142	70.218	69.906	78.516	77.300	80.681	72.673	78.539
Total loans and securities	62.534	71.104	73.317	81.821	82.321	87.169	75.764	85.225
Cash items in process of collection	11.178	11.887	9.172	8.168	9.026	8.662	8.666	8.011
Bank premises	128	150	194	223	205	241	208	243
Other assets	995	918	1.066	929	860	1.102	1.155	1.317
Total assets ...	85.913	94.595	94.765	103.272	103.407	109.230	96.804	106.902
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	50.323	53.819	58.757	64.262	60.531	66.623	60.681	66.356
Deposits :								
Member bank reserves	24.150	27.788	25.647	27.060	29.177	30.358	24.523	29.133
U.S. Treasurer - general account	1.156	2.020	1.855	2.542	3.161	2.447	2.302	1.891
Foreign	148	294	325	251	252	241	285	261
Other	1.233	999	840	1.633	743	764	827	675
Total deposits ...	26.687	31.101	28.667	31.486	33.333	33.810	27.937	31.960
Deferred availability cash items	6.917	7.544	5.198	4.855	6.623	5.653	5.542	5.556
Other liabilities and accrued dividends ...	582	647	557	981	887	1.222	898	1.163
Total liabilities ...	84.509	93.111	93.179	101.584	101.374	107.308	95.058	105.035
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	702	742	793	844	821	879	825	880
Surplus	702	742	793	844	793	844	794	844
Other capital accounts .....	...	...	...	...	419	199	128	143
Total liabilities and capital accounts ...	85.913	94.595	94.765	103.272	103.407	109.230	96.804	106.902
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	250	254	179	581	425	866	502	1.064

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1970 31 december	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1978 9 juli	1974 8 juli	1978 6 augustus	1974 5 augustus
ACTIVA								
Goud	6.437	6.875	6.829	6.849	6.842	6.849	6.842	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	2.772	1.287	4.557	9.339	6.034	6.346	5.192	6.802
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	8	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	521	2.063	2.352	1.595	2.140	1.354	2.140	1.336
Reservepositie in het I.M.F.	—	—	—	1.038	1.585	840	1.574	912
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	184	17	171	134	424	65	419	67
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 1 ^o van de Bankwet 1948)	1.388	1.681	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	19	180	673	1.256	970	1.523	1.251	412
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	28	37	19	15	16	16	13
Belegging van kapitaal en reserves	300	345	382	424	424	447	424	462
Gebouwen en inventaris .....	...	179	195	195	195	208	195	208
Diverse rekeningen	47	182	104	140	837	412	691	479
Totaal ...	11.704	12.837	15.300	20.989	19.466	18.060	18.744	17.540
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	9.766	10.251	11.251	11.873	11.986	12.886	11.710	12.551
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	973	1.080	1.944	3.757	1.255	1.413	1.212	1.552
's Rijks schatkist	829	1.001	1.858	3.694	978	1.365	1.150	1.489
Banken in Nederland	103	39	47	26	238	10	24	12
Andere ingezetenen	41	40	39	37	39	38	38	51
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	78	152	358	388	539	109	390	131
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	60	128	224	282	481	83	336	92
Andere niet-ingezetenen	18	24	134	106	58	26	54	39
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F.	—	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	4	52	1.574	2.524	33	2.238	2
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	316	587	856	793	833	793	833	793
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	320	357	404	404	404	427	404	442
Diverse rekeningen	227	386	415	780	505	979	537	649
Totaal ...	11.704	12.837	15.300	20.989	19.466	18.060	18.744	17.540
N. B - - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	16	14	14	14	14	13	14	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1973 7. Juli	1974 7. Juli	1973 7. August	1974 7. August
AKTIVA							
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	62.219	77.388	92.458	95.481	94.770	98.273	93.607
Gold	14.688	13.971	14.001	13.982	14.002	14.001	14.002
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	37.638	52.221	65.819	70.404	66.215	73.188	64.718
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.000	1.993	1.808	2.336	2.933	2.336	2.933
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	5.581	6.712	8.354	6.294	9.111	6.283	9.454
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.308	2.487	2.471	2.461	2.499	2.461	2.485
Sorten	4	4	5	4	10	4	15
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.811	20.178	11.216	12.109	14.624	12.559	18.235
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	11.643	10.701	11.603	11.731
Im Offenmarktgeschäft angekaufte Inlandswechsel mit Rücknahmevereinbarung .....	...	...	...	...	...	507	...
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	466	477	449	551
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	...	3.446	...	5.953
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.149	9.123	11.535	9.106	9.350	9.206	11.908
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	23	667	123	3.225
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	400	...	400	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	189	...	189	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	189	...	189	...
Wertpapiere	588	53	25	35	627	34	616
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	716	514	711	464
Postscheckguthaben	367	525	466	241	215	251	230
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	4.191	4.975	3.472	4.560
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten - Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	7.217	6.773	7.217	6.773
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	129.285	131.848	131.912	136.393
PASSIVA							
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	45.169	48.128	44.568	48.518
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	53.734	50.727	57.975	54.025
auf Girokonten	32.590	46.364	51.892	53.712	50.703	57.954	54.002
sonstige	19	24	21	22	24	21	23
Einlagen von öffentlichen Haushalten	10.943	7.083	11.298	11.122	13.927	10.438	13.070
Bund	69	97	204	1.485	56	601	46
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	185	480	575	560
Länder	510	2.543	2.403	3.824	3.305	3.113	1.838
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	28	39	50	28
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	5.600	10.047	6.099	10.598
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.227	3.214	2.932	3.098	2.954	2.301	2.554
Bundesbahn	5	5	16	6	7	4	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	2.686	2.564	1.924	2.186
sonstige Einleger	487	506	461	406	383	373	364
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	1.336	244	453	370	397	456
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	967	916	918	2.184	650	2.182	1.679
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	2.171	595	2.163	1.651
sonstige	26	18	183	13	55	19	28
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.855	1.747	1.855	1.746
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	7.995	8.403	8.123	8.771
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.296	1.485	1.296	1.485
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	1.160	2.238	1.558	2.870
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	129.285	131.848	131.912	136.393

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 6 juillet	1974 5 juillet	1978 7 août	1974 7 août
ACTIF								
Encaisse or	11.821	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	8.441	10.323	12.323	12.520	10.654	9.710	10.463	8.842
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	1.851	4.278	4.278	4.613	4.278	5.223	4.493	5.223
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émissions étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	328	81	784	898	103	567	104	710
Bons du Trésor de la Confédération ...	71	...	152	200	26	...	...	...
Avances sur nantissement	224	29	419	558	15	83	10	73
Titres :								
pouvant servir de couverture	51	6	—	—	—	—	—	—
autres	105	5	—	—	—	—	—	—
Correspondants en Suisse	83	72	142	282	30	109	23	109
Correspondants à l'étranger	25	23	27	—	35	74	—	42
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	1.244	1.244	1.243	1.244	1.243	1.244	1.244
Autres postes de l'actif	70	50	89	66	67	89	83	95
Total ...	23.070	27.990	31.338	32.273	28.345	28.991	28.313	28.231
PASSIF								
Fonds propres	62	63	64	65	65	66	65	66
Billets en circulation	13.106	14.310	16.635	18.296	15.990	17.186	15.703	16.831
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	7.750	10.702	9.313	8.235	4.707	5.745	4.167	5.107
Autres engagements à vue	660	1.153	1.708	801	1.971	1.119	2.451	1.170
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	1.449	1.600	1.966	741	1.983	770
les engagements envers l'étranger	—	516	580	1.272	1.493	648	1.644	719
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	202	313	73	121	313	498	313	498
Comptes spéciaux	200	—	2	83	409	597	497	615
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	—	26	29	26	29	—
Autres postes du passif	1.090	933	1.514	1.774	1.402	2.365	1.461	2.455
Total ...	23.070	27.990	31.338	32.273	28.345	28.991	28.313	28.231

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 30 juin	1974 30 juin	1973 31 juillet	1974 31 juillet
I. Or	4.174	4.289	4.105	4.302	4.276	4.313
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	36	65	36	53	57	46
III. Bons du Trésor	971	8	8	8	9	8
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	—	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	16.823	22.053	17.621	23.368	17.146	24.553
a) à 3 mois au maximum	13.188	19.515	14.939	19.382	14.583	19.955
b) à 3 mois au maximum (or)	—	2	2	71	—	—
c) à plus de 3 mois	3.635	2.536	2.680	3.915	2.561	4.527
d) à plus de 3 mois (or)	—	—	—	—	2	71
VI. Titres à terme :	4.170	5.750	5.404	4.642	5.473	5.166
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	103	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	2.307	4.734	4.546	4.075	4.374	4.516
b) à plus de 3 mois	1.760	1.016	858	567	1.099	650
VII. Divers	1	3	71	21	92	22
<i>Total de l'actif ...</i>	26.175	32.168	27.245	32.394	27.053	34.108

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 30 juin	1974 30 juin	1973 31 juillet	1974 31 juillet
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	453	548	548	666	548	666
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	205	253	253	309	253	309
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	61	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	157	190	190	252	190	252
III. Dépôts (or) :	3.662	3.694	3.530	3.716	3.702	3.726
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.200	2.573	3.266	2.780	2.681	2.943
b) à 3 mois au maximum	214	1.088	214	903	971	741
c) à plus de 3 mois	76	—	17	—	17	9
2. Autres déposants :						
a) à vue	172	7.371	33	33	7	33
b) à 3 mois au maximum	—	25.712	—	—	26	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	20.982	26.770	22.041	26.849	21.636	28.554
1. Banques centrales :						
a) à vue	352	110	61	34	70	128
b) à 3 mois au maximum	18.593	23.848	19.516	21.101	18.831	22.354
c) à plus de 3 mois	835	2.419	1.906	4.491	1.971	4.744
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	12	12	13	19	14
b) à 3 mois au maximum	1.044	265	383	933	563	1.032
c) à plus de 3 mois	86	116	163	277	182	282
Y. Effets	487	521	555	556	591	561
a) à 3 mois au maximum	487	521	555	556	199	189
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	392	372
VI. Divers	212	250	147	184	172	210
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	27	27	—	—
IX. Provision	78	84	96	95	103	90
<i>Total passif ...</i>	26.175	32.168	27.245	32.394	27.053	34.108

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 24 avril 1974

portant approbation de la modification aux statuts de la Société nationale d'Investissement (Moniteur du 5 juin 1974, p. 8011).

.....
L'article 6, premier alinéa, des statuts de la Société nationale d'Investissement est modifié comme suit :

Article 6, premier alinéa :

« Le capital social est fixé à cinq milliards de francs, représentés par cinq millions d'actions de 1.000 francs. »

.....

Loi du 25 juillet 1974

modifiant le Code des impôts sur les revenus et relative à des mesures conjoncturelles en matière de prêts hypothécaires et de permis de bâtir (Moniteur du 26 juillet 1974, p. 9633). Errata (Moniteur du 31 juillet 1974, p. 9776.) (Voir aussi rubrique 3.)

.....

CHAPITRE I

Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus.

Article 1^{er}. — A l'article 19 du Code des impôts sur les revenus (...) sont apportées les modifications suivantes :

1° au 7°, le montant de 10.000 francs est remplacé par 15.000 francs;

2° au 8°, le montant de 1.000 francs est remplacé par 1.500 francs.

Art. 2. — Après l'article 19 du même Code sont insérés une sous-section IV intitulée « Abattement sur les revenus de capitaux mobiliers » et un article 19bis, rédigé comme suit :

« Art. 19bis. Du montant net des revenus de capitaux mobiliers imposables, est déduite la première tranche de 10.000 francs du montant global des revenus de dépôts d'argent non visés à l'article 19, 7°, et des revenus d'obligations, bons de caisse ou autres titres analogues, pour autant que les conventions dont découlent ces revenus ne stipulent pas un intérêt variable ou une clause d'indexation.

» Cette déduction n'est intégralement applicable que dans l'éventualité où l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 n'excède pas 350.000 francs, après cette déduction; dans l'éventualité où cet ensemble excède 350.000 francs, le montant de la déduction dont question est diminué de l'excédent dudit ensemble par rapport à 350.000 francs. »

Art. 3. — L'article 109, 4°, du même Code, (...) est remplacé par la disposition suivante :

« 4° la première tranche de 15.000 francs des revenus de dépôts d'épargne, ni la première tranche de 1.500 francs des revenus de capitaux engagés dans les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération, visées à l'article 19, 7° et 8°, ni la première tranche de 10.000 francs des revenus d'autres dépôts, d'obligations, de bons de caisse ou d'autres titres analogues, visée à l'article 19bis. »

Art. 4. — A l'article 305 du même Code, le taux de 0,60 p.c. est remplacé par le taux de 1 p.c.

Art. 5. — A l'article 308 du même Code, le taux de 0,50 p.c. est remplacé par le taux de 1 p.c.

Art. 6. — Les dispositions du chapitre 1^{er} de la présente loi sont applicables :

1° en ce qui concerne les articles 1^{er} à 3, à partir de l'exercice d'imposition 1975;

2° en ce qui concerne les articles 4 et 5, à partir du premier jour du mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, pour la période prenant cours à compter du même jour.

CHAPITRE II

Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires et la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Art. 7. — A l'article 39 de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, les dispositions suivantes sont insérées entre les alinéas 1 et 2 :

« Le règlement de contrôle peut également, sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques et sur avis de la Banque Nationale, fixer temporairement en fonction de la destination de l'immeuble à financer et/ou de la valeur de l'immeuble sur lequel l'inscription hypothécaire est prise et/ou d'autres critères économiques ou sociaux :

» 1° la quotité maximum que le montant de la ou des inscriptions hypothécaires afférentes à un immeuble peut atteindre par rapport à la valeur vénale de celui-ci;

» 2° le délai maximum pour lequel le prêt hypothécaire ou l'ouverture de crédit hypothécaire peuvent être consentis ainsi que certaines conditions ou modalités de remboursement.

» L'alinéa précédent ne s'applique pas aux emprunts contractés en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de l'assainissement d'une habitation sociale, d'une petite propriété terrienne ou d'une habitation y assimilée en vertu du Code du Logement lorsque cette acquisition, cette construction, cette transformation ou cet assainissement bénéficie d'une intervention de l'Etat en vertu des articles 46, 47 ou 48 de ce Code. »

Art. 8. — Dans l'article 65, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à l'exception de l'article 39, alinéa 2 » sont insérés entre les mots « Le présent titre » et les mots « n'est pas applicable. »

Art. 9. — Au titre IV de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (...) il est introduit un chapitre *Ibis*, intitulé « Suspension de l'exécution du permis de bâtir et de lotir » comportant les articles *63bis* et *63ter* libellés comme suit :

« *Art. 63bis.* Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, disposer que les constructions et ouvrages dont le coût estimé dépasse les montants qu'Il fixe et qui font l'objet d'un permis de bâtir ou de lotir devenu définitif après l'entrée en vigueur de l'arrêté, ne peuvent, sans l'autorisation conjointe du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires économiques et du Ministre des Travaux publics, être exécutés avant l'expiration d'un délai prenant cours à la date où le permis est devenu définitif. Ce délai dont Il fixe la durée ne peut excéder un an.

» L'alinéa précédent ne s'applique pas aux permis de bâtir ou de lotir relatifs à des complexes d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées en vertu du Code du logement, ainsi qu'aux habitations moyennes, telles qu'elles sont définies par l'arrêté royal du 16 mai 1972, pour autant qu'il s'agisse de l'acquisition d'un premier logement.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 24 avril 1974

autorisant la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres à modifier ses statuts (Moniteur du 1^{er} juin 1974, p. 7932).

Arrêté ministériel du 22 mai 1974

relatif à l'émission des bons d'épargne de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (Moniteur du 8 juin 1974, p. 8180).

.....

Article 1^{er}. — Le montant de quarante-six milliards de francs, à concurrence duquel la Caisse générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à émettre des bons d'épargne en vertu de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1973, est porté à cinquante-six milliards de francs.

.....

Arrêté ministériel du 27 mai 1974

modifiant l'arrêté ministériel du 23 janvier 1974 et celui du 22 février 1974 portant fixation des intérêts à bonifier en 1974 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 6 juin 1974, p. 8055).

.....
Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 6,75 p.c.

Bénéficient du taux de 5,25 p.c. les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968.

Bénéficient du taux de 8 p.c. :

1. les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit;

2. les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906).

.....
Arrêté royal du 28 mai 1974

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (Moniteur du 13 juin 1974, p. 8371).

.....
Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre et des dépôts de fonds à accepter par la Société nationale de Crédit à l'Industrie est porté de cent cinquante-cinq milliards à cent soixante milliards de francs.

.....
Arrêté royal du 27 juin 1974

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (Moniteur du 13 juillet 1974, p. 9339).

.....
Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre et des dépôts de fonds à accepter par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est porté de cent soixante milliards à cent soixante-cinq milliards de francs.

.....
Arrêté royal du 2 juillet 1974

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 4 juillet 1974, p. 9035).

.....
Article 1^{er}. — Les annexes I et II de l'arrêté royal du 1^{er} août 1973, modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, sont remplacées, pour une période de six mois, par les annexes I et II du présent arrêté.

Annexe I

Ventes et prêts à tempérament

Groupes d'objets et Services	Acomptes (en p.c.)	Délais de rembour- sement (en mois)
Voyages	50	5
Réparation de véhicules automobiles :		
a) lorsque le prix de la réparation est inférieur à 10.000 F	30	6
b) lorsque le prix de la réparation est supérieur à 10.000 F	30	6
Les cours par correspondance	35	10
Jouets	50	3
Fourrures	50	10
Vêtements et sous-vêtements	35	10
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	40	16
Appareils et ustensiles ménagers de toute nature y compris appareils de radio, télévision, d'enregistrement et de reproduction sonore, appareils sanitaires et appareils domestiques de chauffage	30	20
Appareils de prise de vues, de projection, de reproduction et d'agrandissement	40	20
Outillage à usage non professionnel de toute nature (bricolage, jardinage)	30	20
Remorques, piscines démontables, moteurs pour bateaux et articles de camping	50	24
Caravanes, yachts, et bateaux de plaisance	50	24
Chauffage central	35	48
Meubles, matelas et textiles d'ameublement (tentures, rideaux, tapis)	30	20
Voitures automobiles d'occasion :		
a) ayant plus de deux ans d'âge	45	16
b) ayant au plus deux ans d'âge	45	18
Voitures automobiles neuves	50	24

Annexe II

Prêts personnels à tempérament

Montants

	Délais de remboursement (en mois)
Jusqu'à 5.000 F	8
De 5.001 à 10.000 F	10
De 10.001 à 20.000 F	12
De 20.001 à 35.000 F	12
De 35.001 à 70.000 F	12
De 70.001 à 100.000 F	12
Plus de 100.000 F	15

Convention du 23 juillet 1974

entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, approuvée par le Conseil des Ministres (Moniteur du 26 juillet 1974, p. 9644). (Voir aussi rubrique 3 et pages XXV et XXVI du Bulletin de juin 1974.)

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 4 juin 1974

contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 28 juin 1974, p. 8843).

.....
Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1974 afférentes au budget des Pensions (...) des crédits s'élevant à la somme de 57.890.187.000 francs.

.....
Art. 4. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 21.500.983.000 francs pour les recettes et à 21.313.224.000 francs pour les dépenses.

Loi du 4 juin 1974

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 28 juin 1974, p. 8863).

Loi du 4 juin 1974

ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973 (Moniteur du 4 juillet 1974, p. 9019).

I. — Crédits supplémentaires

.....
Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I, dépenses ordinaires, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1973, des crédits supplémentaires détaillés au tableau annexé à la présente loi et s'élevant à 667.859.000 francs.

.....
Art. 2. — Il est ouvert pour être rattachés au titre II, dépenses extraordinaires, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1973, des crédits supplémentaires détaillés au tableau annexé à la présente loi et s'élevant à 3.974.000 francs pour les ordonnancements.

.....
Art. 3. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I, dépenses ordinaires, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973, à l'effet de payer des créances se rapportant à des années périmées et des années closes, des crédits supplémentaires détaillés au tableau annexé à la présente loi et s'élevant à 257.000 francs.

II. — Réductions

Art. 4. — Les crédits inscrits au titre I, dépenses ordinaires, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973 et détaillés au tableau annexé à la présente loi, sont réduits à concurrence de 279.511.000 francs.

Art. 5. — Les crédits inscrits au titre II, dépenses extraordinaires, du budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1973 et détaillés au tableau annexé à la présente loi, sont réduits à concurrence de 14.519.000 francs pour ce qui concerne des ordonnancements.

Loi du 4 juin 1974

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974
(Moniteur du 30 juillet 1974, p. 9708).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1974 afférentes au Ministère des Finances (...) des crédits s'élevant à la somme de 14.426.444.000 francs.

Art. 9. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.000.000 de francs (...)

Loi du 25 juin 1974

contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1974
(Moniteur du 10 juillet 1974, p. 9186).

TITRE I. — Dépenses ordinaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Ministère de la Justice afférentes à l'année budgétaire 1974 (...) des crédits s'élevant à la somme de 11.328.420.000 francs.

TITRE II. — Dépenses extraordinaires

Art. 12. — Les crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.000.000 de francs (...).

Art. 13. — Des crédits d'ordonnement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par des lois antérieures, sont ouverts jusqu'à concurrence de 21.000.000 de francs (...).

Arrêté royal du 28 juin 1974

autorisant le Ministre des Finances à se porter caution envers la Banque européenne d'Investissement (Moniteur du 11 juillet 1974, p. 9235). (Voir aussi rubrique 12.)

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à se porter caution envers la Banque européenne d'Investissement, aux conditions et dans les limites fixées à l'article 11 de

l'Accord interne relatif au Protocole financier entre la Communauté économique européenne et la Turquie, signé à Bruxelles le 23 novembre 1970, pour les engagements financiers et pécuniaires découlant pour ses emprunteurs de ses interventions sous forme de prêts sur ressources propres octroyés en application de l'article 9 du Protocole financier précité. A cet effet, il est autorisé à signer le contrat de cautionnement avec la Banque susdite.
.....

Convention du 23 juillet 1974

entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, approuvée par le Conseil des Ministres (Moniteur du 26 juillet 1974, p. 9644). (Voir aussi rubrique 2 et pages XXV et XXVI du Bulletin de juin 1974.)

Arrêté royal du 23 juillet 1974

modifiant l'arrêté royal n° 22, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 26 juillet 1974, p. 9646).

Loi du 25 juillet 1974

modifiant le Code des impôts sur les revenus et relative à des mesures conjoncturelles en matière de prêts hypothécaires et de permis de bâtir (Moniteur du 26 juillet 1974, p. 9633). Errata (Moniteur du 31 juillet 1974, p. 9776.) (Voir texte rubrique 1.)

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 29 mars 1974

prescrivant une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la fabrication de fils et fibres artificiels et synthétiques (Moniteur du 19 juillet 1974, p. 9519).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 12 juin 1974

déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines (Moniteur du 15 juin 1974, p. 8475).

Arrêté ministériel du 20 juin 1974

complétant l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration de hausse des prix (Moniteur du 25 juin 1974, p. 8728).

.....
Article 1^{er}. — Il est ajouté à l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971, prescrivant la déclaration de hausse des prix, modifié et complété par les arrêtés ministériels des 20 avril 1972 et 1^{er} août 1973 et par les arrêtés ministériels instituant des mesures transitoires en matière de prix des 1^{er} mars, 20 juillet et 21 décembre 1973, 21 mars et 29 mai 1974, l'article 7bis ci-après :

« Art. 7bis. Sans préjudice des décisions imposant aux entreprises un prix maximum collectif ou individuel, l'entreprise déclarante est tenue de notifier par écrit au Service des prix, cinq jours ouvrables avant son application, la hausse totale ou partielle qu'elle appliquera suite à la conclusion ministérielle de l'examen de la déclaration de hausse. »
.....

Arrêté ministériel du 9 juillet 1974

réglementant les prix de vente des pâtes alimentaires (Moniteur du 25 juillet 1974, p. 9615).

Arrêté ministériel du 10 juillet 1974

déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines (Moniteur du 13 juillet 1974, p. 9353).

Arrêté ministériel du 24 juillet 1974

fixant les prix maximums de vente des engrais azotés simples et des engrais composés, y compris les engrais liquides (Moniteur du 30 juillet 1974, p. 9754).

**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES
ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

Loi du 16 juillet 1974

portant liaison de certaines prestations sociales à l'évolution du bien-être général (Moniteur du 24 juillet 1974, p. 9584).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Arrêté royal du 28 juin 1974

autorisant le Ministre des Finances à se porter caution envers la Banque européenne d'Investissement (Moniteur du 11 juillet 1974, p. 9235). (Voir texte rubrique 3.)

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1974. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

307.61 - 382.51

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1973.

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S., Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 349-354.*)

BELG. 44

331.150. - 331.155. - 331.156.

331.157. - 333.482. - 347.745.

333.111.40 - 347.446.1

VANDEVONDELE, W.

Les clauses d'indexation et leur licéité dans les divers régimes monétaires de la Belgique depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

(In : *Revue des Sciences Economiques, Liège, n° 177, mars 1974, pp. 29-39.*)

BELG. 152

307.61 - 338.43 - 382.51

Orientation à l'exportation des différentes provinces et régions linguistiques en 1969 et 1970. Livraisons à l'étranger par branche d'activité et par région linguistique.

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S., Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 307-339.*)

BELG. 44

331.30 - 333.110. - 333.846.0

Haute conjoncture spéculative.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 17, 26 avril 1974, pp. 141-146.*)

BELG. 33

311.94

SPITAELS, G.

Le vieillissement et ses conséquences économiques.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, février-mars 1974, pp. 93-113.*)

BELG. 153

331.30 - 334.159.

VLERICK, A.

Mexico zoekt nauwere samenwerking met de EG.

(In : *Beleid, Antwerpen, n° 4, april 1974, blz. 19-25.*)

BELG. 179

330.543. - 330.580. - 338.048.

380.3 - 339.21 - 338.43

338.047.

VERENIGING VOOR ECONOMIE.

De overheid in de gemengde economie; notulen. (11° Vlaams Wetenschappelijk Economisch Congres, Leuven, 4 en 5 mei 1973.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën, 1973, 387 p.

332.11 - 332.224. - 347.754.

MEERSCHAUT, M.

De collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende het gewaarborgd maandloon.

(In : *Tijdschrift voor Sociaal Recht, Brussel, n° 3, 1974, blz. 161-178.*)

Textes légaux, réglementaires et conventionnels relatifs au contrat de travail et au contrat d'emploi.

(In : *Bulletin de la Fédération des Entreprises de Belgique, Bruxelles, n° 13, 1-5-1974, supplément, 75 p.*)

BELG. 32

VERVOORT, J.

Economische en financiële informatie aan de ondernemingsraad : enkele nabeschouwingen bij wijze van besluit.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 4, april 1974, blz. 185-187.*)

BELG. 48

332.18 - 347.728.1

332.84

DELBEKE, R.

Economische en financiële informatie aan de ondernemingsraad : toepassing van het Koninklijk Besluit van 27 november 1973.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 4, april 1974, blz. 177-183.*)

BELG. 48

De vrijetijdsbesteding in de industriële maatschappij. (Internationaal congres, Brussel, 5, 6, 7 april 1973.) *Antwerpen, Van Clé-Stichting, 1974, 215 blz.*

332.18

332.87

DE LEMBRE, E.

Het Koninklijk Besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1974, blz. 209-225.*)

BELG. 64 B

BUNDERVOET, J.

Vakbeweging in heroriëntering.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 4, april 1974, blz. 303-320.*)

BELG. 71

332.18 - 347.728.1

333.111.42

QUISTHOUDT, C.

De reglementering inzake economische en financiële informatie te verstrekken aan de ondernemingsraad.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 4, april 1974, blz. 169-175.*)

BELG. 48

FRENKEL, J.A.

The Demand for International Reserves by Developed and Less-Developed Countries.

(In : *Economica, London, No. 161, February 1974, p. 14-24.*)

G.B. 17

333.130.1

333.432.7 - 338.013. - 333.432.8
382.257.

RAYMAEKERS, M.-A.

KALDOR, N.

More Controls in Belgium.

Per la riforma monetaria internazionale : necessità di un nuovo indirizzo.

(In : *The Banker*, London, No. 578, April 1974, pp. 395-399.)

(In : *Bancaria*, Roma, No. 2, Febbraio 1974, pp. 151-155.)

G.B. 3

ITAL. 16

333.137. - 333.101. - 333.103.
347.720.1

333.432.7- 382.257.

LEES, F.A.

ROBERT, S.J.

International Banking and Finance.

Les problèmes monétaires internationaux en 1973.

London, Macmillan, 1974, XV + 419 p.

(In : *Banque*, Paris, n° 328, avril 1974, pp. 335-344.)

FR. 6

333.421.4 - 333.432.7 - 382.257.

333.432.7 - 382.257.

RUEFF, J.

SCHMITT, H.O.

Reflections on Currency and Credit.

International Monetary System : Three Options for Reform.

(In : *International Currency Review*, London, No. 2, March-April 1974, pp. 7-11.)

(In : *International Affairs*, London, No. 2, April 1974, pp. 193-210.)

G.B. 26 D

G.B. 26 A

333.432.7 - 382.257. - 334.152.

333.432.8

FERENCZI, E.

BARATTIERI, V.

Problèmes monétaires contemporains.

An S.D.R. for All Seasons — or how to Make the Unit Acceptable to All.

(In : *Revue des Sciences Economiques*, Liège, n° 177, mars 1974, pp. 3-15.)

(In : *Euromoney*, London, April 1974, pp. 18-20.)

BELG. 152

G.B. 20 A.

333.432.8 - 382.257.

BARATTIERI, V. e SACCOMANNI, F.

Un nuovo diritto speciale di prelievo : problemi e prospettive.

(In : *Bancaria, Roma, No. 2, Febbraio 1974, pp. 181-187.*)

ITAL. 16

333.451.6 - 382.242.0 - 382.257.
333.481. - 333.840.

MAKIN, J.H.

Capital Flows and Exchange-rate Flexibility in the Post-Bretton Woods Era.

(Essays in International Finance, 103.)

Princeton (N.J.), Princeton University, 1974, 29 p.

333.432.8 - 338.341.1 - 382.256.

ISARD, P. and TRUMAN, E.M.

SDRs, Interest and the Aid Link : Further Analysis.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro-Quarterly Review, Rome, No. 108, March 1974, pp. 88-93.*)

ITAL. 4

333.452.1 - 333.423.

Survey of Gold Markets : Part 1.

(In : *International Currency Review, London, No. 2, March-April 1974, pp. 13-18.*)

G.B. 26 D

333.451.2

PRISSERT, P.

A critical reexamination of the forward exchange theory ?

Tilburg, Société Universitaire Européenne de Recherches Financières, 1974, 22 p.

333.453. - 334.152.

CLARK, J.B.

Eurobonds : The Changing Face of the Market.

(In : *Euromoney, London, April 1974, pp. 25-29.*)

G.B. 20 A

333.451.5 - 333.825.

DECALUWE, B.

Two-Tier Exchange Markets and other Systems : a Comparison.

(In : *Tijdschrift voor Economie, Leuven, n° 1, 1974, blz. 55-79.*)

BELG. 171

333.453. - 334.152. - 382.254.

du PRE de SAINT-MAUR, J.

Les crédits financiers internationaux en euro-devises.

(In : *Banque, Paris, n° 328, avril 1974, pp. 345-348.*)

FR. 6

333.453. - 334.152.

333.453. - 334.152.

LUTZ, A.

Eurobonds-self-regulation the Key to Survival.

(In : *Euromoney*, London, April 1974, pp. 30-32.)

G.B. 20 A

MEETER, S.

Rekeneenheden.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n^o 164, april 1974, blz. 157-158.)

NED. 3 A

333.453. - 334.152.

333.453. - 334.152.

LUTZ, F.A.

Eurowährungsmärkte.

(In : *Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft*, Tübingen, Nr. 2, April 1974, S. 193-224.)

ALL. 36

PARK, Y.S.

Structure and Function of the Eurocredit Market.

(In : *Euromoney*, London, April 1974, pp. 73-81.)

G.B. 20 A

333.453. - 334.152. - 382.257.

333.453. - 334.152.

MARINELLI FAUCCI, M.L.

Le operazioni internazionali in dollari e il sistema monetario statunitense.

(In : *Bancaria*, Roma, No. 3, Marzo 1974, pp. 317-330.)

ITAL. 16

VAN DEN ADEL, M.

The Eurco-Jury Still Out.

(In : *Euromoney*, London, April 1974, pp. 39-43.)

G.B. 20 A

333.453. - 333.820. - 334.152.

333.453. - 334.152. - 333.632.2

MARSTON, R.C.

American Monetary Policy and the Structure of the Eurodollar Market.

(Princeton Studies in International Finance, 34.)

Princeton (N.J.), Princeton University, 1974, 40 p.

VAN TETS, R.W.F.

Euroconvertibles : More Hope Than for Straight Bonds ?

(In : *Euromoney*, London, April 1974, pp. 35-37.)

G.B. 20 A

333.641.

333.733.

BROQUET, Cl.

L'efficience allocationnelle du marché au comptant de la Bourse de Bruxelles.

(In : *Analyse Financière*, Paris, n° 16, mars 1974, pp. 11-20.)

FR. 1

BRUYNEEL, A. e.a.

Essai de classification des types de prêts hypothécaires.

(In : *Revue du Notariat Belge*, Bruxelles, n° 2614, avril 1974, pp. 182-191.)

333.67

333.830.

Les offres publiques d'acquisition.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, n° 132, avril 1974, pp. 1-4.)

BELG. 27 C

HERNANDEZ-LOPEZ, M.

L'effet de prix dans la formation des taux d'intérêt.

(In : *Service Mensuel de Conjoncture de Louvain*, Louvain, n° 4, avril 1974, pp. 1-31.)

BELG. 87

333.721. - 381.54

333.841. - 368.03

Ventes à tempérament et conjoncture.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*, n° 16, 19-4-1974, pp. 133-136.)

BELG. 33

BUSKENS, W.

Influence de l'érosion monétaire ou de l'index sur l'indemnisation du préjudice matériel futur de victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

(In : *Bulletin des Assurances*, Bruxelles, n° 232, novembre-décembre 1973, pp. 1023-1031.)

333.731. - 333.771.3 - 347.747.
333.427. - 334.152.

333.841.

MUNS, E.C.

Banken in vier landen beginnen met eurocheque-project.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n° 164, april 1974, blz. 125-128.)

NED. 3 A

FREY, M.

Le problème de l'inflation.

(In : *Bulletin des Assurances*, Bruxelles, n° 232, novembre-décembre 1973, pp. 1017-1022.)

NICHOLS, D.A.

Some Principles of Inflationary Finance.

(In : Journal of Political Economy, Chicago, No. 2-1, March-April 1974, pp. 423-430.)

USA 30

JAUMONT, B. e.a.

Le marché commun contre l'Europe.
(Politique, 58.)*Paris, Edit. du Seuil, 1973, 190 p.*

333.841.

334.150.

VLERICK, A.J.

L'inflation et ses causes structurelles.

(In : Revue Commerciale, Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 23-25.)

BELG. 111

Où va l'Europe ?

(In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 18, 3-5-1974, pp. 153-157.)

BELG. 33

333.844. - 333.451.1

334.150.

SALANT, W.S.

The Post-Devaluation Weakness of the Dollar.

(In : Brookings Papers on Economic Activity, Washington, No. 2, 1973, pp. 481-496.)

USA 7

Proposition d'un règlement du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen de coopération (GEC).

(In : Bulletin des Communautés Européennes, Luxembourg, Supplément n° 1, 1974, 28 p.)

C.E.E. 1 A

334.150.

334.150.

FEIDT, J.

L'activité du parlement européen en 1973.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 173, mars 1974, pp. 150-170.)

FR. 58

VLOEBERGHES, R.

De eenmaking van Europa.

In : Socialistische Standpunten, Brussel, n° 2, 1974, blz. 99-102.)

BELG. 155 D

WALL, E.H.

European Communities Act 1972.

London, Butterworths, 1973, VII + 111 p.

LISEIN-NORMAN, M.

Les licenciements collectifs : faits et orientations.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 173, mars 1974, pp. 123-128.)

FR. 58

334.151.

334.151.

COPPE, A.

Remarques sur l'harmonisation des conditions des licenciements collectifs dans la perspective économique et sociale.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 173, mars 1974, pp. 145-147.)

FR. 58

SECHE, J.-C.

Le nouveau Fonds social européen.

(In : Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 1-2, avril 1974, pp. 78-111.)

334.151.

334.152. - 382.257. - 333.432.7

HEYNIG, E.

Le programme d'action sociale de la Communauté Européenne.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 173, mars 1974, pp. 111-120.)

FR. 58

D'AROMA, A.

La situazione monetaria internazionale e l'integrazione europea.

(In : Bancaria, Roma, No. 1, Gennaio 1974, pp. 114-122.)

ITAL. 16

334.151.

334.152.

KRAVARITOU-MANITAKIS, P.

La proposition de directive de la commission sur les licenciements collectifs et les mesures de protection des travailleurs.

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 173, mars 1974, pp. 129-144.)

FR. 58

European Monetary Unification and its Meaning for the United States.

Washington, Brookings Institution, 1973, XX + 322 p.

INSTITUTE OF BANKERS.

Banking in Europe; the Challenge of Britain's entry into the E.E.C.

(Ernest Sykes Memorial Lectures, November 1973.)
London, Institute of Bankers, 1973, II + 30 p.

JURION, B.J.

Les effets budgétaires d'une redistribution de la dépense gouvernementale : une analyse input-output. (Travaux de recherches, 7402.)

Liège, Centre de Recherches Economiques et Démographiques de l'Université de Liège, s.d., 37 p.

334.152.

336.020.

OPPENHEIMER, P. M.

Monetary Union : a Survey of the Main Issues.

(In : *De Economist*, Amsterdam, n° 1, januari-februari 1974, blz. 23-48.)

NED. 12

Les dépenses de l'Etat en 1972.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 29-48.)

BELG. 99

334.153.

336.206. - 341.247.

GOJAT, G.

L'évolution du droit budgétaire européen de 1952 à 1973.

(In : *Revue de Science Financière*, Paris, n° 1, janvier-mars 1974, pp. 41-96.)

FR. 53

CELEN, R.

De internationale verdragen ter voorkoming van dubbele belasting, door België afgesloten.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Antwerpen, n° 2, april 1974, blz. 249-272.)

BELG. 64 B

334.158. - 337.50 - 382.30
382.51

336.212.0

RESNICK, S.A. and TRUMAN, E.M.

The Distribution of West European Trade Under Alternative Tariff Policies.

(In : *The Review of Economics and Statistics*, Cambridge, No. 1, February 1974, pp. 83-91.)

USA 39

DESCHAMPS, C.

L'impôt sur le revenu négatif.

(In : *Revue du Notariat Belge*, Bruxelles, n° 2163, mars 1974, pp. 122-128.)

BOELAERT, R.

Le solde budgétaire en cas de plein emploi avec une application à la Belgique.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 3-27.*)

BELG. 99

CLAES, W.

Economie en energie.

(In : *Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, maart 1974, blz. 5-18.*)

BELG. 93

337.554.

338.012.

CURZON, V.

The Essentials of Economic Integration.
Lessons of EFTA Experience.

London, Macmillan, 1974, XII + 319 p.

SIMONET, H.

Analyse de la crise de l'énergie.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 122, avril 1974, pp. 91-97.*)

BELG. 155 C

338.012.

338.012. - 334.155.

BAECK, L.

De energie- en grondstoffencrisis : een omschakelingsstrategie.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 4, april 1974, blz. 279-301.*)

BELG. 71

VANDEN ABEELE, M.

Le point de la politique énergétique de la Communauté Européenne.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 122, avril 1974, pp. 121-124.*)

BELG. 155 C.

338.012. - 338.753.0

338.046.3

CHARDONNET, J.

Les sources d'énergie.

Paris, Sirey, 1973, 614 p.

FABRIMETAL.

La sous-traitance.

Bruxelles, Fabrimétal, 1974, 26 p.

VANDEBOSCH, J.

Actualité de l'entreprise publique.

(In : Socialisme, Bruxelles, n° 122, avril 1974, pp. 149-160.)

SIX, L. et VAN ROY, J.P.

La hiérarchie des centres en Brabant.

(In : Eco-Brabant, Bruxelles, n° 2, mars 1974, pp. 3-21.)

BELG. 64

338.32 - 338.43 - 338.8
339.312.2

338.722.6

DEBROCK, K. en GOOSSENS, M.

Van industriële groeipolen naar stedelijke systemen.
(Eclectica, 14.)*Brussel, Economische Hogeschool Sint-Aloysius, 1974, 93 blz.*

SCHNITTKER, J.A.

The 1972-1973 Food Price Spiral.

(In : Brookings Papers on Economic Activity, Washington, No. 2, 1973, pp. 498-506.)

USA 7

338.43

338.732.3

CUDELL, G.

Une politique économique pour la région bruxelloise.

(In : Socialisme, Bruxelles, n° 122, avril 1974, pp. 133-140.)

BELG. 155 C

MEDAETS, J.

Le charbon a-t-il encore un avenir ?

(In : Socialisme, Bruxelles, n° 122, avril 1974, pp. 105-111.)

BELG. 155 C

338.43

338.754.233.

HINNEKENS, L.

De middelenvoorziening in de gedecentraliseerde staatsstructuren van België.

(In : Ondernemen, Brussel, n° 3, maart 1974, blz. 139-144.)

BELG. 48

BATAILLIE, M.

Na de oliecrisis : een blik in de nabije toekomst.
Benzinemarkt blijft knap.*(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1974, blz. 163-174.)*

BELG. 64 B

Les besoins de pétrole et leur financement.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 15, 12 avril 1974, pp. 125-130.*)

BELG. 33

JAUMOTTE, Ch.

Réflexions méthodologiques d'un économiste.

(In : *La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 3, mars 1974, pp. 261-264.*)

BELG. 149 D

338.754.233. - 338.753.0 - 93
338.732.3 - 338.731.1

338.8

ASSOCIATION CHARBONNIERE EUROPEENNE.

L'énergie en Europe et l'importance du charbon.

Bruxelles, Comité d'Etude des Producteurs de Charbon d'Europe Occidentale, 1974, 64 p.

MOLITOR, M.

Croissance économique et luttes politiques.

(In : *La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 3, mars 1974, pp. 265-272.*)

BELG. 149 D

338.8

339.113. - 336.834. - 336.214.

DE VROEY, M.

La fin d'un chapitre de l'histoire économique.

(In : *La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 3, mars 1974, pp. 257-260.*)

BELG. 149 D

BANQUE DE BRUXELLES.

Belgium, Land of Investment; Essential Background Information for the Prospective Investor. 5th edit.

Bruxelles, Banque de Bruxelles, 1973, 99 p. + 3 cart.

338.8

339.4

FRANCK, R.

« Halte à la croissance ? » : un surprenant remue-ménage idéologique.

(In : *La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 3, mars 1974, pp. 245-256.*)

BELG. 149 D

BROYLES J.E.

Politique de gestion de portefeuille dans un marché financier concurrentiel.

(In : *Analyse Financière, Paris, n° 16, mars 1974, pp. 34-39.*)

FR. 1

339.4

347.452.

MICHEL, P.A.

Une méthode scientifique de sélection de portefeuille.
(In : *Revue des Sciences Economiques, Liège, n° 177, mars 1974, pp. 17-28.*)

BELG. 152

't KINT, J.

Les associations sans but lucratif. 2^e édit.
Bruxelles, Larcier, 1974, 367 p.

339.4

347.720.1

WILKINSON, R.P.

La gestion de portefeuille.
(In : *Analyse Financière, Paris, n° 16, mars 1974, pp. 40-42.*)

FR. 1

DUNN, M.R.

The Impact of Multinationals.
(In : *Journal of the Institute of Bankers, London, No. 2, April 1974, pp. 73-84.*)

G.B. 29

340.4 - 380.3 - 347.734.
333.78 - 333.24 - 339.324.
347.721.4

347.720.1 - 336.214. - 334.155.

VAN GERVEN, W.

Wetboek economisch en financieel recht.
Gent, Story-Scientia, 1973, 2 dln, versch. blz.

GARLATTI, E.

L'entreprise internationale face à l'impôt; évasion fiscale ou surimposition ?
Lausanne, Servan Fiduciaire, 1974, XII + 275 p.

341.217. - 334.150.

347.720.1 - 339.113.

FAWCETT, J.E.S.

The Council of Europe and Integration.
(In : *International Affairs, London, No. 2, April 1974, pp. 242-250.*)

G.B. 26 A

HELLMANN, R.

Puissance et limites des multinationales.
(Tr. de l'allemand.)
(Questions économiques.)
Paris, Mame, 1973, 232 p.

381.52

382.257.- 658.40

d'ALCANTARA, A.

L'implantation des grandes surfaces de vente.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 259, janvier-février 1974, pp. 16-22.)

BELG. 157

TUROT, P.

Comment une entreprise industrielle peut se protéger contre la crise monétaire internationale.

(In : *Hommes et Techniques*, Paris, n° 353, mars 1974, pp. 217-221.)

FR. 35 A

382.242.0

382.51

HEREMANS, D.

The Theory of International Capital Movements. An Intertemporal Exchange Approach.

(In : *Tijdschrift voor Economie*, Leuven, n° 1, 1974, blz. 81-110.)

BELG. 171

CLAVAU, F.J.

De exportpositie van de afzonderlijke EG-landen.

(In : *Economisch Statistische Berichten*, Rotterdam, n° 2949, 1-5-1974, blz. 372-373.)

NEDERL. 10

382.242.2 - 333.820. - 333.454.1

650. - 657.30 - 347.720.0

LLEWELYN, D.T.

Policies for Short Term Capital Flows.
(SUERF Series, 14 A.)

Tilburg, Société Universitaire Européenne de Recherches Financières, 1974, 26 p.

PINOTEAU, Ch.

Les risques de la gestion des entreprises.
(Le droit en poche, 9-10.)

Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1973, 453 p.

382.257. - 333.432.7

FOWLER, H.H.

The World Economy : Time for Action.

(In : *Economic Impact*, Washington, No. 5, March 1974, pp. 59-63.)

USA 19

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 000-0000500-15 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
